

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 38. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding dan die vermeld in lid 1 vaststellen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President et Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement 1657 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/007900]

25 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé concernant la santé mentale et ses services actifs en Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, articles 47/21, alinéa 2, 47/24, § 1^{er}, alinéa 2, 491/35, alinéa 5, 491/36, alinéa 4, 491/37, §§ 1^{er} et 2, 491/39, alinéa 2, 491/40, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, 491/43, alinéa 2, 491/44, 491/46, alinéa 2, 491/47, 491/48, alinéa 3, 491/49, alinéas 7 et 8, 491/50, § 2, 538/3, alinéas 8 et 9, 538/9, alinéa 2, 538/10, § 2, alinéa 1^{er}, 538/11, 538/12, alinéas 2 et 3, 538/13, alinéa 2, 538/14, alinéa 3, 538/17, alinéa 3, 538/18, alinéa 4, 538/19, § 1^{er}, alinéa 3, § 2, 538/20, 538/21, alinéa 3, 538/22, alinéas 2 et 3, 538/24, 538/30, § 2, 538/31, 538/33, alinéa 1^{er}, 538/34, alinéa 3, 538/35, §§ 2 et 3, 538/38, alinéa 3, 538/39, alinéa 10, 538/40, §§ 2 et 3, 538/44, §§ 8 et 9, 538/50, alinéas 2 et 3, 538/51, § 2, alinéa 1^{er}, 538/52, 538/53, alinéas 2 et 3, 538/54, 538/55, alinéa 2, 538/58, alinéa 2, 538/59, alinéa 4, 538/60, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2, 538/61, 538/62, alinéa 3, 538/63, alinéa 3 et 4, 538/65, § 1^{er}, alinéa 3, 538/71, § 2, 538/72, 538/74, alinéa 1^{er}, 538/75, alinéa 3, 538/76, §§ 2 et 3, 538/79, alinéa 3, 538/80, alinéa 10, 538/81, §§ 2 et 3, 541, alinéas 8 et 9, 542, § 2, alinéa 3, 543, alinéa 5, 545, alinéa 5, 547, alinéa 3, 556, § 2, alinéas 2 et 3, 557, 558, § 2, alinéa 2, 560, § 1^{er}, alinéa 4, et § 3, 561, § 3, 561/1, § 3, 562, 563, 564, 565, 566, §§ 2 et 3, 567, 568, alinéa 3, 571, alinéa 3, 581, alinéa 1^{er}, 585, § 2, alinéa 3, et § 3, alinéa 3, 590, 591, 598, 599, 600, § 1^{er}, alinéa 3, 603, alinéa 2, 612, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéa 10, 615, 617/1, § 4, 617/2, alinéa 2, 679/5, alinéa 4, 679/7, § 2, alinéas 3 et 4, § 3, alinéa 2, et § 4, 679/8, alinéas 2 et 3, 679/9, 679/10, alinéa 3, 679/11, § 2, alinéas 2 et 3, 679/13, alinéa 2, 679/14, 679/15, alinéa 3, 679/16, alinéa 8, 679/17, §§ 2 et 3 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de soins psychiatriques ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à des initiatives d'habitations protégées et aux associations d'institutions et de services psychiatriques ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément des initiatives d'habitation protégée pour des patients psychiatriques ;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1990 fixant les règles pour la fixation du prix d'hébergement pour les personnes admises dans des maisons de soins psychiatriques ;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1999 fixant le nombre maximum de places d'habitations protégées pouvant être mis en service ainsi que les règles relatives à la réduction équivalente d'un certain nombre de lits d'hôpitaux comme visé à l'article 35 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 ;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitations protégées ;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux ;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2002 fixant les règles selon lesquelles une partie du prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques est mise à charge de l'État ;

Vu l'arrêté royal du 23 juin 2003 fixant les règles relatives à la réduction équivalente d'un certain nombre de lits d'hôpitaux comme visé à l'article 35 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 déterminant les modalités d'agrément, de fermeture et la procédure de recours pour les hôpitaux, services hospitaliers, services médico-techniques lourds, sections, fonctions, initiatives d'habitation protégée et associations d'institutions et de services psychiatriques ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant le nombre programme pour les maisons de soins psychiatriques ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de soins psychiatriques ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 octobre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 15 février 2024 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap, donné le 14 novembre 2023 ;

Vu l'avis standard de l'Autorité de protection des données, remis le 19 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^o, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 16 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.663/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 19 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 18 décembre 2023 ;

Considérant le fait que l'avis de la Commission wallonne de la Santé a été sollicité le 31 octobre 2023, que la Commission wallonne de la santé n'a pas donné suite dans les délais requis à cette demande ;

Considérant la décision du 7 novembre 2023 de l'Organe de concertation intra-francophone et la décision du 7 novembre 2023 du Comité ministériel de concertation intra-francophone de ne pas rendre d'avis ;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive.*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé.*

Section 1^{re}. — Création d'un titre spécifique consacré à la santé mentale.

Art. 2. L'intitulé du titre III du livre VII de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé est remplacé par : « Titre III. Dispositifs particuliers de soins en santé mentale. ».

Section 2. — Modifications relatives au plan stratégique pour la santé mentale.

Art. 3. Dans le titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, avant le chapitre I^{er}, un chapitre préliminaire intitulé : « Chapitre préliminaire. Plan stratégique pour la santé mentale. ».

Art. 4. Dans le chapitre préliminaire du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré une section 1^{re} intitulée : « Section 1^{re}. Elaboration du plan stratégique pour la santé mentale. ».

Art. 5. Dans la section 1^{re} du chapitre préliminaire du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1609/1 rédigé comme suit :

« Art. 1609/1. § 1^{er}. Deux ans avant l'expiration du plan, le ministre, après l'avis du comité de pilotage, décide de la création de groupes de travail.

Le Ministre détermine :

1° le nombre de groupes de travail ;

2° la thématique à aborder par chaque groupe de travail ;

3° la représentativité des secteurs et des groupes cibles dans chaque groupe de travail par rapport à la thématique visée au 2° ;

4° la fréquence des comptes rendus de chaque groupe de travail.

Les membres de chaque groupe de travail sont désignés par le comité de pilotage.

Les groupes de travail constitués conformément aux alinéas précédents ont pour mission de faire des propositions au comité de pilotage sur les objectifs et les stratégies de santé mentale.

§ 2. Un an avant l'expiration du plan, le comité de pilotage, sur base des propositions des groupes de travail, soumet une proposition de plan au Ministre. ».

Art. 6. Il est inséré dans le même Code un article 1609/2 rédigé comme suit :

« Art. 1609/2. Le Ministre soumet le projet de plan à l'avis du Comité « Santé » visé à l'article 11 du Code décretaal. Cet avis est communiqué par voie électronique au Ministre dans un délai maximum de deux mois à compter de la demande d'avis.

Le Ministre soumet le plan, accompagné de l'avis du Comité « Santé », à l'approbation du Gouvernement.

Le plan respecte les engagements et accords nationaux et internationaux.

Le plan est adopté pour cinq ans.

Le plan est évolutif. Le Gouvernement ou son délégué procède aux ajustements du plan rendus nécessaires par suite de l'impact des mesures prévues dans le plan et de l'évolution de la situation sanitaire, après avoir sollicité l'avis du comité de pilotage. Le comité de pilotage rend son avis dans le mois de la demande d'avis. ».

Art. 7. Dans le chapitre préliminaire du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1609/2, une section 2 intitulée : « Section 2. Comité de pilotage. ».

Art. 8. Dans la section 2 du chapitre préliminaire du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1609/3 rédigé comme suit :

« Art. 1609/3. § 1^{er}. Le comité de pilotage est composé de membres effectifs et d'invités.

En cas de décision soumise au vote, seuls les membres effectifs participent au vote.

§ 2. Le comité de pilotage est composé des personnes suivantes :

1° le Ministre ou son représentant ;

2° deux membres de l'Agence désignés sur proposition de son administrateur général, parmi les membres du personnel des services de la branche « Santé » ;

3° un membre de l'Agence désigné sur proposition de son administrateur général, parmi les membres du personnel des services de la branche « Handicap » ;

4° un représentant par plate-forme de concertation en santé mentale ;

5° deux représentants des maisons de soins psychiatriques, désignés sur proposition des fédérations de maisons de soins psychiatriques ;

6° deux représentants des initiatives d'habitations protégées, désignés sur proposition des fédérations d'initiatives d'habitations protégées ;

7° deux représentants des services de santé mentale, désignés sur proposition des fédérations de services de santé mentale ;

8° deux représentants des réseaux spécialisés en assuétudes ;

9° trois représentants des organismes assureurs wallons ;

10° un représentant proposé par les associations de bénéficiaires ;

11° un représentant par centre de référence en santé mentale ;

12° un représentant par centre de référence spécifique ;

13° un représentant de la première ligne de soins ;

14° un représentant des personnes en situation de handicap.

Les membres effectifs du comité de pilotage sont désignés par le Ministre pour une durée de cinq ans, renouvelable.

Un membre suppléant est désigné pour chaque membre effectif. Ce membre suppléant siège uniquement en l'absence du membre effectif correspondant.

Il est pourvu immédiatement au remplacement du membre effectif qui a cessé de faire partie du comité pour la fin du mandat du membre effectif remplacé.

§ 3. Le comité de pilotage invite, selon les besoins et en fonction de l'ordre du jour, toutes personnes reconnues pour leur expertise particulière dans les matières de la santé mentale dont la présence est utile à ses travaux.

Le comité de pilotage invite, selon les besoins et en fonction de l'ordre du jour, des représentants des administrations régionales, des administrations fédérales ou d'autres entités fédérées, dont la présence est utile à ses travaux.

§ 4. Lors de son installation, le comité de pilotage désigne un bureau et élit son président à la majorité simple des membres effectifs présents.

Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par l'Agence. La conservation des procès-verbaux des réunions du comité de pilotage est assurée par l'Agence. Les procès-verbaux sont conservés, au minimum, jusqu'au 31 décembre de la dixième année qui suit leur rédaction.

§ 5. Le comité de pilotage adopte son règlement d'ordre intérieur.

§ 6. Le comité de pilotage se réunit autant de fois que ses missions l'exigent et au minimum une fois par an.

Le comité de pilotage se réunit à l'initiative de son président ou si un tiers de ses membres en fait la demande. ».

Section 3. — Modifications relatives aux centres de référence en santé mentale.

Art. 9. Dans le titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1609/3, un chapitre préliminaire bis intitulé : « Chapitre préliminaire bis. Centres de référence en santé mentale. ».

Art. 10. Dans le chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré une section 1ère intitulée : « Section 1ère. Dispositions générales. ».

Art. 11. Dans la section 1ère du chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1609/4 rédigé comme suit :

« Art. 1609/4. Les définitions contenues dans l'article 491/33 du Code décretaal s'appliquent au présent chapitre.

Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « pouvoir organisateur » l'organe chargé de l'administration du centre de référence en santé mentale ou du centre de référence spécifique. ».

Art. 12. Dans le chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1609/4, une section 2 intitulée : « Section 2. Plan d'actions. ».

Art. 13. Dans la section 2 du chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1609/5 rédigé comme suit :

« Art. 1609/5. Afin de récolter les données nécessaires ou utiles à la réalisation des actions visées à l'article 491/35 du Code décretaal, le centre de référence en santé mentale est autorisé à introduire des demandes de renseignements auprès de toutes autorités publiques et auprès de toutes institutions privées.

Les données sont récoltées sous forme anonymisée, dans le respect de la législation sur le droit d'auteur. ».

Art. 14. Il est inséré dans le même Code un article 1609/6 rédigé comme suit :

« Art. 1609/6. Le Ministre détermine le modèle de plan d'actions visé à l'article 491/36, alinéa 1^{er}, 4^o du Code décretaal.

Le plan d'actions comprend :

1^o toutes les actions menées par le centre de référence en santé mentale dans le cadre de son agrément ;

2^o le cas échéant, les actions menées dans le cadre d'un agrément visé aux articles 410/9, 410/16 et 410/25 du Code décretaal.

Les actions visées à l'alinéa 2, 2^o, ne bénéficient pas de la subvention visée à l'article 1609/15. ».

Art. 15. Il est inséré dans le même Code un article 1609/7 rédigé comme suit :

« Art. 1609/7. § 1^{er}. Le centre de référence en santé mentale transmet par voie électronique à l'Agence son plan d'actions en annexe de sa demande d'agrément.

L'octroi de l'agrément entraîne l'approbation tacite du plan d'actions.

§ 2. Le centre de référence en santé mentale transmet par voie électronique les ajustements des objectifs de son plan d'actions à l'Agence dans le mois de l'adoption de ces modifications.

L'Agence accuse réception des ajustements du plan d'actions dans les quinze jours à compter de la réception de l'envoi.

L'Agence approuve les ajustements du plan d'actions dans les trois mois à dater de leur réception. L'absence de réaction de l'Agence endéans ce délai équivaut à une approbation tacite des ajustements du plan d'actions. ».

Art. 16. Dans le chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1609/7, une section 3 intitulée : « Section 3. Agrément. ».

Art. 17. Dans la section 3 du chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1609/8 rédigé comme suit :

« Art. 1609/8. Les règles déontologiques visées à l'article 491/36, alinéa 1^{er}, 8^o, du Code décretaal sont reprises à l'annexe 144. ».

Art. 18. Il est inséré dans le même Code un article 1609/9 rédigé comme suit :

« Art. 1609/9. La demande d'agrément est introduite par voie électronique par le centre de référence en santé mentale auprès de l'Agence, après un appel publié au *Moniteur belge* conformément à l'article 491/37, § 1^{er}, du Code décretaal. Le délai d'introduction de la demande est précisé dans l'appel.

La demande comprend :

1^o un formulaire, établi par l'Agence et complété par le centre de référence en santé mentale, reprenant :

a) le numéro d'entreprise ;

b) l'identité du centre de référence en santé mentale, la qualité et mandat de son représentant ;

c) l'adresse de l'établissement principal ;

d) le cas échéant les adresses d'éventuelles antennes ;

e) des coordonnées de contact, telles que courrier, mail, téléphone... ;

f) l'engagement à exercer la mission définie à l'article 491/34 du Code décretaal ;

g) l'engagement à réaliser les actions prévues à l'article 491/35 du Code décretaal ;

h) l'engagement à mettre en œuvre le plan d'actions visé à l'article 491/36, alinéa 1^{er}, 4^o, du Code décretaal ;

i) la signature du représentant visé au point b) ;

2^o un extrait du procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration durant laquelle la décision de demander l'agrément a été adoptée ;

3^o la preuve du mandat du représentant visé au 1^o, b), lorsque ce mandat n'a pas fait l'objet d'une publication dans les annexes du *Moniteur belge* ;

4^o une déclaration sur l'honneur attestant de l'encadrement par des conseillers académiques ou scientifiques visé à l'article 491/36, alinéa 1^{er}, 6^o, du Code décretaal ;

5^o le plan d'actions visé à l'article 491/36, alinéa 1^{er}, 4^o, du Code décretaal ;

6^o le budget prévisionnel visé à l'article 491/36, alinéa 1^{er}, 7^o, du Code décretaal ;

7^o l'organigramme du centre de référence en santé mentale ;

8^o tout autre document que le centre de référence en santé mentale estime utile à l'appui de sa demande. ».

Art. 19. Il est inséré dans le même Code un article 1609/10 rédigé comme suit :

« Art. 1609/10. § 1^{er}. L'Agence accuse réception de la demande d'agrément par voie électronique dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier.

§ 2. Si le dossier est incomplet, l'Agence réclame les documents manquants ou incomplets dans le mois de la réception du dossier.

Le centre de référence en santé mentale dispose d'un délai d'un mois, à compter de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, pour compléter son dossier. A défaut, sa demande d'agrément est réputée irrecevable.

§ 3. L'Agence transmet au Ministre le dossier complet, accompagné de son avis, dans les deux mois de la réception du dossier complet.

§ 4. Le Ministre statue sur les demandes d'agrément dans les deux mois suivants la transmission du dossier complet par l'Agence.

Le Ministre ou son délégué notifie sa décision au centre de référence en santé mentale concerné. Une copie de la décision est transmise à l'Agence. ».

Art. 20. Dans le chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1609/10, une section 4 intitulée : « Section 4. Comité d'accompagnement. ».

Art. 21. Dans la section 4 du chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1609/11 rédigé comme suit :

« Art. 1609/11. Le comité d'accompagnement comprend :

- 1° trois personnes représentant le centre de référence en santé mentale concerné ;
- 2° une personne représentant chaque autre centre de référence en santé mentale agréé ;
- 3° une personne représentant chaque centre de référence spécifique agréé ;
- 4° deux personnes, appartenant à des catégories d'institutions différentes, représentant le secteur des soins en santé mentale agréé par la Région wallonne ;
- 5° une personne représentant les professionnels de l'aide et des soins visés par le Code décretaal ;
- 6° une personne représentant des bénéficiaires des institutions agréées de santé mentale ;
- 7° une personne représentant des familles des bénéficiaires des institutions agréées de santé mentale ;
- 8° une personne représentant des plates-formes de concertation en santé mentale. ».

Art. 22. Il est inséré dans le même Code un article 1609/12 rédigé comme suit :

« Art. 1609/12. § 1^{er}. La candidature au comité d'accompagnement est introduite par voie électronique par le candidat auprès de l'Agence, après un appel publié au *Moniteur belge* conformément à l'article 491/40, § 1^{er}, du Code décretaal. Le délai d'introduction de la candidature est précisé dans l'appel.

Le Ministre précise dans l'appel à candidature le contenu de la candidature au comité d'accompagnement.

§ 2. L'Agence accuse réception de la candidature au comité d'accompagnement dans un délai de quinze jours à dater de la réception de cette candidature.

§ 3. L'Agence transmet au Ministre le dossier complet des candidatures au comité d'accompagnement, accompagné de son avis, en même temps que le dossier relatif à l'agrément du centre de référence en santé mentale concerné.

§ 4. Le Ministre statue sur la composition du comité d'accompagnement juste après sa décision d'octroyer l'agrément au centre de référence en santé mentale concerné.

Le Ministre ou son délégué notifie sa décision au centre de référence en santé mentale concerné et aux candidats au comité d'accompagnement. Une copie de la décision est transmise à l'Agence.

§ 5. Lorsque les candidatures reçues pour le comité d'accompagnement ne permettent pas de composer intégralement ce comité d'accompagnement conformément aux dispositions de l'article 1609/11, le Ministre désigne les membres du comité d'accompagnement sur base des candidatures reçues, et publie un nouvel appel à candidatures en vue de compléter la composition du comité d'accompagnement. ».

Art. 23. Dans le chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1609/12, une section 5 intitulée : « Section 5. Centres de référence spécifiques. ».

Art. 24. Dans la section 5 du chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1609/13 rédigé comme suit :

« Art. 1609/13. La mission du centre de référence spécifique visée à l'article 491/42, alinéa 1^{er}, s'exerce en concertation avec les centres de référence en santé mentale agréés afin de favoriser les échanges et les collaborations. ».

Art. 25. Il est inséré dans le même Code un article 1609/14 rédigé comme suit :

« Art. 1609/14. Le comité d'accompagnement comprend :

- 1° trois personnes représentant le centre de référence spécifique concerné ;
- 2° une personne représentant chaque centre de référence en santé mentale agréé ;
- 3° une personne représentant chaque autre centre de référence spécifique agréé ayant un lien avec la même thématique ;
- 4° deux personnes, appartenant à des catégories d'institutions différentes, représentant le secteur des soins en santé mentale agréé par la Région wallonne ;
- 5° une personne représentant les professionnels de l'aide et des soins visés par le Code décretaal ;
- 6° une personne représentant des bénéficiaires des institutions agréées de santé mentale ;
- 7° une personne représentant des familles des bénéficiaires des institutions agréées de santé mentale ;
- 8° une personne représentant des plates-formes de concertation en santé mentale. ».

Art. 26. Dans le chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1609/14, une section 6 intitulée : « Section 6. Subventionnement. ».

Art. 27. Dans la section 6 du chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1609/15 rédigé comme suit :

« Art. 1609/15. § 1^{er}. Il est accordé au centre de référence en santé mentale agréé une subvention totale de 500.000,00 euros.

Le montant de 500.000,00 euros visé à l'alinéa 1^{er} est lié à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation est appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification.

§ 2. Les articles 12/1 et 12/2 sont applicables à la subvention visée au présent article.

§ 3. Le Ministre détermine par circulaire la liste des frais admissibles à charge de la subvention visée au paragraphe 1^{er}.

Cette circulaire est transmise par voie électronique au centre de référence en santé mentale.

Art. 28. Il est inséré dans le même Code un article 1609/16 rédigé comme suit :

« Art. 1609/16. Conformément à l'article 491/47 du Code décretaal, le bilan et le compte de résultats sont élaborés sur base du modèle figurant à l'annexe 7 de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 29. Dans le chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1609/16, une section 7 intitulée : « Section 7. Evaluation, contrôle et sanctions. ».

Art. 30. Dans la section 7 du chapitre préliminaire bis du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1609/17 rédigé comme suit :

« Art. 1609/17. § 1^{er}. L'évaluation du centre de référence en santé mentale est élaborée à partir :

1° des rapports d'activité déposés ;

2° des précédents rapports d'évaluation.

§ 2. L'évaluation a pour objectif :

1° de constater et d'expliquer les écarts positifs ou négatifs entre les objectifs du centre de référence en santé mentale et les actions réalisées ;

2° de réaliser un bilan qualitatif des actions réalisées par le centre de référence en santé mentale ;

3° d'élaborer des recommandations en vue d'améliorer la qualité des actions et des pratiques du centre de référence en santé mentale ;

4° d'élaborer les nouveaux objectifs d'actions du centre de référence en santé mentale.

§ 3. Le centre de référence en santé mentale procède à son autoévaluation au minimum une fois tous les trois ans.

Le rapport d'autoévaluation est transmis par voie électronique à l'Agence.

L'Agence formule si nécessaire des remarques concernant le rapport d'autoévaluation qui lui a été transmis.

§ 4. Un entretien d'évaluation se tient à l'initiative du centre de référence en santé mentale, ou à l'initiative de l'Agence, lorsqu'une de ces parties estime un tel entretien utile.

L'entretien d'évaluation regroupe, dans la mesure du possible :

1° l'ensemble des membres de l'équipe du centre de référence en santé mentale ;

2° l'ensemble des agents de l'Agence en charge de l'évaluation du centre de référence en santé mentale ;

3° éventuellement d'autres personnes invitées conjointement par le centre de référence en santé mentale et par l'Agence.

A l'issue de l'entretien d'évaluation, l'Agence rédige un rapport d'évaluation.

Ce rapport d'évaluation est transmis de manière électronique au centre de référence en santé mentale dans le mois qui suit l'entretien d'évaluation.

Le centre de référence en santé mentale dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception du rapport d'évaluation, pour faire part de ses observations de manière électronique à l'Agence.

L'Agence intègre les observations du centre de référence en santé mentale dans le rapport final d'évaluation.

§ 5. Le rapport d'autoévaluation visé au paragraphe 3, éventuellement assortis des remarques de l'Agence, est transmis de manière électronique dans les trois mois de l'entretien d'évaluation au centre de référence en santé mentale et au comité d'accompagnement.

Le rapport final d'évaluation visé au paragraphe 4 est transmis de manière électronique dans les trois mois de l'entretien d'évaluation au centre de référence en santé mentale et au comité d'accompagnement. ».

Art. 31. Il est inséré dans le même Code un article 1609/18 rédigé comme suit :

« Art. 1609/18. Les conclusions du contrôle visé à l'article 491/49 du Code décretaal sont transmises dans les trois mois au centre de référence en santé mentale, qui dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception des conclusions, pour faire valoir ses observations à l'Agence. ».

Art. 32. Il est inséré dans le même Code un article 1609/19 rédigé comme suit :

« Art. 1609/19. § 1^{er}. Lorsque l'Agence constate qu'un centre de référence en santé mentale cesse de remplir les conditions d'agrément, ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent, elle notifie les manquements constatés à ce centre de référence en santé mentale ainsi que le délai de mise en conformité qui n'est pas inférieur à un mois, à compter de la notification des manquements.

§ 2. Au terme du délai de mise en conformité, l'Agence émet, en cas de persistance des manquements constatés, une proposition de retrait de l'agrément qu'elle notifie au centre de référence en santé mentale concerné.

Dans un délai qui ne peut pas être inférieur à quinze jours, à dater de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, le centre de référence en santé mentale concerné est convoqué à une audition afin de faire valoir ses arguments. Il peut se faire assister du conseil de son choix.

Dans un délai de quinze jours à dater de l'audition, un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et notifié au centre de référence en santé mentale auditionné, qui dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision.

§ 3. Le Ministre statue sur la proposition de retrait d'agrément dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet. ».

Section 4. — Modifications relatives aux maisons de soins psychiatriques.

Art. 33. Dans le titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768, un chapitre 1^{er}/1 intitulé : « Chapitre 1^{er}/1. Maisons de soins psychiatriques. ».

Art. 34. Dans le chapitre 1^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré une section 1ère intitulée : « Section 1ère. Dispositions générales. ».

Art. 35. Dans la section 1ère du chapitre 1^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/1 rédigé comme suit :

« Art. 1768/1. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1° « centre de référence en santé mentale » : le centre de référence en santé mentale tel que visé à l'article 491/35 du Code décretaal ;

2° « centre de référence spécifique » : le centre de référence spécifique tel que visé à l'article 491/42 du Code décretaal ;

3° « pouvoir organisateur » : l'organe chargé de l'administration de la maison de soins psychiatriques.

Les définitions contenues dans l'article 538/1 du Code décretaal s'appliquent au présent chapitre. ».

Art. 36. Dans le chapitre 1^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/1, une section 2 intitulée : « Section 2. Règles d'organisation et de fonctionnement. ».

Art. 37. Dans la section 2 du chapitre 1^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré une sous-section 1ère intitulée : « Sous-section 1ère. Projet de service. ».

Art. 38. Dans la sous-section 1ère de la section 2 du chapitre 1^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/2 rédigé comme suit :

« Art. 1768/2. § 1^{er}. L'environnement territorial visé à l'article 538/3, alinéa 6, 2°, du Code décretaal consiste à décrire le lieu d'implantation de chaque établissement de la maison de soins psychiatriques par rapport, entre autres, aux caractéristiques démographiques de la commune concernée, à la présence d'autres activités économiques, aux possibilités d'activités de loisirs, à l'accessibilité par les transports en commun.

L'environnement institutionnel visé à l'article 538/3, alinéa 6, 2°, du Code décretaal consiste à indiquer la présence d'autres institutions de santé mentale aux alentours de chaque établissement de la maison de soins psychiatriques.

§ 2. Les objectifs et le plan d'actions visés à l'article 538/3, alinéa 6, 4°, du Code décretaal sont définis par rapport aux objectifs, aux actions et aux stratégies prévus par le plan stratégique pour la santé mentale visé à l'article 47/19, 2°, du Code décretaal, dans la mesure où ces objectifs, ces actions et ces stratégies concernent la mission des maisons de soins psychiatriques telle que définie à l'article 538/2 du Code décretaal.

§ 3. La maison de soins psychiatriques détermine les actions concernées par l'auto-évaluation visée à l'article 538/3, alinéa 6, 5°, du Code décretaal.

La maison de soins psychiatriques détermine les indicateurs utiles à l'auto-évaluation, et la périodicité de celle-ci, en tenant compte des spécificités propres à chaque action. ».

Art. 39. Il est inséré dans le même Code un article 1768/3 rédigé comme suit :

« Art. 1768/3. Toute maison de soins psychiatriques peut solliciter un appui auprès d'un centre de référence en santé mentale ou d'un centre de référence spécifique pour élaborer son projet de service et réaliser son auto-évaluation.

La demande d'appui individuel est adressée au centre de référence en santé mentale ou au centre de référence spécifique par voie électronique et transmise pour information à l'administration. ».

Art. 40. Il est inséré dans le même Code un article 1768/4 rédigé comme suit :

« Art. 1768/4. § 1^{er}. Avant son approbation, le projet de service est soumis à la concertation pluridisciplinaire visée à l'article 538/13 du Code décretaal ;

Le projet de service est approuvé définitivement par le pouvoir organisateur après la concertation prévue à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le projet de service indique la période qu'il couvre, laquelle ne peut pas excéder cinq ans.

§ 3. La maison de soins psychiatriques transmet par voie électronique son nouveau projet de service à l'Agence avant la fin du sixième mois qui précède l'expiration de son projet de service en cours.

L'Agence accuse réception du projet de service dans les quinze jours à compter de la réception de l'envoi.

L'Agence approuve le projet de service dans les trois mois à dater de la réception de ce projet de service. L'absence de réaction de l'Agence endéans ce délai équivaut à une approbation du projet de service.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le premier projet de service est approuvé par le pouvoir organisateur sans concertation préalable.

Par dérogation au paragraphe 3, la maison de soins psychiatriques transmet par voie électronique à l'Agence son premier projet de service en annexe de sa demande d'agrément. ».

Art. 41. Dans la section 2 du chapitre 1^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/4 une sous-section 2 intitulée : « Sous-section 2. Personnel et encadrement. ».

Art. 42. Dans la sous-section 2 de la section 2 du chapitre 1^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/5 rédigé comme suit :

« Art. 1768/5. La maison de soins psychiatriques doit disposer d'un médecin psychiatre.

Le médecin psychiatre accomplit les tâches spécifiques suivantes :

1° il est responsable de la politique d'admission et de sortie ;

2° il établit les contacts avec le réseau pour les aspects médicaux ;

3° il est chargé des scénarios d'intervention en cas de crise ;

4° il est chargé de la supervision de l'équipe pluridisciplinaire.

A défaut d'un médecin psychiatre, ses tâches peuvent être confiées à un médecin spécialiste en neurologie ou un médecin spécialiste en gériatrie. ».

Art. 43. Il est inséré dans le même Code un article 1768/6 rédigé comme suit :

« Art. 1768/6. Pour être membre du personnel de soins et paramédical, il faut être titulaire :

1° soit d'un des masters ou d'un des baccalauréats ou d'un des agréments de prestataire de soins de santé suivants :

- a) infirmier ;
 - b) psychologue ;
 - c) assistant en psychologie ;
 - d) criminologue ;
 - e) assistant social ;
 - f) ergothérapeute ;
 - g) master ou baccalauréat en sociologie ;
 - h) master ou baccalauréat en sciences humaines et sociales ;
 - i) éducateur ;
 - j) orthopédagogue ;
 - k) kinésithérapeute ;
 - l) psycho-motricien ;
 - m) aide-soignant ;
 - n) autre master ou baccalauréat dans le domaine des soins. ;
- 2° soit d'un diplôme d'éducateur A2. ».

Art. 44. Il est inséré dans le même Code un article 1768/7 rédigé comme suit :

« Art. 1768/7. La norme de personnel est de 13,5 équivalents temps plein par trente bénéficiaires, selon les limites suivantes :

1° un maximum de 5 équivalents temps plein pour le personnel visé à l'article 1768/5 ;

2° un minimum de 8,5 équivalents temps plein pour le personnel visé à l'article 1768/6, en ce compris un équivalent temps plein pour la fonction d'infirmier chef.

La norme visée à l'alinéa 1^{er} est augmentée d'un orthopédagogue ou d'un psychologue à mi-temps par tranche de quinze bénéficiaires en situation de handicap mental.

Le pouvoir organisateur désigne un infirmier chef par tranche de trente bénéficiaires. Cet infirmier chef est compris dans la norme visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 45. Il est inséré dans le même Code un article 1768/8 rédigé comme suit :

« Art. 1768/8. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur peut recruter un médecin psychiatre, un médecin spécialiste en neurologie, un médecin spécialiste en gériatrie, un psychologue clinicien ou un kinésithérapeute indépendant dans le cadre d'une convention de collaboration.

§ 2. Le pouvoir organisateur peut recruter un prestataire indépendant, autre que ceux visés au paragraphe 1^{er}, dans le cadre d'une convention de collaboration uniquement sur autorisation du Ministre.

Pour obtenir l'autorisation visée à l'alinéa 1^{er}, la maison de soins psychiatriques adresse par voie électronique une demande motivée à l'Agence. Cette demande est accompagnée d'un dossier circonstancié qui justifie de la difficulté d'engager un travailleur statutaire ou un travailleur salarié sous contrat de travail. Le Ministre se prononce sur la demande dans le mois de sa réception. La décision du Ministre est notifiée à la maison de soins psychiatriques demanderesse.

Par dérogation à l'alinéa 2, la maison de soins psychiatriques qui demande un agrément et souhaite obtenir l'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} joint à sa demande d'agrément la demande d'autorisation visée à l'alinéa 2. Le Ministre se prononce sur cette demande d'autorisation au moment où il se prononce sur la demande d'agrément. ».

Art. 46. Il est inséré dans le même code un article 1768/9 rédigé comme suit :

« Art. 1768/9. La concertation pluridisciplinaire visée à l'article 538/13 du Code décretaal est organisée au minimum une fois par mois.

Chaque réunion de concertation pluridisciplinaire est précédée d'un ordre du jour transmis à chaque personne qui y participe selon les modalités déterminées dans le projet de service.

Chaque réunion de concertation pluridisciplinaire fait l'objet d'un procès-verbal établi selon les modalités déterminées dans le projet de service. ».

Art. 47. Il est inséré dans le même Code un article 1768/10 rédigé comme suit :

« Art. 1768/10. La surveillance de jour doit être en permanence assurée par au moins un infirmier pour trente bénéficiaires.

La surveillance de nuit doit être en permanence assurée par au moins un infirmier ou un aide-soignant pour trente bénéficiaires. Lorsque la permanence de nuit est assurée par un aide-soignant, celui-ci dispose de la possibilité de faire appel à un infirmier en cas de besoins. ».

Art. 48. Dans la section 2 du chapitre I^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/10 une sous-section 3 intitulée : « Sous-section 3. Dispositions relatives au bâtiment. ».

Art. 49. Dans la sous-section 3 de la section 2 du chapitre I^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/11 rédigé comme suit :

« Art. 1768/11. Le Ministre accorde les dérogations visées à l'article 538/17, alinéa 3 du Code décretaal.

Pour obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er}, la maison de soins psychiatriques adresse par voie électronique une demande motivée à l'Agence. Le Ministre se prononce sur la demande dans les trois mois de sa réception. La décision du Ministre est notifiée à la maison de soins psychiatriques demanderesse.

Par dérogation à l'alinéa 2, la maison de soins psychiatriques qui demande un agrément et souhaite obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er} joint à sa demande d'agrément la demande de dérogation visée à l'alinéa 2. Le Ministre se prononce sur cette demande de dérogation au moment où il se prononce sur la demande d'agrément. ».

Art. 50. Il est inséré dans le même Code un article 1768/12 rédigé comme suit :

« Art. 1768/12. Le Ministre accorde les dérogations visées à l'article 538/18, alinéa 4, du Code décretaal.

Pour obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er}, la maison de soins psychiatriques adresse par voie électronique une demande motivée à l'Agence. Le Ministre se prononce sur la demande dans les trois mois de sa réception. La décision du Ministre est notifiée à la maison de soins psychiatriques demanderesse.

Par dérogation à l'alinéa 2, la maison de soins psychiatriques qui demande un agrément et souhaite obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er} joint à sa demande d'agrément la demande de dérogation visée à l'alinéa 2. Le Ministre se prononce sur cette demande de dérogation au moment où il se prononce sur la demande d'agrément. ».

Art. 51. Il est inséré dans le même Code un article 1768/13 rédigé comme suit :

« Art. 1768/13. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 538/19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code décretaal, une chambre peut comporter deux lits lorsque le nombre total de chambres à deux lits de la maison de soins psychiatriques n'excède pas la moitié du nombre total de chambres de cette maison de soins psychiatriques.

§ 2. Le Ministre accorde les dérogations visées à l'article 538/19, § 1^{er}, alinéa 3, du Code décretaal, autres que celles visées au paragraphe 1^{er} du présent article.

Pour obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er}, la maison de soins psychiatriques adresse par voie électronique une demande motivée à l'Agence. Le Ministre se prononce sur la demande dans les trois mois de sa réception. La décision du Ministre est notifiée à la maison de soins psychiatriques demanderesse.

Par dérogation à l'alinéa 2, la maison de soins psychiatriques qui demande un agrément et souhaite obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er} joint à sa demande d'agrément la demande de dérogation visée à l'alinéa 2. Le Ministre se prononce sur cette demande de dérogation au moment où il se prononce sur la demande d'agrément. ».

Art. 52. Il est inséré dans le même Code un article 1768/14 rédigé comme suit :

« Art. 1768/14. § 1^{er}. La maison de soins psychiatriques comprend les espaces communs suivants :

- 1° une ou plusieurs salles à manger ;
- 2° une salle de séjour, de préférence autre qu'une salle à manger ;
- 3° un espace pour les activités communes et la thérapie occupationnelle ;
- 4° des espaces pour l'aide et l'accompagnement individuel.

§ 2. La maison de soins psychiatriques doit disposer d'installations sanitaires en nombre suffisant. Ces installations sanitaires comprennent :

- 1° au moins un lavabo par bénéficiaire ;
- 2° une douche ou baignoire pour maximum six bénéficiaires ;
- 3° un wc pour maximum six bénéficiaires.

Les portes des salles de bains et des wc doivent s'ouvrir vers l'extérieur, et disposer de serrures de sécurité susceptibles d'être ouvertes par le personnel.

Les locaux sanitaires et les chambres disposent d'un système d'appel. ».

Art. 53. Il est inséré dans le même Code un article 1768/15 rédigé comme suit :

« Art. 1768/15. La maison de soins psychiatriques se conforme aux normes de protection contre l'incendie applicables aux hôpitaux. ».

Art. 54. Il est inséré dans le même Code un article 1768/16 rédigé comme suit :

« Art. 1768/16. Le Ministre accorde les dérogations visées à l'article 538/21, alinéa 3, du Code décretaal.

Pour obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er}, la maison de soins psychiatriques adresse par voie électronique une demande motivée à l'Agence. Le Ministre se prononce sur la demande dans les trois mois de sa réception. La décision du Ministre est notifiée à la maison de soins psychiatriques demanderesse.

Par dérogation à l'alinéa 2, la maison de soins psychiatriques qui demande un agrément et souhaite obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er} joint à sa demande d'agrément la demande de dérogation visée à l'alinéa 2. Le Ministre se prononce sur cette demande de dérogation au moment où il se prononce sur la demande d'agrément. ».

Art. 55. Il est inséré dans le même Code un article 1768/17 rédigé comme suit :

« Art. 1768/17. Les locaux de la maison de soins psychiatriques sont accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Pour les locaux occupés par la maison de soins psychiatriques au 1^{er} janvier 2024, l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite est assurée au plus tard :

- 1° après les premiers travaux de transformation effectués auxdits locaux, sauf les exceptions prévues à l'article 414, § 2, du guide régional d'urbanisme ;
- 2° après le déménagement des activités dans de nouveaux locaux construits ou transformés sur base d'un permis d'urbanisme délivré après le 3 juillet 1999.

La maison de soins psychiatriques qui dispose de locaux accessibles aux personnes à mobilité réduite ne peut pas transférer son activité vers des locaux qui ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Lorsque les locaux ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite pour une des raisons mentionnées à l'alinéa 2, la maison de soins psychiatriques propose à ces personnes des solutions alternatives leur permettant de bénéficier des mêmes services que les personnes valides. ».

Art. 56. Dans la section 2 du chapitre I^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/17 une sous-section 4 intitulée : « Sous-section 4. Dispositions relatives au cadre de vie. ».

Art. 57. Dans la sous-section 4 de la section 2 du chapitre I^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/18 rédigé comme suit :

« Art. 1768/18. La maison de soins psychiatrique conserve les médicaments sous armoire fermée à clef. ».

Art. 58. Dans le chapitre I^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/18, une section 3 intitulée : « Section 3. Dispositions financières. ».

Art. 59. Dans la section 3 du chapitre I^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/19 rédigé comme suit :

« Art. 1768/19. § 1^{er}. Le prix d'hébergement pour les bénéficiaires admis en maison de soins psychiatriques comprend les parties suivantes :

- 1° la partie A est destinée à couvrir les frais d'investissements et de crédits à court terme ;
- 2° la partie B1A est destinée à couvrir les frais de fonctionnement ;
- 3° la partie B1B est destinée à couvrir les frais de fonctionnement ;
- 4° la partie B2 est destinée à couvrir les frais de personnel médical et paramédical ;
- 5° la partie C2A1 est destinée à couvrir les frais de rattrapage ;
- 6° la partie C2A2 est destinée à couvrir les rattrapages sur la prime d'attractivité ;
- 7° la partie C2B représente le forfait de rattrapage sur les infrastructures.

Les parties A, B1B et C2B sont à charge du bénéficiaire.

Les parties B1A, B2, C2A1 et C2A2 sont à charge de l'Agence.

§ 2. La partie A du prix d'hébergement est fixée à un montant unique de 2,48 euros par jour.

§ 3. La partie B1A du prix d'hébergement est fixé à 3,40 euros par jour.

§ 4. La partie B1B du prix d'hébergement est fixée à 43,85 euros par jour.

§ 5. La partie B2 du prix d'hébergement correspond à la différence entre d'une part le montant calculé conformément à l'article 1768/20 et d'autre part le montant de la partie C2A1 du prix d'hébergement.

§ 6. La partie C2A1 du prix d'hébergement correspond à la différence entre d'une part le montant des rattrapages non encore pris en compte de la maison de soins psychiatriques divisé par le nombre de jours correspondant au nombre moyen de lits de la maison de soins psychiatriques occupés à 90 %, et d'autre part la partie C2B du prix d'hébergement.

Pour le calcul du nombre moyen de lits visé à l'alinéa 1^{er}, il est tenu compte des dernières données disponibles.

Lorsque la différence visée à l'alinéa 1^{er} est négative, la partie C2B du prix d'hébergement est, pour le calcul de cette différence, ramené à zéro.

§ 7. La partie C2A2 du prix d'hébergement est un montant forfaitaire annuel par équivalent temps plein, déterminé comme suit :

- 1° pour les maisons de soins psychiatriques du secteur public : 960,77 euros ;
- 2° pour les maisons de soins psychiatriques du secteur privé : 996,55 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} comprennent les charges patronales et sont destinés à couvrir le paiement de la prime d'attractivité pour le personnel occupé au-delà des normes minimales d'encadrement.

Pour l'application du présent alinéa, le nombre d'équivalents temps plein pris en considération correspond à la différence entre le nombre d'équivalents temps-plein déclarés par la maison de soins psychiatriques dans le cadre du cadastre de l'emploi non-marchand, arrêté au 31 décembre de l'année qui précède celle de l'octroi de la subvention et le nombre d'équivalents temps-plein respectant la norme de personnel visée à l'article 1768/7.

§ 8. La partie C2B du prix d'hébergement correspond au montant de rattrapage moyen obtenu en additionnant les montants de rattrapages non encore pris en compte pour l'ensemble des établissements divisés par le nombre de jours correspondant au nombre moyen total de lits du secteur occupés à 90%, ce montant de rattrapage moyen étant ensuite diminué d'un montant de 1,60 euros. Ce montant est plafonné à 4,84 euros.

§ 9. Pour l'application des paragraphes 6, 7 et 8, le nouveau prix est d'application et communiqué au 1^{er} octobre de chaque année.

§ 10. Les montants respectivement de 3,40 euros visé au paragraphe 3, de 43,85 euros visé au paragraphe 4, de 960,77 et 996,55 euros visés au paragraphe 7, alinéa 1^{er}, et de 4,84 euros visé au paragraphe 8 sont liés à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation est appliquée à partir du premier jour du premier mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification. ».

Art. 60. Il est inséré dans le même Code un article 1768/20 rédigé comme suit :

« Art. 1768/20. § 1^{er}. L'intervention des organismes assureurs pour les prestations fournies par les maisons de soins psychiatriques en faveur des personnes souffrant d'un trouble psychique stabilisé et de longue durée dans une maison de soins psychiatriques, est fixée à 97,19 euros par jour.

§ 2. L'intervention des organismes assureurs pour les prestations fournies par les maisons de soins psychiatriques en faveur des personnes en situation de handicap mental dans une maison de soins psychiatrique, est fixée à 105,23 euros par jour.

§ 3. Dans les interventions prévues au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 2, un montant de 2,48 euros par journée est compris à titre de couverture du coût de la surveillance par un médecin spécialiste en psychiatrie.

§ 4. Les montants visés au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 2 sont diminués de 14,87 euros par jour si, en vertu d'une convention entre les établissements psychiatriques et les organismes assureurs, une intervention de l'assurance maladie-invalidité est accordée pour une posture de rééducation fonctionnelle pendant le séjour en maison de soins psychiatriques.

§ 5. Dans l'intervention prévue au paragraphe 1^{er} un montant de 1,24 euros est compris pour la couverture de la prime d'attractivité pour le personnel relevant des normes minimales d'encadrement.

Dans l'intervention prévue au paragraphe 2 un montant de 1,34 euros est compris pour la couverture de la prime d'attractivité pour le personnel relevant des normes minimales d'encadrement.

§ 6 Dans l'intervention prévue au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 2, un montant de 0,87 euro est compris pour le financement des heures de prestations irrégulières des praticiens de l'art infirmier, des aides-soignants ou des éducateurs prestées entre 19 et 20 heures ou qui sont prestées jusqu'après minuit quelle que soit l'heure à laquelle la prestation a été entamée.

Pour la rémunération des heures de prestations irrégulières au moins les suppléments suivants sont accordés au personnel concerné :

1° pour les heures prestées entre 19 h et 20 h, au prorata de la prestation effectivement prestée dans cette tranche horaire :

a) pour le personnel payé selon le régime dit « à la prestation » : 20 % du salaire barémique horaire quel que soit le jour de la semaine, le sursalaire des samedis, dimanches et jours fériés étant d'application s'il est supérieur à ces 20 % ;

b) pour le personnel payé au forfait de 11 % : le complément horaire de nuit octroyé pour les prestations de nuit, ajouté au barème de 111 %, quel que soit le jour de la semaine, y compris les samedis, dimanches et jours fériés ;

2° les heures prestées entre 20 h et 6 h sont considérées comme des heures de nuit et rémunérées comme telles, dans les conditions en vigueur au moment de la prestation, aussi bien pour la semaine que pour les samedis, dimanches et jours fériés. En outre, toutes les heures ou fractions d'heure d'une prestation qui dépasse minuit sont aussi considérées comme des heures de nuit et rémunérées comme telles, même si la prestation commence avant 20 h ou se termine après 6 h.

Les accords ou les pratiques plus favorables restent d'application, y compris pour les autres catégories de personnel.

Le paiement des suppléments pour prestations irrégulières aux membres du personnel tel qu'il est défini au présent paragraphe est une condition pour le financement des interventions fixées au présent article.

§ 7. Dans l'intervention prévue au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 2, un montant de 0,21 euros est compris pour les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail.

§ 8. Dans l'intervention prévue au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 2, un montant de 0,13 euros est compris pour la revalorisation du barème des aides-soignants.

§ 9. Une subvention est accordée pour couvrir les frais de rémunération exposés suite l'engagement de personnel supplémentaire par les maisons de soins psychiatriques du secteur privé.

L'engagement de personnel supplémentaire visé à l'alinéa 1^{er} doit être réalisé dans une ou plusieurs des fonctions suivantes :

- 1° infirmier ;
- 2° aide-soignant ;
- 3° éducateur ;
- 4° animateur.

Le travailleur engagé exerce, entre autres, une ou plusieurs des missions suivantes :

- 1° l'accompagnement, l'observation et la dispensation de soins éducatifs et relationnels aux patients ;
- 2° l'information et le soutien psychosocial des patients et de leurs proches ;
- 3° l'exécution de tâches soignantes ;
- 4° la participation à la qualité et la continuité des soins ;
- 5° l'exécution de tâches administratives liées aux patients ;
- 6° la visite et l'évaluation de patients psychiatriques traités dans d'autres unités de soins ;
- 7° le partage d'expertise d'infirmier spécialisé en psychiatrie avec des infirmiers non spécialisés ;
- 8° l'aide à l'exécution de tâches ménagères telles que la préparation et la distribution de repas, le dressage des lits, etc...

Le montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} s'élève 2,41 euros.

L'intervention prévue aux paragraphes 1^{er} et 2 est augmentée de ce montant de 2,41 euros par journée pour le financement.

Pour l'application de ce financement, le coût total annuel d'un équivalent temps plein est évalué à 68.817,47 euros.

L'engagement de personnel supplémentaire est réalisé soit par l'engagement d'un nouveau travailleur, soit par l'augmentation du temps de travail d'un travailleur déjà engagé par la maison de soins psychiatrique. Le contrat de travail ou son avenant mentionne expressément la référence à la mesure d'engagement de personnel supplémentaire prise dans le cadre de l'accord-cadre tripartite intersectoriel du secteur non-marchand wallon 2021-2024 du 27 mai 2021.

Pour bénéficier du financement prévu au présent paragraphe, la maison de soins psychiatrique adresse à l'Agence, pour le 31 mars au plus tard :

- 1° une copie du contrat de travail ou de l'avenant au contrat de travail des travailleurs engagés au cours de l'année concernée ;
- 2° sur support informatique, selon le modèle établi par l'Agence, les renseignements relatifs au membre du personnel concerné.

Sur base des équivalents temps plein occupés au cours de l'année N et du barème théorique de 68.817,47 euros par équivalent temps plein, l'Agence calcule à l'issue de la période le montant de la subvention justifiée. Ce calcul est réalisé dans le courant de l'année suivante et la régularisation est intégrée dans le C2A1.

§ 10. Tous les montants visés au présent article sont liés à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation est appliquée à partir du premier jour du premier mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification. ».

Art. 61. Il est inséré dans le même Code un article 1768/21 rédigé comme suit :

« Art. 1768/21. § 1^{er}. La première intervention régionale dans le prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques à charge du patient est fixée à 19,15 euros par jour :

1° pour les bénéficiaires titulaires qui ont, soit des personnes à charge dans le cadre de l'assurance soins de santé, soit sont tenus par une décision judiciaire ou un acte notarié de verser une pension alimentaire ;

2° pour les bénéficiaires qui sont inscrits dans l'assurance soins de santé comme personnes à charge d'un titulaire.

L'intervention régionale dans le prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques est fixée à 11,50 euros par jour pour les bénéficiaires qui ont droit à l'intervention majorée de l'assurance, telle que prévue à l'article 37, §§ 1^{er} et 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ainsi que pour les bénéficiaires qui ont droit à cette intervention majorée en application de l'article 32 de l'arrêté royal du 29 décembre 1997 fixant les conditions dans lesquelles la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est étendue aux travailleurs indépendants et aux membres des communautés religieuses.

L'intervention régionale dans le prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques est fixée à 5,75 euros par jour pour tous les autres bénéficiaires.

§ 2. Pour les bénéficiaires qui séjournent dans la maison de soins psychiatriques au 1^{er} janvier 2003, l'intervention régionale visée au paragraphe 1^{er} est fixée suivant les modalités prévues au présent paragraphe pour autant que celles-ci leur soient plus favorables.

L'intervention visée à l'alinéa 1^{er} est de 9,91 euros par jour :

1° pour les bénéficiaires qui ont droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ;

2° pour les bénéficiaires qui ont droit à un revenu garanti en application de la loi du 1 avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées ou conservent leurs droits à une majoration de rente en application de l'article 21, § 2, de cette même loi ;

3° pour les bénéficiaires qui ont droit, en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, à une allocation qui est toutefois réduite ou n'est pas accordée pour une des raisons visées à l'article 12 de ladite loi ;

4° pour les bénéficiaires titulaires qui ont droit à l'intervention majorée de l'assurance et ont soit des personnes à charge dans le régime de l'assurance soins de santé, soit sont tenus par une décision judiciaire ou un acte notarié de verser une pension alimentaire ;

5° pour les bénéficiaires qui sont inscrits dans l'assurance soins de santé comme personnes à charge des titulaires visés aux points 1° à 4°.

L'intervention visée à l'alinéa 1^{er} est de 7,44 euros par jour :

1° pour les bénéficiaires titulaires qui ont droit à l'intervention majorée de l'assurance et n'ont personne à charge dans le régime de l'assurance soins de santé ;

2° pour les bénéficiaires titulaires qui ont soit des personnes à charge dans le régime de l'assurance soins de santé, soit sont tenus par une décision judiciaire ou un acte notarié de verser une pension alimentaire, à l'exception des titulaires visés à l'alinéa 2, 1° à 4° ;

3° pour les bénéficiaires qui sont inscrits dans le régime de l'assurance soins de santé comme personnes à charge des titulaires visés au présent alinéa.

L'intervention visée à l'alinéa 1^{er} est de 4,96 euros par jour pour les bénéficiaires titulaires qui n'ont personne à charge dans le régime de l'assurance soins de santé, à l'exception des bénéficiaires titulaires visés à l'alinéa 2, 1° à 3°, et à l'alinéa 3, 1°.

§ 3. La deuxième intervention régionale dans le prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques à charge du patient est fixée comme suit :

1° 9,80 EUR par journée de séjour pour les bénéficiaires wallons qui

a) soit, ont dans le cadre de l'assurance soins de santé des personnes à charge ;

b) soit, ont l'obligation de verser une pension alimentaire dans le cadre d'une décision judiciaire ou d'un acte notarié ;

c) soit, sont inscrits dans l'assurance soins de santé comme personnes à charge d'un titulaire ;

2° 18,00 EUR par journée de séjour pour les bénéficiaires wallons qui ne sont pas visés par le 1° et ont par ailleurs droit à l'intervention majorée, telle que définie à l'article 37, §§ 1^{er} et 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et :

a) par ailleurs :

- soit, n'ont pas droit à une intervention d'intégration comme définie dans la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées ;

- soit, ont droit à une intervention d'intégration de catégorie 1 ;

b) et par ailleurs ont droit

- soit, à une intervention d'intégration comme travailleur irrégulier ;

- soit, à une intégration sociale (revenu d'intégration) ;

- soit, à une garantie de revenus pour personnes âgées ;

3° 14,13 EUR par journée de séjour pour les bénéficiaires wallons qui ne sont pas visés par le 1° et ont par ailleurs droit à l'intervention majorée et :

a) par ailleurs :

- soit, n'ont pas droit à une intervention d'intégration ;

- soit, ont droit à une intervention d'intégration de catégorie 1 ;

b) et par ailleurs :

- soit n'ont pas droit à une indemnité d'invalidité ;
- soit ont droit à une indemnité d'invalidité autre que de travailleur irrégulier ;

4° 10,64 EUR par journée de séjour pour les bénéficiaires wallons qui ne sont pas visés par le 1° et ont par ailleurs droit à l'intervention majorée et :

a) ont droit à une intervention d'intégration de catégorie 2 ou 3 ;

b) et par ailleurs ont droit à une indemnité d'invalidité comme travailleur irrégulier ;

5° 7,42 EUR par journée de séjour pour les bénéficiaires wallons qui ne sont pas visés par le 1° et ont par ailleurs droit à l'intervention majorée et :

a) par ailleurs ont droit à une intervention d'intégration de catégorie 2 ou 3 ;

b) et par ailleurs :

- soit n'ont pas droit à une indemnité d'invalidité ;
- soit ont droit à une indemnité d'invalidité autre que de travailleur irrégulier ;

6° 7,42 EUR par journée de séjour pour les bénéficiaires wallons qui ne sont pas visés par le 1° et ont par ailleurs droit à l'intervention majorée et :

a) par ailleurs ont droit à une intervention d'intégration de catégorie 4 ou 5 ;

b) et par ailleurs ont droit à une indemnité d'invalidité comme travailleur irrégulier ;

7° 6,14 EUR par journée de séjour pour les bénéficiaires wallons qui ne sont pas visés par le 1° et ont par ailleurs droit à l'intervention majorée et :

a) par ailleurs ont droit à une intervention d'intégration de catégorie 4 ou 5 ;

b) et par ailleurs,

- soit n'ont pas droit à une indemnité d'invalidité ;
- soit ont droit à une indemnité d'invalidité autre que de travailleur irrégulier ;

8° 5,51 EUR par journée de séjour pour tous les bénéficiaires wallons qui ne sont pas visés par les 1° à 7°.

Conformément à l'arrêté royal du 8 décembre 1997 fixant les modalités d'application pour l'indexation des prestations dans le régime de l'assurance obligatoire soins de santé, le montant visé dans le présent paragraphe est adapté au 1^{er} janvier de chaque année à l'évolution de la valeur de l'indice santé visé à l'article 1^{er} dudit arrêté.

§ 4. L'intervention visée aux paragraphes 1^{er} à 3 est récupérée par les maisons de soins psychiatriques auprès des organismes assureurs concernés, en même temps que l'intervention visée à l'article 1768/20.

§ 5. Lorsqu'un prix d'hébergement donne lieu à une intervention individuelle d'un Centre public d'action sociale au profit d'un bénéficiaire de l'aide sociale, le Centre public d'action sociale concerné reçoit un subside égal à 60 % de cette intervention individuelle.

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 1768/20, la partie restante de l'intervention accordée par le Centre public d'action sociale reste à sa charge.

Les Centres publics d'action sociale peuvent récupérer le subside visé à l'alinéa 1^{er} auprès de l'Agence, sur présentation d'un document dont le modèle est déterminé par l'Agence.

§ 6. Le montant des interventions régionales visées au présent article qui est perçu par une maison de soins psychiatriques ne peut pas être mis à la charge du bénéficiaire concerné.

§ 7. Chaque habitant doit disposer d'un montant minimal mensuel de 229,95 euros comme argent de poche exclusivement destiné à des buts personnels.

Ce montant n'est destiné à supporter ni les coûts d'achat, lavage, entretien, réparation des habits, chaussures, lunettes et prothèses, ni les coûts relatifs à la part financière personnelle de l'habitant dans les soins, traitements et médicaments, ni ceux relatifs aux matériels d'incontinence et autres matériels de soins, ni ceux relatifs à la part du prix d'hébergement restant à la charge de l'habitant, ni ceux relatifs à la franchise des assurances familiales et responsabilité civile et ni ceux relatifs à la possible rémunération de l'administrateur provisoire en vertu de l'article 488bis -H du Code civil.

§ 8. Les montants visés aux paragraphes 1^{er} et 7 du présent article sont liés à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation est appliquée à partir du premier jour du premier mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification.

§ 9. Les renseignements suivants sont transmis à l'Agence pour le 30 juin de l'année suivant l'exercice concerné :

1° le bilan et le compte de résultats ;

2° la balance des comptes ;

3° le rapport du réviseur ;

4° une note reprenant, par type d'investissement et centre de frais la nature des investissements faisant l'objet d'un premier amortissement au cours de l'année précédente ;

5° une copie des factures des investissements réalisés au cours de l'année précédant l'année concernée, concernant les immeubles et immeubles par destination, l'agencement des immeubles, les gros travaux d'entretien, les frais de première installation, le matériel médical, l'équipement non médical et le mobilier y compris l'informatique ;

6° la liste des subsides reçus pour les investissements réalisés au cours de l'année précédant l'année considérée ;

7° une copie des conventions et des tableaux d'amortissement des nouveaux emprunts conclus au cours de l'année considérée et de l'année précédente, ainsi que la preuve de paiement au cours de l'année considérée, des intérêts sur emprunts ;

8° une note précisant les différentes dates de mise en service des investissements réalisés pour un emprunt contracté en vue de réaliser plusieurs investissements ;

9° une note précisant l'institution de crédit si l'emprunt n'a pas été octroyé par un organisme de financement traditionnel ;

10° la preuve de paiement des charges pour l'année considérée des emprunts de consolidation pour les frais de pré-exploitation ;

11° le nombre de journées réalisées pendant l'exercice considéré ainsi que la répartition de ces journées par mois, par organisme assureur et par type de personnes, à savoir les personnes présentant un trouble psychiatrique chronique et les personnes en situation en handicap ;

12° le détail des amortissements et des subsides ;

13° les renseignements relatifs au personnel, dont le modèle est établi, par année civile, par l'Agence ;

14° tous les autres renseignements nécessaires demandés par l'Agence. ».

Art. 62. Il est inséré dans le même Code un article 1768/22 rédigé comme suit :

« Art. 1768/22. Le bilan et le compte de résultats sont élaborés sur base du modèle figurant à l'annexe 7 de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 63. Dans le chapitre I^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/22, une section 4 intitulée : « Section 4. Programmation et agrément. ».

Art. 64. Dans la section 4 du chapitre I^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/23 rédigé comme suit :

« Art. 1768/23. Le Ministre établit une nouvelle programmation dans l'année qui suit l'adoption du plan stratégique pour la santé mentale visé à l'article 47/20 du Code décretaal.

La programmation tient compte des objectifs, des actions et des stratégies développés dans le plan stratégique pour la santé mentale. ».

Art. 65. Il est inséré dans le même Code un article 1768/24 rédigé comme suit :

« Art. 1768/24. Les règles déontologiques visées à l'article 538/34, alinéa 1^{er}, 19°, du Code décretaal sont reprises à l'annexe 144. ».

Art. 66. Il est inséré dans le même Code un article 1768/25 rédigé comme suit :

« Art. 1768/25. La demande d'agrément est introduite par voie électronique par la maison de soins psychiatriques auprès de l'Agence.

La demande comprend :

1° un formulaire, établi par l'Agence et complété par la maison de soins psychiatriques, reprenant :

- a) le numéro d'entreprise ;
- b) l'identité de la maison de soins psychiatriques, la qualité et mandat de son représentant ;
- c) l'adresse de l'établissement principal ;
- d) le cas échéant les adresses d'éventuelles antennes ;
- e) des coordonnées de contact, telles que courrier, mail, téléphone... ;
- f) l'engagement à exercer la mission définie à l'article 538/2 du Code décretaal ;
- g) l'engagement à élaborer un nouveau projet de service tous les cinq ans, dans le respect de l'article 538/3 du Code décretaal ;
- h) l'engagement à mettre en œuvre son projet de service ;
- i) le cas échéant l'engagement à conclure une ou plusieurs conventions visées à l'article 538/6 du Code décretaal ;
- j) l'engagement à être membre au moins d'une plate-forme de concertation en santé mentale ;
- k) l'engagement à disposer d'une équipe pluridisciplinaire conforme aux dispositions des articles 538/9 à 538/12 du Code décretaal ;
- l) l'engagement à organiser la concertation pluridisciplinaire visée à l'article 538/13 du Code décretaal ;
- m) l'engagement à assurer la surveillance de jour comme de nuit telle que visée à l'article 538/14 du Code décretaal ;
- n) l'engagement à se conformer aux exigences des articles 538/23 et 538/24 du Code décretaal ;
- o) l'engagement, pour chaque bénéficiaire, à tenir le dossier individuel visé à l'article 538/25 du Code décretaal ;
- p) l'engagement à respecter les droits du bénéficiaire tels que prévus aux articles 538/27 à 538/29 du Code décretaal ;
- q) l'engagement à ne pas réclamer des prix d'hébergement supérieurs à ceux fixés en exécution de l'article 538/30 du Code décretaal ;
- r) l'engagement à recueillir et à communiquer les données socio-épidémiologiques visées à l'article 538/32 du Code décretaal ;
- s) l'engagement à respecter les règles déontologiques fixées par le Gouvernement, visé à l'article 538/34, alinéa 1^{er}, 19°, du Code décretaal ;
- t) la signature du représentant visé au point b) ;

2° un extrait du procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration durant laquelle la décision de demander l'agrément a été adoptée ;

3° la preuve du mandat du représentant visé au 1°, b), lorsque ce mandat n'a pas fait l'objet d'une publication dans les annexes du *Moniteur belge* ;

4° le premier projet de service ;

5° une description du bâtiment reprenant les caractéristiques visées aux articles 538/17 à 538/22 du Code décretaal ;

6° une attestation datée et signée par le pouvoir organisateur attestant que les mesures de précaution pour éviter tout incendie ont été prises à l'intérieur de l'immeuble affecté à la maison de soins psychiatrique, ou une attestation délivrée par les services incendies compétent attestant de la conformité du bâtiment aux normes de protection incendie ;

7° le protocole de protection des données personnelles visé à l'article 538/26, alinéa 2, du Code décretaal ;

8° le cas échéant, la demande d'autorisation visée à l'article 1768/8, § 2, alinéa 3 ;

9° le cas échéant, les demandes de dérogation visées aux articles 1768/11, alinéa 3, 1768/12, alinéa 3, 1768/13, § 2, alinéa 3, et 1768/16, alinéa 3 ;

10° tout autre document que la maison de soins psychiatriques estime utile à l'appui de sa demande. ».

Art. 67. Il est inséré dans le même Code un article 1768/26 rédigé comme suit :

« Art. 1768/26. § 1^{er}. L'Agence accuse réception de la demande d'agrément par voie électronique dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier.

§ 2. Si le dossier est incomplet, l'Agence réclame les documents manquants ou incomplets dans le mois de la réception du dossier.

La maison de soins psychiatriques dispose d'un délai d'un mois, à compter de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, pour compléter son dossier. À défaut, sa demande d'agrément est réputée irrecevable.

§ 3. L'Agence transmet au Ministre le dossier complet, accompagné de son avis, dans les deux mois de la réception du dossier complet.

§ 4. Le Ministre statue sur les demandes d'agrément dans les deux mois suivants la transmission du dossier complet par l'Agence.

Le Ministre ou son délégué notifie sa décision à la maison de soins psychiatriques concernée. Une copie de la décision est transmise à l'Agence.

§ 5. En cas d'urgence motivée demandée par la maison de soins psychiatriques, les délais de deux mois prévus aux paragraphes 3 et 4 sont ramenés à quinze jours. ».

Art. 68. Dans le chapitre I^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/26, une section 5 intitulée : « Section 5. Evaluation, contrôle et sanctions. ».

Art. 69. Dans la section 4 du chapitre I^{er}/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/27 rédigé comme suit :

« Art. 1768/27. Le Ministre établit le modèle de rapport d'activités visé à l'article 46 du Code décretaal.

Ce modèle contient :

1° les parties visées à l'article 12/3 ;

2° les données relatives à la réalisation du projet de service visé à l'article 538/44 du Code décretaal ;

3° le dossier visé à l'article 12/2 justifiant l'utilisation de la subvention ;

4° les données nécessaires à la vérification du maintien des conditions d'agrément visées à l'article 538/34 du Code décretaal.

Le rapport visé à l'article 46 du Code décretaal est transmis à l'Agence conformément à l'article 12/3. ».

Art. 70. Il est inséré dans le même Code un article 1768/28 rédigé comme suit :

« Art. 1768/28. § 1^{er}. L'évaluation de la maison de soins psychiatriques est élaborée à partir :

1° du projet de service ;

2° des rapports d'activité déposés ;

3° des précédents rapports d'évaluation.

§ 2. L'évaluation a pour objectif :

1° de constater et d'expliquer les écarts positifs ou négatifs entre le projet de service et les actions réalisées ;

2° d'élaborer des recommandations en vue d'améliorer les actions et les pratiques de la maison de soins psychiatriques.

§ 3. La maison de soins psychiatriques procède à son autoévaluation au minimum une fois tous les trois ans.

Le rapport d'autoévaluation est transmis par voie électronique à l'Agence.

L'Agence formule si nécessaire des remarques concernant le rapport d'autoévaluation qui lui a été transmis.

§ 4. Un entretien d'évaluation se tient à l'initiative de la maison de soins psychiatriques, ou à l'initiative de l'Agence, lorsqu'une de ces parties estime un tel entretien utile.

§ 5. Le rapport d'autoévaluation visé au paragraphe 3, éventuellement assortis des remarques de l'Agence, est transmis de manière électronique dans les trois mois de l'entretien d'évaluation à la maison de soins psychiatriques.

Le rapport de l'entretien d'évaluation visé au paragraphe 4 est transmis de manière électronique dans les trois mois de l'entretien d'évaluation à la maison de soins psychiatriques. ».

Art. 71. Il est inséré dans le même Code un article 1768/29 rédigé comme suit :

« Art. 1768/29. Les conclusions du contrôle visé à l'article 538/39 du Code décretaal sont transmises dans les trois mois à la maison de soins psychiatriques, qui dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception des conclusions, pour faire valoir ses observations à l'Agence. ».

Art. 72. Il est inséré dans le même Code un article 1768/30 rédigé comme suit :

« Art. 1768/30. § 1^{er}. Lorsque l'Agence constate qu'une maison de soins psychiatriques cesse de remplir les conditions d'agrément, ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent, elle notifie les manquements constatés à cette la maison de soins psychiatriques ainsi que le délai de mise en conformité.

§ 2. Au terme du délai de mise en conformité, l'Agence émet, en cas de persistance des manquements constatés, une proposition de retrait de l'agrément qu'elle notifie à la maison de soins psychiatriques concernée.

Dans un délai qui ne peut pas être inférieur à quinze jours, à dater de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, la maison de soins psychiatriques concernée est convoquée à une audition afin de faire valoir ses arguments. Elle peut se faire assister du conseil de son choix.

Dans un délai de quinze jours à dater de l'audition, un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et notifié à la maison de soins psychiatriques auditionnée, qui dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision.

§ 3. Le Ministre statue sur la proposition de retrait d'agrément dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet.

§ 4. Le Ministre, avec le soutien de l'Agence, adopte les dispositions nécessaires pour assurer le transfert des bénéficiaires vers une autre maison de soins psychiatriques et la continuité de leur suivi thérapeutique. ».

Art. 73. Dans l'intitulé du chapitre IV du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, les mots « des maisons de soins psychiatriques et » sont abrogés.

Art. 74. A l'article 1898 du même Code, le 1^o est abrogé.

Art. 75. A l'article 1901, alinéa 2, du même Code, le 1^o est abrogé.

Art. 76. A l'article 1904 du même Code, les mots « , selon le cas, le nombre de lits ou » sont abrogés.

Art. 77. A l'article 1906, aliéna 2 du même Code, les mots « 1^o et » sont abrogés.

Art. 78. A l'article 1907 du même Code, les mots « 1^o et » sont abrogés.

Art. 79. A l'article 1908 du même Code, les mots « , selon le cas, le nombre de lits ou » sont abrogés.

Art. 80. A l'article 1910 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 2, les mots « 1^o et » sont abrogés ;

2^o à l'alinéa 3, les mots « 1^o et » sont à chaque fois abrogés.

Art. 81. A l'article 1911 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 82. A l'article 1914, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les mots « d'accueillir de nouveaux résidents ou » sont abrogés.

Art. 83. A l'article 1920 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « d'admettre de nouveaux résidents ou » sont abrogés ;

2^o les mots « pour que les résidents aient quitté l'établissement et » sont abrogés.

Art. 84. A l'article 1921 du même Code, les mots « pour que les résidents aient quitté l'établissement et » sont abrogés.

Art. 85. A l'article 1922 du même Code, les mots « des résidents, » sont abrogés.

Section 5. — Modifications relatives aux initiatives d'habitations protégées.

Art. 86. Dans le titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/30, un chapitre 1^{er}/2 intitulé : « Chapitre 1^{er}/2. Initiatives d'habitations protégées. ».

Art. 87. Dans le chapitre 1^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré une section 1^{ère} intitulée : « Section 1^{ère}. Dispositions générales. ».

Art. 88. Dans la section 1^{ère} du chapitre 1^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/31 rédigé comme suit :

« Art. 1768/31. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1^o « place individuelle » : la place non assortie d'espaces communs ;

2^o « place communautaire » : la place assortie d'espaces communs ;

3^o « suivi individuel » : le suivi extra-muros d'un bénéficiaire ;

4^o « centre de référence en santé mentale » : le centre de référence en santé mentale tel que défini à l'article 491/35 du Code décretaal ;

5^o « centre de référence spécifique » : le centre de référence spécifique tel que défini à l'article 491/42 du Code décretaal ;

6^o « pouvoir organisateur » : l'organe chargé de l'administration de l'initiative d'habitations protégées.

Les définitions contenues dans l'article 538/42 du Code décretaal s'appliquent au présent chapitre. ».

Art. 89. Dans le chapitre 1^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/31, une section 2 intitulée : « Section 2. Règles d'organisation et de fonctionnement. ».

Art. 90. Dans la section 2 du chapitre 1^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré une sous-section 1^{ère} intitulée : « Sous-section 1^{ère}. Projet de service. ».

Art. 91. Dans la sous-section 1^{ère} de la section 2 du chapitre 1^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/32 rédigé comme suit :

« Art. 1768/32. § 1^{er}. L'environnement territorial visé à l'article 538/44, alinéa 6, 2^o, du Code décretaal consiste à décrire le lieu d'implantation de chaque établissement de l'initiative d'habitations protégées par rapport, entre autres, aux caractéristiques démographiques de la commune concernée, à la présence d'autres activités économiques, aux possibilités d'activités de loisirs, à l'accessibilité par les transports en commun.

L'environnement institutionnel visé à l'article 538/44, alinéa 6, 2^o, du Code décretaal consiste à indiquer la présence d'autres institutions de santé mentale aux alentours de chaque établissement de l'initiative d'habitations protégées.

§ 2. L'organisation de l'initiative d'habitation protégée visée à l'article 538/44, alinéa 6, 3°, du Code décretaal prend en considération le suivi individuel des bénéficiaires.

Le suivi individuel consiste à permettre au bénéficiaire qui n'occupe plus une place individuelle ou une place communautaire de continuer à bénéficier du soutien de l'équipe pluridisciplinaire de l'initiative d'habitations protégées. Ce suivi a pour objectif de parfaire l'autonomie de ce bénéficiaire. Une attention particulière est apportée, lorsque cela est nécessaire et accepté par le bénéficiaire, aux relais appropriés à assurer par d'autres partenaires du réseau local. Le suivi individuel ne peut excéder pas six mois, renouvelables une fois sur avis médical.

Pendant la période de suivi individuel, l'initiative d'habitation protégée veille, en cas de nécessité, à pouvoir réintégrer le bénéficiaire dans une structure de soins adaptée à ses besoins.

§ 3. Les objectifs et le plan d'action visés à l'article 538/44, alinéa 6, 4°, du Code décretaal sont définis par rapport aux objectifs, aux actions et aux stratégies prévus par le plan stratégique pour la santé mentale visé à l'article 47/19, 2°, du Code décretaal, dans la mesure où ces objectifs, ces actions et ces stratégies concernent la mission des initiatives d'habitations protégées telle que définie à l'article 538/43 du Code décretaal.

§ 4. L'initiative d'habitations protégées détermine les actions concernées par l'auto-évaluation visée à l'article 538/44, alinéa 6, 5°, du Code décretaal.

L'initiative d'habitations protégées détermine les indicateurs utiles à l'auto-évaluation, et la périodicité de celle-ci, en tenant compte des spécificités propres à chaque action. ».

Art. 92. Il est inséré dans le même Code un article 1768/33 rédigé comme suit :

« Art. 1768/33. L'initiative d'habitations protégées élabore le projet de service visé à l'article 538/44 du Code décretaal sur la base du modèle déterminé par le Ministre.

Toute initiative d'habitations protégées peut solliciter un appui auprès d'un centre de référence en santé mentale ou d'un centre de référence spécifique pour élaborer son projet de service et réaliser son auto-évaluation.

La demande d'appui individuel est adressée au centre de référence en santé mentale ou au centre de référence spécifique par voie électronique et transmise pour information à l'Agence. ».

Art. 93. Il est inséré dans le même Code un article 1768/34 rédigé comme suit :

« Art. 1768/34. § 1^{er}. Avant son approbation, le projet de service est soumis à la concertation pluridisciplinaire visée à l'article 538/54 du Code décretaal.

Le projet de service est approuvé définitivement par le pouvoir organisateur après la concertation prévue à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le projet de service indique la période qu'il couvre, laquelle ne peut pas excéder cinq ans.

§ 3. L'initiative d'habitations protégées transmet par voie électronique son nouveau projet de service à l'Agence avant la fin du sixième mois qui précède l'expiration de son projet de service en cours.

L'Agence accuse réception du projet de service dans les quinze jours à compter de la réception de l'envoi.

L'Agence approuve le projet de service dans les trois mois à dater de la réception de ce projet de service. L'absence de réaction de l'Agence endéans ce délai équivaut à une approbation du projet de service.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le premier projet de service est approuvé par le pouvoir organisateur sans concertation préalable.

Par dérogation au paragraphe 3, l'initiative d'habitations protégées transmet par voie électronique à l'Agence son premier projet de service en annexe de sa demande d'agrément. ».

Art. 94. Dans la section 2 du chapitre I^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/34 une sous-section 2 intitulée : « Sous-section 2. Personnel et encadrement. ».

Art. 95. Dans la sous-section 2 de la section 2 du chapitre I^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/35 rédigé comme suit :

« Art. 1768/35. Le personnel de l'initiative d'habitation protégée assure les fonctions suivantes :

1° une fonction médicale ;

2° une fonction d'accompagnement ;

3° une fonction de coordination. ».

Art. 96. Il est inséré dans le même Code un article 1768/36 rédigé comme suit :

« Art. 1768/36. La fonction médicale est exercée par un médecin psychiatre ou pédopsychiatre.

Le médecin psychiatre ou pédopsychiatre accomplit les tâches spécifiques suivantes :

1° il est responsable de la politique d'admission et de sortie ;

2° il établit les contacts avec les médecins traitants et le service de santé mentale concerné ;

3° il est chargé des scénarios d'intervention en cas de crise. ».

Art. 97. Il est inséré dans le même Code un article 1768/37 rédigé comme suit :

« Art. 1768/37. La fonction d'accompagnement est exercée par un équivalent temps plein par tranche de huit bénéficiaires.

Pour exercer la fonction d'accompagnement, il faut être titulaire :

1° soit, d'un des masters ou d'un des baccalauréats ou d'un des agréments de prestataire de soins de santé suivants :

a) infirmier ;

b) psychologue ;

c) assistant en psychologie ;

d) criminologue ;

e) assistant social ;

- f) ergothérapeute ;
 - g) master ou baccalauréat en sociologie ;
 - h) master ou baccalauréat en sciences humaines et sociales ;
 - i) éducateur ;
 - j) orthopédagogue ;
 - k) kinésithérapeute ;
 - l) psycho-motricien ;
 - m) master ou baccalauréat dans le domaine des soins ;
- 2° soit, d'un diplôme d'éducateur A2. ».

Art. 98. Il est inséré dans le même Code un article 1768/38 rédigé comme suit :

« Art. 1768/38. Pour exercer la fonction de coordination, il faut être une personne visée à l'alinéa 2 de l'article 1768/37. ».

Art. 99. Il est inséré dans le même Code un article 1768/39 rédigé comme suit :

« Art. 1768/39. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur peut confier la fonction médicale à un médecin psychiatre ou pédopsychiatre indépendant dans le cadre d'une convention de collaboration.

§ 2. Le pouvoir organisateur peut confier la fonction d'accompagnement à un psychologue ou orthopédagogue clinicien indépendant dans le cadre d'une convention de collaboration.

Le pouvoir organisateur peut confier la fonction d'accompagnement à un prestataire indépendant, autre qu'un psychologue ou orthopédagogue clinicien, dans le cadre d'une convention de collaboration uniquement sur autorisation du Ministre.

Pour obtenir l'autorisation visée à l'alinéa 2, l'initiative d'habitations protégées adresse par voie électronique une demande motivée à l'Agence. Cette demande est accompagnée d'un dossier circonstancié qui justifie de la difficulté d'engager pour la fonction d'accompagnement un travailleur statutaire ou un travailleur salarié sous contrat de travail. Le Ministre se prononce sur la demande dans le mois de sa réception. La décision du Ministre est notifiée à l'initiative d'habitations protégées demanderesse.

Par dérogation à l'alinéa 3, l'initiative d'habitations protégées qui demande un agrément et souhaite obtenir l'autorisation visée à l'alinéa 2 joint à sa demande d'agrément la demande d'autorisation visée à l'alinéa 3. Le Ministre se prononce sur cette demande d'autorisation au moment où il se prononce sur la demande d'agrément. ».

Art. 100. Il est inséré dans le même Code un article 1768/40 rédigé comme suit :

« Art. 1768/40. La concertation pluridisciplinaire visée à l'article 538/54 du Code décretaal est organisée au minimum une fois par mois.

Chaque réunion de concertation pluridisciplinaire est précédée d'un ordre du jour transmis à chaque personne qui y participe selon les modalités déterminées dans le projet de service.

Chaque réunion de concertation pluridisciplinaire fait l'objet d'un procès-verbal établi selon les modalités déterminées dans le projet de service. ».

Art. 101. Il est inséré dans le même Code un article 1768/41 rédigé comme suit :

« Art. 1768/41. Les bénéficiaires ont en permanence la possibilité de contacter par téléphone le membre du personnel désigné par le pouvoir organisateur pour assurer la garde.

Le Ministre peut autoriser d'autres modalités de contact.

Pour obtenir cette autorisation, l'initiative d'habitations protégées adresse par voie électronique une demande motivée à l'Agence. Cette demande est accompagnée d'une description détaillée des modalités de contact proposées. Le Ministre se prononce sur la demande dans les trois mois de sa réception. La décision du Ministre est notifiée à l'initiative d'habitations protégées demanderesse.

Par dérogation à l'alinéa 3, l'initiative d'habitations protégées qui demande un agrément et souhaite obtenir l'autorisation visée à l'alinéa 2 joint à sa demande d'agrément la demande d'autorisation visée à l'alinéa 3. Le Ministre se prononce sur cette demande d'autorisation au moment où il se prononce sur la demande d'agrément. ».

Art. 102. Dans la section 2 du chapitre 1^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/41 une sous-section 3 intitulée : « Sous-section 3. Dispositions relatives au bâtiment. ».

Art. 103. Dans la sous-section 3 de la section 2 du chapitre 1^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/42 rédigé comme suit :

« Art. 1768/42. Le Ministre accorde les dérogations visées à l'article 538/58, alinéa 2, du Code décretaal.

Pour obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er}, l'initiative d'habitations protégées adresse par voie électronique une demande motivée à l'Agence. Le Ministre se prononce sur la demande dans les trois mois de sa réception. La décision du Ministre est notifiée à l'initiative d'habitations protégées demanderesse.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'initiative d'habitations protégées qui demande un agrément et souhaite obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er} joint à sa demande d'agrément la demande de dérogation visée à l'alinéa 2. Le Ministre se prononce sur cette demande de dérogation au moment où il se prononce sur la demande d'agrément. ».

Art. 104. Il est inséré dans le même Code un article 1768/43 rédigé comme suit :

« Art. 1768/43. Le Ministre accorde les dérogations visées à l'article 538/59, alinéa 3, du Code décretaal.

Pour obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er}, l'initiative d'habitations protégées adresse par voie électronique une demande motivée à l'Agence. Le Ministre se prononce sur la demande dans les trois mois de sa réception. La décision du Ministre est notifiée à l'initiative d'habitations protégées demanderesse.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'initiative d'habitations protégées qui demande un agrément et souhaite obtenir une dérogation visée à l'alinéa 1^{er} joint à sa demande d'agrément la demande de dérogation visée à l'alinéa 2. Le Ministre se prononce sur cette demande de dérogation au moment où il se prononce sur la demande d'agrément. ».

Art. 105. Il est inséré dans le même Code un article 1768/44 rédigé comme suit :

« Art. 1768/44. § 1^{er}. Les places individuelles comprennent au minimum, pour chaque place :

- 1° une chambre individuelle ;
- 2° des sanitaires individuels contenant une toilette, un lavabo et une douche ou une baignoire ;
- 3° un espace cuisine, le cas échéant dans la chambre ;
- 4° un espace séjour avec la possibilité d'y prendre les repas, le cas échéant dans la chambre.

§ 2. Les places communautaires comprennent une chambre individuelle par bénéficiaire. Cette chambre est équipée si possible d'un lavabo.

Les places communautaires comprennent les espaces communs suivants :

- 1° une cuisine ;
- 2° des sanitaires contenant une toilette, une douche ou une baignoire ;
- 3° une salle à manger ;
- 4° une salle de séjour ;
- 5° éventuellement d'autres espaces communs.

Une place reste communautaire même si certains des espaces visés à l'alinéa 2 sont individuels.

Lorsque les chambres individuelles ne sont pas équipées d'un lavabo, les sanitaires doivent, outre les éléments repris à l'alinéa 2, 2°, contenir au minimum un lavabo pour quatre bénéficiaires. ».

Art. 106. Il est inséré dans le même Code un article 1768/45 rédigé comme suit :

« Art. 1768/45. Il est dérogé à l'exigence de l'article 538/62, alinéa 1^{er}, du Code décretaal lorsque l'habitation protégée comprend exclusivement des places individuelles.

Le Ministre accorde les dérogations visées à l'article 538/62, alinéa 3, du Code décretaal, lorsque l'habitation protégée comprend des places communautaires.

Pour obtenir une dérogation visée à l'alinéa 2, l'initiative d'habitations protégées adresse par voie électronique une demande motivée à l'Agence. Le Ministre se prononce sur la demande dans les trois mois de sa réception. La décision du Ministre est notifiée à l'initiative d'habitations protégées demanderesse.

Par dérogation à l'alinéa 3, l'initiative d'habitations protégées qui demande un agrément et souhaite obtenir une dérogation visée à l'alinéa 2 joint à sa demande d'agrément la demande de dérogation visée à l'alinéa 3. Le Ministre se prononce sur cette demande de dérogation au moment où il se prononce sur la demande d'agrément. ».

Art. 107. Il est inséré dans le même Code un article 1768/46 rédigé comme suit :

« Art. 1768/46. Les locaux de l'habitation protégée sont accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Pour les locaux occupés par l'habitation protégée au 1^{er} janvier 2024, l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite est assurée au plus tard :

- 1° après les premiers travaux de transformation effectués auxdits locaux, sauf les exceptions prévues à l'article 414, § 2, du guide régional d'urbanisme ;
- 2° après déménagement des activités dans de nouveaux locaux construits ou transformés sur base d'un permis d'urbanisme délivré après le 3 juillet 1999.

L'habitation protégée qui dispose de locaux accessibles aux personnes à mobilité réduite ne peut pas transférer son activité vers des locaux qui ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Lorsque les locaux ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite pour une des raisons mentionnées à l'alinéa 2, l'initiative d'habitations protégées propose à ces personnes des solutions alternatives leur permettant de bénéficier des mêmes services que les personnes valides. ».

Art. 108. Dans la section 2 du chapitre I^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/46 une sous-section 4 intitulée : « Sous-section 4. Dispositions relatives au cadre de vie. ».

Art. 109. Dans la sous-section 4 de la section 2 du chapitre I^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/47 rédigé comme suit :

« Art. 1768/47. Le contrat de séjour visé à l'article 538/65, § 1^{er}, du Code décretaal impose l'établissement :

- 1° d'un état des lieux détaillé lors de l'entrée du bénéficiaire ;
- 2° d'un état des lieux détaillé lors de la sortie du bénéficiaire ;
- 3° d'un inventaire du mobilier et des appareils électriques apportés par le bénéficiaire. ».

Art. 110. Dans le chapitre I^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/47, une section 3 intitulée : « Section 3. Dispositions financières. ».

Art. 111. Dans la section 3 du chapitre I^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/48 rédigé comme suit :

« Art. 1768/48. Le prix par journée de séjour est calculé en divisant le budget des moyens financiers visé à l'article 1768/49 par le quota de journées de séjour visé à l'article 1768/50. ».

Art. 112. Il est inséré dans le même Code un article 1768/49 rédigé comme suit :

« Art. 1768/49. § 1^{er}. Par initiative agréée d'habitations protégées, il est attribué un budget des moyens financiers. Ce budget couvre de manière forfaitaire les coûts de fonctionnement.

Le budget des moyens financiers est calculé sur une base annuelle, et comprend les montants destinés à couvrir les postes suivants :

- 1° l'indemnité unique d'installation ;
- 2° l'intervention pour coût de personnel ;
- 3° l'intervention pour l'enregistrement du résumé psychiatrique minimum ;

- 4° l'intervention pour la fonction médicale ;
- 5° l'intervention pour la réalisation des tâches d'organisation des activités journalières des habitants ;
- 6° l'intervention pour les mesures de fin de carrière ;
- 7° l'intervention pour le coût de la prime d'attractivité ;
- 8° l'intervention pour les frais de fonctionnement liés à l'accompagnement ;
- 9° l'intervention pour les missions des soins psychiatriques pour des patients à domicile ;
- 10° l'intervention pour le coût du complément fonctionnel ;
- 11° l'intervention pour la valorisation des prestations inconfortables ;
- 12° l'intervention pour le coût de l'embauche de personnel supplémentaire ;
- 13° l'intervention pour couvrir l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs ;
- 14° l'intervention pour l'engagement de la fonction de coordination.

§ 2. L'indemnité unique d'installation s'élève à 2.478,84 euros par place d'habitation protégée.

§ 3. L'intervention pour coût de personnel est, par place d'habitation protégée, déterminée comme suit :

- 1° 10.129,19 euros pour deux tiers du nombre de places ;
- 2° 13.505,61 euros pour un tiers du nombre de places.

§ 4. L'intervention pour l'enregistrement du résumé psychiatrique minimum s'élève à 4.148,40 euros par initiative d'habitation protégée, augmentés de 82,95 euros par place d'habitation protégée.

§ 5. Le montant pour la fonction médicale est déterminé comme suit :

- 1° 11.200,67 euros pour les initiatives comptant au maximum 20 places ;
- 2° 18.667,79 euros pour les initiatives comptant de 21 à 40 places ;
- 3° 22.401,35 euros pour les initiatives comptant de 41 à 60 places ;
- 4° 26.134,95 euros pour les initiatives comptant de 61 à 80 places ;
- 5° 29.868,51 euros pour les initiatives comptant de 81 à 100 places ;
- 6° 33.602,06 euros pour les initiatives comptant plus de 100 places.

§ 6. L'intervention pour la réalisation des tâches d'organisation des activités journalières des habitants est déterminée comme suit :

- 1° 33.419,60 euros pour les initiatives comptant au maximum 19 places pour le financement de 0,5 équivalents temps plein ;
- 2° 50.129,41 euros pour les initiatives comptant entre 20 et 39 places pour le financement de 0,75 équivalents temps plein ;
- 3° 83.548,99 euros pour les initiatives comptant entre 40 et 59 places pour le financement de 1,25 équivalents temps plein ;
- 4° 100.258,81 euros pour les initiatives comptant entre 60 et 99 places pour le financement de 1,5 équivalents temps plein ;
- 5° 133.678,41 euros pour les initiatives comptant entre 100 et 149 places pour le financement de 2 équivalents temps plein ;
- 6° 200.517,62 euros pour les initiatives comptant plus de 150 places pour le financement de 3 équivalents temps plein.

Les tâches d'organisation des activités journalières englobent les tâches d'encadrement et d'accompagnement des bénéficiaires dans des activités visant la formation, les activités sociales et culturelles, les activités occupationnelles ou la réinsertion socioprofessionnelle des bénéficiaires.

Les tâches d'organisation des activités journalières peuvent simultanément s'adresser aux bénéficiaires hébergés dans le cadre de l'initiative d'habitations protégées et à des bénéficiaires extérieurs présentant une problématique psychiatrique chronique et de longue durée.

Les tâches d'organisation des activités journalières peuvent être organisées au sein même des locaux de l'initiative d'habitations protégées ou à l'extérieur.

Les tâches d'organisation des activités journalières peuvent également être exercées en collaboration avec d'autres initiatives d'habitations protégées, dans le cadre d'une mise en commun des moyens dont chacune dispose pour réaliser la mission.

Le personnel affecté aux tâches d'organisation des activités journalières et le nombre d'équivalents temps plein correspondant sont déclarés dans le rapport d'activité visé à l'article 46 du Code décréteil.

Lorsque, pour une année déterminée, le nombre d'équivalent temps plein n'est pas rempli conformément à l'alinéa 1^{er}, la régularisation est opérée par une diminution corrélative du montant visé à l'alinéa 1^{er} pour l'année suivante.

§ 7. L'intervention pour les mesures de fin de carrière est déterminée conformément aux dispositions du présent paragraphe.

Pour l'application du présent paragraphe, il faut entendre par :

1° « mesures de fin de carrière » : les mesures prises dans l'Accord relatif aux secteurs fédéraux de la santé du 26 avril 2005 conclu entre le gouvernement fédéral et les organisations représentatives du secteur privé non marchand et dans le protocole n° 148/2 du Comité commun à l'ensemble des services publics des 29 juin 2005, 5 juillet 2005 et 18 juillet 2005 ;

2° « période d'absence justifiée » : les journées ou les heures non prestées mais assimilées à des journées ou des heures de travail dans la mesure où elles ont donné lieu au paiement d'une rémunération par l'institution. Il faut également y inclure les journées où le membre du personnel est en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité.

Les initiatives d'habitations protégées ont droit à une intervention financière annuelle en compensation des mesures de dispense de prestations de travail dans le cadre de la problématique de fin de carrière, telle qu'elle est prévue dans l'Accord relatif aux secteurs fédéraux de la santé du 26 avril 2005 conclu entre le gouvernement fédéral et les organisations représentatives du secteur privé non marchand et dans le Protocole n° 148/2 du Comité commun à l'ensemble des services publics des 29 juin 2005, 5 juillet 2005 et 18 juillet 2005, pour autant qu'ils soient soumis à l'application d'une convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire compétente ou de protocoles d'accord conclus au sein des comités de négociation compétents prévus par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

L'intervention financière couvre uniquement les avantages prévus dans le présent paragraphe et n'est possible que si la convention collective de travail ou le protocole d'accord prévoit les avantages suivants et si les membres du personnel concernés bénéficient effectivement de ces avantages :

1° les membres du personnel à temps plein qui ont atteint l'âge de 45, 50 ou 55 ans ont droit respectivement à une dispense de prestations de leur temps de travail de 96 heures, 192 heures ou 288 heures payées par an, octroyée sous la forme de jours complets. Cette dispense entre en vigueur à partir du premier jour du mois au cours duquel les âges susmentionnés sont atteints.

Les praticiens de l'art infirmier peuvent également opter pour le maintien des prestations assorti d'une prime de respectivement 5,26 %, 10,52 % ou 15,78 %, calculée sur leur salaire à temps plein.

En cas de combinaison d'options à partir de l'âge de 50 ans, l'intervention est accordée sur la base d'une répartition en tranches complètes de 2 heures ;

2° le membre du personnel qui travaille à temps partiel a droit à un nombre de jours de compensation supplémentaires égal, ou, pour les praticiens de l'art infirmier, à une prime équivalente égale, à l'application proportionnelle de la dispense des prestations de travail ou de la prime.

Pour les travailleurs dépendant du secteur privé et tenant compte de la convention collective de travail n° 35 du 27 février 1981 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel, les travailleurs occupés à temps partiel se verront proposer, dans les conditions prévues par l'article 4 de ladite CCT n° 35, d'office augmenter la durée hebdomadaire de travail inscrite dans leur contrat. Ils bénéficient, le cas échéant, de la dispense de prestations sur base de leur nouveau contrat.

Pour les travailleurs du secteur public occupés à temps partiel et qui bénéficient des mesures de fin de carrière ils se voient d'office proposer par l'employeur, et ce 3 mois avant la date d'entrée dans le régime des fins de carrière ou de l'accès à un droit plus élevé dans ce cadre, une augmentation de leur durée hebdomadaire de travail inscrite dans leur contrat de travail et ce, à concurrence du nombre d'heures de dispense de prestations prévu pour la catégorie d'âge à laquelle ils appartiennent. Le travailleur doit, au plus tard un mois avant la date d'entrée dans le régime des fins de carrière ou de l'accès à un droit plus élevé dans ce cadre, faire part à son employeur soit de son accord au sujet de cette augmentation de sa durée hebdomadaire de travail soit de son refus. Dans ce dernier cas, le travailleur bénéficie de la réduction de la durée hebdomadaire de ses prestations prévue pour la catégorie d'âge à laquelle il appartient et ce, au prorata de sa durée hebdomadaire de travail par rapport à celle d'un travailleur à temps plein ;

3° sont assimilés aux membres du personnel les travailleurs qui, pendant une période de référence de 24 mois précédant le mois dans lequel ils atteignent l'âge de 45, 50 ou 55 ans, ont presté au moins 200 heures chez le même employeur, dans une seule ou plusieurs fonctions, pour lesquelles ils ont perçu le supplément pour prestations irrégulières (dimanche, samedi, jour férié, service de nuit ou services interrompus) ou toute autre indemnité relevant d'une convention collective de travail, ou ont bénéficié d'un repos compensatoire suite à ces prestations.

Les périodes d'absences justifiées (jours ou heures assimilées) sont prises en compte sur base de la moyenne du reste de la période de référence.

Le travailleur qui ne satisfait plus à cette condition de 200 heures de prestations irrégulières sur une période de référence de maximum 24 mois ne peut bénéficier d'une dispense supplémentaire de prestations de travail lors d'un saut d'âge ultérieur.

Les travailleurs à temps partiel doivent prouver un nombre d'heures de prestations irrégulières correspondant à 200 heures calculées au prorata de la durée de travail sur une période de référence de maximum 24 mois.

Le travailleur qui, au moment où il atteint l'âge de 45, 50 ou 55 ans, n'a pas effectué 200 heures de prestations irrégulières chez le même employeur, ou qui ne satisfait plus à cette condition, accède au statut de membre du personnel assimilé, et donc au droit à la dispense de prestations de travail, au moment où il a effectué ces 200 heures au cours d'une période de maximum 24 mois consécutifs. La dispense de prestations de travail prend alors cours le jour déterminé dans la convention collective de travail ou dans le protocole d'accord applicable ;

4° les personnes qui sont actuellement bénéficiaires des mesures de fin de carrière instaurées par l'accord social conclu en 2000 et qui ont fait le choix de la prime salariale continuent à en bénéficier.

Les personnes bénéficiaires des mesures de fin de carrière instaurées avant le 1^{er} octobre 2005 qui ont fait le choix de la prime salariale, continuent à en bénéficier.

Si un membre du personnel change de fonction, il garde son droit antérieur aux mesures de fin de carrière ;

5° les travailleurs dispensés de prestations sont toujours considérés comme des travailleurs qui conservent leur durée contractuelle de travail ;

6° l'option de la dispense est toujours définitive. En revanche, le maintien des prestations assorti d'une prime peut être converti à tout moment en dispense de prestations de travail.

Pour calculer l'intervention forfaitaire pour les mesures de fins de carrières, les catégories de personnel sont les suivantes :

1° catégorie a : les infirmiers, les infirmiers sociaux et les assistants en soins hospitaliers ;

2° catégorie b : les kinésithérapeutes, les ergothérapeutes, les logopèdes, les diététiciens, les éducateurs intégrés dans les équipes de soins, les assistants sociaux et les assistants psychologiques occupés dans les unités de soins ou intégrés dans le plan thérapeutique, les psychologues, les orthopédistes et les pédagogues occupés dans les unités de soins ou intégrés dans le plan thérapeutique, les technologues en laboratoire et les technologues en imagerie médicale ;

3° catégorie c : les soignants et les personnes visées par les articles 152 et 153 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé ;

4° catégorie d : les personnes assimilées, les ambulanciers des services d'urgence qui font partie du personnel des institutions visées dans le plan pluriannuel des secteurs fédéraux de la santé et ce, peu importe le centre de frais sous lequel ces personnes sont reprises, les techniciens du matériel médical notamment dans les services de stérilisation, les brancardiers et les assistants en logistique.

Le montant forfaitaire est calculé comme suit :

$$F = F1 + F2$$

- calcul de la dispense de prestations de travail

F1 = le montant dû pour l'embauche compensatoire des membres du personnel qui optent pour la dispense de prestations hebdomadaires de travail

$$F1 = A_i * T1/S * N/Y$$

Où :

Aa = 60.096,86 euros pour la catégorie a.

Ab = 60.096,86 euros pour la catégorie b.

Ac = 48.511,99 euros pour la catégorie c.

Ad = 48.465,91 euros pour la catégorie d.

T1 : nombre hebdomadaire d'heures de dispense compensées par le travailleur embauché en compensation ou par le travailleur qui augmente sa durée de travail ;

S : régime hebdomadaire de travail appliqué dans l'initiative d'habitations protégées ;

N : nombre annuel d'heures de travail rémunérées par l'employeur pour compenser les heures de dispense des travailleurs bénéficiaires des mesures de fin de carrière pour l'année considérée ;

Y : nombre théorique annuel d'heures de travail à prester par le travailleur en embauche compensatoire par rapport à son contrat de travail, à son acte de nomination individuelle ou à l'avenant à son contrat de travail en cas d'augmentation du temps de travail ;

- calcul du montant pour la prime

$$F2 = A_i * H/38 * T2/S * N/Y$$

Où :

Aa = 82.125,62 euros pour la catégorie a.

Ab = 82.125,62 euros pour la catégorie b.

Ac = 61.164,83 euros pour la catégorie c.

Ad = 55.267,79 euros pour la catégorie d.

H : nombre équivalent d'heures hebdomadaires de dispense de prestations de travail dans le cadre de l'octroi d'une prime pour un travailleur à temps plein par rapport à son âge ;

T2 : nombre d'heures à prester par semaine tel qu'il résulte du contrat de travail ou de l'acte de nomination individuelle effectué, le cas échéant, dans la fonction justifiant le bénéfice de la mesure ;

S : régime hebdomadaire de travail appliqué dans l'initiative d'habitations protégées ;

N : nombre annuel d'heures de travail rémunérées par l'employeur pour l'année considérée dans le cadre des mesures de fin de carrière ;

Y : nombre théorique annuel d'heures de travail à prester par le bénéficiaire par rapport à son contrat de travail ou à son acte de nomination individuelle.

Pour bénéficier de l'intervention forfaitaire visée au présent paragraphe, l'initiative d'habitations protégées fournit par voie électronique à l'Agence les renseignements suivants :

1° le nom et le prénom du membre du personnel concerné ;

2° son numéro de registre national ;

3° sa date de naissance ;

4° sa fonction ;

5° l'option choisie entre la dispense de prestations de travail et la prime pour chacune des tranches ;

6° le nombre d'heures de dispense de prestations de travail qu'il peut obtenir par rapport à son âge ;

7° le régime horaire hebdomadaire en vigueur dans l'initiative d'habitations protégées ;

8° le nombre d'heures à prester par le membre du personnel, tel qu'il résulte du contrat de travail, réduit le cas échéant au prorata des prestations effectuées dans la fonction justifiant le bénéfice de la mesure visée au présent paragraphe ;

9° la date de son engagement ;

10° la date éventuelle de départ ;

11° en cas de personnel assimilé, le nombre d'heures de prestations irrégulières, avec un minimum de 200 heures sur 24 mois ;

12° les périodes d'absence non rémunérées (jours ou heures non assimilés) par l'employeur ainsi que leur nature.

Ces renseignements sont communiqués selon les instructions envoyées aux initiatives d'habitations protégées par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

L'intervention forfaitaire provisoire est calculée par rapport au dernier montant définitif connu, pour autant qu'il tienne compte de toutes les classes d'âge ; à défaut l'intervention forfaitaire provisoire est fixée par rapport au provisionnel de l'année n-1.

A chaque fois qu'une intervention forfaitaire définitive est calculée, elle constitue l'intervention forfaitaire provisoire valable pour l'exercice suivant sa date de fixation.

La différence entre F définitif et F provisoire est récupérée par une diminution du prix de journée de l'année suivante.

Pour l'application des alinéas 10 à 12, il est tenu compte, le cas échéant, du montant calculé conformément à l'article 1^{er}, G), de l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitations protégées.

Pour les membres du personnel qui ont opté pour la dispense de leurs prestations hebdomadaires de travail, l'initiative d'habitations protégées apporte la preuve que ce temps de travail libéré et le financement octroyé ont été compensés par des nouveaux engagements ou par l'augmentation de la durée de travail hebdomadaire des membres du personnel. Ne sont pas pris en considération les travailleurs à temps plein qui bénéficient des mesures de fin de carrière et les travailleurs pour lesquels l'initiative d'habitations protégées perçoit déjà un financement dans le cadre de politiques d'emploi.

Le volume total d'heures à compenser par catégorie visée à l'alinéa 5 est prioritairement compensé par la même catégorie.

Le financement octroyé est, le cas échéant, plafonné au volume total réel de remplacement.

L'initiative d'habitations protégées transmet par voie électronique à l'Agence, en même temps que les informations servant au calcul définitif, les renseignements suivants :

- 1° nom et prénom du membre du personnel engagé ou du membre du personnel faisant l'objet d'une augmentation de son temps de travail ;
- 2° son numéro de registre national ;
- 3° sa date de naissance ;
- 4° sa date d'entrée en fonction et de sortie ;
- 5° sa fonction ;
- 6° la durée de travail hebdomadaire de compensation du nouveau travailleur ou l'augmentation de l'horaire de travail du travailleur en fonction qui augmente sa durée de travail ;
- 7° les périodes d'absence non rémunérées par l'employeur (jours ou heures non assimilés) ainsi que leur nature ;
- 8° le centre de frais d'imputation ;
- 9° la date de début de l'avenant au contrat du travailleur qui augmente sa durée de travail ou du contrat du nouveau travailleur ou de l'acte de nomination individuelle ;
- 10° la date de fin du contrat.

A ces renseignements est jointe une copie des nouveaux contrats de travail, des avenants au contrat en cas d'augmentation de la durée de travail ou des actes de nomination individuelle.

Si l'initiative d'habitation protégée ne communique pas, dans les délais requis, les renseignements relatifs à l'élaboration de l'intervention forfaitaire définitive, l'intervention forfaitaire provisoire est récupérée.

§ 8. L'intervention pour le coût de la prime d'attractivité est un montant forfaitaire annuel par équivalent temps plein, déterminé comme suit :

- 1° pour les initiatives d'habitations protégées du secteur public : 960,77 euros ;
- 2° pour les initiatives d'habitations protégées du secteur privé : 996,55 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} comprennent les charges patronales.

Pour chaque année, le montant est calculé en multipliant le nombre d'équivalents temps plein prévus dans les normes d'agrément de l'initiative d'habitation protégée par le montant forfaitaire visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 9. L'intervention pour les frais de fonctionnement lié à l'accompagnement s'élève à un montant annuel de 920,70 euros par place d'habitation protégée.

§ 10. Le présent paragraphe s'applique uniquement aux initiatives d'habitations protégées sélectionnées pour les missions des soins psychiatriques pour des patients à domicile agréées par l'Agence.

Une intervention de 86.873,72 euros est attribuée à chaque initiative d'habitations protégées visée à l'alinéa 1^{er}.

Pour conserver cette intervention, l'initiative d'habitations protégées adresse par voie électronique à l'Agence un rapport annuel pour le 28 février de l'année qui suit l'exercice comptable. Ce rapport est établi selon le modèle déterminé par l'Agence.

§ 11. Une intervention de 1.634,48 euros est attribuée à chaque initiative d'habitations protégées disposant d'un coordinateur n'ayant pas opté pour le barème IF-IC afin de financer l'octroi du complément fonctionnel annuel de 1.213,69 euros à ce coordinateur.

Pour bénéficier du complément fonctionnel, le coordinateur doit respecter les conditions cumulatives suivantes :

- 1° avoir, au minimum, 18 ans d'ancienneté pécuniaire ;
- 2° avoir suivi une formation de base, de minimum 24 heures, et une formation continue annuelle, de minimum 8 heures, portant sur les trois domaines suivants :
 - a) la gestion des horaires, la durée du travail et les conventions collectives de travail ;
 - b) le bien-être au travail ;
 - c) la gestion d'équipe.

La formation de base et la formation continue annuelle visées à l'alinéa 3, 2° sont validées par l'Agence.

§ 12. Une intervention de 55,07 euros est attribuée par place d'habitation protégée en vue de valoriser les prestations inconfortables, entre 19 heures et 20 heures, du personnel qui exerce la fonction d'éducateur, selon les modalités prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté royal du 28 décembre 2011 relatif à l'exécution du plan d'attractivité pour la profession infirmière, dans certains secteurs fédéraux de la santé, en ce qui concerne les primes pour des titres et qualifications professionnels particuliers et les prestations inconfortables.

Une intervention de 2,05 euros est attribuée par place d'habitation protégée en vue de valoriser les prestations inconfortables, entre 19 heures et 20 heures, du personnel non visé à l'alinéa 1^{er} selon les modalités prévues audit alinéa 1^{er}.

§ 13. Le présent paragraphe s'applique uniquement aux initiatives d'habitations protégées sélectionnées pour les missions des soins psychiatriques pour des patients à domicile agréées par l'Agence.

Dans le cadre de l'Accord social conclu entre les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs, une intervention est octroyée aux initiatives d'habitations protégées afin de couvrir le coût de l'embauche de personnel supplémentaire.

Dans les initiatives d'habitations protégées du secteur privé, l'intervention s'élève à 65.804,08 euros par équivalent temps plein pour la création effective de 27 équivalents temps plein (ETP) de niveau bachelier dans des qualifications permettant d'améliorer l'accueil et la prise en charge psycho-sociale, telle que mise en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'article 1^{er}, M), a) de l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitations protégées.

Dans les initiatives d'habitations protégées du secteur public, l'intervention s'élève à 63.387,59 euros par équivalent temps plein pour la création effective de 3 équivalents temps plein (ETP) destinés à renforcer la réactivation, telle que mise en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'article 1^{er}, M), b), de l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitations protégées.

§ 14. Une intervention de 38,71 euros par place d'habitation protégée est attribuée pour couvrir l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, en application de la convention collective de travail n° 19octies du 20 février 2009.

§ 15. Pour les initiatives d'habitations protégées du secteur privé, il est accordé, pour l'engagement de la fonction de coordination, un montant annuel de 26.352,12 euros par initiative d'habitations protégées.

Pour l'application de ce financement et la détermination du nombre d'équivalents temps plein correspondant, le coût total annuel d'un équivalent temps plein est évalué à 79.056,35 euros.

Pour l'initiative d'habitations protégées du secteur privé qui a plus de quinze places agréées, ce montant de 26.352,12 euros est augmenté de X euros par initiative d'habitations protégées, selon la formule suivante :

$$X = (Y - 15) * Z$$

où :

Y = Nombre de places agréées de l'initiative d'habitation protégée

Z = 1.568,58 euros.

L'engagement de la fonction de coordination est réalisé soit par l'engagement d'un nouveau travailleur, soit par l'augmentation du temps de travail d'un travailleur déjà engagé par l'initiative d'habitation protégée avant son affectation à la fonction de coordination. Le contrat de travail ou son avenant mentionne expressément la référence à la mesure d'engagement de personnel supplémentaire prise dans le cadre de l'accord-cadre tripartite intersectoriel du secteur non-marchand wallon 2021-2024 du 27 mai 2021.

Pour bénéficier du financement prévu pour la fonction de coordination, l'initiative d'habitation protégée adresse à l'Agence, pour le 31 mars au plus tard :

1° une copie du contrat de travail ou de l'avenant au contrat de travail des travailleurs engagés au cours de l'année concernée ;

2° sur support informatique, selon le modèle établi par l'Agence, les renseignements relatifs au membre du personnel concerné par la fonction de coordination.

Sur base des équivalents temps plein occupés au cours de l'année N et du barème théorique de 79.056,35 euros par équivalent temps plein, l'Agence calcule à l'issue de la période le montant de la subvention justifiée. Ce calcul est réalisé dans le courant de l'année suivante.

Par fonction de coordination, il faut entendre l'organisation de l'hébergement et l'accompagnement de personnes adultes qui, pour des raisons psychiatriques ou psychosociales, doivent être aidées dans leur milieu de vie et de logement, afin de leur permettre d'acquérir des aptitudes sociales ou de réinsertion dans la société. Le travailleur chargé de la fonction de coordination veille à la bonne gestion thérapeutique, des ressources humaines, et du patrimoine de l'initiative d'habitation protégée.

Pour exercer la fonction de coordination, le travailleur doit être titulaire d'un diplôme de master ou bachelier repris dans la liste suivante :

1° en art infirmier ;

2° en sciences humaines ;

3° en santé publique ;

4° en psychologie ;

5° en criminologie ;

6° d'assistant social ;

7° d'éducateur ;

8° en ergothérapie.

§ 16. Les montants visés au présent article sont liés à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation est appliquée à partir du premier jour du premier mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification. ».

Art. 113. Il est inséré dans le même Code un article 1768/50 rédigé comme suit :

« Art. 1768/50. § 1^{er}. Le quota de journées de séjour est égal au nombre de journées pendant lesquelles les places disponibles ont effectivement été occupées durant l'exercice.

En provision, il est tenu compte d'une occupation à concurrence de 100 %.

§ 2. Le calcul définitif est effectué par le biais d'un montant de récupération qui est appliqué au budget des moyens financiers de l'exercice suivant. ».

Art. 114. Il est inséré dans le même Code un article 1768/51 rédigé comme suit :

« Art. 1768/51. Le bilan et le compte de résultats sont élaborés sur base du modèle figurant à l'annexe 7 de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 115. Dans le chapitre I^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/51, une section 4 intitulée : « Section 4. Programmation et agrément. ».

Art. 116. Dans la section 4 du chapitre I^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/52 rédigé comme suit :

« Art. 1768/52. Le Ministre établit une nouvelle programmation dans l'année qui suit l'adoption du plan stratégique pour la santé mentale visé à l'article 47/20 du Code décretaal.

La programmation tient compte des objectifs, des actions et des stratégies développés dans le plan stratégique pour la santé mentale.

Sauf dispositions contraaires prévues par le plan stratégique pour la santé mentale, la programmation limite le nombre de suivis individuels d'une initiative d'habitations protégées à un maximum d'un dixième du nombre total de places agréées, suivi individuel compris, à cette initiative d'habitations protégées. ».

Art. 117. Il est inséré dans le même Code un article 1768/53 rédigé comme suit :

« Art. 1768/53. Les règles déontologiques visées à l'article 53/75, alinéa 1^{er}, 19°, du Code décretaal sont reprises à l'annexe 144. ».

Art. 118. Il est inséré dans le même Code un article 1768/54 rédigé comme suit :

« Art. 1768/54. La demande d'agrément est introduite par voie électronique par l'initiative d'habitations protégées auprès de l'Agence.

La demande comprend :

1° un formulaire, établi par l'Agence et complété par l'initiative d'habitations protégées, reprenant :

- a) le numéro d'entreprise ;
 - b) l'identité de l'initiative d'habitations protégées, la qualité et mandat de son représentant ;
 - c) l'adresse de l'établissement principal ;
 - d) le cas échéant les adresses d'éventuelles antennes ;
 - e) des coordonnées de contact, telles que courrier, mail, téléphone... ;
 - f) l'engagement à exercer la mission définie à l'article 538/43 du Code décretaal ;
 - g) l'engagement à élaborer un nouveau projet de service tous les cinq ans, dans le respect de l'article 538/44 du Code décretaal ;
 - h) l'engagement à mettre en œuvre son projet de service ;
 - i) le cas échéant l'engagement à conclure une ou plusieurs conventions visées à l'article 538/47 du Code décretaal ;
 - j) l'engagement à être membre au moins d'une plate-forme de concertation en santé mentale ;
 - k) l'engagement à disposer d'une équipe pluridisciplinaire conforme aux dispositions des articles 538/50 à 538/53 du Code décretaal ;
 - l) l'engagement à organiser la concertation pluridisciplinaire visée à l'article 538/54 du Code décretaal ;
 - m) l'engagement à assurer le contact visé à l'article 538/55 du Code décretaal ;
 - n) l'engagement à se conformer aux exigences des articles 538/64 et 538/65 du Code décretaal ;
 - o) l'engagement, pour chaque bénéficiaire, à tenir le dossier individuel visé à l'article 538/66 du Code décretaal ;
 - p) l'engagement à respecter les droits du bénéficiaire tels que prévus aux articles 538/68 à 538/70 du Code décretaal ;
 - q) l'engagement à ne pas réclamer des prix d'hébergement supérieurs à ceux fixés en exécution de l'article 538/71 du Code décretaal ;
 - r) l'engagement à recueillir et à communiquer les données socio-épidémiologiques visées à l'article 538/73 du Code décretaal ;
 - s) l'engagement à respecter les règles déontologiques fixées par le Gouvernement, visé à l'article 538/75, alinéa 1^{er}, 19°, du Code décretaal ;
 - t) la signature du représentant visé au point b) ;
- 2° un extrait du procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration durant laquelle la décision de demander l'agrément a été adoptée ;
- 3° la preuve du mandat du représentant visé au 1°, b), lorsque ce mandat n'a pas fait l'objet d'une publication dans les annexes du *Moniteur belge* ;
- 4° la liste des membres visés à l'article 538/47 du Code décretaal ;
- 5° le premier projet de service ;
- 6° une description du bâtiment reprenant les caractéristiques visées aux articles 538/58 à 538/63 du Code décretaal ;
- 7° une attestation datée et signée par le pouvoir organisateur attestant que les mesures de précaution pour éviter tout incendie ont été prises à l'intérieur de l'immeuble affecté à usage d'habitation protégée, ou une attestation délivrée par les services incendies compétent attestant de la conformité du bâtiment aux normes de protection incendie ;
- 8° le protocole de protection des données personnelles visé à l'article 538/67, alinéa 2, du Code décretaal ;
- 9° le cas échéant, les demandes d'autorisation visées aux articles 1768/39, § 2, alinéa 4 et 1768/41, alinéa 4 ;
- 10° le cas échéant, les demandes de dérogation visées aux articles 1768/42, alinéa 3, 1768/43, alinéa 3 et 1768/42, alinéa 4 ;
- 11° tout autre document que l'initiative d'habitations protégées estime utile à l'appui de sa demande. ».

Art. 119. Il est inséré dans le même Code un article 1768/55 rédigé comme suit :

« Art. 1768/55. § 1^{er}. L'Agence accuse réception de la demande d'agrément par voie électronique dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier.

§ 2. Si le dossier est incomplet, l'Agence réclame les documents manquants ou incomplets dans le mois de la réception du dossier.

L'initiative d'habitations protégées dispose d'un délai d'un mois, à compter de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, pour compléter son dossier. A défaut, sa demande d'agrément est réputée irrecevable.

§ 3. L'Agence transmet au Ministre le dossier complet, accompagné de son avis, dans les deux mois de la réception du dossier complet.

§ 4. Le Ministre statue sur les demandes d'agrément dans les deux mois suivants la transmission du dossier complet par l'Agence.

Le Ministre ou son délégué notifie sa décision à l'initiative d'habitations protégées concernée. Une copie de la décision est transmise à l'Agence.

§ 5. En cas d'urgence motivée demandée par l'initiative d'habitations protégées, les délais de deux mois prévus aux paragraphes 3 et 4 sont ramenés à 15 jours. ».

Art. 120. Dans le chapitre I^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1768/55, une section 5 intitulée : « Section 5. Evaluation, contrôle et sanctions Evaluation, contrôle et sanctions. ».

Art. 121. Dans la section 5 du chapitre I^{er}/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1768/56 rédigé comme suit :

« Art. 1768/56. Le Ministre établit le modèle de rapport d'activités visé à l'article 46 du Code décretaal.

Ce modèle contient :

1° les parties visées à l'article 12/3 ;

2° les données relatives à la réalisation du projet de service visé à l'article 538/44 du Code décretaal;

3° le dossier visé à l'article 12/2 justifiant l'utilisation de la subvention ;

4° les données nécessaires à la vérification du maintien des conditions d'agrément visées à l'article 538/75 du Code décretaal.

Le rapport visé à l'article 46 du Code décretaal est transmis à l'Agence conformément à l'article 12/3. ».

Art. 122. Il est inséré dans le même Code un article 1768/57 rédigé comme suit :

« Art. 1768/57. § 1^{er}. L'évaluation de l'initiative d'habitation protégée est élaborée à partir :

1° du projet de service ;

2° des rapports d'activité déposés ;

3° des précédents rapports d'évaluation.

§ 2. L'évaluation a pour objectif :

1° de constater et expliquer les écarts positifs ou négatifs entre le projet de service et les actions réalisées ;

2° d'élaborer des recommandations en vue d'améliorer les actions et les pratiques de l'initiative d'habitations protégées.

§ 3. L'initiative d'habitations protégées procède à son autoévaluation au minimum une fois tous les trois ans.

Le rapport d'autoévaluation est transmis par voie électronique à l'Agence.

L'Agence formule si nécessaire des remarques concernant le rapport d'autoévaluation qui lui a été transmis.

§ 4. Un entretien d'évaluation se tient à l'initiative de l'initiative d'habitations protégées, ou à l'initiative de l'Agence, lorsqu'une de ces parties estime un tel entretien utile.

§ 5. Le rapport d'autoévaluation visé au paragraphe 3, éventuellement assortis des remarques de l'Agence, est transmis de manière électronique dans les trois mois de l'entretien d'évaluation à l'initiative d'habitations protégées.

Le rapport de l'entretien d'évaluation visé au paragraphe 4 est transmis de manière électronique dans les trois mois de l'entretien d'évaluation à l'initiative d'habitations protégées. ».

Art. 123. Il est inséré dans le même Code un article 1768/58 rédigé comme suit :

« Art. 1768/58. Les conclusions du contrôle visé à l'article 538/80 du Code décretaal sont transmises dans les trois mois à l'initiative d'habitations protégées, qui dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception des conclusions, pour faire valoir ses observations à l'Agence. ».

Art. 124. Il est inséré dans le même Code un article 1768/59 rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Lorsque l'Agence constate qu'une initiative d'habitations protégées cesse de remplir les conditions d'agrément, ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent, elle notifie les manquements constatés à cette initiative d'habitations protégées ainsi que le délai de mise en conformité qui n'est pas inférieur à un mois, à compter de la notification des manquements.

§ 2. Au terme du délai de mise en conformité, l'Agence émet, en cas de persistance des manquements constatés, une proposition de retrait de l'agrément qu'elle notifie à l'initiative d'habitations protégées concernée.

Dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours, à dater de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, l'initiative d'habitations protégées concernée est convoquée à une audition afin de faire valoir ses arguments. Elle peut se faire assister du conseil de son choix.

Dans un délai de quinze jours à dater de l'audition, un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et notifié à l'initiative d'habitations protégées auditionnée, qui dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision.

§ 3. Le Ministre statue sur la proposition de retrait d'agrément dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet.

§ 4. Le Ministre, avec le soutien de l'Agence, adopte les dispositions nécessaires pour assurer le transfert des bénéficiaires vers une autre initiative d'habitations protégées et la continuité de leur suivi thérapeutique. ».

Art. 125. Il est inséré dans le même Code un article 1768/60 rédigé comme suit :

« Art. 1768/60. La procédure prévue à l'article 1768/59 s'applique également lorsque les manquements constatés ne concernent qu'une des habitations protégées gérées par l'initiative d'habitations protégées.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, le retrait éventuel d'agrément porte uniquement sur l'habitation protégée concernée. ».

Section 6. — Modifications relatives aux services de santé mentale.

Art. 126. L'intitulé du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par : « Chapitre II. Services de santé mentale. ».

Art. 127. L'article 1769 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1769. Les définitions contenues dans l'article 539/1 du code décretaal s'appliquent au présent chapitre.

Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « pouvoir organisateur » l'organe chargé de l'administration du service de santé mentale. ».

Art. 128. L'intitulé de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par : « Section 2. - Mission et fonctionnement. ».

Art. 129. L'intitulé de la sous-section 1ère de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par : « Sous-section 1ère. - Projet de service. ».

Art. 130. Le point « A. Conditions d'agrément » de la sous-section 1ère de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est abrogé.

Art. 131. Le point « A.1. Projet de service » du point A de la sous-section 1ère de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est abrogé.

Art. 132. A l'article 1770 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « élabore un » sont remplacés par les mots « de santé mentale élabore le » ;

b) les mots « dont le contenu est adapté » sont remplacés par les mots « visé à l'article 541 du code décretaal » ;

2° à l'alinéa 2 :

a) les mots « est composé de plus d'une équipe ou qu'il comporte » sont remplacés par les mots « de santé mentale dispose d'un agrément pour » ;

b) les mots « , la partie visée par l'article 541, alinéa 3 de la deuxième partie du Code décretaal pouvant être commune » sont abrogés ;

3° l'alinéa 3 est abrogé ;

4° à l'alinéa 4, devenu alinéa 3 :

a) les mots « de santé mentale » sont insérés entre les mots « Tout service » et les mots « peut solliciter » ;

b) les mots « du centre de référence » sont remplacés par les mots « d'un centre de référence en santé mentale ou d'un centre de référence spécifique » ;

c) le mot « premier » est abrogé ;

d) les mots « en réaliser la première » sont remplacés par les mots « réaliser son »

5° à l'alinéa 5, devenu alinéa 4 :

a) le mot « individuel » est remplacé par les mots « visée à l'alinéa 3 » ;

b) les mots « par écrit » sont remplacés par les mots « en santé mentale ou au centre de référence spécifique par voie électronique ».

Art. 133. A l'article 1771 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les mots « l'administration » sont à chaque fois remplacés par les mots « l'Agence ».

Art. 134. L'article 1772 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1772. § 1^{er}. Avant son approbation, le projet de service est soumis :

1° à la concertation pluridisciplinaire trimestrielle visée à l'article 547 du Code décretaal ;

2° pour concertation au conseil d'avis visé à l'article 583 du Code décretaal.

Le projet de service est approuvé définitivement par le pouvoir organisateur après les concertations prévues à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le projet de service indique la période qu'il couvre, laquelle ne peut excéder pas cinq ans.

§ 3. Le service de santé mentale transmet par voie électronique son nouveau projet de service à l'Agence avant la fin du sixième mois qui précède l'expiration de son projet de service en cours.

L'Agence accuse réception du projet de service dans les quinze jours à compter de la réception de l'envoi.

L'Agence approuve le projet de service dans les trois mois à dater de la réception de ce projet de service. L'absence de réaction de l'Agence endéans ce délai équivaut à une approbation du projet de service.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le premier projet de service est approuvé par le pouvoir organisateur sans concertation préalable.

Par dérogation au paragraphe 3, le service de santé mentale transmet par voie électronique à l'Agence son premier projet de service en annexe de sa demande d'agrément.

L'octroi de l'agrément entraîne l'approbation tacite du premier projet de service.

Le premier projet de service fait l'objet de la concertation prévue au paragraphe 1^{er} dans le mois de la constitution de l'équipe pluridisciplinaire et du conseil d'avis. Il est, le cas échéant, ajusté par le pouvoir organisateur afin de tenir compte des résultats de la concertation.

La procédure prévue au paragraphe 3 s'applique aux ajustements visés à l'alinéa 4.

§ 5. Le projet de service est évolutif. Le service de santé mentale procède aux ajustements du projet de service rendus nécessaires suite à l'impact des actions prévues dans ce projet, des objectifs et stratégies du plan stratégique pour la santé mentale et de l'évolution de la situation sanitaire.

Les procédures visées aux paragraphes 1^{er} et 3 s'appliquent aux ajustements des objectifs repris dans le projet de service. ».

Art. 135. Dans la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré, après l'article 1772, une sous-section 2 intitulée : « Sous-section 2. - Enregistrement des demandes d'intervention. ».

Art. 136. Dans la sous-section 2 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1772/1 rédigé comme suit :

« Art. 1772/1. L'enregistrement des demandes d'intervention visé à l'article 542, § 2, alinéa 2, du Code décretaal, s'effectue sous forme électronique.

Le mécanisme d'enregistrement prévoit :

- 1° une possibilité de classement des demandes d'intervention par ordre de date de réception ;
- 2° l'indication de la réponse apportée à chaque demande d'intervention. ».

Art. 137. Le point « A.2. Convention relative à la continuité des soins » de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 3 intitulée « Sous-section 3. Convention relative à la continuité des soins. ».

Art. 138. A l'article 1773 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans la phrase liminaire, les mots « de la deuxième partie » sont remplacés par les mots « , alinéa 3, » ;
- 2° au 2°, les mots « et la fréquence de la prestation » sont remplacés par les mots « des prestations » ;
- 3° au 3°, les mots « de la prestation » sont remplacés par les mots « des prestations » ;
- 4° le 4° est complété par les mots suivants : « des demandeurs ou bénéficiaires » ;
- 5° le 5° est remplacé par ce qui suit : « 5° l'obligation pour toutes les parties à la convention de se conformer aux dispositions des articles 539 à 617 du code décretaal, et aux articles 1769 à 1820 du présent code ; ».

Art. 139. Le point « A.3. Concertation Pluridisciplinaire » de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 4 intitulée « Sous-section 4. Concertation pluridisciplinaire. ».

Art. 140. L'article 1774 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1774. La concertation pluridisciplinaire visée à l'article 545 du Code décretaal porte au moins sur les points suivants :

- 1° l'examen de toute nouvelle demande ;
- 2° l'identification au sein de l'équipe pluridisciplinaire du ou des intervenants qui peuvent prendre en charge l'accompagnement du demandeur ;
- 3° la décision relative à l'accompagnement du demandeur ou à son orientation éventuelle vers un autre service mieux adapté ;
- 4° le débat sur le diagnostic, l'évolution du traitement ou tout autre problème relatif à un bénéficiaire, à la demande de l'un des membres de l'équipe ;
- 5° l'examen et l'évaluation de tout projet extérieur répondant aux missions du service de santé mentale telles que définies à l'article 540 du Code décretaal.

Chaque réunion de concertation pluridisciplinaire est précédée d'un ordre du jour transmis à chaque personne qui y participe selon les modalités déterminées dans le projet de service.

Chaque réunion de concertation pluridisciplinaire fait l'objet d'un procès-verbal établi selon les modalités déterminées dans le projet de service. ».

Art. 141. L'article 1775 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1775. La concertation pluridisciplinaire trimestrielle fait l'objet d'une planification annuelle.

La convocation à une réunion de concertation pluridisciplinaire, accompagnée d'un ordre du jour, est adressée à tous les membres du personnel, selon les modalités prévues dans le projet de service, au minimum deux semaines avant la date prévue pour la réunion.

Chaque réunion de concertation pluridisciplinaire trimestrielle fait l'objet d'un procès-verbal, établi selon les modalités prévues dans le projet de service, et communiqué de la même manière que la convocation visée à l'alinéa 2 à tous les membres du personnel dans le mois de la réunion. ».

Art. 142. Le point « A.4. Expertises » de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est abrogé.

Art. 143. L'article 1777 du même Code est abrogé.

Art. 144. Le point « A.5. Travail en réseau et concertation institutionnelle » de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est abrogé.

Art. 145. L'article 1778 du même Code est abrogé.

Art. 146. L'article 1779 du même Code est abrogé.

Art. 147. Le point « A.6. Equipe pluridisciplinaire » de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 5 intitulée « Sous-section 5. Equipe pluridisciplinaire. ».

Art. 148. A l'article 1780 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « La demande d'octroi d'une fonction complémentaire visée à l'article 556, § 2, du code décretaal est insérée dans la demande d'agrément visée à l'article 1799. » ;

2° il est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le service de santé mentale bénéficie déjà d'un agrément, la demande d'octroi d'une fonction complémentaire visée à l'article 556, § 2, du Code décretaal constitue une demande de modification de l'agrément soumise à l'article 1801. » ;

3° à l'alinéa 2, devenu alinéa 3, les mots « par une mise à jour du projet de » sont remplacés par les mots « pour le ».

Art. 149. A l'article 1781 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré, avant l'alinéa unique qui devient alinéa 3, deux alinéas rédigés comme suit :

« Les fonctions complémentaires visées à l'article 556, § 2, du Code décretaal relèvent des qualifications suivantes :

- 1° médecin ;
- 2° infirmier ;
- 3° éducateur ;
- 4° criminologue ;
- 5° psychomotricien ;
- 6° logopède ;
- 7° ergothérapeute ;
- 8° kinésithérapeute ;

Le Ministre peut modifier ou compléter la liste établie à l'alinéa 1^{er}. » ;

2° dans la phrase liminaire de l'alinéa unique, devenu alinéa 3 :

a) les mots « à l'article 556, § 2, alinéa 2, de la deuxième partie du Code décretaal » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} » ;

b) les mots « au service de santé mentale, » sont abrogés.

Art. 150. A l'article 1783 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er} :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Chaque personne exerçant une fonction visée à l'article 556 du Code décretaal doit suivre un minimum de deux jours de formation continuée par an. » ;

b) l'alinéa 2 est abrogé ;

c) à l'alinéa 3, devenu alinéa 2, les mots « à l'activité de perfectionnement » sont remplacés par les mots « à une activité de formation continuée » ;

2° au paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'administration, les activités de perfectionnement » sont remplacés par les mots « l'Agence, les activités de formation continuée » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le service de santé mentale conserve les attestations de suivi des activités de formation continuée, ou, à défaut, les données relatives à l'organisateur, à la durée et au contenu de la formation continuée, pendant une durée de dix ans à compter de la fin de l'année considérée. ».

Art. 151. L'article 1784 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1784. § 1^{er}. Lorsqu'un membre de l'équipe pluridisciplinaire qui a quitté ses fonctions n'est pas remplacé dans les six mois de son départ conformément à l'article 558, § 2, alinéa 1^{er}, du Code décretaal, le service de santé mentale demande une prolongation de ce délai de remplacement.

Pour obtenir cette prolongation, le service de santé mentale adresse par voie électronique, dans le mois de l'expiration du délai de six mois prévu à l'article 558, § 2, alinéa 1^{er}, du Code décretaal, une demande motivée à l'Agence. Cette demande est accompagnée d'un dossier justificatif des démarches entreprises pour procéder au remplacement. L'Agence se prononce sur la demande dans les deux mois de sa réception. La décision de l'Agence est notifiée au service de santé mentale demandeur.

La prolongation est accordée pour une durée d'un an maximum, à compter de l'expiration du délai de six mois prévu à l'article 558, § 2, alinéa 1^{er}, du Code décretaal.

Lorsque le service de santé mentale n'a toujours pas procédé au remplacement à l'expiration du délai prolongé en application de l'alinéa 2, il introduit une nouvelle demande de prolongation. Les alinéas 2 et 3 s'appliquent à cette nouvelle demande de prolongation.

Le service de santé mentale demande une prolongation du délai de remplacement jusqu'au moment où il est parvenu à ce remplacement.

§ 2. Lorsque, à la suite de l'absence de remplacement endéans le délai de six mois prévu à l'article 558, § 2, alinéa 1^{er}, du Code décrétal, une des fonctions énumérées à l'article 556, § 1^{er}, du Code décrétal n'est plus assumée, le service de santé mentale propose des mesures compensatoires de nature à assurer l'exercice temporaire de la fonction non assumée.

Lorsque la fonction non assumée est la fonction psychiatrique, les mesures compensatoires concernent également la direction thérapeutique.

Les mesures compensatoires proposées sont jointes à la demande motivée de prolongation visée à l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}. L'Agence se prononce sur ces mesures compensatoires.

L'acceptation par l'Agence des mesures compensatoires ne dispense pas le service de santé mentale d'effectuer toutes les démarches nécessaires en vue de pourvoir au remplacement du membre de l'équipe pluridisciplinaire ayant quitté ses fonctions. ».

Art. 152. A l'article 1785, alinéa 3, du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est abrogé ;

2° au 3°, le mot « accessoires » est remplacé par le mot « complémentaires » ;

3° au 4°, les mots « la tenue des dossiers individuels des usagers et le respect des dispositions concernant l'accès des usagers » sont remplacés par les mots « le respect des dispositions concernant l'accès des bénéficiaires » ;

4° au 10°, les mots « des formes et délais liés à l'application du chapitre II, du titre II, du livre VI de la deuxième partie du Code décrétal et du présent chapitre » sont remplacés par les mots « de toutes les obligations prévues par le Code décrétal et le présent Code ».

Art. 153. Il est inséré dans le même Code un article 1785/1 rédigé comme suit :

« Art. 1785/1. Le directeur thérapeutique assure les tâches suivantes, en accord avec le projet de service :

1° assurer la responsabilité thérapeutique de la mise en œuvre des soins sans pour autant exonérer chaque intervenant de sa responsabilité individuelle ;

2° coordonner les réunions d'équipe pluridisciplinaires ;

3° valider les décisions de l'équipe pluridisciplinaire prises par rapport à une situation déterminée ;

4° prendre les décisions finales pour les situations qui lui sont soumises et trancher en cas de désaccords au sein de l'équipe pluridisciplinaire ;

5° veiller à la bonne gestion par l'équipe pluridisciplinaire des situations de crise, qu'il s'agisse d'une crise individuelle concernant un bénéficiaire déterminé, ou d'une crise collective, sanitaire ou autre ;

6° collaborer aux activités complémentaires et à celles liées au fonctionnement en réseau, sur le plan du contenu thérapeutique ;

7° travailler en équipe en étroite collaboration avec les différents intervenants du service de santé mentale ;

8° participer aux réunions de travail qui concernent l'activité thérapeutique et l'organisation du service de santé mentale. ».

Art. 154. L'article 1786 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1786. Le directeur administratif et le directeur thérapeutique sont conjointement chargés des tâches suivantes :

1° veiller à la continuité et à la qualité des soins ;

2° participer au processus d'engagement du personnel ;

3° coordonner l'ensemble des activités du service de santé mentale.

Le directeur administratif et le directeur thérapeutique sont conjointement chargés des relations entre le service de santé mentale et l'Agence. Ils informent l'Agence de leur désignation dans le mois de celle-ci. ».

Art. 155. Le point « A.7. Prestations des membres de l'équipe » de la sous-section 5 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 6 intitulée « Sous-section 6. Prestations des membres de l'équipe pluridisciplinaire. ».

Art. 156. Il est inséré dans la sous-section 6 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code un article 1786/1 rédigé comme suit :

« Art. 1786/1. Le Ministre détermine le nombre d'équivalents temps-plein subventionnés accordés au service de santé mentale pour la direction administrative. ».

Art. 157. A l'article 1787 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase liminaire, le mot « subventionnés » est inséré entre le mot « emplois » et le mot « correspondant » ;

2° au 2° les mots « d'équivalents » sont remplacés par les mots « total des équivalents » ;

3° au 3° les mots « d'équivalents » sont remplacés par les mots « total des équivalents » ;

4° l'article est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Ministre peut accorder au service de santé mentale une augmentation du nombre d'équivalent temps plein par rapport à l'alinéa 1^{er} afin de tenir compte de la situation spécifique dudit service. ».

Art. 158. A l'article 1788 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « subventionnés » est inséré entre le mot « emplois » et le mot « correspondant » ;

2° les mots « équipe de base appartenant au » sont abrogés ;

3° l'article est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Ministre peut accorder au service de santé mentale une augmentation du nombre d'équivalent temps plein par rapport à l'alinéa 1^{er} afin de tenir compte de la situation spécifique dudit service. ».

Art. 159. Il est inséré dans le même Code un article 1788/1 rédigé comme suit :

« Art. 1788/1. Le nombre d'emplois subventionnés correspondant à la fonction psychologique est au moins égal à un équivalent temps-plein par service de santé mentale.

Le Ministre peut accorder au service de santé mentale une augmentation du nombre d'équivalent temps plein par rapport à l'alinéa 1^{er} afin de tenir compte de la situation spécifique dudit service. ».

Art. 160. Il est inséré dans le même Code un article 1788/2 rédigé comme suit :

« Art. 1788/2. § 1^{er}. Le nombre d'emplois subventionnés correspondant à la fonction psychiatrique est au moins égal à quinze heures douze par service de santé mentale.

Le Ministre peut accorder au service de santé mentale une augmentation du nombre d'équivalent temps plein par rapport à l'alinéa 1^{er} afin de tenir compte de la situation spécifique dudit service.

§ 2. Le nombre d'heures minimal accordé au service de santé mentale pour la direction thérapeutique est déterminé par le Ministre. ».

Art. 161. Il est inséré dans le même Code un article 1788/3 rédigé comme suit :

« Art. 1788/3. Le Ministre détermine le nombre d'équivalents temps-plein subventionnés accordés au service de santé mentale pour les fonctions complémentaires. ».

Art. 162. L'article 1789 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1789. § 1^{er}. La convention de collaboration visée à l'article 568 du Code décretaal comprend au minimum les indications suivantes :

- 1° l'identité complète du service de santé mentale, en ce compris son numéro d'entreprise ;
- 2° l'identité complète du prestataire indépendant, en ce compris son numéro d'entreprise ;
- 3° l'indication de la fonction exercée par le prestataire indépendant ;
- 4° l'indication de la durée de mise à disposition à respecter par le prestataire indépendant ;
- 5° le lieu des prestations du prestataire indépendant ;
- 6° l'indication des modalités de participation du prestataire indépendant à la concertation pluridisciplinaire visée à l'article 545 du code décretaal ;
- 7° l'engagement du prestataire indépendant à participer à la mise en œuvre du projet de service visé à l'article 541 du Code décretaal ;
- 8° l'indication des honoraires réclamés aux bénéficiaires ;
- 9° l'indication des honoraires du prestataire indépendant ;
- 10° l'indication de la participation du prestataire indépendant aux frais de gestion du service de santé mentale, exprimée en pourcentage des honoraires visés au 9° ;
- 11° l'engagement du prestataire indépendant à se conformer à toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables au service de santé mentale ;
- 12° l'indication de la date d'entrée en vigueur de la convention de collaboration ;
- 13° le cas échéant, l'indication de la date de fin de la convention de collaboration ;
- 14° l'indication des modalités de résiliation de la convention de collaboration ;
- 15° l'indication des noms et qualité des signataires ;
- 16° la signature des parties.

En aucun cas, la participation aux frais de gestion visée à l'alinéa 1^{er}, 11°, ne peut être inférieure à quinze pour cent des honoraires prévus.

§ 2. La convention de collaboration visée au paragraphe 1^{er} est transmise pour information à l'Agence dans le mois de son entrée en vigueur. ».

Art. 163. Le point « A.8. Dossier individuel de l'utilisateur » de la sous-section 6 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 7 intitulée « Sous-section 7. Dossier individuel du bénéficiaire. ».

Art. 164. L'article 1790 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1790. La demande de consultation du dossier individuel visée à l'article 570, § 3, alinéa 1^{er}, du code décretaal est formulée :

- 1° soit verbalement lors d'une entrevue au service de santé mentale ;
- 2° soit par courrier adressé au service de santé mentale ;
- 3° soit par voie électronique.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, la demande est consignée par écrit par le membre de l'équipe du service de santé mentale qui reçoit cette demande. ».

Art. 165. Le point « A.9. Recueil des données socio-épidémiologiques » de la sous-section 7 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 8 intitulée « Sous-section 8. Recueil des données socio-épidémiologiques. ».

Art. 166. L'article 1791 du même Code est abrogé.

Art. 167. L'article 1792 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1792. Les données socio-épidémiologiques sont envoyées à l'Agence par voie électronique. L'Agence communique au service de santé mentale les instructions nécessaires à l'envoi sécurisé de ces données.

L'Agence communique par voie électronique son rapport d'analyse des données socio-épidémiologiques :

- 1° au Ministre ;

2° à chaque service de santé mentale.

Le rapport d'analyse visé à l'alinéa 2 fait l'objet d'une publication selon les modalités arrêtées par le Ministre. ».

Art. 168. Le point « A.10. Accessibilité et l'infrastructure » de la sous-section 8 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 9 intitulée « Sous-section 9. Horaires et modalités des consultations. ».

Art. 169. L'article 1793 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1793. § 1^{er}. Le service de santé mentale détermine ses heures de consultation dans le respect des exigences minimales prévues au présent article.

Le service de santé mentale indique ses heures de consultation :

- 1° dans son projet de service visé à l'article 541 du Code décretaal ;
- 2° dans tout courrier, mail ou autre envoi adressé à une personne extérieure au service de santé mentale ;
- 3° le cas échéant sur son site internet ;
- 4° à l'entrée des locaux qu'il occupe ;
- 5° dans l'information écrite visée à l'article 571 du Code décretaal.

§ 2. Les consultations sont accessibles tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi, au minimum de 9 à 18 heures.

En dehors de ces heures, le service de santé mentale peut organiser, sur demande du bénéficiaire, des consultations en matinée ou en soirée, ainsi que le samedi matin, sans que ces heures excédentaires ne soient supérieures à quatre heures par semaine pour l'ensemble du service de santé mentale.

Les heures visées à l'alinéa 2 prestées par le personnel ne dépassent pas quatre pour cent du total des heures allouées au service de santé mentale.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, le service de santé mentale est autorisé à fermer trois jours ouvrables par an.

Ces journées de fermeture sont destinées :

- 1° à organiser des activités ayant pour objectif l'amélioration du fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire ;
- 2° à accorder aux membres de l'équipe pluridisciplinaire un congé exceptionnel.

Sauf circonstances exceptionnelles, le service de santé mentale informe les bénéficiaires de chaque jour de fermeture visé au présent paragraphe par un affichage à l'entrée des locaux qu'il occupe et dans sa salle d'attente.

Sauf circonstances exceptionnelles, le service de santé mentale informe l'Agence par voie électronique de chaque jour de fermeture visé au présent paragraphe.

Sauf circonstances exceptionnelles, l'information visée aux alinéas précédents est assurée au minimum trente jours avant le jour prévu de fermeture.

§ 4. Le service de santé mentale est autorisé à organiser des consultations à distance dans les conditions suivantes :

- 1° le bénéficiaire a marqué son accord sur l'organisation de consultations à distance ;
- 2° la concertation pluridisciplinaire a marqué son accord sur l'organisation de consultation à distances ;
- 3° la consultation à distance est organisée par vidéo-conférence ;
- 4° la consultation à distance impose un contact visuel et auditif entre le bénéficiaire et le membre de l'équipe pluridisciplinaire ;
- 5° le bénéficiaire est informé du fait que la consultation à distance est ou non enregistrée ;
- 6° le bénéficiaire a le droit de s'opposer à tout enregistrement de la consultation à distance ;
- 7° le membre de l'équipe pluridisciplinaire réalise la consultation à distance à partir des locaux du service de santé mentale ;
- 8° le service de santé mentale garantit la confidentialité totale de la consultation à distance. ».

Art. 170. Le point « A.11. Comptabilité » de la sous-section 9 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 10 intitulée « Sous-section 10. Comptabilité. ».

Art. 171. L'article 1794 du même Code, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 1794. Conformément à l'article 591 du Code décretaal, le bilan et le compte de résultats sont élaborés sur base du modèle figurant à l'annexe 7 de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 172. Le point « A.12. L'utilisateur » de la sous-section 10 de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 11 intitulée « Sous-section 11. Le bénéficiaire. ».

Art. 173. A l'article 1796 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) dans la phrase liminaire, les mots « de la deuxième partie du Code décretaal, remis à l'utilisateur au début de toute prise en charge, » sont remplacés par les mots « du Code décretaal » ;

b) au 5°, les mots « de l'utilisateur et les conditions d'accès » sont remplacés par les mots « du bénéficiaire et les conditions d'accès au tarif réduit ou » ;

c) le 7° est remplacé par la disposition suivante :

« 7° les heures de consultation, ainsi que la possibilité d'obtenir un rendez-vous en dehors de ces heures ; » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le document d'information est remis à tout demandeur ou bénéficiaire qui en fait la demande :

1° soit sous un format papier ;

2° soit par voie électronique. » ;

3° l'article est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le document d'information est communiqué par voie électronique à l'Agence avant toute utilisation envers les demandeurs ou les bénéficiaires. ».

Art. 174. A l'article 1797 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le tarif maximum visé à l'article 581 du Code décretaal s'élève à :

1° 13,19 euros par consultation pour une consultation individuelle ;

2° 20 euros par consultation pour une consultation en couple ;

3° 25 euros par consultation pour une consultation en famille avec enfants ;

4° 10 euros par participant pour les activités de groupe de deux participants d'une durée de trois heures.

Les montants de 13,19 euros, 20 euros, 25 euros et 10 euros repris à l'alinéa 1^{er} sont liés à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation est appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification.

Le tarif visé à l'alinéa 1^{er} s'applique aux prestations du service de santé mentale, à l'exception des prestations qui bénéficient d'une intervention de l'assurance maladie-invalidité fédérale ou de la protection sociale wallonne.

Les prestations administratives sont gratuites. » ;

2° il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1. Une réduction ou la gratuité du tarif peut être octroyé aux bénéficiaires suivants :

1° les bénéficiaires qui disposent d'un revenu de remplacement ;

2° les bénéficiaires de l'intervention majorée visée à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ;

3° les bénéficiaires qui justifient de difficultés financières majeures ;

4° les bénéficiaires qui justifient qu'ils sont dans l'impossibilité de pouvoir assumer le tarif normal.

La demande de réduction ou de gratuité du tarif est introduite par le bénéficiaire ou son représentant auprès d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire. Cette demande est motivée.

La décision d'accorder ou de refuser la réduction ou la gratuité du tarif est prise par la direction administrative après la concertation pluridisciplinaire hebdomadaire sur cette demande.

La décision d'octroi de la réduction ou de la gratuité du tarif est valable pour une année. Elle peut être renouvelée d'année en année.

Aucune réduction ou gratuité du tarif n'est accordée lorsqu'il existe d'autres possibilité de financement de la prise en charge du bénéficiaire. » ;

3° au paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « accessoires » est remplacé par le mot « complémentaires » ;

b) à l'alinéa 2, le mot « accessoires » est remplacé par le mot « complémentaires ».

Art. 175. Le point « B. Procédure d'agrément » de la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une section 3 intitulée « Section 3. Agrément. ».

Art. 176. L'article 1798 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1798. Les règles déontologiques visées à l'article 600, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 19°, du Code décretaal sont reprises à l'annexe 144. ».

Art. 177. L'article 1799 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1799. § 1^{er}. La demande d'agrément du service de santé mentale est introduite par voie électronique par le service de santé mentale auprès de l'Agence.

La demande comprend :

1° un formulaire, établi par l'Agence et complété par le service de santé mentale, reprenant :

a) le numéro d'entreprise ;

b) l'identité du service de santé mentale, la qualité et mandat de son représentant ;

c) l'adresse de l'établissement principal ;

d) le cas échéant les adresses d'éventuels autres sièges et antennes ;

e) des coordonnées de contact, telles que courrier, mail, téléphone... ;

f) l'inscription dans la programmation établie par le Gouvernement ou son délégué en exécution de l'article 597 du Code décretaal ;

g) les jours et heures d'ouverture du service de santé mentale, et l'engagement à maintenir des heures d'ouverture conformes aux exigences arrêtées par le Gouvernement en exécution de l'article 590 du Code décretaal ;

h) le nombre de membres du personnel, avec le temps de travail ;

i) les fonctions présentes au sein de l'équipe pluridisciplinaire en équivalent temps plein ;

j) le cas échéant, la demande de fonctions complémentaires visée à l'article 1780 ;

k) l'indication de l'accessibilité des locaux aux personnes à mobilité réduite, ou de la raison pour laquelle les locaux ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite ;

- l) l'engagement à élaborer un nouveau projet de service au maximum tous les cinq ans, dans le respect de l'article 541 du Code décrétal ;
- m) l'engagement à mettre en œuvre son projet de service ;
- n) l'engagement à enregistrer toute demande d'intervention, conformément à l'article 542, § 2, du Code décrétal ;
- o) l'engagement à conclure une ou plusieurs conventions visées à l'article 543, alinéa 3, du Code décrétal ;
- p) l'engagement à organiser les concertations pluridisciplinaires visées aux articles 545 et 547 du Code décrétal ;
- q) l'engagement à collaborer avec les réseaux ;
- r) l'engagement à disposer d'une équipe pluridisciplinaire conforme aux dispositions des articles 555 à 568 du Code décrétal ;
- s) l'engagement, pour chaque bénéficiaire, à tenir le dossier individuel visé à l'article 570 du Code décrétal ;
- t) l'engagement à respecter les droits du bénéficiaire tels que prévus aux articles 571 à 579 du Code décrétal ;
- u) l'engagement à ne pas réclamer des coûts de prestations supérieurs à ceux fixés en exécution des articles 580 à 582 du Code décrétal ;
- v) l'engagement à installer le conseil d'avis visé à l'article 583 du Code décrétal ;
- w) l'engagement à recueillir et à communiquer les données socio-épidémiologiques visées à l'article 585, § 1^{er} du Code décrétal ;
- x) l'engagement à respecter les règles déontologiques définies par le Gouvernement ;
- y) l'engagement à disposer de locaux conformes aux articles 587, § 2 et § 2/1, 588 et 589 du Code décrétal ;
- z) la signature du représentant visé au point b) ;

2° un extrait du procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration durant laquelle la décision de demander l'agrément a été adoptée ;

3° la preuve du mandat du représentant visé au 1°, b), lorsque ce mandat n'a pas fait l'objet d'une publication dans les annexes du *Moniteur belge* ;

4° le premier projet de service ;

5° le protocole de protection des données personnelles visé à l'article 570/1, alinéa 2 du Code décrétal ;

6° une déclaration sur l'honneur attestant que chaque personne exerçant une fonction visée à l'article 556 du Code décrétal dispose des titres et diplômes requis par ledit Code décrétal ou par le présent Code ;

7° le cas échéant le dossier justificatif de l'intérêt de la demande de fonctions complémentaires, visé à l'article 1780 ;

8° tout autre document que le service de santé mentale estime utile à l'appui de sa demande.

§ 2. La demande d'agrément d'une initiative spécifique est introduite par voie électronique par le service de santé mentale auprès de l'Agence.

La demande comprend :

1° un formulaire, établi par l'Agence et complété par le service de santé mentale, reprenant :

a) le numéro d'entreprise ;

b) l'identité du service de santé mentale, la qualité et mandat de son représentant ;

c) l'adresse de l'établissement principal ;

d) le cas échéant les adresses d'éventuels autres sièges et antennes ;

e) des coordonnées de contact, telles que courrier, mail, téléphone... ;

f) la date de l'agrément du service de santé mentale ;

g) la description sommaire de l'initiative spécifique ;

h) le cas échéant, la demande de dérogation à l'implantation des locaux, prévue à l'article 593 du Code décrétal ;

i) la signature du représentant visé au point b) ;

2° un extrait du procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration durant laquelle la décision de demander l'agrément a été adoptée ;

3° la preuve du mandat du représentant visé au 1°, b), lorsque ce mandat n'a pas fait l'objet d'une publication dans les annexes du *Moniteur belge* ;

4° une description détaillée de l'initiative spécifique ;

5° en cas de demande de dérogation à l'implantation des locaux, visée à l'article 593 du Code décrétal, un plan précisant l'affectation des locaux, les dimensions de ceux-ci et un dossier justificatif de la demande ;

6° tout autre document que le service de santé mentale estime utile à l'appui de sa demande.

§ 3. La demande d'agrément d'un club thérapeutique est introduite par voie électronique par le service de santé mentale auprès de l'Agence.

La demande comprend :

1° un formulaire, établi par l'Agence et complété par le service de santé mentale, reprenant :

a) le numéro d'entreprise ;

b) l'identité du service de santé mentale, la qualité et mandat de son représentant ;

c) l'adresse de l'établissement principal ;

d) le cas échéant les adresses d'éventuels autres sièges et antennes ;

e) des coordonnées de contact, telles que courrier, mail, téléphone... ;

f) la date de l'agrément du service de santé mentale ;

g) la description sommaire du club thérapeutique ;

- h) le cas échéant, la demande de dérogation à l'implantation des locaux, prévue à l'article 595 du Code décrétal ;
- i) la signature du représentant visé au point b) ;

2° un extrait du procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration durant laquelle la décision de demander l'agrément a été adoptée ;

3° la preuve du mandat du représentant visé au 1°, b), lorsque ce mandat n'a pas fait l'objet d'une publication dans les annexes du *Moniteur belge* ;

4° une description détaillée du club thérapeutique ;

5° en cas de demande de dérogation à l'implantation des locaux, visée à l'article 595 du Code décrétal, un plan précisant l'affectation des locaux, les dimensions de ceux-ci et un dossier justificatif de la demande ;

6° tout autre document que le service de santé mentale estime utile à l'appui de sa demande. ».

Art. 178. L'article 1800 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1800. § 1. L'Agence accuse réception de la demande d'agrément par voie électronique dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier.

§ 2. Si le dossier est incomplet, l'Agence réclame les documents manquants ou incomplets dans le mois de la réception du dossier.

Le service de santé mentale dispose d'un délai d'un mois pour compléter son dossier. A défaut, sa demande d'agrément est réputée irrecevable.

§ 3. L'Agence transmet au Ministre le dossier complet, accompagné de son avis, dans les deux mois de la réception du dossier complet.

§ 4. Le Ministre statue sur les demandes d'agrément dans les deux mois suivants la transmission du dossier complet par l'Agence.

Le Ministre ou son délégué notifie sa décision au service de santé mentale concerné. Une copie de la décision est transmise à l'Agence. ».

Art. 179. A l'article 1801 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « de la deuxième partie » sont abrogés ;

b) les mots « la même procédure, sous réserve de la nécessité d'une visite d'inspection » sont remplacés par les mots « l'article 1800 » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « l'administration ayant en charge les services de santé mentale » sont remplacés par les mots « l'Agence ».

Art. 180. L'article 1802 du même Code est abrogé.

Art. 181. Le point « C. Evaluation, contrôle et sanctions » de la section 3 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une section 4 intitulée « Section 4. Evaluation, contrôle et sanctions. ».

Art. 182. Le point « C.1. Evaluation et contrôle » de la section 4 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 1 intitulée « Sous-section 1. Evaluation et contrôle. ».

Art. 183. L'article 1803 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1803. § 1^{er}. L'évaluation du service de santé mentale est élaborée à partir :

1° du projet de service ;

2° des rapports d'activité déposés ;

3° des précédents rapports d'évaluation.

§ 2. L'évaluation a pour objectif :

1° de constater et expliquer les écarts positifs ou négatifs entre le projet de service et les actions réalisées ;

2° d'élaborer des recommandations en vue d'améliorer les actions et les pratiques du service de santé mentale.

§ 3. L'évaluation est réalisée au cours d'un entretien d'évaluation qui regroupe, dans la mesure du possible :

1° l'ensemble des membres de l'équipe pluridisciplinaire du service de santé mentale ;

2° l'ensemble des agents de l'Agence en charge de l'évaluation du service de santé mentale ;

3° éventuellement d'autres personnes invitées conjointement par le service de santé mentale et par l'Agence.

L'entretien d'évaluation se tient à l'initiative du service de santé mentale ou à l'initiative de l'Agence, au minimum une fois tous les trois ans.

§ 4. A l'issue de l'entretien d'évaluation, l'Agence rédige un rapport d'évaluation.

Ce rapport d'évaluation est transmis de manière électronique au service de santé mentale dans le mois qui suit l'entretien d'évaluation.

Le service de santé mentale dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception du rapport d'évaluation, pour faire part de ses observations de manière électronique à l'Agence.

L'Agence intègre les observations du service de santé mentale dans le rapport final d'évaluation.

§ 5. Le rapport final d'évaluation est transmis de manière électronique dans les trois mois de l'entretien d'évaluation au service de santé mentale. ».

Art. 184. IL est inséré dans le même Code un article 1803/1 rédigé comme suit :

« Art. 1803/1. § 1^{er}. Le contrôle administratif consiste en la vérification du respect des conditions d'agrément du service de santé mentale.

Le contrôle financier consiste en la vérification de l'utilisation de toutes les subventions accordées au service de santé mentale.

§ 2. Les conclusions du contrôle administratif visé à l'article 612, § 2, du Code décretaal sont transmises de manière électronique dans les sept mois de la transmission du rapport annuel d'activités visé à l'article 46 du Code décretaal et dans les trois mois de la fin du contrôle au service de santé mentale.

Les conclusions du contrôle financier visé à l'article 612, § 2, du Code décretaal sont transmises de manière électronique dans les dix mois de la transmission du rapport visé à l'article 47/1 du Code décretaal et dans les trois mois de la fin du contrôle au service de santé mentale.

Le service de santé mentale dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception des conclusions du contrôle, pour faire valoir ses observations à l'Agence. Le service de santé mentale a la possibilité de faire des propositions pour pallier les problèmes éventuellement soulevés.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, lorsque les conclusions du contrôle sont susceptibles d'aboutir à un retrait de l'agrément, les articles 1804 à 1806 sont d'application. ».

Art. 185. Le point « C.2. Suspension et retrait » de la section 4 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 2 intitulée « Sous-section 2. Retrait de l'agrément. ».

Art. 186. L'article 1804 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1804. Lorsque l'Agence constate qu'un service de santé mentale cesse de remplir les conditions d'agrément, ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent, elle notifie les manquements constatés à ce service de santé mentale ainsi que le délai de mise en conformité. ».

Art. 187. L'article 1805 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1805. Au terme du délai de mise en conformité, l'Agence émet, en cas de persistance des manquements constatés, une proposition de retrait de l'agrément qu'elle notifie au service de santé mentale concerné.

Dans un délai qui ne peut pas être inférieur à quinze jours à dater de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, le service de santé mentale concerné est convoqué à une audition afin de faire valoir ses arguments. Il peut se faire assister du conseil de son choix.

Dans un délai de quinze jours à dater de l'audition, un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et notifié au service de santé mentale auditionné, qui dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision. ».

Art. 188. A l'article 1806 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « de suspension ou » sont abrogés ;

2° l'article est complété par les mots « à dater de la réception du dossier complet ».

Art. 189. L'article 1807 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1807. Le service de santé mentale dont l'agrément est retiré a l'obligation de réorienter les bénéficiaires vers d'autres services de santé mentale agréés. ».

Art. 190. L'article 1808 du même Code est abrogé.

Art. 191. La « Sous-section 2. - Subventionnement » de la section 4 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une section 5 intitulée « Section 5. - Subventionnement. ».

Art. 192. Le point « A. Frais de personnel » de la section 5 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 1 intitulée « Sous-section 1. Frais de personnel. ».

Art. 193. A l'article 1809 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « (secteur public) et Annexe 131bis (secteur privé) » sont insérés entre les mots « Annexe 131 » et les mots « , en fonction ».

2° les mots « au présent chapitre » sont remplacés par les mots « à l'article 1810 » ;

3° l'article est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les barèmes définis à l'annexe 131bis correspondent aux barèmes applicables en suite de la mesure de revalorisation barémique décidée dans le cadre de l'accord cadre tripartite pour le secteur non-marchand 2021-2024. » ;

4° l'article est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Seuls les équivalents temps plein repris dans l'arrêté d'agrément sont admis à la subvention. » ;

5° l'article est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Les montants repris dans les barèmes fixés à l'annexe 131 et à l'annexe 131bis sont liés à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation étant appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification. ».

Art. 194. A l'article 1810 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « visée à l'article 604 de la deuxième partie du Code décretaal » sont remplacés par les mots « pour l'application de l'article 1809 » ;

2° dans la phrase liminaire de l'alinéa 2, les mots « Elle est calculée » sont remplacés par les mots « L'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er} est corrigée » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « l'Agence ».

Art. 195. A l'article 1811 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, dont le texte actuel devient le paragraphe 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase liminaire du nouveau paragraphe 1^{er}, le mot « également » est inséré entre le mot « Sont » et le mot « admises » ;

2° au 2° du nouveau paragraphe 1^{er}, le mot « plafonnés » est remplacé par le mot « calculés » et les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « l'Agence » ;

3° le 3° du nouveau paragraphe 1^{er} est complété par les mots suivants : « , c'est-à-dire le pécule de vacances anticipé de l'année en cours. Les indemnités de préavis payées au travailleur qui ne preste pas son préavis ne sont pas admises à charge des subventions » ;

4° au 6° du nouveau paragraphe 1^{er}, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « l'Agence » ;

5° le nouveau paragraphe 1^{er} est complété par un 9°, rédigé comme suit :

« 9° la prime de fin d'année, plafonnée aux montants suivants :

a) Pour le secteur privé : le montant maximum admissible correspond au montant de la prime à verser aux travailleurs conformément à la CCT du 25 février 2022. Ce montant correspond à la somme des montants suivants, applicables au 1^{er} janvier 2022 : un montant forfaitaire de 486,87 euros, accordé en suite des accords du non-marchand 2010-2011 et 2018-2020, et un montant forfaitaire de 780,13 euros, majoré d'un montant variable s'élevant à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée et d'un montant variable s'élevant à 7 % de la rémunération brute du mois d'octobre, accordés en suite des accords du non-marchand 2021-2024 ;

b) Pour le secteur public : le montant maximum admissible correspond au montant de la prime calculé selon les règles applicables aux membres du personnel de l'administration, majoré d'un montant de 585,83 euros par équivalent temps plein pour les services ayant adhéré à la mesure de revalorisation de la prime de fin d'année décidée dans le cadre des accords du non-marchand 2018-2020 ;

c) Les montants repris en a) liés à l'indice-pivot 111,53 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, l'adaptation étant appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification.

Le montant de 585,83 euros repris en b) est lié à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, l'adaptation étant appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification. » ;

6° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. La subvention accordée pour la fonction psychiatrique est plafonnée à septante-cinq pour cent du montant à attribuer sur la base de l'ancienneté du travailleur, selon les barèmes repris dans les annexes 131 et 131 bis. » ;

7° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le présent paragraphe s'applique lorsque la fonction psychiatrique ou la fonction psychologique est exercée par un prestataire indépendant visé à l'article 558, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, du Code décretaal.

La subvention accordée pour la fonction psychiatrique ou la fonction psychologique peut être utilisée sous forme de frais de fonctionnement aux conditions suivantes :

1° le temps de travail prévu au cadre pour la fonction psychiatrique ou la fonction psychologique n'a pas pu être presté intégralement ;

2° un psychiatre, un pédopsychiatre ou un psychologue a été engagé pour la période inoccupée.

Les frais visés à l'alinéa 2 sont destinés exclusivement à financer les prestations de psychiatre, de pédopsychiatre ou de psychologue indépendant.

Lorsque le psychiatre, le pédopsychiatre ou le psychologue preste en tant que prestataire indépendant, le montant admissible est plafonné via un forfait proratisé sur base du temps de travail annuel de la personne concernée, tel que défini par l'arrêté d'agrément de l'année qui précède celle de l'octroi de la subvention. La méthode de calcul de ce forfait est transmise via circulaire par l'Agence. » ;

8° l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Chaque service de santé mentale perçoit une subvention destinée à la direction administrative, quel que soit le nombre de sièges, d'initiatives spécifiques ou de clubs thérapeutiques qu'il organise. Cette subvention est forfaitaire.

Le montant est alloué au membre du personnel désigné pour exercer la direction administrative sous la forme d'une allocation et ne peut être inférieur à 5.426,53 euros par an.

Le montant de 5.426,53 repris à l'alinéa 2 est lié à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation étant appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification. » ;

9° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Chaque service de santé mentale dont l'agrément dispose d'une fonction de liaison peut bénéficier d'une subvention et ce, de manière transitoire, conformément à l'article 608 du Code décretaal.

La subvention attribuée pour la fonction de liaison est calculée forfaitairement en tenant compte du nombre des équivalents temps plein accordés pour la fonction de liaison. Elle est utilisée pour des dépenses de personnel supplémentaire ou des frais de fonctionnement afférents à la fonction de liaison. Elle ne peut être inférieure à 5.295,99 euros.

Le montant admissible est plafonné via un forfait proratisé sur base du temps de travail annuel de la personne concernée, tel que défini par l'arrêté d'agrément de l'année qui précède celle de l'octroi de la subvention. La méthode de calcul de ce forfait est transmise via circulaire par l'Agence.

Le montant de 5.295,99 repris à l'alinéa 2 est lié à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, l'adaptation étant appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification. ».

Art. 196. A l'article 1812 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « Lorsque le » sont remplacés par les mots « Lorsqu'un » ;

b) les mots « sont admises à charge des subventions si le travailleur concerné est remplacé à l'issue du premier mois de congé de maladie » sont remplacés par les mots « le concernant, exposées par le service de santé mentale pendant trente jours à compter du début de l'absence, sont admises à charge des subventions pour autant que ce membre du personnel n'est pas remplacé » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de remplacement d'un membre du personnel en congé de maladie, les dépenses de personnel exposées par le service de santé mentale relatives au contrat de remplacement sont seules admises. ».

Art. 197. Le point « B. Frais de fonctionnement » de la sous-section 1 de la section 5 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une sous-section 2 intitulée « Sous-section 2. Frais de fonctionnement. ».

Art. 198. L'article 1813 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1813. § 1^{er}. La subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement du service de santé mentale, à l'exclusion des initiatives spécifiques et des clubs thérapeutiques, comprend deux parties :

1° une partie fixe forfaitaire fixée à 19.620,65 euros ;

2° une partie variable correspondant à 1.750 euros par équivalent temps plein admis à la subvention dans l'arrêté d'agrément tel qu'applicable au 31 décembre de l'année qui précède celle de l'octroi de la subvention.

§ 2. La subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement des initiatives spécifiques comprend deux parties :

1° une partie fixe forfaitaire fixée déterminée dans l'arrêté d'agrément en fonction des besoins spécifiques de chaque initiative spécifique ;

2° une partie variable correspondant à 1.750 euros par équivalent temps plein admis à la subvention dans l'arrêté d'agrément tel qu'applicable au 31 décembre de l'année qui précède celle de l'octroi de la subvention.

§ 3. La subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement des clubs thérapeutiques se calcule conformément au paragraphe 1^{er}.

§ 4. Les montants repris au présent article sont liés à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation est appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification. ».

Art. 199. A l'article 1814 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) il est inséré un point 1°/1 rédigé comme suit :

« 1°/1 les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail incombant aux employeurs du secteur privé autres que ceux visés à l'article 1811, 6° ; » ;

b) le 7° est abrogé ;

c) au 8°, le mot « diverses » est remplacé par les mots « imputables au service de santé dans le cadre de l'exercice de sa mission » ;

d) au 10°, les mots « de la deuxième partie du » sont abrogés ;

e) au 11°, les mots « l'article 610, § 1^{er}, alinéa 3, de la deuxième partie du Code décretaal. » sont remplacés par les mots « l'article 12/1 ; » ;

f) l'alinéa est complété par un 12° rédigé comme suit :

« 12° les frais de chauffage, d'électricité et d'eau courante ; » ;

g) l'alinéa est complété par un 13° rédigé comme suit :

« 13° les cotisations à l'ordre des médecins en proportion des équivalents temps plein subventionnables repris dans l'arrêté d'agrément pour la fonction psychiatrique ; » ;

h) l'alinéa est complété par un 14° rédigé comme suit :

« 14° les cotisations à la commission des psychologues en proportion des équivalents temps plein subventionnables repris dans l'arrêté d'agrément pour la fonction psychologique ; » ;

i) l'alinéa est complété par un 15° rédigé comme suit :

« 15° les frais inhérents aux travaux d'aménagement des locaux, avec accord préalable de l'Agence ; » ;

j) l'alinéa est complété par un 16° rédigé comme suit :

« 16° les frais relatifs aux boissons mises gratuitement à disposition du personnel ou des bénéficiaires, à l'exception des boissons alcoolisées ; » ;

k) l'alinéa est complété par un 17° rédigé comme suit :

« 17° les frais de petit matériel et de consommables destinés aux bureaux, aux sanitaires et aux repas du personnel, à l'exception du coût des repas ; » ;

l) l'alinéa est complété par un 18° rédigé comme suit :

« 18° les frais de représentation directement liés au travail en réseau, pour des montants raisonnables ; » ;

m) l'alinéa est complété par un 19° rédigé comme suit :

« 19° les frais relatifs à des activités exercées en faveur des bénéficiaires en dehors des locaux du service de santé mentale. » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 6°, les frais d'inscription à des colloques ou à des formations sont admissibles à la subvention dans les limites suivantes :

1° sans restriction pour les frais d'inscription d'un montant inférieur ou égal à 500 euros ;

2° avec accord préalable de l'Agence pour les frais d'inscription d'un montant supérieur à 500 euros ;

3° avec accord préalable de l'Agence pour les frais d'inscription à des colloques ou à des formations organisés à l'étranger. » ;

3° l'article est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 5°, 12° et 15°, les frais sont admissibles à la subvention uniquement dans la mesure où ils concernent la partie de l'immeuble affectée aux missions du service de santé mentale, de l'initiative spécifique ou du club thérapeutique. Le cas échéant, lorsque ces frais ne sont pas ventilés en fonction de l'affectation de l'immeuble, ils sont admissibles à la subvention en proportion de la superficie du bâtiment affectées aux missions par rapport à la superficie totale du bâtiment.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 19°, la justification du montant des frais est accompagnée de la description détaillée de l'activité, reprenant l'objet de celle-ci, le lieu, l'horaire et le nombre de participants.

L'accord préalable de l'Agence, visé à l'alinéa 1^{er}, 15° et à l'alinéa 2, 2° et 3°, est demandé par voie électronique. L'absence de réaction de l'Agence endéans le mois de l'envoi de la demande équivaut à un accord sur les frais concernés.

Le Ministre précise par circulaire les frais admissibles visés à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 200. A l'article 1815 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er} :

a) la phrase liminaire de l'alinéa 1^{er} est remplacée par la disposition suivante :

« Les amortissements de biens de type patrimonial qui ont une durée d'utilisation estimable de plus d'un an sont admis au bénéfice de la subvention en qualité de frais de fonctionnement, sur accord préalable de l'Agence pour autant que la durée d'amortissement corresponde au minimum aux délais suivants : » ;

b) au 3° de l'alinéa 1^{er}, les mots « les logiciels informatiques » sont remplacés par les mots « le matériel informatique, les logiciels informatiques et le matériel didactique » ;

c) l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« L'accord préalable de l'Agence, visé à l'alinéa 1^{er} est demandé par voie électronique. L'absence de réaction de l'Agence endéans le mois de l'envoi de la demande équivaut à un accord sur les frais concernés. » ;

d) l'alinéa 3 est abrogé ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les amortissements visés au paragraphe 1^{er} alinéa 1^{er} doivent correspondre à ceux prévus dans le plan comptable d'amortissement.

Ils sont limités à la valeur d'acquisition du bien amortissable, à l'exclusion de tout autre élément.

Pour les biens acquis à partir du 1^{er} janvier 2024, seuls les amortissements réalisés selon la méthode linéaire sont pris en considération. ».

Art. 201. A l'article 1816 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est abrogé ;

2° le 5° est complété par les mots « autres que ceux prévus à l'article 1814, alinéa 1^{er}, 18° ».

Art. 202. Il est inséré dans la section 5 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, après l'article 1816, une sous-section 3 intitulée « Sous-section 3. Subventions spécifiques liées aux accords-cadres tripartites pour le secteur non-marchand wallon. ».

Art. 203. L'article 1817 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1817. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, le nombre d'équivalents temps plein pris en considération correspond au nombre d'équivalents temps-plein déclarés par le service de santé mentale dans le cadre du cadastre de l'emploi non-marchand, arrêtés au 31 décembre de l'année qui précède celle de l'octroi de la subvention.

§ 2. Il est octroyé aux services de santé mentale gérés par un pouvoir organisateur privé une subvention spécifique destinée à couvrir les frais relatifs à l'embauche compensatoire de personnel suite à l'octroi de jours de congés supplémentaires du secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé dépendant de la Région wallonne, prévue dans les accords tripartites non-marchands 2007-2009 et 2010-2011.

Le montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} correspond à 954,04 euros par équivalent temps plein.

§ 3. Il est octroyé aux services de santé mentale gérés par un pouvoir organisateur privé une subvention spécifique destinée à couvrir les frais de formation à destination de leur personnel, prévus dans les accords tripartites non-marchands 2007-2009 et 2010-2011.

Le montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} correspond à 42,23 euros par équivalent temps plein.

§ 4. Les montants visés au présent article sont liés à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation est appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification. ».

Art. 204. L'article 1818 du même Code, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 1818. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, le nombre d'équivalents temps plein pris en considération correspond au nombre d'équivalents temps-plein déclarés par le service de santé mentale dans le cadre du cadastre de l'emploi non-marchand, arrêtés au 31 décembre de l'année qui précède celle de l'octroi de la subvention. ».

§ 2. Il est octroyé aux services de santé mentale gérés par un pouvoir organisateur public une subvention spécifique destinée à couvrir les frais relatifs à l'embauche compensatoire du personnel dans le cadre de l'aménagement des fins de carrière, prévue dans les accords tripartites non-marchands 2011-2012, pour autant que le service ait décidé d'adhérer à ces accords et de mettre en œuvre cette mesure.

L'embauche compensatoire visée à l'alinéa 1^{er} compense les congés supplémentaires octroyés au personnel en fin de carrière conformément au tableau suivant :

Age	Nombre de jours de congé supplémentaires par année	Nombre total de jours de congé supplémentaires
52 ans	+ 5	5
53 ans	+ 3	8
54 ans	+ 2	10
55 ans	+ 3	13
56 ans	+ 2	15
57 ans	+ 3	18
58 ans	+ 2	20

Le montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} correspond à 99,95 euros par équivalent temps plein dans la catégorie d'âge concernée multiplié par le nombre de jours de congés supplémentaires totaux.

Le montant de 99,95 euros repris à l'alinéa 3 est lié à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation est appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification. ».

Art. 205. Le point « C. Dispositions spécifiques aux initiatives spécifiques et clubs thérapeutiques » de la sous-section 3 de la section 5 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacé par une section 6 intitulée « Section 6. Dispositions spécifiques aux initiatives spécifiques et clubs thérapeutiques. ».

Art. 206. A l'article 1819 du même Code, les mots « de la deuxième partie » sont abrogés.

Art. 207. Il est inséré dans le chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, après l'article 1820, une section 7 intitulée « Section 7. Fédération de services de santé mentale. ».

Art. 208. Dans la section 7 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1820/1 rédigé comme suit :

« Art. 1820/1. La fédération de services de santé mentale introduit la demande d'agrément par voie électronique auprès de l'Agence.

La demande comprend :

1° un formulaire, établi par l'Agence et complété par la fédération de services de santé mentale, reprenant :

- a) le numéro d'entreprise ;
- b) l'identité de la fédération de services de santé mentale, la qualité et mandat de son représentant ;
- c) l'adresse de l'établissement principal ;
- d) le cas échéant, les adresses d'éventuelles antennes ;
- e) des coordonnées de contact, telles que courrier, mail, téléphone... ;
- f) le nombre de membres de la fédération de services de santé mentale ;
- g) la signature du représentant visé au point b) ;

2° un extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration durant laquelle la décision de demander l'agrément a été adoptée ;

3° la preuve du mandat du représentant visé au 1°, b), lorsque ce mandat n'a pas fait l'objet d'une publication dans les annexes du *Moniteur belge* ;

4° le programme d'activités visé à l'article 617/1, § 3, 3°, du Code décréteil ;

5° tout autre document que la fédération de services de santé mentale estime utile à l'appui de sa demande. ».

Art. 209. Il est inséré dans le même Code un article 1820/2 rédigé comme suit :

« Art. 1820/2. § 1^{er}. L'Agence accuse réception de la demande d'agrément par voie électronique dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier.

§ 2. Si le dossier est incomplet, l'Agence réclame les documents manquants ou incomplets dans le mois de la réception du dossier.

La fédération de services de santé mentale dispose d'un délai d'un mois, à compter de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, pour compléter son dossier. A défaut, sa demande d'agrément est réputée irrecevable.

§ 3. L'Agence transmet au Ministre le dossier complet, accompagné de son avis, dans les deux mois de la réception du dossier complet.

§ 4. Le Ministre statue sur les demandes d'agrément dans les deux mois suivants la transmission du dossier complet par l'Agence.

Le Ministre ou son délégué notifie sa décision à la fédération de services de santé mentale concernée. Une copie de la décision est transmise à l'Agence. ».

Art. 210. Il est inséré dans le même Code un article 1820/3 rédigé comme suit :

« Art. 1820/3. § 1^{er}. Il est accordé pour l'ensemble des fédérations de services de santé mentale agréée une subvention totale de 72.500,00 euros.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est lié à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation est appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er}, indexée conformément à l'alinéa 2, est répartie entre les fédérations en proportion du nombre de leurs membres de l'année précédente par rapport au nombre total de services de santé mentale agréés affiliés à une fédération.

Lorsqu'un service de santé mentale est membre de plusieurs fédérations de services de santé mentale, il choisit une de ces fédérations pour l'application de l'alinéa 3.

§ 2. Les articles 12/1 et 12/2 sont applicables à la subvention visée au présent article.

§ 3. Les frais de personnel sont admissibles à la subvention visée au paragraphe 1^{er} dans les limites prévues aux articles 1809 à 1812.

Les frais de fonctionnement sont admissibles à la subvention visée au paragraphe 1^{er} dans les limites prévues aux articles 1814 et 1816. ».

Art. 211. Il est inséré dans le même Code un article 1820/4 rédigé comme suit :

« Art. 1820/4. § 1^{er}. Lorsque l'Agence constate qu'une fédération de services de santé mentale cesse de remplir les conditions d'agrément, ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent, elle notifie les manquements constatés à cette fédération de services de santé mentale ainsi que le délai de mise en conformité qui n'est pas inférieur à un mois, à compter de la notification des manquements.

§ 2. Au terme du délai de mise en conformité, l'Agence émet, en cas de persistance des manquements constatés, une proposition de retrait de l'agrément qu'elle notifie à la fédération de services de santé mentale concernée.

Dans un délai qui ne peut pas être inférieur à quinze jours, à dater de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, la fédération de services de santé mentale concernée est convoquée à une audition afin de faire valoir ses arguments. Elle peut se faire assister du conseil de son choix.

Dans un délai de quinze jours à dater de l'audition, un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et notifié à la fédération de services de santé mentale auditionnée, qui dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision.

§ 3. Le Ministre statue sur la proposition de retrait d'agrément dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet. ».

Art. 212. L'annexe 131 du même Code est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Il est inséré dans le même Code une annexe 131bis, reprise à l'annexe 2 du présent arrêté.

Section 7. — Modifications relatives aux plates-formes de concertation en santé mentale.

Art. 213. La « Section 3. - Centres de référence en santé mentale » du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacée par un chapitre II/1 intitulée « Chapitre II/1. Plates-formes de concertation en santé mentale. ».

Art. 214. Il est inséré dans le chapitre II/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code une section 1^{ère} intitulée : « Section 1^{ère}. Dispositions générales. ».

Art. 215. Il est inséré dans la section 1^{ère} du chapitre II/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code un article 1820/5 rédigé comme suit :

« Art. 1820/5. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « pouvoir organisateur » l'organe chargé de l'administration de la plate-forme de concertation en santé mentale.

Les définitions contenues dans l'article 679/2 du Code décretaal s'appliquent au présent chapitre. ».

Art. 216. La « Sous-section 1^{re}. - Modalités d'exercice des missions » de la section 1^{ère} du chapitre II/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacée par une section 2 intitulée « Section 2. Missions. ».

Art. 217. L'article 1821 du même Code, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1821. § 1^{er}. Le comité de concertation visé à l'article 679/5 du Code décretaal comprend deux délégués de chaque plate-forme de concertation en santé mentale.

Le comité de concertation invite à ses réunions les experts qu'il estime utiles pour les débats.

Le comité de concertation informe l'Agence de l'ordre du jour.

§ 2. Le comité de concertation adopte son règlement d'ordre intérieur.

Le comité de concertation se réunit autant de fois que ses missions l'exigent et au minimum une fois par semestre.

Les procès-verbaux des réunions du comité de concertation sont communiqués aux membres et aux invités selon les modalités prévues au règlement d'ordre intérieur. Les procès-verbaux des réunions du comité de concertation sont conservés, au minimum, jusqu'au 31 décembre de la dixième année qui suit leur rédaction. ».

Art. 218. Il est inséré dans le chapitre II/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, après l'article 1821, une section 3 intitulée « Section 3. Organisation. ».

Art. 219. L'article 1822 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1822. § 1^{er}. La convention de collaboration visée à l'article 679/7, § 2, alinéa 1^{er}, du Code décrétal comprend les éléments suivants :

- 1° l'identité de la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 2° l'identité de l'institution qui s'engage à collaborer avec la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 3° les modalités de participation de l'institution visée au 2° aux réunions organisées par la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 4° les modalités de participation de l'institution visée au 2° à certains groupes de travail mis en place par la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 5° les modalités relatives à l'organisation et la réalisation d'actions communes entre la plate-forme de concertation en santé mentale et l'institution visée au 2° ;
- 6° la durée de la convention de collaboration ;
- 7° les modalités de dénonciation unilatérale de la convention de collaboration.

§ 2. La convention de collaboration visée à l'article 679/7, § 2, alinéa 1^{er}, du Code décrétal est transmise par voie électronique à l'Agence dans les quinze jours de sa conclusion.

L'Agence accuse réception de la convention de collaboration dans les quinze jours à compter de la réception de l'envoi.

L'Agence approuve la convention de collaboration dans les trois mois à dater de la réception de cette convention de collaboration. L'absence de réaction de l'Agence endéans ce délai équivaut à une approbation de la convention de collaboration. ».

Art. 220. L'article 1823 du même Code, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 1823. Les acteurs actifs dans le domaine de la santé mentale visés à l'article 679/7, § 3, alinéa 1^{er}, du Code décrétal sont :

- 1° les services d'aide et de soins en assuétudes ;
- 2° les cercles de médecine générale ;
- 3° les maisons médicales ;
- 4° les associations de bénéficiaires en santé mentale ;
- 5° les associations de proches de bénéficiaires en santé mentale ;
- 6° les associations de pair-aidants ;
- 7° les services intégrés de soins à domicile.

Des acteurs actifs dans le domaine de la santé mentale autres que ceux visés à l'alinéa 1^{er} peuvent devenir membres d'une plate-forme de concertation en santé mentale après accord de l'Agence. ».

Art. 221. Il est inséré dans le même Code un article 1823/1 rédigé comme suit :

« Art. 1823/1. § 1^{er}. La convention de collaboration visée à l'article 679/7, § 4, alinéa 1^{er}, du Code décrétal comprend les éléments suivants :

- 1° l'identité de la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 2° l'identité du membre ;
- 3° les modalités de participation du membre aux activités de la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 4° les modalités de communication d'informations entre la plate-forme de concertation en santé mentale et le membre ;
- 5° les obligations du membre vis-à-vis de la plate-forme de concertation en santé mentale, en ce compris la participation aux réunions et aux groupes de travail ;
- 6° les modalités d'exercice de la fonction de médiation par la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 7° la durée de la convention de collaboration ;
- 8° les modalités de dénonciation unilatérale de la convention de collaboration.

§ 2. La convention de collaboration visée à l'article 679/7, § 4, alinéa 1^{er}, du Code décrétal est transmise par voie électronique à l'Agence dans les quinze jours de sa conclusion.

L'Agence accuse réception de la convention de collaboration dans les quinze jours à compter de la réception de l'envoi.

L'Agence approuve la convention de collaboration dans les trois mois à dater de la réception de cette convention de collaboration. L'absence de réaction de l'Agence endéans ce délai équivaut à une approbation de la convention de collaboration. ».

Art. 222. Il est inséré dans le même Code un article 1823/2 rédigé comme suit :

« Art. 1823/2. § 1^{er}. La convention de collaboration visée à l'article 679/8, alinéa 1^{er}, du Code décrétal comprend les éléments suivants :

- 1° l'identité de la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 2° l'identité du centre de référence en santé mentale ou du centre de référence spécifique ;
- 3° les modalités d'échanges d'expertises entre la plate-forme de concertation en santé mentale et le centre de référence en santé mentale ou le centre de référence spécifique ;
- 4° les modalités de communication d'informations entre la plate-forme de concertation en santé mentale et le centre de référence en santé mentale ou le centre de référence spécifique ;
- 5° les modalités de participation du centre de référence en santé mentale ou du centre de référence spécifique aux réunions organisées par la plate-forme de concertation en santé mentale ;

6° les modalités de participation du centre de référence en santé mentale ou du centre de référence spécifique à certains groupes de travail mis en place par la plate-forme de concertation en santé mentale ;

7° les modalités relatives à l'organisation et la réalisation d'actions communes entre la plate-forme de concertation en santé mentale et le centre de référence en santé mentale ou le centre de référence spécifique ;

8° la durée de la convention de collaboration ;

9° les modalités de dénonciation unilatérale de la convention de collaboration.

§ 2. La convention de collaboration visée à l'article 679/8, alinéa 1^{er}, du Code décretaal est transmise par voie électronique à l'Agence dans les quinze jours de sa conclusion.

L'Agence accuse réception de la convention de collaboration dans les quinze jours à compter de la réception de l'envoi.

L'Agence approuve la convention de collaboration dans les trois mois à dater de la réception de cette convention de collaboration. L'absence de réaction de l'Agence endéans ce délai équivaut à une approbation de la convention de collaboration. ».

Art. 223. La « Sous-section 2. - Reconnaissance » de la section 3 du chapitre II/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacée par une section 4 intitulée « Section 4. Programmation et agrément. ».

Art. 224. L'article 1824 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1824. La programmation comprend un maximum de six plates-formes de concertation en santé mentale.

Chaque plate-forme de concertation en santé mentale exerce ses missions sur un territoire distinct du territoire des autres plates-formes de concertation en santé mentale. ».

Art. 225. Il est inséré dans le même Code un article 1824/1 rédigé comme suit :

« Art. 1824/1. La plate-forme de concertation en santé mentale élabore le plan d'actions visé à l'article 679/10, alinéa 1^{er}, 7° du Code décretaal, en indiquant, pour chaque activité visée à l'article 679/4 du Code décretaal :

- 1° les actions prévues et les moyens mis en œuvre pour les réaliser ;
- 2° la priorisation et la temporalité des actions ;
- 3° les indicateurs d'évaluation de chaque action visée au 1° ;
- 4° les modalités d'autoévaluation.

Le plan d'action est évolutif et fait, le cas échéant, l'objet d'adaptations en fonction de l'impact des actions déjà réalisées et des circonstances extérieures susceptibles de l'influencer. ».

Art. 226. Il est inséré dans le même Code un article 1824/2 rédigé comme suit :

« Art. 1824/2. § 1^{er}. Avant son approbation, le plan d'actions est soumis à la concertation des membres.

Le plan d'actions est approuvé définitivement par le pouvoir organisateur après la concertation prévue à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La plate-forme de concertation en santé mentale transmet par voie électronique son nouveau plan d'actions à l'Agence avant la fin du sixième mois qui précède l'expiration de son plan d'actions en cours.

L'Agence accuse réception du plan d'actions dans les quinze jours à compter de la réception de l'envoi.

L'Agence approuve le plan d'actions dans les trois mois à dater de la réception de ce plan d'actions. L'absence de réaction de l'Agence endéans ce délai équivaut à une approbation du plan d'actions.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le premier plan d'actions est approuvé par le pouvoir organisateur sans concertation préalable.

Par dérogation au paragraphe 2, la plate-forme de concertation en santé mentale transmet par voie électronique à l'Agence son premier plan d'actions en annexe de sa demande d'agrément. ».

Art. 227. Il est inséré dans le même Code un article 1824/3 rédigé comme suit :

« Art. 1824/3. Les règles déontologiques visées à l'article 679/10, alinéa 1^{er}, 9°, du Code décretaal sont reprises à l'annexe 144. ».

Art. 228. Il est inséré dans le même Code un article 1824/4 rédigé comme suit :

« Art. 1824/4. La demande d'agrément est introduite par voie électronique par la plate-forme de concertation en santé mentale auprès de l'Agence, après un appel publié au *Moniteur belge* conformément à l'article 679/11, § 1^{er}, du Code décretaal. Le délai d'introduction de la demande est précisé dans l'appel.

La demande comprend :

- 1° un formulaire, établi par l'Agence et complété par la plate-forme de concertation en santé mentale, reprenant :
 - a) le numéro d'entreprise ;
 - b) l'identité de la plate-forme de concertation en santé mentale, la qualité et mandat de son représentant ;
 - c) l'adresse de l'établissement principal ;
 - d) le cas échéant les adresses d'éventuelles antennes ;
 - e) des coordonnées de contact, telles que courrier, mail, téléphone... ;
 - f) le territoire pour lequel la plate-forme de concertation en santé mentale souhaite être agréée ;
 - g) l'indication des membres, avec la catégorie d'institutions visées à l'article 679/7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à laquelle ils appartiennent ;
 - h) le nombre de membres du personnel, avec le temps de travail ;
 - i) l'engagement à exercer les missions définies à l'article 679/3 du Code décretaal, ou en exécution de celui-ci ;
 - j) l'engagement à réaliser les actions prévues à l'article 679/4 du Code décretaal, ou en exécution de celui-ci ;
 - k) l'engagement à conclure les conventions visées à l'article 679/7, § 4, du Code décretaal ;
 - l) l'engagement à conclure les conventions visées à l'article 679/8 du Code décretaal ;

- m) l'engagement à définir un plan d'actions sur cinq ans, selon les exigences de l'article 679/10, alinéa 1^{er}, 7^o, du Code décrétal ;
- n) l'engagement à respecter les règles déontologiques définies à l'annexe 144 ;
- m) la signature du représentant visé au point b) ;
- 2° un extrait du procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration durant laquelle la décision de demander l'agrément a été adoptée ;
- 3° la preuve du mandat du représentant visé au 1^o, b), lorsque ce mandat n'a pas fait l'objet d'une publication dans les annexes du *Moniteur belge* ;
- 4° le premier plan d'action ;
- 5° le cas échéant, les conventions de collaboration visées à l'article 679/7, § 2, alinéa 2, du Code décrétal ;
- 6° tout autre document que la plate-forme de concertation en santé mentale estime utile à l'appui de sa demande. ».

Art. 229. Il est inséré dans le même Code un article 1824/5 rédigé comme suit :

« Art. 1824/5. § 1^{er}. L'Agence accuse réception de la demande d'agrément par voie électronique dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier.

§ 2. Si le dossier est incomplet, l'Agence réclame les documents manquants ou incomplets dans le mois de la réception du dossier.

La plate-forme de concertation en santé mentale dispose d'un délai d'un mois, à compter de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, pour compléter son dossier. A défaut, sa demande d'agrément est réputée irrecevable.

§ 3. L'Agence transmet au Ministre le dossier complet, accompagné de son avis, dans les deux mois de la réception du dossier complet.

§ 4. Le Ministre statue sur les demandes d'agrément dans les deux mois suivants la transmission du dossier complet par l'Agence.

Le Ministre ou son délégué notifie sa décision à la plate-forme de concertation en santé mentale concernée. Une copie de la décision est transmise à l'Agence. ».

Art. 230. La « Sous-section 3. - Comité de pilotage » de la section 4 du chapitre II/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacée par une section 5 intitulée « Section 5. Subventionnement. ».

Art. 231. L'article 1825 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1825. § 1^{er}. Il est accordé aux plates-formes de concertation en santé mentale agréées une subvention dont le montant se calcule conformément aux paragraphes 2 à 5.

§ 2. Un montant de base est accordé aux plates-formes de concertation en santé mentale selon les modalités suivantes :

1° 25.872,58 euros pour la plate-forme de concertation en santé mentale dont le territoire comprend au maximum 300.000 habitants ;

2° 12.936,29 euros pour la plate-forme de concertation en santé mentale dont le territoire comprend au minimum 300.001 habitants et au maximum 500.000 habitants ;

3° 5.174,52 euros pour la plate-forme de concertation en santé mentale dont le territoire comprend au minimum 500.001 habitants et au maximum 899.999 habitants.

La plate-forme de concertation en santé mentale dont le territoire comprend au moins 900.000 habitants ne perçoit pas de montant de base.

Les montants de 25.872,58 euros, de 12.936,29 euros et de 5.174,52 euros visés à l'alinéa 1^{er} sont liés à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ces montants sont adaptés conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation étant appliquée à partir du premier jour du premier mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification.

§ 3. Un montant total de 918.948,62 euros, diminué des montants attribués conformément au paragraphe 2, est réparti entre l'ensemble des plates-formes de concertation en santé mentale.

Cette répartition s'effectue au prorata de la population du territoire de chaque plate-forme de concertation en santé mentale. Pour le calcul du prorata, il est tenu compte des derniers chiffres connus de la population au 1^{er} janvier de l'année budgétaire considérée.

Le montant de 918.948,62 euros visé à l'alinéa 1^{er} est lié à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation étant appliquée à partir du premier jour du premier mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification.

§ 4. Le total des montants calculés conformément aux paragraphes 2 et 3 est adapté pour garantir le financement :

1° de 0,5 équivalent temps plein pour les plates-formes de concertation en santé mentale dont le territoire comprend moins de 250.000 habitants ;

2° de 0,75 équivalent temps plein pour les plates-formes de concertation en santé mentale dont le territoire comprend entre 250.000 et 500.000 habitants.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la valeur d'un équivalent temps plein est fixée à 64.681,46 euros.

Le montant de 64.681,46 euros visé à l'alinéa 2 est lié à l'indice-pivot 123,14 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public ; l'adaptation étant appliquée à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui dont l'indice atteint une valeur justifiant une modification.

§ 5. Les articles 12/1 et 12/2 sont applicables à la subvention visée au présent article.

§ 6. Le Ministre détermine par circulaire la liste des frais admissibles à charge de la subvention visée au présent article.

Cette circulaire est transmise par voie électronique aux plates-formes de concertation en santé mentale. ».

Art. 232. L'article 1826 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1826. Le bilan et le compte de résultats sont élaborés sur base du modèle figurant à l'annexe 7 de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 233. Il est inséré dans le chapitre II/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, après l'article 1826, une section 6 intitulée « Section 6. Evaluation, contrôle et sanctions. ».

Art. 234. Dans la section 6 du chapitre II/1 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 1826/1 rédigé comme suit :

« Art. 1826/1. Le Ministre établit le modèle de rapport d'activités visé à l'article 46 du Code décretaal.

Ce modèle contient :

- 1° les parties visées à l'article 12/3 ;
- 2° les données relatives à la réalisation du plan d'actions visé à l'article 679/10, alinéa 1^{er}, 7° du Code décretaal ;
- 3° le dossier visé à l'article 12/2 justifiant l'utilisation de la subvention ;
- 4° les données nécessaires à la vérification du maintien des conditions d'agrément visées à l'article 679/10, alinéa 1^{er}, du Code décretaal.

Le rapport visé à l'article 46 du Code décretaal est transmis à l'Agence conformément à l'article 12/3. ».

Art. 235. Il est inséré dans le même Code un article 1826/2 rédigé comme suit :

« Art. 1826/2. § 1^{er}. L'évaluation de la plate-forme de concertation en santé mentale est élaborée à partir :

- 1° du plan d'actions ;
- 2° des rapports d'activité déposés ;
- 3° des précédents rapports d'évaluation.

§ 2. L'évaluation a pour objectif :

- 1° de constater et d'expliquer les écarts positifs ou négatifs entre le plan d'actions et les actions réalisées ;
- 2° d'élaborer des recommandations en vue d'améliorer les actions et les pratiques de la plate-forme de concertation en santé mentale.

§ 3. La plate-forme de concertation en santé mentale procède à son autoévaluation au minimum une fois par an.

Le rapport d'autoévaluation est transmis par voie électronique à l'Agence.

L'Agence formule si nécessaire des remarques concernant le rapport d'autoévaluation qui lui a été transmis.

§ 4. L'évaluation est réalisée au cours d'un entretien d'évaluation qui regroupe, dans la mesure du possible :

- 1° l'ensemble des membres du personnel subventionné de la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 2° un représentant du pouvoir organisateur de la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 3° l'ensemble des agents de l'Agence en charge de l'évaluation de la plate-forme de concertation en santé mentale ;
- 4° éventuellement d'autres personnes invitées conjointement par la plate-forme de concertation en santé mentale et par l'Agence.

L'entretien d'évaluation se tient à l'initiative de la plate-forme de concertation en santé mentale ou à l'initiative de l'Agence, au minimum une fois par an.

§ 5. A l'issue de l'entretien d'évaluation, l'Agence rédige un rapport d'évaluation.

Ce rapport d'évaluation est transmis de manière électronique à la plate-forme de concertation en santé mentale dans le mois qui suit l'entretien d'évaluation.

La plate-forme de concertation en santé mentale dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception du rapport d'évaluation, pour faire part de ses observations de manière électronique à l'Agence.

L'Agence intègre les observations de la plate-forme de concertation en santé mentale dans le rapport final d'évaluation.

§ 6. Le rapport final d'évaluation est transmis de manière électronique dans les trois mois de l'entretien d'évaluation à la plate-forme de concertation en santé mentale. ».

Art. 236. Il est inséré dans le même Code un article 1826/3 rédigé comme suit :

« Art. 1826/3. Les conclusions du contrôle visé à l'article 679/16 du Code décretaal sont transmises dans les trois mois à la plate-forme de concertation en santé mentale, qui dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception des conclusions, pour faire valoir ses observations à l'Agence. ».

Art. 237. Il est inséré dans le même Code un article 1826/4 rédigé comme suit :

« Art. 1826/4. § 1^{er}. Lorsque l'Agence constate qu'une plate-forme de concertation en santé mentale cesse de remplir les conditions d'agrément, ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent, elle notifie les manquements constatés à cette plate-forme de concertation en santé mentale ainsi que le délai de mise en conformité qui n'est pas inférieur à un mois, à compter de la notification des manquements.

§ 2. Au terme du délai de mise en conformité, l'Agence émet, en cas de persistance des manquements constatés, une proposition de retrait de l'agrément qu'elle notifie à la plate-forme de concertation en santé mentale concernée.

Dans un délai qui ne peut pas être inférieur à quinze jours, à dater de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, la plate-forme de concertation en santé mentale concernée est convoquée à une audition afin de faire valoir ses arguments. Elle peut se faire assister du conseil de son choix.

Dans un délai de quinze jours à dater de l'audition, un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et notifié à la plate-forme de concertation en santé mentale auditionnée, qui dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision.

§ 3. Le Ministre statue sur la proposition de retrait d'agrément dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet. ».

Section 8. — Autres modifications.

Art. 238. La « Sous-section 4. - Cadastre de l'offre » de la section 6 du chapitre II du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacée par un chapitre II/2 intitulé « Chapitre II/2. Cadastre de l'offre de soins en santé mentale. ».

Art. 239. A l'article 1827 du même Code, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « l'Agence ».

Art. 240. L'article 1829 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1829. L'Agence édite et met à jour en permanence sur son site internet la liste des maisons de soins psychiatriques, des initiatives d'habitations protégées et des services de santé mentale, avec, pour chacun d'entre eux, l'indication :

- 1° de leur ressort territorial des institutions ;
- 2° de leur accessibilité aux personnes en situation de handicap ;
- 3° de la définition de leur offre de services ;
- 4° des plages horaires d'ouverture. ».

Art. 241. La « Section 4. - Centres de télé-accueil » du chapitre II/2 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacée par un chapitre II/3 intitulé « Chapitre II/3. Centre de télé-accueil et cellule de coordination. ».

Art. 242. La « Sous-section 1. - Centres de télé-accueil » du chapitre II/3 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacée par une section 1ère intitulée « Section 1ère. Centre de télé-accueil. ».

Art. 243. La « Sous-section 2. - Cellule de coordination » du chapitre II/3 du titre III du livre VII de la deuxième partie du même Code est remplacée par une section 2 intitulée « Section 2. Cellule de coordination. ».

Art. 244. A l'annexe 144 du même Code, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'intitulé, les mots « et 12/76 » sont remplacés par les mots « , 12/76, 1609/8, 1768/24, 1768/53, 1798 et 1824/3 » ;

2° le point I.1 est remplacé par la disposition suivante :

« I.1. Les présentes règles déontologiques s'appliquent :

- aux centres locaux de promotion de la santé ;
- aux centres d'expertise en promotion de la santé ;
- aux centres d'opérationnalisation en médecine préventive ;
- aux opérateurs en promotion de la santé ;
- aux centres de référence en santé mentale ;
- aux centres de référence spécifiques ;
- aux maisons de soins psychiatriques ;
- aux initiatives d'habitations protégées ;
- aux services de santé mentale ;
- aux plates-formes de concertation en santé mentale.

Les organismes visés à l'alinéa 1^{er} sont repris ci-après sous le vocable « organismes agréés ». » ;

3° au point II.1.1., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

4° au point II.1.2., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

5° au point II.1.3. :

a) les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

b) le mot « dicriminations » est remplacé par le mot « discriminations » ;

6° au point II.2., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

7° au point II.3.1., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

8° au point II.3.2., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

9° au point II.4., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

10° au point II.5., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

11° au point III., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont à chaque fois remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

12° au point IV., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont à chaque fois remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

13° au point V., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont à chaque fois remplacés par les mots « Les organismes agréés » ;

14° au point VI., les mots « Les centres locaux de promotion de la santé, les centres d'expertises en promotion de la santé, les centres d'opérationnalisation en médecine préventive et les opérateurs en promotion de la santé » sont à chaque fois remplacés par les mots « Les organismes agréés ».

CHAPITRE III. — *Autres dispositions modificatives.*

Section 1^{re}. — Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 déterminant les modalités d'agrément, de fermeture et la procédure de recours pour les hôpitaux, services hospitaliers, services médico-techniques lourds, sections, fonctions, initiatives d'habitation protégée et associations d'institutions et de services psychiatriques.

Art. 245. Dans l'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 déterminant les modalités d'agrément, de fermeture et la procédure de recours pour les hôpitaux, services hospitaliers, services médico-techniques lourds, sections, fonctions, initiatives d'habitation protégée et associations d'institutions et de services psychiatriques, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « , fonctions, initiatives d'habitation protégée et associations d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « et fonctions ».

Art. 246. A l'article 1^{er} du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « , une section, une initiative d'habitation protégée ou une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « ou une section ».

Art. 247. A l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « , une section, une initiative d'habitation protégée ou une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « ou une section ».

Art. 248. A l'article 3 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les points III et IV sont abrogés.

Art. 249. A l'article 4, alinéa 5, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « , d'une section, d'une initiative d'habitation protégée ou d'une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « ou d'une section ».

Art. 250. A l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « , la section, l'initiative d'habitation protégée ou l'association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « ou la section ».

Art. 251. A l'article 8, alinéa 2, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « , d'une section, d'une initiative d'habitation protégée ou d'une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « ou d'une section ».

Art. 252. A l'article 9, alinéa 2, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° libellé « 2° s'il s'agit d'une initiative d'habitations protégées : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous III, 3°, 4° » est abrogé ;

2° le 3° libellé « 3° s'il s'agit d'une association d'institutions et de services psychiatriques : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous IV, A, 1° ou, selon le cas, sous IV, B, 1° » est abrogé ;

3° le 3° libellé « 3° s'il s'agit d'une initiative d'habitations protégées : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous III, 5°, 6° et 7° » est abrogé ;

4° le 4° libellé « 4° s'il s'agit d'une association d'institutions et de services psychiatriques : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous IV, A, 2° et 3° ou, selon les cas, sous IV, B, 2°, 3°, 4° et 5° » est abrogé.

Art. 253. A l'article 11, alinéa 1^{er}, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « , une section, une initiative d'habitation protégée ou une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « ou une section ».

Art. 254. A l'article 12, alinéa 3, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « une fonction, une section, une initiative d'habitation protégée ou une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « la fonction ou la section ».

Art. 255. A l'article 13, § 1^{er}, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « , d'une section, d'une initiative d'habitation protégée ou d'une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « ou d'une section ».

Art. 256. A l'article 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « une fonction, une section, une initiative d'habitation protégée ou une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « d'une fonction ou d'une section ».

Art. 257. A l'article 28 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , d'une section, d'une initiative d'habitation protégée ou d'une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « ou d'une section » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « une fonction, une section, une initiative d'habitation protégée ou une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « la fonction ou la section » ;

3° à l'alinéa 4, les mots « , la section, l'initiative d'habitation protégée ou l'association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « ou la section ».

Art. 258. A l'article 29, alinéa 2, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, les mots « une fonction, une section, une initiative d'habitation protégée ou une association d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « de la fonction ou de la section ».

*Section 2. — Modification de l'arrêté royal du 10 juillet 1990
fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de soins psychiatriques.*

Art. 259. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de soins psychiatriques, les mots « fixant les normes pour l'agrément spécial » sont remplacés par les mots « déterminant le résumé psychiatrique minimum ».

Art. 260. L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « maison de soins psychiatriques » : la maison de soins psychiatriques définie à l'article 538/1, 1° du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

2° « L'Agence » : l'Agence visée à l'article 2 du Code wallon de l'action sociale et de la santé. ».

Art. 261. L'article 2 du même arrêté est abrogé.

Art. 262. Le chapitre II et les articles 3 à 5 du même arrêté sont abrogés.

Art. 263. Le chapitre III et les articles 6 à 24 du même arrêté sont abrogés.

Art. 264. L'intitulé du chapitre IV du même arrêté est remplacé par « Chapitre IV. Résumé psychiatrique minimum ».

Art. 265. Les articles 25 à 31 du même arrêté sont abrogés.

Art. 266. A l'article 31*bis* du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté royal du 20 septembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « le chef de la Direction de la Politique des soins de santé de l'Administration des Soins de santé du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement » sont remplacés par les mots « L'Agence » ;

2° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « Le directeur général de l'Administration des Soins de santé du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement » sont remplacés par les mots « L'Agence ».

Art. 267. A l'article 31*ter* du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté royal du 20 septembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « au Ministre fédéral qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés par les mots « à l'Agence » ;

2° au paragraphe 2, les mots « au Ministre fédéral qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés par les mots « à l'Agence » ;

3° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « au Ministre fédéral qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés par les mots « à l'Agence » ;

4° au paragraphe 4, alinéa 4, les mots « le chef de la Direction de la Politique des soins de santé du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement » sont remplacés par les mots « L'Agence », et les mots « au Ministre fédéral qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés par les mots « à l'Agence ».

Art. 268. A l'article 31*quater* du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté royal du 20 septembre 1998, les mots « du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement ; son identité sera communiquée au Ministre fédéral qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés par les mots « de l'Agence ».

Art. 269. Le chapitre V et les articles 32 à 39 du même arrêté sont abrogés.

Art. 270. Le chapitre V*bis* et l'article 39*bis* du même arrêté, insérés par l'arrêté royal du 15 janvier 1999, sont abrogés.

Art. 271. A l'article 40 du même arrêté, les mots « Notre Ministre des Affaires sociales » sont remplacés par les mots « Le Ministre qui a la santé dans ses attributions ».

*Section 3. — Modification de l'arrêté royal du 10 juillet 1990
fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques.*

Art. 272. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques, les mots « les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques » sont remplacés par les mots « l'exercice de la fonction de médiation par les plates-formes de concertation en santé mentale ».

Art. 273. L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « plate-forme de concertation en santé mentale » : la plate-forme de concertation en santé mentale définie à l'article 679/2, 1° du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

2° « loi relative aux droits du patient » : la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient ;

3° « pouvoir organisateur » : l'organe chargé de l'administration de la plate-forme de concertation en santé mentale ;

4° « L'Agence » : l'Agence visée à l'article 2 du Code wallon de l'action sociale et de la santé. ».

Art. 274. L'article 2 du même arrêté est abrogé.

Art. 275. Le chapitre II et les articles 3 à 6 du même arrêté sont abrogés.

Art. 276. L'intitulé du chapitre III du même arrêté est remplacé par « Chapitre III. Exercice de la fonction de médiation ».

Art. 277. Les articles 7 à 10bis du même arrêté sont abrogés.

Art. 278. A l'article 11 du même arrêté, modifié pour la dernière fois par l'arrêté royal du 15 juin 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er} :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « Chaque plate-forme de concertation en santé mentale doit disposer d'une fonction de médiation comme visé à l'article 11 de la loi relative aux droits du patient, qui satisfait aux conditions déterminées dans le présent arrêté. » ;

b) à l'alinéa 2, les mots « l'association visée à l'article 8, § 3, 2°, 3° et 5° » sont remplacés par les mots « la plate-forme de concertation en santé mentale » ;

c) l'alinéa 3 est abrogé ;

2° au paragraphe 2, les mots « comité visé à l'article 10 » sont remplacés par les mots « pouvoir organisateur ».

Art. 279. A l'article 13, alinéa 4, du même arrêté, modifié pour la dernière fois par l'arrêté royal du 6 mars 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point a), les mots « l'association » sont remplacés par les mots « la plate-forme de concertation en santé mentale » ;

2° au point b), les mots « comité tel que visé à l'article 10 » sont remplacés par les mots « pouvoir organisateur » ;

3° au point c), les mots « l'association » sont remplacés par les mots « la plate-forme de concertation en santé mentale ».

Art. 280. A l'article 14 du même arrêté, modifié pour la dernière fois par l'arrêté royal du 6 mars 2007, le mot « comité » est à chaque fois remplacé par les mots « pouvoir organisateur ».

Art. 281. A l'article 20, § 1^{er}, alinéa 6, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 8 juillet 2003, le 1° est remplacé par la disposition suivante : « 1° au pouvoir organisateur ; celui-ci veille à la diffusion du rapport annuel dans les institutions et les services qui font partie de la plate-forme de concertation en santé mentale ; ».

Art. 282. A l'article 21 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 8 juillet 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots « comité de l'association » sont remplacés par les mots « pouvoir organisateur » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « l'association » sont à chaque fois remplacés par les mots « la plate-forme de concertation en santé mentale ».

Art. 283. A l'article 23 du même arrêté, les mots « Notre Ministre des Affaires sociales » sont remplacés par les mots « Le Ministre qui a la santé dans ses attributions ».

*Section 4. — Modification de l'arrêté royal du 25 avril 2002
relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux.*

Art. 284. L'article 52 de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux, modifié pour la dernière fois par l'arrêté royal du 17 décembre 2012, est abrogé.

CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires.

Art. 285. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 10 juillet 1990 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à des initiatives d'habitations protégées et aux associations d'institutions et de services psychiatriques ;

2° l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément des initiatives d'habitation protégée pour des patients psychiatriques ;

3° l'arrêté royal du 10 décembre 1990 fixant les règles pour la fixation du prix d'hébergement pour les personnes admises dans des maisons de soins psychiatriques ;

4° l'arrêté royal du 16 juin 1999 fixant le nombre maximum de places d'habitations protégées pouvant être mis en service ainsi que les règles relatives à la réduction équivalente d'un certain nombre de lits d'hôpitaux comme visé à l'article 35 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 ;

5° l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitations protégées ;

6° l'arrêté royal du 17 décembre 2002 fixant les règles selon lesquelles une partie du prix d'hébergement des maisons de soins psychiatriques est mise à charge de l'État ;

7° l'arrêté royal du 23 juin 2003 fixant les règles relatives à la réduction équivalente d'un certain nombre de lits d'hôpitaux comme visé à l'article 35 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 ;

8° l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant le nombre programme pour les maisons de soins psychiatriques ;

9° l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de soins psychiatriques.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales.

Art. 286. Le centre de référence en santé mentale agréé conformément à l'article 296 du décret du 10 janvier 2024 modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé concernant la santé mentale et ses services actifs en Wallonie, se met en conformité à l'égard des dispositions du présent arrêté au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 287. La maison de soins psychiatriques qui dispose d'un agrément au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté se met en conformité à l'égard des dispositions du présent arrêté au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 288. L'initiative d'habitations protégées qui dispose d'un agrément au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté se met en conformité à l'égard des dispositions du présent arrêté au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 289. Le service de santé mentale qui dispose d'un agrément au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté se met en conformité à l'égard des dispositions du présent arrêté au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 290. La plate-forme de concertation en santé mentale qui dispose d'un agrément au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté se met en conformité à l'égard des dispositions du présent arrêté au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 291. Le premier plan stratégique pour la santé mentale est adopté conformément aux dispositions du présent arrêté, au plus tard dans le délai fixé à l'article 301 du décret du 10 janvier 2024 modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé concernant la santé mentale et ses services actifs en Wallonie.

Art. 292. Le décret du 10 janvier 2024 modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé concernant la santé mentale et ses services actifs en Wallonie entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 293. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 294. Le Ministre qui a la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/007900]

25 APRIL 2024. — Besluit tot wijziging van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de geestelijke gezondheid en zijn diensten die actief zijn in Wallonië

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Code van Sociale Actie en Gezondheid, de artikelen 47/21, tweede lid, 47/24, § 1^{er}, tweede lid, 491/35, vijfde lid, 491/36, vierde lid, 491/37, §§ 1^{er} en 2, 491/39, tweede lid, 491/40, § 1^{er}, tweede en derde lid, 491/43, tweede lid, 491/44, 491/46, tweede lid, 491/47, 491/48, derde lid, 491/49, zevende en achtste lid, 491/50, tweede lid, 538/3, achtste en negende lid, 538/9, tweede lid, 538/10, tweede lid, eerste lid, 538/11, 538/12, tweede en derde lid, 538/13, tweede lid, 538/14, alinea 2, 538/17, alinea 3, 538/18, alinea 4, 538/19, § 1^{er}, alinea 3, § 2, 538/20, 538/21, alinea 3, 538/22, alinea's 2 en 3, 538/24, 538/30, § 2, 538/31, 538/33, alinea 1^{er}, 538/34, alinea 3, 538/35, §§ 2 en 3, 538/38, lid 3, 538/39, lid 10, 538/40, §§ 2 en 3, 538/44, §§ 8 en 9, 538/50, leden 2 en 3, 538/51, § 2, lid 1^{er}, 538/52, 538/53, leden 2 en 3, 538/54, 538/55, lid 2, 538/58, lid 2, 538/59, lid 4, 538/60, § 1^{er}, tweede en tweede lid, 538/61, 538/62, derde lid, 538/63, derde en vierde lid, 538/65, § 1^{er}, derde lid, 538/71, § 2, 538/72, 538/74, eerste lid, 538/75, derde lid, 538/76, tweede en derde lid, 538/79, derde lid, 538/80, tiende lid, 538/81, tweede en derde lid, 541, leden 8 en 9, 542, § 2, lid 3, 543, lid 5, 545, lid 5, 547, lid 3, 556, § 2, leden 2 en 3, 557, 558, § 2, lid 2, 560, § 1^{er}, lid 4, en § 3, 561, § 3, 561/1, § 3, 562, 563, 564, 565, 566, §§ 2 en 3, 567, 568, § 3, 571, § 3, 581, § 1^{er}, 585, § 2, § 3, en § 3, § 3, 590, 591, 598, 599, 600, § 1^{er}, § 3, 603, § 2, 612, § 1^{er}, § 3, en § 2, § 10, 615, 617/1, § 4, 617/2, tweede lid, 679/5, vierde lid, 679/7, § 2, derde en vierde lid, § 3, tweede lid, en § 4, 679/8, tweede en derde lid, 679/9, 679/10, derde lid, 679/11, § 2, tweede en derde lid, 679/13, tweede lid, 679/14, 679/15, derde lid, 679/16, achtste lid, 679/17, tweede en derde lid;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van psychiatrische verzorgingstehuizen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten.

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 1990 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de initiatieven van beschut wonen en op de samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van initiatieven van beschut wonen ten behoeve van psychiatrische patiënten.

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1990 houdende vaststelling van de regels voor het bepalen van de opnemingsprijs voor personen die worden opgenomen in psychiatrische verzorgingstehuizen;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1999 houdende vaststelling van het maximum aantal plaatsen van beschut wonen dat in gebruik mag worden genomen alsmede van de regelen inzake de gelijkwaardige vermindering van een aantal ziekenhuisbedden zoals bedoeld in artikel 35 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2001 houdende vaststelling van de regelen volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2002 houdende vaststelling van de regelen volgens welke een gedeelte van de opnemingsprijs in psychiatrische verzorgingstehuizen ten laste van de Staat wordt gelegd ;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juni 2003 houdende vaststelling van de regelen inzake de gelijkwaardige vermindering van een aantal ziekenhuisbedden zoals bedoeld in artikel 35 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot bepaling van de nadere regels voor de erkenning en de sluiting alsook van de procedure inzake beroep voor de ziekenhuizen en de ziekenhuisdiensten, afdelingen, functies, initiatieven van beschut wonen en samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten

Gelet op het ministerieel besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van het programmacijfer voor psychiatrische verzorgingstehuizen

Gelet op het ministerieel besluit van 10 juli 1990 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de psychiatrische verzorgingstehuizen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 17 oktober 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 oktober 2023;

Gelet op het rapport van 15 februari 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 14 november 2023;

Gelet op het standaardadvies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 december 2023 ;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 16 februari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.662/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 19 februari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 18 december 2023;

Overwegende dat het advies van de "Commission wallonne de la Santé" (Waalse Gezondheidscommissie) op 31 oktober 2023 werd gevraagd, dat de "Commission wallonne de la Santé" (Waalse Gezondheidscommissie) niet binnen de vereiste termijn op dit verzoek heeft geantwoord;

Gelet op de beslissingen van 7 november 2023 van het inter-Franstalig Overlegorgaan en van het intra-Franstalig ministerieel comité voor overleg om geen advies uit te brengen;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFSUTK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II — *Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;*

Afdeling 1. — Invoering van een specifieke Titel gewijd aan geestelijke gezondheid

Art. 2. Het opschrift van Titel III van Boek VII van deel twee van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt vervangen door : "Titel III. Bijzondere stelsels inzake geestelijke gezondheidszorg". "

Afdeling 2. — Wijzigingen van het strategisch plan voor geestelijke gezondheid

Art. 3. In titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vóór hoofdstuk I, een inleidend hoofdstuk ingevoegd, met als opschrift: "Inleidend hoofdstuk strategisch plan voor geestelijke gezondheid".

Art. 4. In het inleidende hoofdstuk van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 1. Opstellen van een strategisch plan voor geestelijke gezondheid. "

Art. 5. In afdeling 1 van het inleidende hoofdstuk van titel II van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1609/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/1. § 1. Twee jaar voor het verstrijken van het plan beslist de Minister, na advies van het stuurcomité, over de oprichting van werkgroepen.

De Minister bepaalt:

1° het aantal werkgroepen;

2° het thema dat door elke werkgroep dient te worden behandeld;

3° de vertegenwoordiging van de sectoren en doelgroepen in elke werkgroep met betrekking tot het in 2° bedoelde thema;

4° de verslagleggingsfrequentie van elke werkgroep.

De leden van elke werkgroep worden door het stuurcomité aangesteld.

De overeenkomstig de bovenstaande leden opgerichte werkgroepen hebben tot opdracht het stuurcomité voorstellen te doen inzake doelstellingen en strategieën op het gebied van geestelijke gezondheid.

§ 2. Een jaar voor het verstrijken van het plan dient het stuurcomité, op grond van de voorstellen van de werkgroepen, een ontwerpplan in bij de Minister. ”.

Art. 6. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1609/2 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1609/2. De Minister legt het ontwerpplan voor advies voor aan het Comité ”Gezondheid” bedoeld in artikel 11 van het decreetgevend deel van het Wetboek. Dit advies wordt uiterlijk twee maanden na de adviesaanvraag langs elektronische weg aan de Minister meegedeeld.

De Minister legt het plan, samen met het advies van het Comité ”Gezondheid”, ter goedkeuring voor aan de Regering.

Het plan is in overeenstemming met nationale en internationale verbintenissen en overeenkomsten.

Het plan wordt voor vijf jaar aangenomen.

Het plan is progressief. De Regering of haar afgevaardigde brengt de aanpassingen aan in het plan die noodzakelijk zijn geworden door de gevolgen van de in het plan voorziene maatregelen en door de ontwikkeling van de gezondheidssituatie, na het advies van het stuurcomité te hebben aangevraagd. Het stuurcomité brengt zijn advies uit binnen de maand van de adviesaanvraag. ”.

Art. 7. In het inleidende hoofdstuk van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1609/2, een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift ”Afdeling 2. Sturingscomité ”.

Art. 8. In afdeling 2 van het inleidende hoofdstuk van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1609/3 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1609/3. § 1. Het stuurcomité bestaat uit gewone leden en genodigden.

Indien een beslissing genomen moet worden via een stemming, nemen enkel de gewone leden eraan deel.

§ 2. Het stuurcomité bestaat uit de volgende personen :

1° de Minister of diens afgevaardigde;

2° twee leden van het Agentschap aangewezen op voorstel van de administrateur-generaal, onder de personeelsleden van de diensten van de branche ”Gezondheid”;

3° een lid van het Agentschap aangewezen op voorstel van de administrateur-generaal, onder de personeelsleden van de diensten van de branche ”Handicap”;

4° een vertegenwoordiger per overlegplatform inzake geestelijke gezondheid :

5° twee vertegenwoordigers van psychiatrische verzorgingstehuizen, aangewezen op voordracht van de federaties van psychiatrische verzorgingstehuizen;

6° twee vertegenwoordigers van psychiatrische verzorgingstehuizen, aangewezen op voordracht van de federaties van initiatieven voor beschermt wonen;

7° twee vertegenwoordigers van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, aangewezen op voordracht van de federatie van diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

8° twee vertegenwoordigers van netwerken gespecialiseerd in verslaving;

9° drie vertegenwoordigers van de Waalse verzekeringsinstellingen;

10° een lid voorgedragen door de verenigingen van begunstigden.

11° één vertegenwoordiger per referentiecentrum voor geestelijke gezondheid;

12° een vertegenwoordiger per specifiek referentiecentrum

13° een vertegenwoordiger van de eerstelijnszorg;

14° een vertegenwoordiger van de personen met een handicap.

De gewone leden van het stuurcomité worden aangewezen door de Minister voor een periode van vijf jaar, die kan verlengd worden.

Een plaatsvervangend lid wordt voor elk gewoon lid aangesteld. Dit plaatsvervangend lid zetelt enkel als het desbetreffend gewoon lid afwezig is.

Het gewone lid dat het comité verlaten heeft, wordt onmiddellijk vervangen voor de resterende duur van het mandaat van het vervangen gewone lid.

§ 3. Het stuurcomité nodigt, naar gelang van de behoeften en de agenda, alle personen uit die erkend zijn om hun bijzondere deskundigheid inzake geestelijke gezondheid en wier aanwezigheid nuttig is voor de werkzaamheden.

Het stuurcomité nodigt, naar gelang van de behoeften en de agenda, vertegenwoordigers uit van de regionale overheidsdiensten, de federale overheidsdiensten of van andere deeltentiteiten waarvan de aanwezigheid nuttig is voor de werkzaamheden.

§ 4. Bij zijn installatie stelt het stuurcomité een bureau aan en kiest zijn voorzitter bij gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige gewone leden.

Het secretariaat van het stuurcomité wordt door het Agentschap waargenomen. De notulen van de vergaderingen van het stuurcomité worden door het Agentschap bewaard. De notulen worden bewaard tot ten minste 31 december van het tiende jaar na de opstelling daarvan.

§ 5. Het stuurcomité neemt zijn huishoudelijk reglement aan.

§ 6. Het stuurcomité vergadert zo vaak als zijn opdrachten zulks vereisen, en ten minste eenmaal per jaar.

Het stuurcomité vergadert op initiatief van zijn voorzitter, of wanneer een derde van zijn leden daarom verzoekt. ”.

Afdeling 3. — Wijzigingen betreffende de referentiecentra inzake geestelijke gezondheid

Art. 9. In titel III van boek VII van deel II van hetzelfde wetboek wordt na artikel 1609/3 een inleidend hoofdstuk bis ingevoegd, met als opschrift: ”Inleidend hoofdstuk bis Referentiecentra inzake geestelijke gezondheid ”.

Art. 10. In het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift: ”Afdeling 1. Algemene bepalingen. ”.

Art. 11. In afdeling 1 van het inleidend hoofdstuk bis van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde wetboek wordt een artikel 1609/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/4. De definities in artikel 491/33 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn van toepassing op dit hoofdstuk.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder "inrichtende macht" verstaan: het orgaan dat verantwoordelijk is voor het beheer van het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid of het specifieke referentiecentrum. "

Art. 12. In het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1609/4, een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 2. Actieplan ".

Art. 13. In afdeling 2 van het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1609/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/5. Om de gegevens te verzamelen die nodig of nuttig zijn voor het uitvoeren van de acties bedoeld in artikel 491/35 van het decreetgevend deel van het Wetboek, is het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid gemachtigd om verzoeken om informatie in te dienen bij alle overheidsinstanties en particuliere instellingen.

De gegevens worden in geanonimiseerde vorm verzameld, in overeenstemming met de auteursrechtwetgeving. "

Art. 14. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1609/6 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/6. De Minister stelt het model van actieplan bedoeld in artikel 49136 van het decreetgevend deel van het Wetboek op.

Het actieplan omvat :

1° alle acties die het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid onderneemt in het kader van zijn erkenning;
2° in voorkomend geval, acties die worden uitgevoerd krachtens een erkenning als bedoeld in de artikelen 410/9, 410/16 en 410/25 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De acties bedoeld in het tweede lid, 2°, komen niet in aanmerking voor de subsidie bedoeld in artikel 1609/15. "

Art. 15. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1609/7 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/7. § 1. Het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid stuurt het Agentschap elektronisch zijn actieplan als bijlage bij zijn erkenningsaanvraag.

De toekenning van de erkenning impliceert stilzwijgende goedkeuring van het actieplan.

§ 2. Het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid stuurt aanpassingen aan de doelstellingen van zijn actieplan elektronisch naar het Agentschap binnen een maand na de aanmeldingen van deze wijzigingen.

Het Agentschap bericht ontvangst van de aanpassingen van het actieplan binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de zending.

Het Agentschap keurt de aanpassingen van het actieplan goed binnen de drie maanden te rekenen van hun ontvangst. Als het Agentschap niet binnen deze termijn reageert, betekent dit dat de aanpassingen van het actieplan stilzwijgend worden goedgekeurd. "

Art. 16. In het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1609/7, een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 3. Erkenning. "

Art. 17. In afdeling 3 van het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1609/8 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/8. De deontologische regels bedoeld in artikel 491/36, lid 1, 8°, van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn in bijlage 144 vermeld. "

Art. 18. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1609/9 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/9. De erkenningsaanvraag wordt elektronisch door het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid bij het Agentschap ingediend, na een oproep bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, overeenkomstig artikel 491/37, § 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek. De termijn voor het indienen van de aanvraag wordt in de oproep vermeld.

De aanvraag omvat :

1° een formulier, opgesteld door het Agentschap en ingevuld door het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid, met:

- a) het ondernemingsnummer,
- b) de identiteit van het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid, de hoedanigheid en het mandaat van zijn vertegenwoordiger;
- c) het adres van de hoofdvestiging;
- d) in voorkomend geval, de adressen van eventuele bijkantoren;
- e) contactgegevens, zoals adres, email, telefoonnummer.....; ;
- f) de verbintenis om de opdracht bedoeld in artikel 491/34 van het decreetgevend deel van het Wetboek uit te voeren;
- g) de verbintenis om de acties bedoeld in artikel 491/35 van het decreetgevend deel van het Wetboek uit te voeren;
- h) de verbintenis om het actieplan uit te voeren, zoals bedoeld in artikel 491/36, lid 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek;
- i) de handtekening van de onder b) bedoelde vertegenwoordiger;

2° een uittreksel uit de notulen van de vergadering van bestuursorgaan waarop de beslissing tot het aanvragen van de erkenning werd genomen;

3° het bewijs van het mandaat van de vertegenwoordiger bedoeld in 1°, b), wanneer dit mandaat niet is bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*;

4° een verklaring op eer waaruit blijkt dat de kandidaat wordt begeleid door academische of wetenschappelijke adviseurs als bedoeld in artikel 491/36, eerste lid, 6°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

5° het actieplan bedoeld in artikel 491/36, lid 1, 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

6° de voorlopige begroting bedoeld in artikel 491/36, eerste lid, 7°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

7° het organigram van het referentiecentrum voor geestelijke gezondheidszorg;

8° elk ander document dat het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid relevant acht om zijn aanvraag te ondersteunen. ”.

Art. 19. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1609/10 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1609/10. § 1. Het Agentschap bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag langs elektronische weg binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het dossier.

§ 2. Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt het Agentschap de ontbrekende of onvolledige documenten op binnen een termijn van één maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

Het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid beschikt over een termijn van een maand, te rekenen vanaf de in lid 1 bedoelde aanvraag, om haar dossier te vervolledigen. Indien dit niet het geval is, wordt zijn erkenningsaanvraag geacht niet-ontvankelijk te zijn.

§ 3. Het Agentschap maakt het volledige dossier, vergezeld van zijn advies, binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier over aan de Minister.

§ 4. De Minister beslist over de erkenningsaanvragen binnen twee maanden na toezending van het volledige dossier door het Agentschap.

De Minister of zijn afgevaardigde maakt zijn beslissing aan het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid bekend. Een afschrift van de beslissing wordt aan het Agentschap toegezonden. ”.

Art. 20. In het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1609/10, een afdeling 4 ingevoegd, met als opschrift: ”Afdeling 4. Begeleidingscomité ”.

Art. 21. In afdeling 4 van het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1609/11 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1609/11. Het begeleidingscomité bestaat uit:

1° drie personen die het betrokken referentiecentrum voor geestelijke gezondheid vertegenwoordigen;

2° één persoon die elk ander erkend referentiecentrum voor geestelijke gezondheid vertegenwoordigt;

3° één persoon die elk erkend specifiek referentiecentrum vertegenwoordigt;

4° twee personen, behorend tot verschillende categorieën van instellingen, die de sector van de geestelijke gezondheidszorg vertegenwoordigen en erkend zijn door het Waals Gewest;

5° een persoon die de hulp- en zorgverleners bedoeld in het decreetgevend deel van het Wetboek vertegenwoordigt;

6° een persoon die de begunstigden van erkende instellingen voor geestelijke gezondheidszorg vertegenwoordigt;

7° een persoon die de gezinnen van begunstigden van erkende instellingen voor geestelijke gezondheidszorg vertegenwoordigt;

8° een persoon die de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheid vertegenwoordigt; ”.

Art. 22. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1609/12 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1609/12. § 1. De kandidatuur voor het begeleidingscomité wordt door de kandidaat elektronisch ingediend bij het Agentschap, na bekendmaking van een oproep tot kandidatuur in het *Belgisch Staatsblad* overeenkomstig artikel 491/40, § 1 van het decreetgevend deel van het Wetboek. De termijn voor het indienen van de kandidatuur wordt in de oproep vermeld.

In de oproep tot het indienen van kandidaturen specificeert de Minister de inhoud van de kandidatuur voor het begeleidingscomité.

§ 2. De Administratie bericht ontvangst van de kandidatuur voor het begeleidingscomité binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de kandidatuur.

§ 3. Het Agentschap zendt de Minister het volledige dossier van de kandidaturen voor het begeleidingscomité, samen met zijn advies, op hetzelfde ogenblik als het dossier betreffende de erkenning van het betrokken referentiecentrum voor geestelijke gezondheid.

§ 4. De Minister beslist over de samenstelling van het begeleidingscomité onmiddellijk na het verlenen van de erkenning aan het betrokken referentiecentrum voor geestelijke gezondheidszorg.

De Minister of zijn afgevaardigde maakt zijn beslissing aan het betrokken referentiecentrum voor geestelijke gezondheid en aan de kandidaten voor het begeleidingscomité bekend. Een afschrift van de beslissing wordt aan het Agentschap overgemaakt.

§ 5. Wanneer de ontvangen aanvragen voor het begeleidingscomité niet toelaten het begeleidingscomité volledig samen te stellen overeenkomstig de bepalingen van artikel 1609/11, duidt de Minister de leden van het begeleidingscomité aan op basis van de ontvangen kandidaturen en maakt hij een nieuwe oproep tot kandidaturen bekend met het oog op het vervolledigen van de samenstelling van het begeleidingscomité. ”.

Art. 23. In het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1609/12, een afdeling 5 ingevoegd, met als opschrift: ”Afdeling 5. Specifieke referentiecentra ”.

Art. 24. In afdeling 5 van het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1609/13 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1609/13. De opdrachten van het in artikel 491, tweede lid, van het decreet bedoelde specifieke referentiecentrum worden in overleg met het erkende referentiecentrum voor geestelijke gezondheid uitgeoefend om de uitwisselingen en samenwerkingen te bevorderen. ”.

Art. 25. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1609/14 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/14. Het begeleidingscomité bestaat uit:

- 1° drie personen die het betrokken specifieke referentiecentrum vertegenwoordigen;
- 2° één persoon die elk ander erkend referentiecentrum voor geestelijke gezondheid vertegenwoordigt;
- 3° één persoon die elk ander erkend specifiek referentiecentrum vertegenwoordigt dat zich met hetzelfde onderwerp bezighoudt;
- 4° twee personen, behorend tot verschillende categorieën van instellingen, die de sector van de geestelijke gezondheidszorg vertegenwoordigen en erkend zijn door het Waals Gewest;
- 5° een persoon die de hulp- en zorgverleners bedoeld in het decreetgevend deel van het Wetboek vertegenwoordigt;
- 6° een persoon die de begunstigden van erkende instellingen voor geestelijke gezondheidszorg vertegenwoordigt;
- 7° een persoon die de gezinnen van begunstigden van erkende instellingen voor geestelijke gezondheidszorg vertegenwoordigt;
- 8° een persoon die de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheid vertegenwoordigt; "

Art. 26. In het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1609/14, een afdeling 6 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 6. Subsidiëring".

Art. 27. In afdeling 6 van het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1609/15 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/15. § 1. Het erkende referentiecentrum voor geestelijke gezondheid krijgt een totale subsidie van 500.000,00 euro toegewezen.

Het in lid 1 bedrag van 500.000,00 euro is gekoppeld aan de spilindex 123,14, in de basis 2013 = 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt.

§ 2. De artikelen 12/1 en 12/2 zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde subsidie.

§ 3. De Minister bepaalt per omzendbrief de lijst van de in aanmerking komende kosten die ten laste komen van de subsidie bedoeld in paragraaf 1.

Deze omzendbrief wordt elektronisch aan het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid overgemaakt.

Art. 28. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1609/16 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/16. Overeenkomstig artikel 491/47 van het decreetgevend deel van het Wetboek worden de balans en de resultatenrekening opgesteld op basis van het model opgenomen in bijlage 7 van het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. "

Art. 29. In het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1609/16, een afdeling 7 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 7. Evaluatie, controle en sancties".

Art. 30. In afdeling 7 van het inleidende hoofdstuk bis van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1609/17 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/17. § 1. De evaluatie van het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid is gebaseerd op:

- 1° de ingediende activiteitenverslagen;
- 2° de vorige evaluatieverslagen.

§ 2. De evaluatie heeft tot doel:

1° de positieve of negatieve verschillen tussen de doelstellingen van het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid en de uitgevoerde acties vast te stellen en toe te lichten;

2° een kwalitatieve evaluatie uit te voeren van de acties die door het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid worden uitgevoerd;

3° aanbevelingen op te stellen ter verbetering van de kwaliteit van de acties en praktijken van het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid;

4° nieuwe doelstellingen uitwerken voor het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid.;

§ 3. Het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid voert ten minste om de drie jaar een zelfevaluatie uit.

Het zelfevaluatieverslag wordt elektronisch aan het Agentschap toegezonden.

Het Agentschap maakt, indien nodig, opmerkingen over het hem toegezonden zelfevaluatieverslag.

§ 4. Een evaluatiegesprek vindt plaats op initiatief van het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid, dan wel op initiatief van het Agentschap, wanneer een van deze partijen een dergelijk gesprek nuttig acht.

Het evaluatiegesprek omvat, voor zover mogelijk:

- 1° alle leden van het referentiecentrum voor geestelijke gezondheidszorg;
- 2° alle personeelsleden van het Agentschap die belast zijn met de evaluatie van het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid;

3° eventueel andere personen die gezamenlijk door het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid en het Agentschap worden uitgenodigd.

Aan het eind van het evaluatiegesprek stelt het Agentschap een evaluatieverslag op.

Dit evaluatieverslag wordt binnen de maand na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid.

Het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid heeft vanaf de ontvangst van het evaluatieverslag één maand de tijd om zijn opmerkingen elektronisch bij het Agentschap in te dienen.

Het Agentschap verwerkt de opmerkingen van het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid in het definitieve evaluatieverslag.

§ 5. Het in paragraaf 3 bedoelde zelfevaluatieverslag wordt, met de eventuele opmerkingen van het Agentschap, binnen drie maanden na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid aan het begeleidingscomité.

Het in paragraaf 4 bedoelde definitieve evaluatieverslag wordt binnen drie maanden na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid en aan het begeleidingscomité.

Art. 31. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1609/18 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/18. De conclusies van de in artikel 491/49 van het decreetgevend Wetboek bedoelde controle worden binnen een termijn van drie maanden toegezonden aan het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid, dat over een termijn van een maand beschikt, te rekenen vanaf de ontvangst van de conclusies, om haar opmerkingen aan het Agentschap te doen toekomen."

Art. 32. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1609/19 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1609/19. § 1. Wanneer het Agentschap vaststelt dat een referentiecentrum voor geestelijke gezondheid niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet of zijn verplichtingen niet nakomt, stelt het dit referentiecentrum voor geestelijke gezondheid in kennis van de vastgestelde tekortkomingen en van de termijn om hieraan te voldoen, die niet korter mag zijn dan een maand vanaf de kennisgeving van de tekortkomingen.

§ 2. Na afloop van de termijn om zich in overeenstemming te brengen, doet het Agentschap, indien de vastgestelde tekortkomingen blijven bestaan, een voorstel tot intrekking van de erkenning, waarvan het kennis geeft aan het betrokken referentiecentrum voor geestelijke gezondheid

Binnen een termijn van ten minste vijftien dagen vanaf de in het eerste lid bedoelde kennisgeving wordt het betrokken referentiecentrum voor geestelijke gezondheid uitgenodigd voor een hoorzitting, teneinde zijn argumenten naar voren te brengen. Het kan zich laten bijstaan door de raadsheer van zijn keuze.

Binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de hoorzitting wordt een proces-verbaal van verhoor waarbij elk nieuw element wordt gevoegd, opgesteld en overgemaakt aan het verhoord referentiecentrum voor geestelijke gezondheid dat over 15 dagen beschikt om zijn opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt.

§ 3. De Minister beslist over het voorstel tot intrekking van de erkenning binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het volledige dossier."

Afdeling 4. — Afdeling 4. Wijzigingen betreffende de psychiatrische verzorgingstehuizen.

Art. 33. In titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1768 een hoofdstuk I/1 ingevoegd, met als opschrift: "Hoofdstuk I/1. Psychiatrische verzorgingstehuizen".

Art. 34. In hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 1. Algemene bepalingen."

Art. 35. In afdeling 1 van hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1768/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° "referentiecentrum voor geestelijke gezondheidszorg": het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid zoals bedoeld in artikel 491/35 van het decreetgevend deel van het Wetboek

2° "specifiek referentiecentrum": het specifiek referentiecentrum zoals bedoeld in artikel 491/42 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

3° "inrichtende macht": het orgaan dat verantwoordelijk is voor het beheer van het psychiatrisch verzorgingstehuis.

De definities in artikel 538/1 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn van toepassing op dit hoofdstuk."

Art. 35. In hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt, na artikel 1768/1, een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 2. Organisatie- en werkingsregels."

Art. 36. In afdeling 2 van hoofdstuk I/1 van titel II van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Onderafdeling 1. Dienstverleningsproject"

Art. 37. In onderafdeling 1 van afdeling 2 van hoofdstuk I/1 van titel III van Boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1768/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/2. § 1. De territoriale omgeving bedoeld in artikel 538/3, zesde lid, 2°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bestaat uit de beschrijving van de ligging van elke vestiging van het psychiatrisch verzorgingstehuis in relatie tot onder meer de demografische kenmerken van de betrokken gemeente, de aanwezigheid van andere economische activiteiten, de mogelijkheden voor vrijetijdsbesteding en de bereikbaarheid met het openbaar vervoer.

De institutionele omgeving bedoeld in artikel 538/3, lid 6, 2°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bestaat uit het aanduiden van de aanwezigheid van andere instellingen voor geestelijke gezondheidszorg in de nabijheid van elk psychiatrisch verzorgingstehuis.

§ 2. De doelstellingen en het actieplan bedoeld in artikel 538/3, zesde lid, 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek worden bepaald in verhouding tot de doelstellingen, acties en strategieën voorzien in het strategisch plan voor de geestelijke gezondheid bedoeld in artikel 47/19, 2°, van het decreetgevend deel van het Wetboek, voor zover deze doelstellingen, acties en strategieën betrekking hebben op de opdracht van psychiatrische verzorgingstehuizen bedoeld in artikel 538/2 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

§ 3. Het psychiatrisch verzorgingstehuis bepaalt de acties die betrokken zijn bij de zelfevaluatie bedoeld in artikel 538/3, zesde lid, 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Het psychiatrisch verzorgingstehuis bepaalt de indicatoren die gebruikt worden voor de zelfevaluatie en de frequentie van de zelfevaluatie, rekening houdend met de specifieke kenmerken van elke actie."

Art. 38. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/3. Elk psychiatrisch verzorgingstehuis kan de hulp inroepen van een referentiecentrum voor geestelijke gezondheid of een specifiek referentiecentrum om zijn dienstverleningsproject te ontwikkelen en zijn zelfevaluatie uit te voeren.

De aanvraag voor individuele ondersteuning wordt elektronisch verstuurd naar het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid of het specifieke referentiecentrum en ter informatie doorgestuurd naar de administratie. "

Art. 39. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/4. § 1. Voordat het dienstverleningsproject wordt goedgekeurd, wordt het onderworpen aan het multidisciplinair overleg bedoeld in artikel 538/13 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

Het dienstverleningsproject wordt definitief goedgekeurd door de inrichtende macht na et in lid 1 bedoelde overleg.

§ 2. Het dienstverleningsproject geeft aan welke periode het bestrijkt, die niet langer mag zijn dan vijf jaar.

§ 3. Het psychiatrisch verzorgingstehuis dient zijn nieuw dienstverleningsproject langs elektronische weg bij het Agentschap in vóór het einde van de zesde maand vóór het verstrijken van zijn lopende dienstverleningsproject.

Het Agentschap bericht ontvangst van het dienstverleningsproject binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de verzending.

Het Agentschap keurt het dienstverleningsproject goed binnen de drie maanden te rekenen van zijn ontvangst. Als het Agentschap niet binnen deze termijn reageert, betekent dit dat het dienstverleningsproject wordt goedgekeurd.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 wordt het eerste dienstverleningsproject door de inrichtende macht goedgekeurd zonder voorafgaand overleg.

In afwijking van paragraaf 3 dient het psychiatrische verzorgingstehuis zijn eerste dienstverleningsproject elektronisch in bij het Agentschap als bijlage bij haar erkenningsaanvraag. "

Art. 40. In afdeling 2 van hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1768/4 een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift : "Onderafdeling 2. Personeel en omkadering. "

Art. 41. In onderafdeling 2 van afdeling 2 van hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 1768/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/5. Het psychiatrisch verzorgingstehuis moet een geneesheer-psychiater in dienst hebben.

De geneesheer-psychiater voert de volgende specifieke taken uit:

- 1° hij is verantwoordelijk voor het opname- en ontslagbeleid;
- 2° hij legt contacten met het netwerk voor medische aangelegenheden;
- 3° hij is verantwoordelijk voor interventiescenario's in geval van een crisis;
- 4° hij is verantwoordelijk voor de supervisie van het multidisciplinaire team.

Bij afwezigheid van een geneesheer-psychiater kunnen deze taken worden toevertrouwd aan een arts gespecialiseerd in neurologie of een arts gespecialiseerd in geriatrie. "

Art. 42. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/6 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/6. Om deel uit te maken van het verzorgend en paramedisch personeel moet je in het bezit zijn van :

1° een van de volgende masterdiploma's, bachelordiploma's of erkenning als zorgverlener:

- a) verpleegkundige;
 - b) psycholoog;
 - c) assistent in de psychologie;
 - d) criminoloog ;
 - e) maatschappelijk werker ;
 - f) ergotherapeut ;
 - g) master- of bachelordiploma sociologie ;
 - h) een master- of bachelordiploma in menswetenschappen en sociale wetenschappen;
 - i) opvoeder;
 - j) orthopedagoog;
 - k) fysiotherapeut;
 - l) psycho-motricus;
 - m) zorgkundige;
 - n) een ander master- of bachelordiploma in de zorg. ;
- 2° of een A2-opvoederdiploma. "

Art. 43. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/7 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/7. De personeelsnorm is 13,5 voltijdequivalenten per dertig begunstigden, met de volgende limieten:

1° ten hoogste 5 voltijdse equivalenten voor het personeel bedoeld in artikel 1768/5 ;

2° ten minste 8,5 voltijdse equivalenten voor het personeel bedoeld in artikel 1768/6, waarvan één voltijds equivalent voor de functie van hoofdverpleegkundige.

De in lid 1 bedoelde norm wordt verhoogd met één halftijdse orthopedagoog of psycholoog per vijftien begunstigden met een verstandelijke handicap.

De inrichtende mach benoemt één hoofdverpleegkundige per dertig begunstigden. Deze hoofdverpleegkundige is opgenomen in de norm bedoeld in lid 1. "

Art. 44. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/8 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/8. § 1. De inrichtende macht kan een geneesheer psychiater, een arts gespecialiseerd in neurologie, een arts gespecialiseerd in geriatrie, een klinisch psycholoog of een zelfstandig fysiotherapeut aanwerven in het kader van een samenwerkingsovereenkomst.

§ 2. De inrichtende macht kan een onafhankelijke dienstverlener, anders dan bedoeld in paragraaf 1, in het kader van een samenwerkingsovereenkomst alleen in dienst nemen met toestemming van de Minister.

Om de in lid 1 bedoelde vergunning te verkrijgen, zendt het psychiatrische verzorgingstehuis langs elektronische weg een met redenen omklede aanvraag naar het agentschap. Dit verzoek gaat vergezeld van een gedetailleerd dossier waarin wordt aangetoond dat het moeilijk is om een statutaire werknemer of een werknemer in loondienst met een arbeidsovereenkomst in dienst te nemen. De Minister beslist over de aanvraag binnen de maand na ontvangst van het dossier. De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan het aanvragende psychiatrische verzorgingstehuis.

In afwijking van het tweede lid voegt het psychiatrisch verzorgingstehuis dat een erkenning aanvraagt en de vergunning, bedoeld in het eerste lid, wenst te verkrijgen, bij zijn aanvraag om een erkenning de aanvraag om een vergunning, bedoeld in het tweede lid. De minister beslist over deze vergunningsaanvraag op hetzelfde moment dat hij beslist over de erkenningsaanvraag. "

Art. 45. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/9 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/9. Het multidisciplinair overleg bedoeld in artikel 538/13 van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt minstens één keer per maand georganiseerd.

Voorafgaand aan elke multidisciplinaire overlegvergadering wordt een agenda gestuurd naar elke persoon die deelneemt, in overeenstemming met de procedures die zijn vastgelegd in het dienstverleningsproject.

Van elke multidisciplinaire overlegvergadering worden notulen opgesteld volgens de procedures die in het dienstverleningsproject staan. "

Art. 46. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/10 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/10. Er moet op elk moment van de dag ten minste één verpleegkundige per dertig begunstigten aanwezig zijn.

Tijdens de nacht moet er op elk moment ten minste één verpleegkundige of een zorgkundige per dertig begunstigten aanwezig zijn. Als een zorgkundige 's nachts dienst heeft, kan hij een verpleegkundige oproepen als dat nodig is. "

Art. 47. In afdeling 2 van hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1768/10 een onderafdeling 3 ingevoegd, met als opschrift : "Onderafdeling 3. Bepalingen betreffende het gebouw "

Art. 48. In onderafdeling 3 van afdeling 2 van hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 1768/11 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/11. De Minister verleent de afwijkingen bedoeld in artikel 538/17, lid 3, van het decreetgevend deel van het Wetboek

Om de in lid 1 bedoelde afwijking te verkrijgen, zendt het psychiatrische verzorgingstehuis langs elektronische weg een met redenen omklede aanvraag naar het agentschap. De Minister beslist over de aanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het dossier. De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan het aanvragende psychiatrische verzorgingstehuis.

In afwijking van het tweede lid voegt het psychiatrisch verzorgingstehuis dat een erkenning aanvraagt en de vergunning, bedoeld in het eerste lid, wenst te verkrijgen, bij zijn aanvraag om een erkenning de aanvraag om een afwijking, bedoeld in het tweede lid. De Minister beslist over deze afwijkingsaanvraag op hetzelfde moment dat hij beslist over de erkenningsaanvraag. "

Art. 49. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/12 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/12. De Minister verleent de afwijkingen bedoeld in artikel 538/18, lid 4, van het decreetgevend deel van het Wetboek

Om de in lid 1 bedoelde afwijking te verkrijgen, zendt het psychiatrische verzorgingstehuis langs elektronische weg een met redenen omklede aanvraag naar het agentschap. De Minister beslist over de aanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het dossier. De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan het aanvragende psychiatrische verzorgingstehuis.

In afwijking van het tweede lid voegt het psychiatrisch verzorgingstehuis dat een erkenning aanvraagt en de vergunning, bedoeld in het eerste lid, wenst te verkrijgen, bij zijn aanvraag om een erkenning de aanvraag om een afwijking, bedoeld in het tweede lid. De Minister beslist over deze afwijkingsaanvraag op hetzelfde moment dat hij beslist over de erkenningsaanvraag. "

Art. 50. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/13 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/13. § 1. In afwijking van artikel 538/19, § 1, lid 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek mag een kamer twee bedden hebben wanneer het totaal aantal kamers met twee bedden in het psychiatrisch verzorgingstehuis niet meer bedraagt dan de helft van het totaal aantal kamers in dit psychiatrisch verzorgingstehuis.

§ 2. De minister verleent de afwijkingen bedoeld in artikel 538/19, § 1, derde lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek, andere dan deze bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel.

Om de in lid 1 bedoelde afwijking te verkrijgen, zendt het psychiatrische verzorgingstehuis langs elektronische weg een met redenen omklede aanvraag naar het agentschap. De Minister beslist over de aanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het dossier. De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan het aanvragende psychiatrische verzorgingstehuis.

In afwijking van het tweede lid voegt het psychiatrisch verzorgingstehuis dat een erkenning aanvraagt en de vergunning, bedoeld in het eerste lid, wenst te verkrijgen, bij zijn aanvraag om een erkenning de aanvraag om een afwijking, bedoeld in het tweede lid. De Minister beslist over deze afwijkingsaanvraag op hetzelfde moment dat hij beslist over de erkenningsaanvraag. "

Art. 51. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/14 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/14. § 1. Het psychiatrisch verzorgingstehuis heeft de volgende gemeenschappelijke ruimtes:

- 1° een of meer eetzalen;
- 2° een woonkamer, bij voorkeur een andere dan een eetkamer ;
- 3° een ruimte voor gezamenlijke activiteiten en bezigheidstherapie;
- 4° gebieden voor individuele hulp en ondersteuning.

§ 2. Het psychiatrisch verzorgingstehuis moet voldoende sanitaire voorzieningen hebben. Deze sanitaire voorzieningen omvatten :

- 1° minstens één wastafel per begunstigde ;
- 2° een douche of bad voor maximaal zes begunstigten;
- 3° een toilet voor maximaal zes gebruikers.

Badkamer- en toiletdeuren moeten naar buiten opengaan en voorzien zijn van veiligheidsslots die geopend kunnen worden door het personeel.

De sanitaire voorzieningen en slaapkamers zijn uitgerust met een oproepsysteem. "

Art. 52. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/15 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/15. Het psychiatrisch verzorgingstehuis voldoet aan de brandbeveiligingsnormen die gelden voor ziekenhuizen. "

Art. 53. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/16 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/16. De Minister verleent de afwijkingen bedoeld in artikel 538/21, lid 3, van het decreetgevend deel van het Wetboek

Om de in lid 1 bedoelde afwijking te verkrijgen, zendt het psychiatrische verzorgingstehuis langs elektronische weg een met redenen omklede aanvraag naar het agentschap. De Minister beslist over de aanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het dossier. De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan het aanvragende psychiatrische verzorgingstehuis.

In afwijking van het tweede lid voegt het psychiatrisch verzorgingstehuis dat een erkenning aanvraagt en de vergunning, bedoeld in het eerste lid, wenst te verkrijgen, bij zijn aanvraag om een erkenning de aanvraag om een afwijking, bedoeld in het tweede lid. De Minister beslist over deze afwijkingaanvraag op hetzelfde moment dat hij beslist over de erkenningsaanvraag. "

Art. 54. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/17 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/17. Het psychiatrisch verzorgingstehuis is toegankelijk en geschikt voor personen met beperkte mobiliteit.

De lokalen waar het psychiatrisch verzorgingstehuis op 1 januari 2024 gevestigd is, moeten toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit uiterlijk:

- 1° na de uitvoering van de eerste verbouwingswerken in die lokalen, met de uitzonderingen voorzien in artikel 414, § 2 van de gewestelijke leidraad voor stedenbouw;
- 2° na verplaatsing van de activiteiten naar nieuwe lokalen die zijn gebouwd of verbouwd op grond van een na 3 juli 1999 afgegeven stedenbouwkundige vergunning.

Het psychiatrisch verzorgingstehuis dat beschikt over lokalen die toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit, mag zijn activiteiten niet overbrengen naar lokalen die niet toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit.

Wanneer de lokalen om een van de in lid 2 genoemde redenen niet toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit, biedt het psychiatrisch verzorgingstehuis personen met beperkte mobiliteit of lijdend aan een sensorische handicap alternatieve oplossingen die hen in staat stellen gebruik te maken van dezelfde diensten als valide personen. "

Art. 55. In afdeling 2 van hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1768/17 een onderafdeling 4 ingevoegd, met als opschrift : "Onderafdeling 4. Bepalingen betreffende de leefomgeving "

Art. 56. In onderafdeling 4 van afdeling 2 van hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 1768/18 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/18. Het psychiatrisch verzorgingstehuis bewaart medicijnen in een afgesloten kast. "

Art. 57. In hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt, na artikel 1768/18, een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 3. Financiële bepalingen "

Art. 58. In afdeling 3 van hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1768/19 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/19. § 1. De verblijfskosten voor begunstigten die zijn opgenomen in een psychiatrisch verzorgingstehuis bestaan uit de volgende onderdelen:

- 1° deel A dient om de kosten van investeringen en kortetermijnleningen te dekken;
- 2° deel B1A is bedoeld om de werkingskosten te dekken;
- 3° deel B1B is bedoeld om de werkingskosten te dekken;
- 4° deel B2 dient ter dekking van de kosten van medisch en paramedisch personeel;
- 5° deel C2A1 is bedoeld om de inhaalcosten te dekken;
- 6° deel C2A2 is bedoeld om inhaalbetalingen op de attractiviteitspremie te dekken;
- 7° deel C2B vertegenwoordigt de infrastructuurinhaalheffing.

Delen A, B1B en C2B zijn voor rekening van de begunstigde.

Delen A, C2A1 en C2A2 zijn voor rekening van het Agentschap.

§ 2. Deel A van de verblijfskosten is vastgesteld op één bedrag van €2,48 per dag.

§ 3. Deel B1A van de verblijfskosten is vastgesteld op €3,40 per dag.

§ 4. Deel B1B van de verblijfskosten is vastgesteld op 43,85 euro per dag.

§ 5. Deel B2-van de verblijfskosten komt overeen met het verschil tussen het bedrag berekend volgens artikel 1768/20 en het bedrag van deel C2A1 van de verblijfskosten.

§ 6. Deel C2A1 van de verblijfskosten komt overeen met het verschil tussen enerzijds het bedrag van de nog niet in aanmerking genomen inhaalbedragen voor de psychiatrische verzorgingstehuizen gedeeld door het aantal dagen dat overeenstemt met het gemiddelde aantal bedden in de psychiatrische verzorgingstehuizen die voor 90% bezet zijn, en anderzijds deel C2B van de verblijfskosten.

Voor de berekening van het gemiddelde aantal bedden als bedoeld in lid 1 worden de meest recente beschikbare gegevens in aanmerking genomen.

Wanneer het in lid 1 bedoelde verschil negatief is, wordt deel C2B van de verblijfskosten voor de berekening van dit verschil tot nul herleid.

§ 7. Deel C2A2 van de verblijfskosten is een forfaitair bedrag per voltijdsequivalent per jaar, dat als volgt wordt vastgesteld:

1° voor de psychiatrische verzorgingstehuizen in de openbare sector : 960,77 euro;

2° voor de psychiatrische verzorgingstehuizen in de private sector : 996,55 euro.

De in lid 1 genoemde bedragen zijn inclusief werkgeversbijdragen en zijn bedoeld om de betaling te dekken van de attractiviteitspremie voor personeel dat boven de minimum omkaderingsnormen in dienst is.

Voor de toepassing van dit lid komt het aantal voltijdse equivalenten dat in aanmerking wordt genomen overeen met het verschil tussen het aantal voltijdse equivalenten dat door de psychiatrische verzorgingstehuizen wordt aangegeven in het kadaster van de non-profit tewerkstelling, op 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de subsidie wordt toegekend, en het aantal voltijdse equivalenten dat voldoet aan de personeelsnorm bedoeld in artikel 1768/7.

§ 8. Deel C2B van de verblijfskosten van de accommodatie komt overeen met het gemiddelde inhaalbedrag dat wordt verkregen door de nog niet in aanmerking genomen inhaalbedragen voor alle vestigingen op te tellen, gedeeld door het aantal dagen dat overeenkomt met het totale gemiddelde aantal bedden in de sector dat voor 90% bezet is, waarna dit gemiddelde inhaalbedrag wordt verminderd met een bedrag van 1,60 euro. Het bedrag is niet hoger dan 4,84 euro.

§ 9. Voor de toepassing van de paragrafen 6, 7 en 8 is de nieuwe prijs van toepassing en wordt deze meegedeeld op 1 oktober van elk jaar.

§ 10. De respectieve bedragen van 3,40 euro bedoeld in lid 3, 43,85 euro bedoeld in paragraaf 4, 960,77 en 996,55 euro bedoeld in paragraaf 7, lid 1, en 4,84 euro bedoeld in lid 8 zijn gekoppeld aan de spilindex 123,14 in de basis 2013 = 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt. ”.

Art. 59. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/20 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/20. § 1. De bijdrage die verzekeraars betalen voor diensten van psychiatrische verzorgingstehuizen voor mensen die lijden aan een langdurige gestabiliseerde psychische stoornis in een psychiatrisch verzorgingstehuis is vastgesteld op 97,19 euro per dag.

§ 2. De bijdrage die verzekeraars betalen voor diensten van psychiatrische verzorgingstehuizen voor verstandelijk gehandicapten in een psychiatrisch verzorgingstehuis is vastgesteld op 105,23 euro per dag.

§ 3. In de interventies bedoeld in paragraaf 1 en paragraaf 2 is een bedrag van €2,48 per dag opgenomen ter dekking van de kosten van toezicht door een psychiatrisch specialist.

§ 4. De bedragen, bedoeld in paragraaf 1 en n paragraaf 2, worden verminderd met 14,87 euro per dag indien krachtens een overeenkomst tussen de psychiatrische instellingen en de verzekeraars een bijdrage uit de ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt verleend voor functionele heropvoeding nazorg tijdens het verblijf in een psychiatrisch verzorgingstehuis.

§ 5. De bijdrage bedoeld in paragraaf 1 omvat een bedrag van € 1,24 ter dekking van de attractiviteitspremie voor personeel dat aan minimale omkaderingsnormen voldoet.

De bijdrage bedoeld in paragraaf 2 omvat een bedrag van € 1,24 ter dekking van de attractiviteitspremie voor personeel dat aan minimale omkaderingsnormen voldoet.

§ 6 In de bijdrage bedoeld in paragraaf 1 en paragraaf 2 wordt een bedrag van 0,87 euro opgenomen voor de financiering van de uren onregelmatige dienstverlening door verpleegkundigen, zorgkundigen of opvoeders tussen 19 uur en 20 uur of die worden verstrekt tot na middernacht, ongeacht het tijdstip waarop de dienstverlening is aangevat.

Voor de vergoeding van onregelmatige prestaties worden ten minste de volgende toeslagen toegekend aan het betrokken personeel:

1° voor de tussen 19u en 20u gepresteerde uren, in verhouding tot de werkelijk gepresteerde dienst in dit tijdsbestek :

a) voor het personeel dat betaald wordt volgens het zogenaamde regime ” per prestatie ” : 20 % van het barema-uurloon ongeacht de dag van de week waarbij de toeslag op zaterdag, zon- en feestdagen van toepassing is indien deze voordeliger is dan die 20 %;

b) voor het personeel dat via het forfait van 11 % betaald wordt : de toeslag voor het nachtuurloon toegevoegd aan het basisbarema van 11 %, ongeacht de dag van de week, inclusief zaterdag en zon- en feestdagen.;

2° de uren gewerkt tussen 20 uur en 6 uur ’s morgens worden beschouwd als nachturen en worden als dusdanig beloond, volgens de voorwaarden die gelden op het ogenblik van de dienst, zowel tijdens de week als op zaterdag, zondag en feestdagen. Bovendien worden alle uren of delen van een uur van een prestatie die middernacht overschrijdt, beschouwd en betaald als nachturen zelfs indien de prestatie start vóór 20 uur of eindigt na 6uur.

Er blijven gunstiger overeenkomsten of praktijken gelden, ook voor andere personeelscategorieën.

De betaling van toeslagen voor onregelmatige prestaties aan personeelsleden zoals gedefinieerd in deze paragraaf is een voorwaarde voor de financiering van de in dit artikel beschreven bijdragen.

§ 7. De bijdrage voorzien in paragraaf 1 en paragraaf 2 omvat een bedrag van €0,21 voor reiskosten tussen huis en werkplek.

§ 8. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde bijdrage omvat een bedrag van € 0,13 voor de herwaardering van het barema van de zorgkundigen.

§ 9. Er wordt een subsidie toegekend ter dekking van de bezoldigingskosten die gemaakt worden na de aanwerving van bijkomend personeel voor psychiatrische verzorgingstehuizen van de private sector.

Het in het eerste lid bedoeld bijkomend personeel moet worden aangeworven voor een of meer van de volgende functies:

- 1° verpleegkundige;
- 2° zorgkundige;
- 3° opvoeder ;
- 4° animator.

De tewerkgestelde werknemer voert onder andere een of meer van de volgende opdrachten uit:

- 1° patiënten begeleiden, observeren en pedagogische en relationele zorg verlenen;
- 2° informatie en psychosociale ondersteuning voor patiënten en hun naasten;
- 3° het uitvoeren van zorgtaken;
- 4° bijdragen aan de kwaliteit en continuïteit van de zorg;
- 5° de uitvoering van administratieve taken met betrekking tot patiënten;
- 6° het bezoek en de evaluatie van psychiatrische patiënten die in andere zorgeenheden worden behandeld;
- 7° het delen van de expertise van verpleegkundigen gespecialiseerd in de psychiatrie met niet-gespecialiseerde verpleegkundigen;
- 8° hulp bij het uitvoeren van huishoudelijke taken zoals het bereiden en serveren van maaltijden, het opmaken van bedden, enz.

Het bedrag van de subsidie bedoeld in het eerste lid bedraagt 2,41 euro.

De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde bijdrage wordt verhoogd met dit bedrag van 2,41 euro per dag voor de financiering.

In het kader van deze financiering worden de totale jaarlijkse kosten van een voltijdsequivalent geschat op 68.817,47 euro.

Het aanwerven van bijkomend personeel gebeurt ofwel door een nieuwe werknemer aan te nemen, ofwel door de werktijd te verlengen van een werknemer die al door het psychiatrisch verzorgingshuis is aangenomen. De arbeidsovereenkomst of het aanhangsel ervan vermeldt uitdrukkelijk de verwijzing naar de maatregel voor de aanwerving van bijkomend personeel genomen in het kader van de driedelige intersectorale kaderovereenkomst voor de Waalse non-profitsector 2021-2024 van 27 mei 2021.

Om in aanmerking te komen voor de financiering bedoeld in deze paragraaf, moet het psychiatrische verzorgingstehuis het Agentschap uiterlijk op 31 maart :het volgende bezorgen:

- 1° een afschrift van de arbeidsovereenkomst of het aanhangsel van de arbeidsovereenkomst van de werknemers die in de loop van het betrokken jaar zijn aangeworven;
- 2° op een elektronische drager, volgens het model vastgelegd door het Agentschap, de inlichtingen met betrekking tot het betrokken personeelslid.

Op basis van de voltijdse equivalenten die tijdens het jaar N in dienst waren en de theoretische schaal van 88 817,47 euro per voltijds equivalent berekent het Agentschap het bedrag van de subsidie die aan het einde van de periode gerechtvaardigd is. Deze berekening wordt tijdens het volgende jaar gemaakt en de aanpassing wordt opgenomen in C2A1.

§ 10. Alle bedragen bedoeld in dit artikel worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013= 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt. ”.

Art. 60. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/21 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/21. § 1. De eerste gewestelijke bijdrage in de verblijfskosten in psychiatrische verzorgingstehuizen ten laste van de patiënten is vastgesteld op 19,15 euro per dag:

- 1° voor begunstigden die personen ten laste hebben in het kader van de ziekteverzekering of die op grond van een gerechtelijk bevel of een notariële akte onderhoudsgeld moeten betalen;
- 2° voor begunstigden die in de zorgverzekering zijn ingeschreven als personen ten laste van een verzekeringnemer.

De gewestelijke bijdrage in de prijs van het verblijf in psychiatrische verzorgingstehuizen wordt vastgesteld op 11,50 euro per dag voor rechthebbenden op de verhoogde verzekeringsbijdrage, zoals bepaald in artikel 37, §§ 1 en 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, alsook voor de begunstigden die recht hebben op deze verhoogde bijdrage krachtens artikel 32 van het koninklijk besluit van 29 december 1997 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, tot de zelfstandigen en de leden van de kloostergemeenschappen wordt verruimd.

De regionale bijdrage in de verblijfskosten in psychiatrische verzorgingstehuizen is vastgesteld op €5,75 per dag voor alle andere begunstigden.

§ 2. Voor begunstigden die op 1 januari 2003 in het psychiatrisch verzorgingstehuis verblijven, wordt de in paragraaf 1 bedoelde gewestelijke bijdrage vastgesteld overeenkomstig de in dit paragraaf bepaalde voorwaarden, voor zover deze voor hen gunstiger zijn.

De in lid 1 bedoelde bijdrage is 9,91 euro per dag:

1° voor de begunstigden die recht hebben op een leefloon overeenkomstig de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

2° voor de rechthebbenden die recht hebben op een gewaarborgd inkomen overeenkomstig de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden of die hun rechten op pensioenverhoging behouden in toepassing van artikel 21, § 2, van dezelfde wet;

3° voor de begunstigden die krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap recht hebben op een tegemoetkoming die evenwel verminderd of niet toegekend wordt om één van de redenen bedoeld in artikel 12 van dezelfde wet;

4° voor begunstigden die recht hebben op de verhoogde verzekeringsbijdrage en die ofwel personen ten laste hebben in het kader van de ziekteverzekering ofwel door een rechterlijke beslissing of een notariële akte verplicht zijn om onderhoudsgeld te betalen;

5° voor begunstigden die in de zorgverzekering zijn ingeschreven als personen ten laste van de in de punten 1° tot 4° bedoeld verzekeringnemer.

De in lid 1 bedoelde bijdrage is 7,44 euro per dag:

1° voor begunstigden die recht hebben op de verhoogde verzekeringsbijdrage en geen personen ten laste hebben in het kader van de ziekteverzekering;

2° voor begunstigden die hetzij personen ten laste hebben in het kader van de ziekteverzekering, hetzij door een rechterlijke beslissing of een notariële akte verplicht zijn onderhoudsgeld te betalen, met uitzondering van de begunstigden bedoeld in het tweede lid, 1° tot en met 4° ;

3° voor begunstigden die in de zorgverzekering zijn ingeschreven als personen ten laste van de in het eerste lid bedoelde verzekeringnemer.

De bijdrage bedoeld in lid 1 bedraagt 4,96 euro per dag voor begunstigden die geen personen ten laste hebben in de zorgverzekering, met uitzondering van de begunstigden bedoeld in paragraaf 2, 1° tot 3°, en paragraaf 3, 1°.

§ 3. De tweede gewestelijke bijdrage in de verblijfskosten in psychiatrische verzorgingstehuizen ten laste van de patiënten is vastgesteld als volgt:

1° EUR 9,80 per verblijfsdag voor Waalse begunstigden die

a) personen ten laste hebben onder hun verzekering voor geneeskundige verzorging ;

b) een verplichting hebben om onderhoudsgeld te betalen op grond van een gerechtelijk bevel of een notariële akte;

c) ingeschreven zijn in de verzekering voor geneeskundige verzorging als personen ten laste van een verzekeringnemer

2° 18,00 EUR per verblijfsdag voor Waalse rechthebbenden die niet onder 1° vallen en die anders recht hebben op de verhoogde uitkering, zoals bepaald in artikel 37, §§ 1 en 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en :

a) bovendien :

- geen recht hebben op een integratietegemoetkoming zoals bepaald in de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap

- of recht hebben op een integratietegemoetkoming van categorie 1;

b) en voor het overige recht hebben op

- een integratietegemoetkoming als illegale werknemer;

- of sociale integratie (leefloon);

- of een inkomensgarantie voor ouderen;

3° 14,13 EUR per verblijfsdag voor Waalse begunstigden die niet onder 1° vallen en anders recht hebben op de verhoogde tegemoetkoming en :

a) bovendien :

- geen recht hebben op een integratietegemoetkoming;

- of recht hebben op een integratietegemoetkoming van categorie 1;

b) en bovendien :

- geen recht hebben op een invaliditeitsuitkering;

- of recht hebben op een invaliditeitsuitkering, anders dan voor onregelmatige werknemers;

4° 10,64 EUR per verblijfsdag voor Waalse begunstigden die niet onder 1° vallen en anders recht hebben op de verhoogde tegemoetkoming en :

- recht hebben op een integratietegemoetkoming van categorie 2 of 3;

b) en voor het overige recht hebben op een invaliditeitsuitkering als onregelmatige werknemer;

5° 7,42 EUR per verblijfsdag voor Waalse begunstigden die niet onder 1° vallen en anders recht hebben op de verhoogde tegemoetkoming en :

a) voor het overige recht hebben op een integratietegemoetkoming van categorie 2 of 3;

b) en bovendien :

- geen recht hebben op een invaliditeitsuitkering;

- of recht hebben op een invaliditeitsuitkering, anders dan voor onregelmatige werknemers;

6° 7,42 EUR per verblijfdag voor Waalse begunstigden die niet onder 1° vallen en anders recht hebben op de verhoogde tegemoetkoming en :

- a) voor het overige recht hebben op een integratietegemoetkoming van categorie 4 of 5;
- b) en voor het overige recht hebben op een invaliditeitsuitkering als onregelmatige werknemer;

7° 6,14 EUR per verblijfdag voor Waalse begunstigden die niet onder 1° vallen en anders recht hebben op de verhoogde tegemoetkoming en :

- a) voor het overige recht hebben op een integratietegemoetkoming van categorie 4 of 5;
- b) en bovendien,

- geen recht hebben op een invaliditeitsuitkering;

- of recht hebben op een invaliditeitsuitkering, anders dan voor onregelmatige werknemers;

8° 5,51 EUR per verblijfdag voor Waalse begunstigden die niet onder 1° tot en met 7° vallen.

Overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 december 1997 tot vaststelling van de uitvoeringsregels van de indexering van de uitkeringen van de verplichte ziekteverzekering, wordt het in dit lid bedoelde bedrag op 1 januari van elk jaar aangepast aan de wijziging van de waarde van het gezondheidsindexcijfer bedoeld in artikel 1^{er} van genoemd besluit.

§ 4. De in het eerste lid tot en met derde lid bedoelde bijstand wordt door de psychiatrische verzorgingstehuizen gelijkwaardig met de in artikel 1768/20 bedoelde bijstand teruggevorderd van de betrokken verzekeraars.

§ 5. Wanneer een verblijfsprijs aanleiding geeft tot een individuele bijdrage van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ten gunste van een begunstigde van sociale bijstand, ontvangt het betreffende openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een subsidie die gelijk is aan 60% van deze individuele bijdrage.

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 1768/20 blijft het resterende deel van de door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toegekende steun voor zijn rekening.

De openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen de in lid 1 bedoelde subsidie van het agentschap terugvorderen tegen overlegging van een document waarvan het model door het Agentschap wordt vastgesteld.

§ 6. Het bedrag van de gewestelijke bijdrage bedoeld in dit artikel dat een psychiatrisch verzorgingstehuis ontvangt, mag niet ten laste worden gelegd van de betrokken begunstigde.

§ 7. Elke bewoner moet maandelijks minimaal € 229,95 aan zakgeld hebben, dat uitsluitend voor persoonlijke doeleinden mag worden gebruikt.

Dit bedrag dient niet ter dekking van de kosten voor aanschaf, wassen, onderhoud en reparatie van kleding, schoenen, brillen en prothesen, noch van de kosten in verband met het persoonlijke financiële aandeel van de bewoner in verzorging, behandeling en medicatie, noch van de kosten in verband met incontinentie- en andere hulpmiddelen, noch van de kosten in verband met het door de bewoner te betalen aandeel in de verblijfsprijs, noch van de kosten in verband met het eigen risico op de gezins- en wettelijke aansprakelijkheidsverzekering, noch van de kosten in verband met de eventuele vergoeding van de voorlopige bewindvoerder op grond van artikel 488bis-H van het Burgerlijk Wetboek.

§ 8. De bedragen bedoeld in de paragrafen 1 en 7 van dit artikel worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013 = 100; Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt.

§ 9. De volgende informatie moet uiterlijk 30 juni van het jaar volgend op het betreffende boekjaar naar het Agentschap worden gestuurd:

- 1° de balans en de resultatenrekeningen ;
- 2° de balans van de algemene rekeningen;
- 3° het verslag van de revisor;
- 4° een toelichting met, per type investering en kostenplaats, de aard van de investeringen die tijdens het afgelopen jaar het voorwerp uitmaakten van initiële afschrijvingen;
- 5° een kopie van de facturen voor investeringen gedaan tijdens het jaar voorafgaand aan het jaar in kwestie, met betrekking tot gebouwen en gebouwen met een bestemming, inrichting van gebouwen, groot onderhoud, initiële installatiekosten, medische apparatuur, niet-medische apparatuur en meubilair, met inbegrip van IT-apparatuur;
- 6° een lijst van de subsidies die zijn ontvangen voor investeringen die zijn gedaan tijdens het jaar voorafgaand aan het jaar in kwestie;
- 7° een kopie van de overeenkomsten en aflossingsschema's voor nieuwe leningen aangegaan tijdens het betrokken jaar en het voorgaande jaar, alsook het bewijs van betaling van de interesten op leningen tijdens het betrokken jaar;
- 8° een nota met de verschillende data van ingebruikname van de gedane investeringen voor een lening die is aangegaan om verschillende investeringen te doen;
- 9° een nota met vermelding van de kredietinstelling als de lening niet werd toegekend door een klassieke financieringsinstelling;
- 10° een bewijs van betaling voor het jaar in kwestie van consolidatieleningen voor pre-exploitatiekosten;
- 11° het aantal gewerkte dagen tijdens het betrokken boekjaar en een uitsplitsing van deze dagen per maand, per verzekeraar en per type persoon, namelijk personen met een chronische psychiatrische aandoening en personen met een handicap;
- 12° details van afschrijvingen en subsidies ;
- 13 informatie met betrekking tot het personeel, waarvan het model door het Agentschap voor elk kalenderjaar wordt opgesteld;
- 14° alle andere noodzakelijke informatie die het Agentschap vraagt. ”.

Art. 61. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/22 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/22. De balans en resultatenrekening worden opgesteld op basis van het model dat is opgenomen in bijlage 7 bij het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. "

Art. 62. In hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt, na artikel 1768/22, een afdeling 4 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 4. Programmering en erkenning". "

Art. 63. In afdeling 4 van hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1768/23 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/23. De Minister stelt een nieuw programma op in het jaar volgend op de aanneming van het strategisch plan voor geestelijke gezondheid bedoeld in artikel 47/20 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Bij de programmering wordt rekening gehouden met de doelstellingen, acties en strategieën in het strategisch plan voor geestelijke gezondheid. "

Art. 64. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/24 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/24. De deontologische regels bedoeld in artikel 538/34, lid 1, 19°, van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn in bijlage 144 vermeld. "

Art. 65. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/25 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/25. De aanvraag tot erkenning wordt door de inrichtende macht van het psychiatrisch verzorgingstehuis bij het Agentschap ingediend.

De aanvraag omvat :

1° een formulier, opgesteld door het Agentschap en ingevuld door het psychiatrisch verzorgingstehuis met:

- a) het ondernemingsnummer,
 - b) de identiteit van het psychiatrische verzorgingstehuis, de hoedanigheid en het mandaat van zijn vertegenwoordiger;
 - c) het adres van de hoofdvestiging;
 - d) in voorkomend geval, de adressen van eventuele bijkantoren;
 - e) contactgegevens, zoals adres, email, telefoonnummer.....; ;
 - f) de verbintenis om de opdracht bedoeld in artikel 538/2 van het decreetgevend deel van het Wetboek te vervullen;
 - g) de verbintenis om overeenkomstig artikel 538/3 van het decreetgevend deel van het Wetboek om de vijf jaar een nieuw dienstverleningsproject op te stellen;
 - h) de verbintenis om zijn dienstverleningsproject uit te voeren;
 - i) in voorkomend geval, de verbintenis een of meer overeenkomsten als bedoeld in artikel 538/6 van het decreetgevend deel van het Wetboek te sluiten;
 - j) de verbintenis om lid te zijn van ten minste één overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;
 - k) de verbintenis om te beschikken over een multidisciplinair team dat voldoet aan de bepalingen van de artikelen 538/9 tot 538/12 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
 - l) de verbintenis om het multidisciplinaire overleg bedoeld in artikel 538/13 van het decreetgevend deel van het decreet te organiseren;
 - m) de verbintenis om dag- en nachtbewaking te voorzien zoals bedoeld in artikel 538/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
 - n) de verbintenis te voldoen aan de eisen van de artikelen 538/23 en 538/24 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
 - o) de verbintenis om voor elke begunstigde het individuele dossier bedoeld in artikel 538/25 van het decreetgevend deel van het Wetboek bij te houden;
 - p) de verbintenis om de rechten van de begunstigde, zoals bepaald in de artikelen 538/27 tot 538/29 van het decreetgevend deel van het Wetboek, na te leven;
 - q) de verbintenis om geen hogere verblijfkosten aan te rekenen dan die welke overeenkomstig artikel 538/30 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn vastgesteld;
 - r) de verbintenis om de socio-epidemiologische gegevens bedoeld in artikel 538/32 van het decreetgevend deel van het Wetboek te verzamelen en mee te delen;
 - s) de verbintenis om de door de Regering vastgestelde deontologische regels, bedoeld in artikel 538/34, lid 1, 19°, van het decreetgevend deel van het Wetboek, na te leven;
 - t) de handtekening van de onder b) bedoelde vertegenwoordiger;
- 2° een uittreksel uit de notulen van de vergadering van het bestuursorgaan tijdens welke de beslissing om de erkenning aan te vragen, is aangenomen;
- 3° het bewijs van het mandaat van de vertegenwoordiger bedoeld in 1°, b), wanneer dit mandaat niet is bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*;
- 4° het eerste dienstverleningsproject;
- 5° een beschrijving van het gebouw met de kenmerken bedoeld in de artikelen 538/17 tot 538/22 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
- 6° een door de inrichtende macht gedateerd en ondertekend attest waaruit blijkt dat binnen het aan het psychiatrisch verzorgingstehuis toegewezen gebouw voorzorgsmaatregelen ter voorkoming van brand zijn genomen, of een door de bevoegde brandweerdienst afgegeven attest waaruit blijkt dat het gebouw voldoet aan de normen inzake brandveiliging;
- 7° het protocol voor de bescherming van persoonsgegevens bedoeld in artikel 538/26, tweede lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

8° in voorkomend geval, de vergunningsaanvraag bedoeld in artikel 1768/8, § 2, derde lid.

9° in voorkomend geval, de verzoeken tot afwijking bedoeld in de artikelen 1768/11, derde lid, 1768/12, derde lid, 1768/13, § 2, derde lid, en 1768/16, derde lid;

10° elk ander document dat het psychiatrisch verzorgingstehuis relevant acht om zijn aanvraag te ondersteunen. ”.

Art. 66. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/26 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/26. § 1. Het Agentschap bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag langs elektronische weg binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het dossier.

§ 2. Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt het Agentschap de ontbrekende of onvolledige documenten op binnen een termijn van één maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

Het psychiatrisch verzorgingstehuis beschikt over een termijn van een maand, te rekenen vanaf de in lid 1 bedoelde aanvraag, om zijn dossier te vervolledigen. Indien dit niet het geval is, wordt zijn erkenningsaanvraag geacht niet-ontvankelijk te zijn.

§ 3. Het Agentschap maakt het volledige dossier, vergezeld van zijn advies, binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier over aan de Minister.

§ 4. De Minister beslist over de erkenningsaanvragen binnen twee maanden na toezending van het volledige dossier door het Agentschap.

De Minister of zijn afgevaardigde geeft het betrokken psychiatrische verzorgingstehuis kennis van zijn beslissing. Een afschrift van de beslissing wordt aan het Agentschap toegezonden.

§ 5. In geval van een met redenen omkleed spoedeisend verzoek van het psychiatrisch verzorgingstehuis worden de in de leden 3 en 4 genoemde termijnen van twee maanden teruggebracht tot vijftien dagen. ”.

Art. 67. In hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt, na artikel 1768/26, een afdeling 5 ingevoegd, met als opschrift: ”Afdeling 5. Evaluatie, controle en sancties ”.

Art. 68. In afdeling 4 van hoofdstuk I/1 van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1768/27 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/27. De Minister stelt het model van activiteitenverslag, bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend deel van het decreet, op.

Dit model omvat:

1° de partijen bedoeld in artikel 12/3;

2° de gegevens die nodig zijn om na te gaan of de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 538/44 van het decreetgevend deel van het Wetboek worden nageleefd.

3° het in artikel 12/2 bedoelde dossier ter rechtvaardiging van het gebruik van de subsidie;

4° de gegevens die nodig zijn om na te gaan of de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 538/34 van het decreetgevend deel van het Wetboek worden nageleefd.

Het in artikel 46 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde verslag wordt overeenkomstig artikel 12/3 aan het Agentschap toegezonden. ”.

Art. 69. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/28 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/28. § 1. De evaluatie van het psychiatrisch verzorgingstehuis is gebaseerd op :

1° het dienstverleningsproject;

2° de ingediende activiteitenverslagen;

3° de vorige evaluatieverslagen.

§ 2. De evaluatie heeft tot doel:

1° om de positieve of negatieve verschillen tussen het gecoördineerde actieprogramma en de uitgevoerde acties vast te stellen en te verklaren;

2° om aanbevelingen uit te werken ter verbetering van de acties en praktijken van het psychiatrisch verzorgingstehuis.

§ 3. Het psychiatrisch verzorgingstehuis voert ten minste om de drie jaar een zelfevaluatie uit.

Het zelfevaluatieverslag wordt elektronisch aan het Agentschap toegezonden.

Het Agentschap maakt, indien nodig, opmerkingen over het hem toegezonden zelfevaluatieverslag.

§ 4. Een evaluatiegesprek vindt plaats op initiatief van het psychiatrische verzorgingstehuis, dan wel op initiatief van het Agentschap, wanneer een van deze partijen een dergelijk gesprek nuttig acht.

§ 5. Het in paragraaf 3 bedoelde zelfevaluatieverslag wordt, met de eventuele opmerkingen van het Agentschap, binnen drie maanden na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan het psychiatrisch verzorgingstehuis.

Het in paragraaf 4 bedoelde evaluatieverslag wordt binnen drie maanden na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan het psychiatrisch verzorgingstehuis. ”.

Art. 70. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/29 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/29. De conclusies van de in artikel 538/39 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde controle worden binnen een termijn van drie maanden toegezonden aan het psychiatrisch verzorgingstehuis, dat over een termijn van een maand beschikt, te rekenen vanaf de ontvangst van de conclusies, om haar opmerkingen aan het Agentschap te doen toekomen. ”.

Art. 71. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/30 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/30. § 1. Wanneer het Agentschap vaststelt dat een psychiatrisch verzorgingstehuis niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet of zijn verplichtingen niet nakomt, stelt het dit psychiatrische verzorgingstehuis in kennis van de vastgestelde tekortkomingen en van de termijn om hieraan te voldoen

§ 2. Na afloop van de termijn voor het in overeenstemming brengen doet het Agentschap, indien de vastgestelde tekortkomingen blijven bestaan, een voorstel tot intrekking van de erkenning, waarvan het kennis geeft aan het betrokken psychiatrisch verzorgingstehuis.

Binnen een termijn van ten minste vijftien dagen vanaf de in het eerste lid bedoelde kennisgeving wordt het betrokken psychiatrische verzorgingstehuis uitgenodigd voor een hoorzitting, teneinde zijn argumenten naar voren te brengen. Het kan zich laten bijstaan door de raadsheer van zijn keuze.

Binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de hoorzitting wordt een proces-verbaal van verhoor waarbij elk nieuw element wordt gevoegd, opgesteld en overgemaakt aan het verhoorde psychiatrisch verzorgingstehuis dat over vijftien dagen beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt.

§ 3. De Minister beslist over het voorstel tot intrekking van de erkenning binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het volledige dossier.

§ 4. In het geval van intrekking van de erkenning, zal de Regering of haar afgevaardigde de nodige maatregelen nemen om de overdracht van de begunstigden naar een ander psychiatrisch verzorgingstehuis en de continuïteit van hun therapeutische zorg te garanderen. ”.

Art. 72. In het opschrift van hoofdstuk IV van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “van psychiatrische verzorgingstehuizen en” opgeheven.

Art. 73. In artikel 1898 van hetzelfde Wetboek wordt punt 1° opgeheven.

Art. 74. In artikel 1901, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt punt 1° opgeheven.

Art. 75. In artikel 1904 van hetzelfde wetboek worden de woorden “, naar gelang van het geval, het aantal bedden of” opgeheven.

Art. 76. In artikel 1906, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “1° en” geschrapt.

Art. 77. In artikel 1907 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “1° en” geschrapt.

Art. 78. In artikel 1908 van hetzelfde wetboek worden de woorden “, naar gelang van het geval, het aantal bedden of” opgeheven.

Art. 79. In artikel 1910 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2 worden de woorden “1° en” geschrapt;

2° in lid 3 worden de woorden “1° en” geschrapt;

Art. 80. In artikel 1911 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt lid 3 opgeheven.

Art. 81. In artikel 1914, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de woorden “nieuwe residenten of” opgeheven.

Art. 82. In artikel 1920 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “nieuwe residenten of” worden opgeheven”.

2° de woorden “de instelling te ontruimen en” worden opgeheven.

Art. 83. In artikel 1921 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de instelling te ontruimen en” opgeheven.

Art. 84. In artikel 1922 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de residenten,” opgeheven.

Afdeling 5. — Wijzigingen betreffende de initiatieven voor beschut wonen

Art. 85. In titel III van boek VII van deel twee van hetzelfde wetboek wordt na artikel 1768/30 een hoofdstuk I/2 ingevoegd, met als opschrift : “Hoofdstuk I/2. Initiatieven voor beschut wonen ”.

Art. 86. In hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift. “Afdeling 1. Algemene bepalingen. ”.

Art. 87. In afdeling 1 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1768/31 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1768/31. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° “individuele plaats: een plaats zonder gemeenschappelijke ruimtes;

2° “gemeenschappelijke plaats: een plaats met gemeenschappelijke ruimtes;

3° “individuele opvolging”: de extramurale opvolging van een begunstigde;

4° “referentiecentrum voor geestelijke gezondheid” : Het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid, zoals omschreven in artikel 491/35, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

5° « specifiek referentiecentrum » : het specifieke referentiecentrum zoals omschreven in artikel 491/42, van het decreetgevend deel van het Wetboek ;

6° “inrichtende macht”: het orgaan dat verantwoordelijk is voor het beheer van het initiatief voor beschut wonen.

De definities in artikel 538/42 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn van toepassing op dit hoofdstuk. ”.

Art. 88. In hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt, na artikel 1768/31, een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift: “Afdeling 2. Organisatie- en werkingsregels. ”.

Art. 89. In afdeling 2 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift “Onderafdeling 1. Dienstverleningsproject ”.

Art. 90. In onderafdeling 1 van afdeling 2 van hoofdstuk I/2, van titel III, van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1768/32 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/32. § 1. De territoriale omgeving bedoeld in artikel 538/44, zesde lid, 2°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bestaat uit de beschrijving van de ligging van elke vestiging van het psychiatrisch verzorgingstehuis in relatie tot onder meer de demografische kenmerken van de betrokken gemeente, de aanwezigheid van andere economische activiteiten, de mogelijkheden voor vrijetijdsbesteding en de bereikbaarheid met het openbaar vervoer.

De institutionele omgeving bedoeld in artikel 538/44, lid 6, 2°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bestaat uit het aanduiden van de aanwezigheid van andere instellingen voor geestelijke gezondheid in de nabijheid van elk initiatief voor beschut wonen.

§ 2. De organisatie van het initiatief voor beschut wonen bedoeld in artikel 538/44, lid 6, 3° van het decreetgevend deel van het Wetboek houdt rekening met de individuele opvolging van de begunstigden.

Individuele opvolging houdt in dat de begunstigde die niet langer een individuele of gemeenschapsplek plaats bezet, kan blijven genieten van de steun van het multidisciplinaire team van het initiatief voor beschut wonen. Het doel van deze opvolging is om de onafhankelijkheid van de begunstigde te verbeteren. Waar nodig en aanvaard door de begunstigde, wordt bijzondere aandacht besteed aan de juiste steunpunten die door andere partners in het lokale netwerk moeten worden geleverd. Individuele opvolging mag niet langer duren dan zes maanden, eenmaal te verlengen op medisch advies.

Tijdens de periode van individuele opvolging zorgt het initiatief voor beschut wonen ervoor dat de begunstigde, indien nodig, kan worden weer op te nemen in een zorgstructuur die is aangepast aan zijn behoeften.

§ 3. De doelstellingen en het actieplan bedoeld in artikel 538/44, zesde lid, 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek worden bepaald in verhouding tot de doelstellingen, acties en strategieën voorzien in het strategisch plan voor de geestelijke gezondheid bedoeld in artikel 47/19, 2°, van het decreetgevend deel van het Wetboek, voor zover deze doelstellingen, acties en strategieën betrekking hebben op de opdracht van initiatieven voor beschut wonen bedoeld in artikel 538/43 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

§ 4. Het initiatief voor beschut wonen bepaalt de acties die betrokken zijn bij de zelfevaluatie bedoeld in artikel 538/44, zesde lid, 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Het initiatief voor beschut wonen bepaalt de indicatoren die gebruikt worden voor de zelfevaluatie en de frequentie van de zelfevaluatie, rekening houdend met de specifieke kenmerken van elke actie. "

Art. 91. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/33 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/33. Het initiatief voor beschut wonen stelt het dienstverleningsproject op bedoeld in artikel 538/44 van het decreetgevend deel van het Wetboek op basis van het model bepaald door de minister.

Elk initiatief voor beschut wonen kan de hulp inroepen van een referentiecentrum voor geestelijke gezondheid of een specifiek referentiecentrum om zijn dienstverleningsproject te ontwikkelen en zijn zelfevaluatie uit te voeren.

De aanvraag voor individuele ondersteuning wordt elektronisch verstuurd naar het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid of het specifieke referentiecentrum en ter informatie doorgestuurd naar het Agentschap. "

Art. 92. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/34 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/34. § 1. Voordat het dienstverleningsproject wordt goedgekeurd, wordt het onderworpen aan het multidisciplinair overleg bedoeld in artikel 538/54 van het decreetgevend deel van het Wetboek

Het dienstverleningsproject wordt definitief goedgekeurd door de inrichtende macht na et in lid 1 bedoelde overleg.

§ 2. Het dienstverleningsproject geeft aan welke periode het bestrijkt, die niet langer mag zijn dan vijf jaar.

§ 3. Het initiatief voor beschut wonen dient zijn nieuwe gecoördineerde actieprogramma langs elektronische weg bij het Agentschap in vóór het einde van de zesde maand vóór het verstrijken van zijn lopende gecoördineerde dienstverleningsproject.

Het Agentschap bericht ontvangst van het dienstverleningsproject binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de verzending.

Het Agentschap keurt het dienstverleningsproject goed binnen de drie maanden te rekenen van zijn ontvangst. Als het Agentschap niet binnen deze termijn reageert, betekent dit dat het dienstverleningsproject wordt goedgekeurd.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 wordt het eerste dienstverleningsproject door de inrichtende macht goedgekeurd zonder voorafgaand overleg.

In afwijking van paragraaf 3 dient het initiatief voor beschut wonen zijn eerste dienstverleningsproject elektronisch in bij het Agentschap als bijlage bij haar erkenningsaanvraag. "

Art. 93. In afdeling 2 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1768/34 een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift : "Onderafdeling 2. Personeel en omkadering. "

Art. 94. In onderafdeling 2 van afdeling 2 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 1768/35 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/35. Het personeel van het initiatief voor beschut wonen voert de volgende functies uit:

1° een medische functie ;

2° een begeleidingsfunctie ;

3° een coördinatiefunctie. "

Art. 95. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/36 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/36. De medische functie wordt uitgevoerd door een geneesheer-psychiater of kinderpsychiater.

De geneesheer-psychiater of kinderpsychiater voert de volgende specifieke taken uit:

1° hij is verantwoordelijk voor het opname- en ontslagbeleid;

2° het legt contact met de behandelende artsen en de betrokken dienst voor geestelijke gezondheid;

3° hij is verantwoordelijk voor interventiescenario's in geval van een crisis; "

Art. 96. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/37 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/37. De begeleidingsfunctie wordt uitgevoerd door één voltijds equivalent per acht begunstigden.

Om begeleidingsmedewerker te worden, moet je in het bezit zijn van :

1° een van de volgende masterdiploma's, bachelordiploma's of erkenning als zorgverlener:

- a) verpleegkundige;
- b) psycholoog;
- c) assistent in de psychologie;
- d) criminoloog ;
- e) maatschappelijk werker ;
- f) ergotherapeut ;
- g) master- of bachelordiploma sociologie ;
- h) een master- of bachelordiploma in menswetenschappen en sociale wetenschappen;
- i) opvoeder;
- j) orthopedagoog;
- k) fysiotherapeut;
- l) psycho-motricus;
- n) een ander master- of bachelordiploma in de zorg.

2° of een A2-opvoederdiploma. "

Art. 97. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/38 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/38. Om de coördinatiefunctie te vervullen, moet u een persoon zijn zoals bedoeld in lid 2 van artikel 1768/37. "

Art. 98. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/39 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/39. § 1. De inrichtende macht kan de medische functie toevertrouwen aan een onafhankelijke psychiater of kinderpsychiater in het kader van een samenwerkingsovereenkomst.

§ 2. De inrichtende macht kan de medische functie toevertrouwen aan een onafhankelijke psychiater of kinderpsychiater in het kader van een samenwerkingsovereenkomst.

De inrichtende macht kan de begeleidingsfunctie alleen met toestemming van de minister in het kader van een samenwerkingsovereenkomst toevertrouwen aan een onafhankelijke dienstverlener, anders dan een klinisch psycholoog of orthopedagoog.

Om de in lid 2 bedoelde vergunning te verkrijgen, zendt het psychiatrische verzorgingstehuis langs elektronische weg een met redenen omklede aanvraag naar het Agentschap. Dit verzoek gaat vergezeld van een gedetailleerd dossier waarin wordt aangetoond dat het moeilijk is om een statutaire werknemer of een werknemer in loondienst met een arbeidsovereenkomst in dienst te nemen. De Minister beslist over de aanvraag binnen de maand na ontvangst van het dossier. De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan het aanvragende initiatief voor beschut wonen.

In afwijking van het derde lid voegt het initiatief voor beschut wonen dat een erkenning aanvraagt en de vergunning, bedoeld in het eerste lid, wenst te verkrijgen, bij zijn aanvraag om een erkenning de aanvraag om een vergunning, bedoeld in het derde lid. De minister beslist over deze vergunningsaanvraag op hetzelfde moment dat hij beslist over de erkenningsaanvraag. "

Art. 99. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/40 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/40. Het multidisciplinair overleg bedoeld in artikel 538/54 van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt minstens één keer per maand georganiseerd.

Voorafgaand aan elke multidisciplinaire overlegvergadering wordt een agenda gestuurd naar elke persoon die deelneemt, in overeenstemming met de procedures die zijn vastgelegd in het dienstverleningsproject.

Van elke multidisciplinaire overlegvergadering worden notulen opgesteld volgens de procedures die in het dienstverleningsproject staan. "

Art. 100. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/41 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/41. Begunstigden kunnen altijd telefonisch contact opnemen met het personeelslid dat door de inrichtende macht is aangewezen om dienst te hebben.

De Minister kan andere vormen van contact toestaan.

Om deze vergunning te verkrijgen, moet het initiatief voor beschut wonen een met redenen omkleed verzoek elektronisch indienen bij het Agentschap. Dit verzoek gaat vergezeld van een gedetailleerde beschrijving van de voorgestelde contactmethoden. De Minister beslist over de aanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het dossier. De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan het aanvragende initiatief voor beschut wonen.

In afwijking van het derde lid voegt het initiatief voor beschut wonen dat een erkenning aanvraagt en de vergunning, bedoeld in het eerste lid, wenst te verkrijgen, bij zijn aanvraag om een erkenning de aanvraag om een vergunning, bedoeld in het derde lid. De minister beslist over deze vergunningsaanvraag op hetzelfde moment dat hij beslist over de erkenningsaanvraag. "

Art. 101. In afdeling 2 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1768/41 een onderafdeling 3 ingevoegd, met als opschrift : "Onderafdeling 3. Bepalingen betreffende het gebouw "

Art. 102. In onderafdeling 3 van afdeling 2 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 1768/42 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/42. De Minister verleent de afwijkingen bedoeld in artikel 538/58, lid 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek

Om de in lid 1 bedoelde afwijking te verkrijgen, zendt het initiatief voor beschut wonen langs elektronische weg een met redenen omklede aanvraag naar het Agentschap. De Minister beslist over de aanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het dossier. De beslissing van de Minister wordt meegeedeeld aan het aanvragende initiatief voor beschut wonen.

In afwijking van het tweede lid voegt het initiatief voor beschut wonen dat een erkenning aanvraagt en de afwijking, bedoeld in het eerste lid, wenst te verkrijgen, bij zijn aanvraag om een erkenning de aanvraag om een afwijking, bedoeld in het tweede lid. De Minister beslist over deze afwijkingsaanvraag op hetzelfde moment dat hij beslist over de erkenningsaanvraag. ”.

Art. 103. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/43 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/43. De Minister verleent de afwijkingen bedoeld in artikel 538/59, lid 3, van het decreetgevend deel van het Wetboek

Om de in lid 1 bedoelde afwijking te verkrijgen, zendt het initiatief voor beschut wonen langs elektronische weg een met redenen omklede aanvraag naar het Agentschap. De Minister beslist over de aanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het dossier. De beslissing van de Minister wordt meegeedeeld aan het aanvragende initiatief voor beschut wonen.

In afwijking van het tweede lid voegt het initiatief voor beschut wonen dat een erkenning aanvraagt en de afwijking, bedoeld in het eerste lid, wenst te verkrijgen, bij zijn aanvraag om een erkenning de aanvraag om een afwijking, bedoeld in het tweede lid. De Minister beslist over deze afwijkingsaanvraag op hetzelfde moment dat hij beslist over de erkenningsaanvraag. ”.

Art. 104. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/44 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/44. § 1. Individuele plaatsen moeten voor elke plaats ten minste het volgende omvatten:

- 1° een eenpersoonskamer ;
- 2° individuele sanitaire voorzieningen met toilet, wastafel en douche of bad;
- 3° een keukenhoek, indien nodig in de slaapkamer ;
- 4° een leefruimte waar de maaltijden kunnen worden gebruikt, indien nodig in de slaapkamer.

§ 2. De plaatsen in de Gemeenschap omvatten een eenpersoonskamer per begunstigde. Deze kamer is uitgerust met een wastafel indien mogelijk.

Gemeenschapsplaatsen omvatten de volgende gemeenschappelijke ruimtes:

- 1° een keuken ;
- 2° individuele sanitaire voorzieningen met toilet, wastafel en douche of bad;
- 3° een eetzaal;
- 4° een woonkamer;
- 5° eventuele andere gemeenschappelijke ruimtes

Een plaats blijft een gemeenschappelijk plaats, zelfs als sommige van de ruimtes waarnaar in lid 2 wordt verwezen individueel zijn.

Indien eenpersoonskamers niet zijn uitgerust met een wastafel, moet het sanitair, naast de in het tweede lid, 2°, genoemde voorzieningen, ten minste één wastafel per vier bewoners bevatten. ”.

Art. 105. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/45 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/45. Er wordt afgeweken van de eis van artikel 538/62, lid 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek als de beschutte woning uitsluitend uit individuele plaatsen bestaat.

De Minister verleent de afwijkingen bedoeld in artikel 538/62, lid 3, van het decreetgevend deel van het Wetboek, wanneer de beschutte woning gemeenschappelijke ruimtes omvat.

Om de in lid 2 bedoelde afwijking te verkrijgen, zendt het initiatief voor beschut wonen langs elektronische weg een met redenen omklede aanvraag naar het Agentschap. De Minister beslist over de aanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het dossier. De beslissing van de Minister wordt meegeedeeld aan het aanvragende initiatief voor beschut wonen.

In afwijking van het derde lid voegt het initiatief voor beschut wonen dat een erkenning aanvraagt en de afwijking, bedoeld in het tweede lid, wenst te verkrijgen, bij zijn aanvraag om een erkenning de aanvraag om een afwijking, bedoeld in het derde lid. De Minister beslist over deze afwijkingsaanvraag op hetzelfde moment dat hij beslist over de erkenningsaanvraag. ”.

Art. 106. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/46 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/46. De lokalen van elke zetel zijn toegankelijk voor personen met beperkte mobiliteit.

Voor lokalen die op 1 januari 2024 worden bezet door beschutte woningen, moet de toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit worden gewaarborgd uiterlijk :

- 1° na de uitvoering van de eerste verbouwingswerken in die lokalen, met de uitzonderingen voorzien in artikel 414, § 2 van de gewestelijke leidraad voor stedenbouw;
- 2° na verplaatsing van de activiteiten naar nieuwe lokalen die zijn gebouwd of verbouwd op grond van een na 3 juli 1999 afgegeven stedenbouwkundige vergunning.

De beschutte woning die beschikt over lokalen die toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit, mag zijn activiteiten niet overbrengen naar lokalen die niet toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit.

Wanneer de lokalen om een van de in lid 2 genoemde redenen niet toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit, biedt het initiatief voor beschut wonen personen met beperkte mobiliteit alternatieve oplossingen die hen in staat stellen gebruik te maken van dezelfde diensten als valide personen. ”.

Art. 107. In afdeling 2 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1768/46 een onderafdeling 4 ingevoegd, met als opschrift : ”Onderafdeling 4. Bepalingen betreffende de leefomgeving ”.

109. In onderafdeling 4 van afdeling 2 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 1768/47 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/47. De verblijfsovereenkomst bedoeld in artikel 538/65, § 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek vereist de vastlegging van :

- 1° een omstandige plaatsbeschrijving bij aankomst van de begunstigde;
- 2° een omstandige plaatsbeschrijving bij het vertrek van de begunstigde;
- 3° een inventaris van het meubilair en de elektrische apparaten die de begunstigde heeft meegebracht. "

Art. 108. In hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt, na artikel 1768/47, een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 3. Financiële bepalingen ".

Art. 109. In afdeling 3 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1768/48 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/48. De prijs per verblijfsdag wordt berekend door het in artikel 1768/49 bedoelde budget voor financiële middelen te delen door het in artikel 1768/50 bedoelde quotum van verblijfsdagen. "

Art. 110. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/49 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1768/49. § 1. Elk erkend initiatief voor beschut wonen krijgt een budget aan financiële middelen toegewezen. Dit budget dekt de werkingskosten op forfaitaire basis.

De begroting voor de financiële middelen wordt op jaarbasis berekend en omvat de bedragen voor de volgende posten:

- 1° de eenmalige installatievergoeding;
- 2° de tegemoetkoming voor personeelskosten;
- 3° de tegemoetkoming om de minimale psychiatrische samenvatting te registreren;
- 4° de tegemoetkoming voor e medische functie;
- 5° de tegemoetkoming bij het helpen van bewoners bij het organiseren van hun dagelijkse activiteiten;
- 6° de tegemoetkoming voor maatregelen aan het einde van de loopbaan ;
- 7° de tegemoetkoming in de kosten van de attractiviteitspremie;
- 8° de tegemoetkoming voor werkingskosten in verband met begeleiding;
- 9° de tegemoetkoming voor het verlenen van psychiatrische zorg aan patiënten thuis;
- 10° de tegemoetkoming in de kosten van de functionele aanvulling;
- 11° de tegemoetkoming voor de valorisatie van oncomfortabele diensten;
- 12° de tegemoetkoming voor het aanwerven van bijkomend personeel;
- 13° de tegemoetkoming om de financiële tegemoetkoming van de werkgever in de vervoerskosten van de werknemers te dekken;

14° de tegemoetkoming voor het inschakelen van de coördinatiefunctie.

§ 2. De eenmalige installatievergoeding bedraagt €2.478,84 per plaats beschutte woning.

§ 3. De tegemoetkoming in de personeelskosten per plaats beschutte woning wordt als volgt bepaald:

1° 10.129,19 euro voor twee derde van het aantal plaatsen ;

2° 13.505,61 euro voor één derde van het aantal plaatsen

§ 4. De tegemoetkoming voor het opnemen van de minimale psychiatrische samenvatting bedragen €4.148,40 per initiatief voor beschut wonen, plus €82,95 per plaats voor beschut wonen.

§ 5. Het bedrag voor de medische functie wordt berekend als volgt:

1° 11200,67 euro voor de initiatieven met maximum 20 plaatsen;

2° 18667,79 euro voor de initiatieven van 21 tot 40 plaatsen

3° 22401,35 euro voor de initiatieven van 41 tot 60 plaatsen

4° 26134,95 euro voor de initiatieven van 61 tot 80 plaatsen

5° 29868,51 euro voor de initiatieven van 81 tot 100 plaatsen

6° 33602,06 euro voor de initiatieven met meer dan 100 plaatsen.

§ 6. De tegemoetkoming voor het organiseren van de dagelijkse activiteiten van de bewoners wordt als volgt bepaald:

1° 33.419,60 euro voor initiatieven met maximaal 19 plaatsen voor de financiering van 0,5 voltijdse equivalenten ;

2° 50.129,41 euro voor initiatieven tussen 20 en 39 plaatsen voor de financiering van 0,75 voltijdse equivalenten ;

3° 83.548,99 euro voor initiatieven tussen 40 en 59 plaatsen voor de financiering van 1,25 voltijdse equivalenten ;

4° 100.258,81 euro voor initiatieven tussen 60 en 99 plaatsen voor de financiering van 1,5 voltijdse equivalenten ;

5° 133.678,41 euro voor initiatieven tussen 100 en 149 plaatsen voor de financiering van 2 voltijdse equivalenten ;

6° 200.517,62 euro voor initiatieven met meer dan 150 plaatsen voor de financiering van 3 voltijdse equivalenten ;

De taken van het organiseren van dagelijkse activiteiten omvatten het toezicht houden op en begeleiden van begunstigten bij activiteiten gericht op opleiding, sociale en culturele activiteiten, beroepsactiviteiten of de sociaal-professionele re-integratie van begunstigten.

De taken van het organiseren van dagelijkse activiteiten kunnen tegelijkertijd betrekking hebben op begunstigten die zijn ondergebracht in het initiatief voor beschut wonen en externe begunstigten met chronische, langdurige psychiatrische problemen.

De taken voor het organiseren van dagelijkse activiteiten kunnen worden uitgevoerd in de lokalen van het initiatief voor beschut wonen of daarbuiten.

De taken voor het organiseren van dagelijkse activiteiten kunnen ook worden uitgevoerd in samenwerking met andere initiatieven voor beschut wonen, als onderdeel van een bundeling van de middelen die voor elk van hen beschikbaar zijn om de opdracht uit te voeren.

Het personeel dat belast is met de organisatie van de dagelijkse activiteiten en het overeenkomstige aantal voltijdse equivalenten worden vermeld in het activiteitenverslag waarnaar wordt verwezen in artikel 46 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Indien voor een bepaald jaar het aantal voltijdsequivalenten niet wordt gehaald overeenkomstig lid 1, vindt de aanpassing plaats door een overeenkomstige verlaging van het in lid 1 bedoelde bedrag voor het volgende jaar.

§ 7. De tegemoetkoming voor maatregelen aan het einde van de loopbaan wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van dit paragraaf.

Voor de toepassing van dit paragraaf wordt verstaan onder:

1° "einde-loopbaanmaatregelen": de maatregelen genomen in het akkoord betreffende de federale gezondheidssectoren van 26 april 2005 gesloten tussen de federale regering en de organisaties die de private non-profit sector vertegenwoordigen en in het Protocol nr. 148/2 van het Comité gemeen aan alle overheidsdiensten van 29 juni 2005, 5 juli 2005 en 18 juli 2005;

2° "periode van gerechtvaardigde afwezigheid": niet-gewerkte dagen of uren die gelijkgesteld worden met gewerkte dagen of uren voor zover ze aanleiding hebben gegeven tot de betaling van een vergoeding door de instelling. Hieronder vallen ook dagen waarop het personeelslid ter beschikking is wegens ziekte of een handicap.

De initiatieven voor beschut wonen hebben recht op een jaarlijkse financiële tegemoetkoming ter compensatie van de maatregelen tot werkverlet in het kader van de eindeloopbaanproblematiek, zoals bepaald in het akkoord van 26 april 2005 betreffende de federale gezondheidssectoren gesloten tussen de federale Regering en de representatieve organisaties van de private non-profitsector en in het protocol nr. 148/2 van het Comité gemeen aan alle overheidsdiensten van 29 juni 2005, 5 juli 2005 en 18 juli 2005, voor zover zij onderworpen zijn aan de toepassing van een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het bevoegde paritaire comité of van protocolakkoorden gesloten in de bevoegde onderhandelingscomités voorzien in de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Financiële tegemoetkoming wordt alleen verleend voor de in dit paragraaf bedoelde oordelen en is alleen beschikbaar indien de collectieve arbeidsovereenkomst of het protocolakkoord in de volgende voordelen voorziet en indien de betrokken personeelsleden deze voordelen daadwerkelijk ontvangen:

1° voltijdse personeelsleden die de leeftijd van respectievelijk 45, 50 of 55 jaar hebben bereikt, hebben recht op een vrijstelling van hun arbeidsduur van respectievelijk 96 uur, 192 uur of 288 uur bezoldigd per jaar, toegekend in de vorm van volledige dagen. Deze vrijstelling wordt van kracht op de eerste dag van de maand waarin de bovengenoemde leeftijden worden bereikt.

Praktiserende verpleegkundigen kunnen ook kiezen voor voortgezette prestaties met een premie van respectievelijk 5,26%, 10,52% of 15,78%, berekend op hun voltijds loon.

In het geval van een combinatie van opties vanaf 50 jaar wordt de tegemoetkoming toegekend op basis van een verdeling in volledige schijven van 2 uur;

2° het personeelslid dat deeltijds werkt, heeft recht op een aantal bijkomende compensatiedagen dat gelijk is aan, of voor de verpleegkundigen op een gelijkwaardige premie die gelijk is aan, de evenredige toepassing van de vrijstelling van arbeid of de premie.

Voor werknemers in de privésector, en rekening houdend met CAO nr. 35 van 27 februari 1981 betreffende sommige bepalingen van arbeidsrecht met betrekking tot deeltijds werk, zal aan deeltijdse werknemers, onder de voorwaarden bepaald in artikel 4 van CAO nr. 35, ambtshalve een verhoging van de wekelijkse arbeidsduur voorzien in hun contract aangeboden worden. Indien van toepassing profiteren ze van de vrijstelling van prestaties op basis van hun nieuwe contract.

Voor werknemers in de openbare sector die deeltijds werken en die in aanmerking komen voor de maatregelen aan het einde van hun loopbaan, zal de werkgever automatisch, 3 maanden voor de datum van toetreding tot de eindeloopbaanregeling of toegang tot een hoger recht in dit kader, een uitbreiding voorstellen van hun wekelijkse arbeidsduur zoals bepaald in hun arbeidsovereenkomst, tot het aantal uren vrijstelling van uitkeringen dat voorzien is voor de leeftijdscategorie waartoe ze behoren. Uiterlijk een maand voor de datum van toetreding tot de eindeloopbaanregeling of toegang tot een hoger recht uit hoofde van deze regeling, moet de werknemer zijn werkgever op de hoogte stellen van zijn instemming met deze verhoging van zijn wekelijkse arbeidsduur of van zijn weigering. In het laatste geval profiteert de werknemer van de verkorting van de wekelijkse duur van zijn uitkeringen voor de leeftijdscategorie waartoe hij behoort, in verhouding tot zijn wekelijkse arbeidstijd in vergelijking met die van een voltijdse werknemer;

3° de werknemers die tijdens een referentieperiode van 24 maanden voorafgaand aan de maand waarin zij de leeftijd van 45, 50 of 55 jaar bereiken, voor dezelfde werkgever ten minste 200 uren hebben gewerkt in één of meer functies, waarvoor zij de toeslag voor onregelmatige arbeid (zondag, zaterdag, feestdag, nachtploeg of onderbroken diensten) of een andere in een collectieve arbeidsovereenkomst voorziene toelage hebben ontvangen of als gevolg van die arbeid compenserende rusttijden hebben genoten, worden gelijkgesteld met e personeelsleden.

Periodes van gerechtvaardigde afwezigheid (dagen of gelijkgestelde uren) worden in aanmerking genomen op basis van het gemiddelde voor de rest van de referentieperiode.

Een werknemer die niet langer voldoet aan deze voorwaarde van 200 uur onregelmatig werk over een referentieperiode van niet meer dan 24 maanden, kan geen extra vrijstelling van arbeidsprestatie krijgen als hij later een leeftijdssprong maakt.

Deeltijdse werknemers moeten bewijzen dat ze 200 uur onregelmatige prestaties hebben verricht, berekend op een pro rata basis over een referentieperiode van niet meer dan 24 maanden.

Een werknemer die bij het bereiken van de leeftijd van 45, 50 of 55 jaar geen 200 uur onregelmatig werk heeft verricht voor dezelfde werkgever, of die niet langer aan deze voorwaarde voldoet, verkrijgt het statuut van gelijkgesteld personeelslid, en dus het recht op vrijstelling van arbeidsprestaties, wanneer hij deze 200 uur heeft gewerkt gedurende een periode van maximaal 24 opeenvolgende maanden. De vrijstelling van arbeidstaken gaat dan in op de dag die in de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst of het toepasselijke protocolakkoord is vastgelegd;

4° de personen die momenteel genieten van de eindeloopbaanmaatregelen ingevoerd door het sociaal akkoord van 2000 en die goedgekeurd hebben voor de loonbonus, zullen dat blijven doen.

Personen die profiteren van maatregelen aan het einde van hun loopbaan die zijn ingevoerd vóór 1 oktober 2005 en die hebben gekozen voor de loonbonus, zullen deze blijven ontvangen.

Als een personeelslid van functie verandert, behoudt hij of zij het recht op maatregelen aan het einde van de loopbaan;

5° werknemers die vrijgesteld zijn van prestaties worden altijd beschouwd als werknemers die hun contractuele arbeidsduur behouden;

6° de vrijstellingsoptie is altijd definitief. Aan de andere kant kan de voortzetting van prestaties met een premie op elk moment worden omgezet in een afstand van arbeidsprestaties.

Voor de berekening van de forfaitaire bijdrage voor maatregelen aan het einde van de loopbaan zijn de personeelscategorieën als volgt:

1° categorie a: verpleegkundigen, sociaal-verpleegkundigen en ziekenverzorgers ;

2° categorie b: kinesitherapeuten, ergotherapeuten, logopedisten, diëtisten, pedagogen werkzaam in zorgteams, maatschappelijk werkers en psychologisch assistenten werkzaam in zorgeenheden of geïntegreerd in het therapeutisch plan, psychologen, orthopedagogen en pedagogen werkzaam in zorgeenheden of geïntegreerd in het therapeutisch plan, laboratoriumtechnologen en medisch beeldvormingstechnologen;

3° categorie c : de zorgkundigen en de personen bedoeld in de artikelen 152 en 153 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

4° categorie d: gelijkgestelde personen, ambulanciers van spoedgevallendiensten die deel uitmaken van het personeel van de instellingen bedoeld in het meerjarenplan voor de federale gezondheidssectoren, ongeacht de kostenplaats waaronder deze personen vallen, technici medisch materiaal, in het bijzonder in sterilisatieafdelingen, ziekendragers en logistieke assistenten.

Het forfaitair bedrag wordt berekend als volgt :

$$F = O2 + O3 + F1 + F2$$

- berekening van de vrijstelling voor arbeidsprestaties

F1 = het bedrag dat verschuldigd is voor de compenserende aanwerving van personeelsleden die kiezen voor vrijstelling van de wekelijkse arbeidsduur

Waarbij:

Aa = 60.096,86 euro voor categorie a.

Ab = 60.096,86 euro voor categorie b.

Ac = 48.511,99 euro voor categorie c.

Ad = 48.465,91 euro voor categorie d.

T1: wekelijks aantal uren vrijstelling dat wordt gecompenseerd door de werknemer die als compensatie wordt ingehuurd of door de werknemer die zijn arbeidstijd verlengt;

S: wekelijks werkregime toegepast in het initiatief voor beschut wonen ;

N: jaarlijks aantal door de werkgever betaalde arbeidsuren ter compensatie van de uren vrijstelling van werknemers die in aanmerking komen voor maatregelen aan het einde van de loopbaan voor het betreffende jaar ;

Y: theoretisch aantal arbeidsuren per jaar dat de werknemer in compenserende dienst moet werken in verband met zijn arbeidsovereenkomst, zijn individuele benoemingsakte of de wijziging van zijn arbeidsovereenkomst in geval van arbeidstijdverhoging;

- berekening van het premiebedrag

$$F2 = A_i * H/38 * T2/S * N/Y$$

Waarbij:

Aa = 82.125,62 euro voor categorie a.

Ab = 82.125,62 euro voor categorie b.

Ac = 61.164,83 euro voor categorie c.

Ad = 55.267,79 euro voor categorie d.

H: equivalent aantal uren vrijstelling van arbeidsprestaties per week in het kader van de toekenning van een premie voor een voltijdwerker in verhouding tot zijn leeftijd ;

T2: aantal te werken uren per week zoals bepaald in de arbeidsovereenkomst of de individuele benoemingsakte, indien van toepassing, in de functie die het voordeel van de maatregel rechtvaardigt ;

S: wekelijks werkregime toegepast in het initiatief voor beschut wonen ;

N: jaarlijks aantal door de werkgever betaalde arbeidsuren voor het betrokken jaar in het kader van de maatregelen aan het einde van de loopbaan ;

Y: theoretisch jaarlijks aantal door de begunstigde te werken uren in verband met zijn arbeidsovereenkomst of individuele benoemingsakte.

Om in aanmerking te komen voor de in deze paragraaf bedoelde forfaitaire tegemoetkoming, verstrekt het initiatief voor beschut wonen het Agentschap elektronisch de volgende informatie:

1° naam en adres van het betrokken personeelslid;

2° het rijksregisternummer;

3° zijn geboortedatum;

4° zijn functie;

5° de gekozen optie tussen de vrijstelling van arbeidsprestaties en de premie voor elk van de schijven;

6° het aantal uren vrijstelling van arbeidsprestaties dat hij kan krijgen in verhouding tot zijn leeftijd ;

7° het wekelijkse werkregime toegepast in het initiatief voor beschut wonen ;

8° het aantal door het personeelslid te presteren uren, zoals bepaald in de arbeidsovereenkomst, in voorkomend geval verminderd naar rato van de uren gepresteerd in de functie die het voordeel van de in dit paragraaf bedoeld maatregel rechtvaardigt

9° de datum van zijn aanwerving;

10° de eventuele vertrekdatum;

11° voor gelijkgestelde personeelsleden, het aantal uren onregelmatig prestaties, met een minimum van 200 uur over 24 maanden;

12° periodes van onbetaalde afwezigheid (niet gelijkgestelde dagen of uren) door de werkgever en de aard ervan.

Deze informatie wordt meegedeeld in overeenstemming met de instructies die door de Minister bevoegd voor Volksgezondheid naar initiatieven voor beschut wonen worden gestuurd.

De voorlopige forfaitaire tegemoetkoming wordt berekend op basis van het laatst bekende definitieve bedrag, op voorwaarde dat rekening wordt gehouden met alle leeftijdsgroepen; anders wordt de voorlopige forfaitaire bijdrage vastgesteld op basis van het voorlopige bedrag voor jaar n-1.

Telkens wanneer een definitieve forfaitaire tegemoetkoming wordt berekend, vormt zij de voorlopige forfaitaire tegemoetkoming voor het boekjaar dat volgt op de datum waarop zij is vastgesteld.

Het verschil tussen het definitieve F en het voorlopige F wordt teruggevorderd door het dagtarief voor het volgende jaar te verlagen.

Voor de toepassing van de leden 10 tot 12 wordt, in voorkomend geval, rekening gehouden met het bedrag berekend overeenkomstig artikel 1, G), van het koninklijk besluit van 18 juli 2001 tot vaststelling van de regels volgens welke het budget van de financiële middelen, het quotum van de verblijfsdagen en de prijs per verblijfsdag worden bepaald voor de initiatieven voor beschut wonen.

Voor personeelsleden die hebben afgezien van hun wekelijkse arbeidsprestaties, moet het initiatief voor beschut wonen bewijzen dat deze vrije tijd en de toegekende financiering zijn gecompenseerd door nieuwe aanwervingen of door een toename van de wekelijkse werktijd van de personeelsleden. Voltijdse werknemers die profiteren van maatregelen aan het einde van hun loopbaan en werknemers voor wie het initiatief voor beschut wonen al financiering ontvingt in het kader van het werkgelegenheidsbeleid, worden niet in aanmerking genomen.

De totale hoeveelheid te compenseren uren per in lid 5 bedoelde categorie wordt bij voorrang door dezelfde categorie gecompenseerd.

Waar nodig wordt de financiering beperkt tot het werkelijke totale vervangingsvolume.

Het initiatief voor beschut wonen stuurt het Agentschap elektronisch de volgende informatie, samen met de informatie die is gebruikt voor de definitieve berekening:

1° naam en voornaam van het aangeworven personeelslid of van het personeelslid van wie de arbeidsduur is verhoogd ;

2° het rijksregisternummer;

3° zijn geboortedatum;

4° de datum waarop hij in functie treedt en zijn functie neerlegt;

5° zijn functie;

6° de compenserende wekelijkse arbeidstijd van de nieuwe werknemer of de verhoging van de arbeidstijd van de huidige werknemer waardoor zijn arbeidstijd toeneemt;

7° periodes van onbetaalde afwezigheid (niet gelijkgestelde dagen of uren) door de werkgever en de aard ervan.

8° het toerekeningskostencentrum;

9° de ingangsdatum van de wijziging van de arbeidsovereenkomst van de werknemer waarbij zijn arbeidsduur wordt verhoogd of van de nieuwe arbeidsovereenkomst van de werknemer of van de individuele benoemingsakte;

10° de einddatum van de overeenkomst;

Kopieën van nieuwe arbeidsovereenkomsten, contractwijzigingen in geval van verhoging van de werktijd of individuele benoemingsakten zijn bij deze informatie gevoegd.

Als het initiatief voor beschut wonen niet binnen de vereiste termijn de informatie verstrekt die nodig is om de definitieve forfaitaire tegemoetkoming op te stellen, wordt de voorlopige forfaitaire tegemoetkoming teruggevorderd.

§ 8. De tegemoetkoming in de kosten van de attractiviteitspremie is een jaarlijks forfaitair bedrag per voltijds equivalent, dat als volgt wordt bepaald:

1° voor initiatieven voor beschut wonen in de openbare sector : 960,77 euro ;

2° voor initiatieven voor beschut wonen in de privé sector : 996,55 euro.

De in lid 1 bedoelde bedragen zijn inclusief werkgeversbijdragen.

Voor elk jaar wordt het bedrag berekend door het aantal voltijdsequivalenten waarin de erkenningsnormen voor het initiatief voor beschermde huisvesting voorzien, te vermenigvuldigen met het in lid 1 bedoelde forfaitaire bedrag.

§ 9. De bijdrage in de werkingskosten in verband met begeleiding bedraagt een jaarlijks bedrag van 920,70 euro per plaats beschutte woning.

§ 10. Deze paragraaf is alleen van toepassing op initiatieven voor beschut wonen die zijn geselecteerd voor de opdrachten van psychiatrische zorg aan patiënten thuis en die zijn erkend door het Agentschap.

Een tegemoetkoming van 86.873,72 euro wordt toegekend aan elk initiatief voor beschut wonen bedoeld in lid 1.

Om deze tegemoetkoming te behouden, stuurt het initiatief voor beschut wonen het Agentschap uiterlijk 28 februari van het jaar volgend op het boekjaar elektronisch een jaarverslag. Dat verslag wordt opgesteld overeenkomstig een model dat door het Agentschap wordt bepaald.

§ 11. Een tegemoetkoming van 1.634,48 euro wordt toegekend aan elk initiatief voor beschut wonen met een coördinator die niet heeft gekozen voor de IF-IC-schaal, om de toekenning van een jaarlijkse functionele aanvulling van 1.213,69 euro aan deze coördinator te financieren.

Om in aanmerking te komen voor het functionele aanvulling moet de coördinator aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° ten minste 18 jaar financiële anciënniteit hebben;

2° ten minste 24 uur basisopleiding en ten minste 8 uur jaarlijkse voortgezette vorming hebben gevolgd in de volgende drie domeinen:

- a) beheer van werktijden, arbeidstijd en collectieve arbeidsovereenkomsten ;
- b) het welzijn op het werk
- c) teammanagement

De basisopleiding en de voortgezette vorming bedoeld in het derde lid, 2°, worden gevalideerd door het Agentschap.

§ 12. Een tegemoetkoming van 55,07 euro wordt toegekend per plaats beschutte woning met het oog op de waardering van de ongemakkelijke prestaties, tussen 19u en 20u, van het personeel dat de functie van opvoeder uitoefent, overeenkomstig de voorwaarden bepaald in de artikelen 7 tot 9 van het koninklijk besluit van 28 december 2011betreffende uitvoering van het attractiviteitsplan voor het verpleegkundig beroep, in bepaalde federale gezondheidssectoren, wat betreft de premies voor de titels en bijzondere beroepsbekwaamheden en ongemakkelijke prestaties.

Een tegemoetkoming van 2,05 euro wordt toegekend per plaats beschutte woning met het oog op het verhogen van de waarde van ongemakkelijke prestaties, tussen 19.00 en 20.00 uur, verleend door personeel dat niet valt onder lid 1 overeenkomstig de procedures van genoemd lid 1.

§ 13. Deze paragraaf is alleen van toepassing op initiatieven voor beschut wonen die zijn geselecteerd voor de opdrachten van psychiatrische zorg aan patiënten thuis en die zijn erkend door het Agentschap.

In het kader van het Sociaal Akkoord tussen de werknemers- en werkgeversorganisaties wordt tegemoetkoming verleend aan initiatieven voor beschut wonen om de kosten voor de aanwerving van extra personeel te dekken.

In de initiatieven voor beschut wonen in de privésector bedraagt de tegemoetkoming 65.804,08 euro per voltijds equivalent voor de effectieve creatie van 27 voltijdse equivalenten (VTE) op bachelor niveau in kwalificaties die de verbetering van de opvang en de psychosociale begeleiding mogelijk maken, zoals uitgevoerd in het kader van de uitvoering van artikel 1, M), a) van het koninklijk besluit van 18 juli 2001 houdende vaststelling van de regels volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald.

In de initiatieven voor beschut wonen bedraagt de bijdrage 63.387,59 euro per voltijds equivalent voor de effectieve creatie van 3 voltijdse equivalenten (VTE) bestemd om de reactivering te versterken, zoals uitgevoerd in het kader van de uitvoering van artikel 1, M), b), van het koninklijk besluit van 18 juli 2001 houdende vaststelling van de regels volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald.

§ 14. Een bijdrage van 38,71 euro per plaats voor beschut wonen wordt toegekend om de financiële bijdrage van de werkgever in de vervoerskosten van de werknemers te dekken, in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19octies van 20 februari 2009.

§ 15. Voor initiatieven voor beschut wonen in de privésector wordt een jaarlijks bedrag van 26 352,12 euro per initiatief voor beschut wonen toegekend voor de coördinatiefunctie.

Voor de toepassing van deze financiering en de bepaling van het overeenkomstige aantal voltijdsequivalenten worden de totale jaarlijkse kosten van één voltijdsequivalent geraamd op 79 056,35 euro.

Voor een woonzorginitiatief uit de privésector met meer dan vijftien erkende plaatsen wordt dit bedrag van 26.352,12 euro verhoogd met X euro per initiatief voor beschut wonen, volgens de volgende formule:

$$X = (Y - 15) * Z$$

waarin :

Y = Aantal erkende plaatsen van het initiatief van beschut wonen

Z = 1.568,58 euro.

De aanwerving voor de coördinatiefunctie wordt uitgevoerd, hetzij door de aanwerving van een nieuwe werknemer, hetzij door het verhogen van de werktijd van een werknemer die al in dienst was bij het initiatief voor beschut wonen voordat hij aan de coördinatiefunctie werd toegewezen. De arbeidsovereenkomst of het aanhangsel ervan vermeldt uitdrukkelijk de verwijzing naar de maatregel voor de aanwerving van bijkomend personeel genomen in het kader van de driedelige intersectorale kaderovereenkomst voor de Waalse non-profitsector 2021-2024 van 27 mei 2021.

Om in aanmerking te komen voor de financiering bedoeld voor de coördinatiefunctie, moet het initiatief voor beschut wonen het Agentschap uiterlijk op 31 maart het volgende bezorgen:

1° een afschrift van de arbeidsovereenkomst of het aanhangsel van de arbeidsovereenkomst van de werknemers die in de loop van het betrokken jaar zijn aangeworven;

2° op een elektronische drager, volgens het door het Agentschap opgestelde model, de gegevens over het personeelslid waarop de coördinatiefunctie betrekking heeft.

Op basis van de voltijdse equivalenten die tijdens het jaar N in dienst waren en de theoretische schaal van 68 817,47 euro per voltijds equivalent berekent het Agentschap het bedrag van de subsidie die aan het einde van de periode gerechtvaardigd is. Deze berekening wordt tijdens het volgende jaar gemaakt.

Onder coördinatiefunctie wordt verstaan de organisatie van opvang en begeleiding van volwassenen die om psychiatrische of psychosociale redenen geholpen moeten worden in hun leef- en woonomgeving, om hen in staat te stellen sociale vaardigheden te verwerven en/of te re-integreren in de samenleving. De werknemer belast met de coördinatiefunctie zorgt voor een goed therapeutisch beheer, human resources, en het patrimonium van het initiatief van beschut wonen.

Om de coördinatiefunctie uit te voeren, moeten werknemers in het bezit zijn van een master- of bachelordiploma uit de volgende lijst:

1° in de verpleegkunde;

2° in de menswetenschappen;

- 3° in de volksgezondheid;
- 4° in de psychologie;
- 5° in de criminologie;
- 6° van maatschappelijk assistent;
- 7° van opvoeder;
- 8° in de ergotherapie.

§ 16. De bedragen bedoeld in dit artikel worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013= 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt. ”.

Art. 111. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/50 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/50. § 1. Het quotum van verblijfsdagen is gelijk aan het aantal dagen waarop de beschikbare plaatsen tijdens het boekjaar daadwerkelijk bezet waren.

Voorzieningen worden berekend op basis van 100% bezetting.

§ 2. De definitieve berekening gebeurt aan de hand van een terugvorderingsbedrag dat wordt toegepast op de begroting van de financiële middelen voor het volgende boekjaar. ”.

Art. 112. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/51 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/51. De balans en de resultatenrekening worden opgesteld op basis van het model opgenomen in bijlage 7 van het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. ”.

Art. 113. In hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt, na artikel 1768/51, een afdeling 4 ingevoegd, met als opschrift: ”Afdeling 4. Programmering en erkenning”. ”.

Art. 114. In afdeling 4 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1768/52 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/52. De Minister stelt een nieuw programma op in het jaar volgend op de aanneming van het strategisch plan voor geestelijke gezondheid bedoeld in artikel 47/20 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Bij de programmering wordt rekening gehouden met de doelstellingen, acties en strategieën in het strategisch plan voor geestelijke gezondheid.

Tenzij anders bepaald in het strategisch plan voor geestelijke gezondheid, beperkt de programmering het aantal individuele opvolgingssessies voor een initiatief voor beschermd wonen tot maximaal een tiende van het totale aantal goedgekeurde plaatsen, inclusief individuele opvolging, voor dit initiatief voor beschermd wonen. ”.

Art. 115. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/53 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/53. De deontologische regels bedoeld in artikel 53/75, lid 1, 19° van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn in bijlage 144 vermeld. ”.

Art. 116. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/54 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/54. De erkenningsaanvraag wordt door het initiatief voor beschermd wonen elektronisch ingediend bij het Agentschap.

De aanvraag omvat :

1° een formulier, opgesteld door het Agentschap en ingevuld door het initiatief voor beschermd wonen, met:

- a) het ondernemingsnummer,
- b) de identiteit van het initiatief voor beschermd wonen, de hoedanigheid en het mandaat van haar vertegenwoordiger;
- c) het adres van de hoofdvestiging;
- d) in voorkomend geval, de adressen van eventuele bijkantoren;
- e) contactgegevens, zoals adres, email, telefoonnummer.....; ;
- f) de verbintenis om de opdracht bedoeld in artikel 538/43 van het decreetgevend deel van het Wetboek te vervullen;
- g) de verbintenis om overeenkomstig artikel 538/44 van het decreetgevend deel van het Wetboek om de vijf jaar een nieuw dienstverleningsproject op te stellen;
- h) de verbintenis om zijn dienstverleningsproject uit te voeren;
- i) in voorkomend geval, de verbintenis een of meer overeenkomsten als bedoeld in artikel 538/47 van het decreetgevend deel van het Wetboek te sluiten;
- j) de verbintenis om lid te zijn van ten minste één overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;
- k) de verbintenis om te beschikken over een multidisciplinair team dat voldoet aan de bepalingen van de artikelen 538/50 tot 538/53 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
- l) de verbintenis om het multidisciplinaire overleg bedoeld in artikel 538/54 van het decreetgevend deel van het decreet te organiseren;
- m) een verbintenis om de in artikel 538/55 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde contacten te onderhouden;
- n) de verbintenis te voldoen aan de eisen van de artikelen 538/64 en 538/65 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
- o) de verbintenis om voor elke begunstigde het individuele dossier bedoeld in artikel 538/66 van het decreetgevend deel van het Wetboek bij te houden;

p) de verbintenis om de rechten van de begunstigde, zoals bepaald in de artikelen 538/68 tot 538/70 van het decreetgevend deel van het Wetboek, na te leven;

q) de verbintenis om geen hogere verblijfkosten aan te rekenen dan die welke overeenkomstig artikel 538/71 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn vastgesteld;

r) de verbintenis om de socio-epidemiologische gegevens bedoeld in artikel 538/73 van het decreetgevend deel van het Wetboek te verzamelen en mee te delen;

s) de verbintenis om de door de Regering vastgestelde deontologische regels, bedoeld in artikel 538/75, lid 1, 19°, van het decreetgevend deel van het Wetboek, na te leven;

t) de handtekening van de onder b) bedoelde vertegenwoordiger;

2° een uittreksel uit de notulen van de vergadering van het bestuursorgaan tijdens welke de beslissing om de erkenning aan te vragen, is aangenomen;

3° het bewijs van het mandaat van de vertegenwoordiger bedoeld in 1°, b), wanneer dit mandaat niet is bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*;

4° de lijst van de leden bedoeld in artikel 538/47 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

5° het eerste dienstverleningsproject;

6° een beschrijving van het gebouw met de kenmerken bedoeld in de artikelen 538/58 tot 538/63 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

7° een door de inrichtende macht gedateerd en ondertekend attest waaruit blijkt dat binnen het aan het psychiatrisch verzorgingstehuis toegewezen gebouw voorzorgsmaatregelen ter voorkoming van brand zijn genomen, of een door de bevoegde brandweerdienst afgegeven attest waaruit blijkt dat het gebouw voldoet aan de normen inzake brandbeveiliging;

8° het protocol voor de bescherming van persoonsgegevens bedoeld in artikel 538/67, tweede lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

9° in voorkomend geval, de vergunningsaanvraag bedoeld in artikel 1768/39, § 2, vierde lid en 1768, vierde lid.

10° in voorkomend geval, de verzoeken tot afwijking bedoeld in de artikelen 1768/42, derde lid, 1768/43, derde lid, 1768/42, vierde lid;

11° elk ander document dat het initiatief voor beschut wonen relevant acht om haar aanvraag te ondersteunen. ”.

Art. 117. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/55 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/55. § 1. Het Agentschap bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag langs elektronische weg binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het dossier.

§ 2. Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt het Agentschap de ontbrekende of onvolledige documenten op binnen een termijn van één maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

Het initiatief voor beschut wonen beschikt over een termijn van een maand, te rekenen vanaf de in lid 1 bedoelde aanvraag, om zijn dossier te vervolledigen. Indien dit niet het geval is, wordt zijn erkenningsaanvraag geacht niet-ontvankelijk te zijn.

§ 3. Het Agentschap maakt het volledige dossier, vergezeld van zijn advies, binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier over aan de Minister.

§ 4. De Minister beslist over de erkenningsaanvragen binnen twee maanden na toezending van het volledige dossier door het Agentschap.

De Minister of zijn afgevaardigde geeft het betrokken initiatief voor beschut wonen kennis van zijn beslissing. Een afschrift van de beslissing wordt aan het Agentschap toegezonden.

§ 5. In geval van een met redenen omkleed spoedeisend verzoek van het initiatief voor beschut wonen worden de in de paragrafen 3 en 4 genoemde termijnen van twee maanden teruggebracht tot vijftien dagen. ”.

Art. 118. In hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt, na artikel 1768/55, een afdeling 5 ingevoegd, met als opschrift: ”Afdeling 5. Beoordeling, controle en sancties Beoordeling, controle en sancties. ”.

Art. 119. In afdeling 5 van hoofdstuk I/2 van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1768/56 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/56. De Minister stelt het model van activiteitenverslag, bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend deel van het decreet, op.

Dit model omvat:

1° de partijen bedoeld in artikel 12/3;

2° de gegevens die nodig zijn om na te gaan of de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 538/44 van het decreetgevend deel van het Wetboek worden geleefd.

3° het in artikel 12/2 bedoelde dossier ter rechtvaardiging van het gebruik van de subsidie;

4° de gegevens die nodig zijn om na te gaan of de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 538/75 van het decreetgevend deel van het Wetboek worden geleefd.

Het in artikel 46 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde verslag wordt overeenkomstig artikel 12/3 aan het Agentschap toegezonden. ”.

Art. 120. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/57 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/57. § 1. De evaluatie van het initiatief voor beschut wonen is gebaseerd op :

1° het dienstverleningsproject;

2° de ingediende activiteitenverslagen;

3° de vorige evaluatieverslagen.

§ 2. De evaluatie heeft tot doel:

1° de positieve of negatieve verschillen tussen het dienstverleningsproject en de uitgevoerde acties vaststellen en verklaren;

2° aanbevelingen uitwerken ter verbetering van de acties en praktijken van het initiatief voor beschut wonen.

§ 3. Het initiatief voor beschut wonen of de afdeling medisch toezicht op het werk voert ten minste om de drie jaar een zelfevaluatie uit.

Het zelfevaluatieverslag wordt elektronisch aan het Agentschap toegezonden.

Het Agentschap maakt, indien nodig, opmerkingen over het hem toegezonden zelfevaluatieverslag.

§ 4. Een evaluatiegesprek vindt plaats op initiatief van het initiatief voor beschut wonen, dan wel op initiatief van het Agentschap, wanneer een van deze partijen een dergelijk gesprek nuttig acht.

§ 5. Het in paragraaf 3 bedoelde zelfevaluatieverslag wordt, met de eventuele opmerkingen van het Agentschap, binnen drie maanden na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan het initiatief voor beschut wonen.

Het in paragraaf 4 bedoelde verslag van het evaluatiegesprek wordt binnen drie maanden na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan het initiatief voor beschut wonen. ”.

Art. 121. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/58 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/58. De conclusies van de in artikel 538/80 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde controle worden binnen een termijn van drie maanden toegezonden aan het initiatief voor beschut wonen, dat over een termijn van een maand beschikt, te rekenen vanaf de ontvangst van de conclusies, om haar opmerkingen aan het Agentschap te doen toekomen. ”.

Art. 122. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/59 ingevoegd, luidend als volgt:

” § 1. Wanneer het Agentschap vaststelt dat een initiatief voor beschut niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet of zijn verplichtingen niet nakomt, stelt het dit initiatief voor beschut wonen in kennis van de vastgestelde tekortkomingen en van de termijn om hieraan te voldoen, die niet korter mag zijn dan een maand vanaf de kennisgeving van de tekortkomingen.

§ 2. Na afloop van de termijn voor het in overeenstemming brengen doet het Agentschap, indien de vastgestelde tekortkomingen blijven bestaan, een voorstel tot intrekking van de erkenning, waarvan het kennis geeft aan het betrokken initiatief voor beschut wonen.

Binnen een termijn van ten minste vijftien dagen vanaf de in het eerste lid bedoelde kennisgeving wordt het betrokken initiatief voor beschut wonen uitgenodigd voor een hoorzitting, teneinde zijn argumenten naar voren te brengen. Het kan zich laten bijstaan door de raadsheer van zijn keuze.

Binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de hoorzitting wordt een proces-verbaal van verhoor waarbij elk nieuw element wordt gevoegd, opgesteld en overgemaakt aan het verhoorde initiatief voor beschut wonen dat over vijftien dagen beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt.

§ 3. De Minister beslist over het voorstel tot intrekking van de erkenning binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het volledige dossier.

§ 4. De Minister zal met de steun van het Agentschap de nodige stappen ondernemen om ervoor te zorgen dat de begunstigen worden overgeplaatst naar een ander initiatief voor beschut wonen en dat hun therapeutische zorg wordt voortgezet. ”.

Art. 123. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1768/60 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1768/60. De procedure van artikel 1768/59 is ook van toepassing wanneer de vastgestelde inbreuken slechts betrekking hebben op een van de beschutte woningen die worden beheerd door het initiatief voor beschut wonen.

In het in lid 1 bedoelde geval heeft de intrekking van de erkenning uitsluitend betrekking op het betrokken initiatief voor beschut wonen. ”.

Afdeling 6. — Wijzigingen betreffende de diensten voor geestelijke gezondheidszorg

Art. 124. Het opschrift van deel II, titel III, hoofdstuk II, van boek VII van het Wetboek wordt vervangen als volgt: ”Hoofdstuk II. Diensten voor geestelijke gezondheidszorg ”.

Art. 125. Artikel 1769 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

”Art. 1769. De definities in artikel 539/1 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn van toepassing op dit hoofdstuk.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder ”inrichtende macht” verstaan: het orgaan dat belast is met het bestuur van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg ”.

Art. 126. Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt: ”Afdeling 2. Opdrachten en werking ”.

Art. 127. Het opschrift van deel II, titel III, hoofdstuk II, afdeling 2, onderafdeling 1, van boek VII van het Wetboek wordt vervangen als volgt: ”Onderafdeling 1. - Dienstverleningsproject ”.

Art. 128. Punt ”A. Erkenningsvoorwaarden” van afdeling 2, onderafdeling 1, van hoofdstuk II van titel III van boek VII van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 129. Punt ”A.1. Dienstverleningsproject” van afdeling 2, onderafdeling 1, van hoofdstuk II van titel III van boek VII van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 130. Artikel 1770 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid:

a) de woorden ”De dienst werkt een dienstproject uit” worden vervangen door de woorden ”De dienst voor geestelijke gezondheidszorg werkt een dienstproject uit”;

b) de woorden "waarvan de inhoud aangepast wordt" worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 541 van het decreetgevend deel van het Wetboek";

2° in het tweede lid:

a) de woorden "uit meer dan één team bestaat" worden vervangen door de woorden "voor geestelijke gezondheidszorg over een erkenning beschikt";

b) de woorden ", waarbij het deel bedoeld in artikel 541, derde lid,

van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek gemeenschappelijk kan zijn." worden opgeheven;

3° het derde lid wordt opgeheven;

4° in lid 4, dat lid 3 geworden is:

a) de woorden "voor geestelijke gezondheidszorg" worden ingevoegd tussen de woorden "Elke dienst" en de woorden "kan om een steun" ;

b) de woorden "het referentiecentrum" worden vervangen door de woorden "een referentiecentrum voor geestelijke gezondheid of een specifiek referentiecentrum";

c) het woord "eerste" wordt opgeheven;

b) worden de woorden "om de tot eerste autoevaluatie ervan over te gaan." vervangen door de woorden "om tot de autoevaluatie over te gaan";

5° in lid 5, dat lid 4 geworden is:

a) de woorden "De aanvraag om individuele steunverlening" wordt vervangen door de woorden "De aanvraag om steunverlening bedoeld in lid 3" ;

b) de woorden "wordt schriftelijk aan het referentiecentrum gericht" worden vervangen door de woorden "wordt langs elektronische weg aan het centrum voor geestelijke gezondheid of aan het specifiek referentiecentrum gericht".

Art. 131. In artikel 1771 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de woorden "de administratie" telkenmale vervangen door de woorden "het Agentschap".

Art. 132. Artikel 1772 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 1772. § 1. Voordat het dienstverleningsproject wordt goedgekeurd, wordt het voorgelegd aan :

1° aan het driemaandelijks multidisciplinair overleg bedoeld in artikel 547 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

2° voor overleg met de adviesraad bedoeld in artikel 583 van decreetgevend deel van het Wetboek;

Het dienstverleningsproject wordt definitief goedgekeurd door de inrichtende macht na het in lid 1 bedoelde overleg.

§ 2. Het dienstverleningsproject geeft aan welke periode het bestrijkt, die niet langer mag zijn dan vijf jaar.

§ 3. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg dient zijn nieuwe dienstverleningsplan elektronisch in bij het Agentschap vóór het einde van de zesde maand voorafgaand aan het verstrijken van zijn lopende dienstverleningsprojecten.

Het Agentschap bericht ontvangst van het dienstverleningsproject binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de verzending.

Het Agentschap keurt het dienstverleningsproject goed binnen de drie maanden te rekenen van zijn ontvangst. Als het Agentschap niet binnen deze termijn reageert, betekent dit dat het dienstverleningsproject wordt goedgekeurd.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 wordt het eerste dienstverleningsproject door de inrichtende macht goedgekeurd zonder voorafgaand overleg.

In afwijking van paragraaf 3 dient het psychiatrische verzorgingstehuis zijn eerste dienstverleningsproject elektronisch in bij het Agentschap als bijlage bij haar erkenningsaanvraag.

De toekenning van de erkenning impliceert stilzwijgende goedkeuring van het dienstverleningsproject.

Over het eerste dienstverleningsproject wordt binnen een maand na de vorming van het multidisciplinaire team en de adviesraad overleg gepleegd overeenkomstig lid 1. Indien nodig zal de inrichtende macht het aanpassen om rekening te houden met de resultaten van het overleg.

De procedure van paragraaf 3 is van toepassing op de in lid 4 bedoelde aanpassingen.

§ 5. Het dienstverleningsproject is voor verandering vatbaar. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg past het dienstverleningsproject aan als dat nodig is als gevolg van de impact van de acties in het project, de doelstellingen en strategieën van het strategisch plan voor geestelijke gezondheid en veranderingen in de gezondheidssituatie.

De in paragraaf 1 en 3 bedoelde procedure is van toepassing op de aanpassingen van de in het dienstverleningsproject vermelde doelstellingen. "

Art. 133. In afdeling 2 van hoofdstuk II van titel II van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1772 een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift : "Onderafdeling 2. - Registratie van tegemoetkomingsaanvragen. "

Art. 134. In onderafdeling 2 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van het deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1772/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1772/1. De registratie van de tegemoetkomingsaanvragen bedoeld in artikel 542, § 2, tweede lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek gebeurt in elektronische vorm.

Het registratiemechanisme voorziet in :

1° de mogelijkheid om de tegemoetkomingsaanvragen te rangschikken in volgorde van binnenkomst;

2° een indicatie van het gevolg dat aan elk verzoek om tegemoetkoming is gegeven. "

Art. 135. Punt "A.2. Overeenkomst betreffende de continuïteit van de zorgverlening" van onderafdeling 2 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel 2 van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een Onderafdeling 3, met als opschrift "Onderafdeling 3.". Overeenkomst betreffende de continuïteit van de zorgverlening".

Art. 136. In artikel 1773 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin worden de woorden "van het tweede deel" vervangen door de woorden ", lid 3,";

2° in 2°, worden de woorden "en de frequentie van de prestatie;" vervangen door de woorden "de prestaties";

3° in 3°, worden de woorden "waar de dienst verleend wordt;" vervangen door de woorden "waar de prestaties verleend worden";

4° punt 4° wordt aangevuld met de volgende woorden: "van de aanvragers of begunstigden" ;

5° punt 5° wordt vervangen als volgt: "5° de verplichting voor alle partijen bij de overeenkomst om de bepalingen van de artikelen 539 tot 617 van het decreetgevend deel van Wetboek, en de artikelen 1769 tot 1820 van dit Wetboek na te leven;".

Art. 137. Punt "A.3. multidisciplinaire overleg" van onderafdeling 3 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 4 met als opschrift "Onderafdeling 4.". Multidisciplinair overleg".

Art. 138. Artikel 1774 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

"Art. 1774 Het multidisciplinair overleg bedoeld in artikel 545 van het decreetgevend deel van het Wetboek heeft minstens betrekking op de volgende punten:

1° het onderzoek van alle nieuwe aanvragen ;

2° de identificatie binnen het multidisciplinaire team van de interveniënt(en) die de aanvrager kunnen begeleiden;

3° de beslissing om de aanvrager te begeleiden of door te verwijzen naar een andere meer geschikte dienst;

4° bespreking van de diagnose, het verloop van de behandeling of elk ander probleem in verband met een begunstigde, op verzoek van een van de leden van het team;

5° elk extern project onderzoeken of beoordelen dat de opdrachten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg zoals bepaald in artikel 540 van het decreetgevend deel van het Wetboek vervult.

Voorafgaand aan elke multidisciplinaire overlegvergadering wordt een agenda gestuurd naar elke persoon die deelneemt, in overeenstemming met de procedures die zijn vastgelegd in het dienstverleningsproject.

Van elke multidisciplinaire overlegvergadering worden notulen opgesteld volgens de procedures die in het dienstverleningsproject staan. "

Art. 139. Artikel 1775 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 1775. Het driemaandelijks multidisciplinair overleg is gepland op jaarbasis.

De bijeenroeping voor een multidisciplinaire overlegvergadering, samen met een agenda, wordt ten minste twee weken voor de geplande datum van de vergadering naar alle personeelsleden gestuurd, in overeenstemming met de procedures die in het dienstverleningsproject zijn uiteengezet.

De notulen van elke driemaandelijkse multidisciplinaire overlegvergadering worden opgesteld in overeenstemming met de procedures die in het dienstverleningsproject zijn uiteengezet en worden binnen een maand na de vergadering aan alle personeelsleden meegedeeld op dezelfde wijze als de in lid 2 bedoelde bijeenroeping. "

Art. 140. Punt "A.4. Expertises" van onderafdeling 4 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 141. Artikel 1777 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 142. Punt "A.5. Werk in netwerkverbanden en institutioneel overleg" van onderafdeling 4 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 143. Artikel 1778 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 144. Artikel 1779 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 145. Punt "A.6. Multidisciplinair team" van onderafdeling 4 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 5 met als opschrift "Onderafdeling 5.". Multidisciplinair team. "

Art. 146. In artikel 1780 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt : "De aanvraag tot toekenning van een aanvullende functie bedoeld in artikel 556, § 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek maakt deel uit van de erkenningsaanvraag bedoeld in artikel 1799. ";

2° een nieuw lid wordt ingevoegd tussen lid 1 en lid 2, luidend als volgt:

"In afwijking van lid 1, wanneer de dienst voor geestelijke gezondheidszorg reeds geniet van een erkenning, vormt de aanvraag tot toekenning van een aanvullende functie bedoeld in artikel 556, § 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek een aanvraag tot wijziging van de erkenning die onderworpen is aan artikel 1801. ";

3° in lid 2, thans lid 3, worden de woorden "via een bijwerking van het project inzake" vervangen door de woorden "voor de".

Art. 147. In artikel 1781 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° voor het enige lid, dat paragraaf 3 wordt, worden twee leden ingevoegd, luidend als volgt:

"Voor de in artikel 556, § 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde aanvullende functies gelden de volgende kwalificaties::

1° geneesheer;

2° verpleegkundige;

- 3° opvoeder ;
- 4° criminoloog ;
- 5° psychomotricus ;
- 6° logopedist ;
- 7° ergotherapeut ;
- 8° fysiotherapeut ;

De Minister kan de lijst vastgelegd in lid 1 wijzigen of aanvullen. ”;

2° in de inleidende zin van het enige lid, nu lid 3 :

a) worden de woorden “in artikel 556, § 2, tweede lid, van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek” vervangen door de woorden “in lid 1” ;

b) worden de woorden “aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg,” opgeheven.

Art. 148. Artikel 1783 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1:

a) wordt lid 1 vervangen door de volgende bepaling:

“Elke persoon die een functie uitoefent bedoeld in artikel 556 van het decreetgevend deel van het Wetboek moet een minimum van twee dagen opleiding per jaar volgen. ”;

b) lid 2 wordt opgeheven.

c) in lid 3, thans lid 2, worden de woorden de woorden “met de bijscholingsactiviteit ” vervangen door de woorden “met de voortgezette opleiding”;

2° in paragraaf 2 :

a) in lid 1 wordt de zin “De diensten delen één keer per jaar uiterlijk voor 31 maart de bijscholingsactiviteiten die tijdens het afgelopen werkingsjaar door elke werknemer worden gevolgd, aan de administratie mede” vervangen door de zin “De diensten delen één keer per jaar uiterlijk voor 31 maart de voortgezette opleiding die tijdens het afgelopen werkingsjaar door elke werknemer worden gevolgd, aan het Agentschap mede”;

b) lid 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“De dienst voor geestelijke gezondheidszorg bewaart de bewijzen van deelname aan voortgezette opleiding of, bij gebrek daaraan, de gegevens over de organisator, de duur en de inhoud van de voortgezette opleiding gedurende een periode van tien jaar vanaf het einde van het jaar in kwestie. ”.

Art. 149. Artikel 1784 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

“Art. 1784. § 1. Wanneer een lid van het multidisciplinaire team dat zijn functie heeft verlaten, niet binnen zes maanden na zijn vertrek wordt vervangen overeenkomstig artikel 558, § 2, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek, vraagt de dienst voorgeestelijke gezondheid een verlenging van deze vervangingstermijn aan.

Om deze verlenging te verkrijgen, richt de dienst voor geestelijke gezondheidszorg binnen een maand na het verstrijken van de termijn van zes maanden bedoeld in artikel 558, § 2, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Agentschap een met redenen omkleed verzoek langs elektronische weg aan het Agentschap. Dit verzoek moet vergezeld gaan van een dossier waarin de stappen worden gerechtvaardigd die zijn ondernomen om tot vervanging over te gaan. Het Agentschap beslist over de aanvraag tot binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de datum van ontvangst door het Agentschap. De beslissing van het Agentschap wordt meegedeeld aan de aanvragende dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

De verlenging wordt toegekend voor een periode van maximaal een jaar, te rekenen vanaf het verstrijken van de termijn van zes maanden bepaald in artikel 558, § 2, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Indien de dienst voor geestelijke gezondheidszorg aan het einde van de overeenkomstig lid 2 verlengde periode nog niet tot de vervanging is overgegaan, dient hij een nieuw verzoek om verlenging in. De leden 2 en 3 zijn van toepassing op dit nieuwe verlengingsverzoek.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg verzoekt om een verlenging van de vervangingstermijn totdat de vervanging heeft plaatsgevonden.

§ 2. Wanneer ten gevolge van de afwezigheid van een vervanger binnen de termijn van zes maanden bepaald in artikel 558, § 2, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek, een van de functies opgesomd in artikel 556, § 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek niet langer wordt uitgeoefend, stelt de dienst voor geestelijke gezondheidszorg compenserende maatregelen voor die de tijdelijke uitoefening van de niet uitgeoefende functie kunnen garanderen.

Als de psychiatrische functie niet wordt uitgevoerd, hebben de compenserende maatregelen ook betrekking op het therapeutisch beheer.

De voorgestelde compenserende maatregelen worden bij het in lid 2, paragraaf 1, bedoelde met redenen omklede verzoek om verlenging gevoegd. Het Agentschap geeft zijn mening over deze compenserende maatregelen.

Aanvaarding van de compenserende maatregelen door het Agentschap ontslaat de dienst voor geestelijke gezondheidszorg niet van de verplichting om alle nodige stappen te ondernemen om het lid van het multidisciplinaire team dat zijn functies heeft neergelegd, te vervangen. ”.

Art. 150. In artikel 1785, lid 3, van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 1° wordt opgeheven;

in 3° wordt het woord “bijkomende” vervangen door het woord “aanvullende”;

3° in 4° worden de woorden “het houden van de individuele dossiers van de gebruikers en de naleving van de bepalingen betreffende de toegang van de gebruikers” vervangen door de woorden “de naleving van de bepalingen betreffende de toegang van de begunstigen”;

4° in 10° worden de woorden “van de vormen en termijnen i.v.m. de toepassing van hoofdstuk II, titel II, boek VI van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek en van dit hoofdstuk.” vervangen door de woorden “van alle verplichtingen waarin het decreetgevend deel van het Wetboek en dit Wetboek voorzien”.

Art. 151. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1785/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1785/1. De therapeutisch directeur is verantwoordelijk voor de volgende taken, in overeenstemming met het dienstverleningsproject:

1° de therapeutische verantwoordelijkheid voor de uitvoering van de zorg te verzekeren zonder elke interveniënt van zijn of haar individuele verantwoordelijkheid te ontslaan;

2° coördinatie van multidisciplinaire teamvergaderingen ;

3° de beslissingen van het multidisciplinaire team met betrekking tot een bepaalde situatie valideren;

4° het nemen van eindbeslissingen over situaties die hem worden voorgelegd en het beslechten van meningsverschillen binnen het multidisciplinaire team;

5° ervoor zorgen dat het multidisciplinaire team crisissituaties doeltreffend aanpakt, of het nu gaat om een individuele crisis van een specifieke begunstigde of om een collectieve gezondheids- of andere crisis;

6° samenwerken in aanvullende activiteiten en activiteiten die verband houden met netwerking, in termen van therapeutische inhoud ;

7° werken in teamverband en in nauwe samenwerking met de verschillende personen die betrokken zijn bij de dienst geestelijke gezondheidszorg;

8° deelnemen aan werkvergaderingen over de therapeutische werking en de organisatie van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg. ”.

Art. 152. Artikel 1786 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

“Art. 1786. De administratief directeur en de therapeutisch directeur zijn samen verantwoordelijk voor de volgende taken:

1° het verzekeren van de continuïteit en de kwaliteit van de zorg ;

2° deelnemen aan de aanwerving van personeel;

3° het coördineren van alle activiteiten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

De administratief directeur en de therapeutisch directeur zijn samen verantwoordelijk voor de betrekkingen tussen de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en het Agentschap. Zij stellen het Agentschap binnen een maand in kennis van hun aanwijzing.

Art. 153. Punt “A.7. Verstrekkingen van de leden van het team” van onderafdeling 5 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 6 getiteld “Onderafdeling 6. - Prestaties van de leden van het multidisciplinaire team. ”.

Art. 154. In onderafdeling 6 van afdeling 2 van hoofdstuk II van Titel II van Boek VI van Deel 2 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 1786/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1786/1. De Regering of haar afgevaardigde bepaalt het aantal gesubsidieerde voltijdsequivalenten dat aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt toegekend voor het administratief directeur. ”.

Art. 155. In artikel 1787 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin wordt het woord “gesubsidieerde” ingevoegd tussen het woord “aantal” en het woord “arbeidsplaatsen”;

2° in 2°, wordt in de Franse versie het woord “d’équivalents” vervangen door de woorden “total des équivalents”;

3° in 3°, wordt in de Franse versie het woord “d’équivalents” vervangen door de woorden “total des équivalents”;

4° het artikel wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt:

“De Minister kan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een verhoging van het aantal voltijdsequivalenten met betrekking tot lid 1 toekennen om rekening te houden met de specifieke situatie van die dienst. ”.

Art. 156. In artikel 1788 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin wordt het woord “gesubsidieerde” ingevoegd tussen het woord “aantal” en het woord “arbeidsplaatsen”;

2° de zin “basisteam dat tot de dienst voor geestelijke gezondheidszorg behoort.” wordt vervangen door “dienst voor geestelijke gezondheidszorg”.

3° het artikel wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt:

“De Minister kan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een verhoging van het aantal voltijdsequivalenten met betrekking tot lid 1 toekennen om rekening te houden met de specifieke situatie van die dienst. ”.

Art. 157. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1788/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1788/1. Het aantal gesubsidieerde arbeidsplaatsen overeenstemmend met de psychologische functie is minstens gelijk aan een voltijdse equivalent per dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

“De Minister kan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een verhoging van het aantal voltijdsequivalenten met betrekking tot lid 1 toekennen om rekening te houden met de specifieke situatie van die dienst. ”.

Art. 158. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1788/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1788/2. § 1. Het aantal gesubsidieerde arbeidsplaatsen dat overeenkomt met de psychiatrische functie is minstens gelijk aan vijftien en een half uur per dienst geestelijke gezondheidszorg.

“De Minister kan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een verhoging van het aantal voltijdsequivalenten met betrekking tot lid 1 toekennen om rekening te houden met de specifieke situatie van die dienst.

§ 2. Het minimumaantal uren dat wordt toegekend aan de dienst geestelijke gezondheidszorg voor therapeutische bestuur wordt bepaald door de Minister. ”.

Art. 159. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1788/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1788/3. De Minister bepaalt het aantal gesubsidieerde voltijdsequivalenten dat aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt toegekend voor de aanvullende functies. "

Art. 160. Artikel 1789 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

"Art. 1789. § 1. De samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 568 van het decreetgevend deel van het Wetboek moet ten minste de volgende informatie bevatten:

1° de volledige identiteit van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, met inbegrip van zijn ondernemingsnummer ;

2° de volledige identiteit van de onafhankelijke dienstverlener, met inbegrip van zijn ondernemingsnummer;

3° een aanduiding van de functie die de onafhankelijke dienstverlener uitoefent;

4° een aanduiding van de termijn waarbinnen de onafhankelijke dienstverlener de dienst ter beschikking moet stellen;

5° de plaats waar de prestaties van de onafhankelijke dienstverlener plaatsvinden.

6° een aanduiding van de wijze waarop de onafhankelijke dienstverlener deelneemt aan het multidisciplinair overleg bedoeld in artikel 545 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

7° de verbintenis van de onafhankelijke dienstverlener om deel te nemen aan de uitvoering van het dienstverleningsproject bedoeld in artikel 541 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

8° een opgave van de aan de begunstigden aangerekende erelonen ;

9° de erelonen van de onafhankelijke dienstverlener;

10° een aanduiding van de bijdrage van de onafhankelijke dienstverlener in de beheerskosten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, uitgedrukt als percentage van de erelonen bedoeld in 9° ;

11° de verbintenis van de onafhankelijke dienstverlener om alle wettelijke of reglementaire bepalingen na te leven die van toepassing zijn op de dienst voor geestelijke gezondheid;

12° de aanduiding van de datum van inwerkingtreding van de samenwerkingsovereenkomst;

13° de aanduiding van de datum van inwerkingtreding van de samenwerkingsovereenkomst;

14° de aanduiding van de modaliteiten voor de opzegging van de samenwerkingsovereenkomst;

15° de aanduiding van de namen en functies van de ondertekenaars;

16° de ondertekening door de partijen;

De bijdrage in de beheerskosten bedoeld in het eerste lid, 11°, mag in geen geval minder bedragen dan vijftien procent van de ontvangen erelonen

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde samenwerkingsovereenkomst wordt binnen een maand na de inwerkingtreding ervan ter informatie naar het Agentschap gestuurd. "

Art. 161. Punt "A.8. Individueel dossier van de gebruiker" van onderafdeling 6 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 7, met als opschrift "Onderafdeling 7. Individueel dossier van de begunstigde. "

Art. 162. Artikel 1790 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 1790. Het verzoek om inzage in het individueel dossier bedoeld in artikel 570, § 3, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt geformuleerd als volgt:

1° mondeling tijdens een gesprek met de dienst voor geestelijke gezondheidszorg ;

2° of per brief gericht aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg;

3° hetzij per elektronische weg.

In het geval bedoeld in lid 1, 1°, wordt het verzoek schriftelijk geregistreerd door het lid van het team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg dat het verzoek ontvangt. "

Art. 163. Punt "A.9. Verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens" van onderafdeling 7 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 8, met als opschrift "Onderafdeling 8. Verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens ".

Art. 164. Artikel 1791 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 165. Artikel 1792 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 1792. Socio-epidemiologische gegevens worden elektronisch naar het Agentschap gestuurd. Het Agentschap zal de dienst voor geestelijke gezondheidszorg de nodige instructies geven om deze gegevens veilig te verzenden.

Het Agentschap verstuurt zijn rapport met socio-epidemiologische gegevensanalyse elektronisch:

1° aan de Minister ;

2° aan elke dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Het in lid 2 bedoelde analyserapport wordt bekendgemaakt op de door de minister vastgestelde wijze. "

Art. 166. Punt "A.10. Toegankelijkheid en infrastructuur" van onderafdeling 8 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 9, met als opschrift "Onderafdeling 9. Raadpleegtijden en -procedures. "

Art. 167. Artikel 1793 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

"Art. 1793. § 1. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg bepaalt zijn spreekuren in overeenstemming met de minimumvereisten in dit artikel.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg geeft zijn spreekuren aan:

1° in zijn dienstenproject bedoeld in artikel 541 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
2° in elk schrijven, elke email of andere verzending aan een persoon buiten de dienst voor geestelijke gezondheidszorg;

3 in voorkomend geval, op zijn website;

4° aan de ingang van de lokalen die hij in gebruik heeft;

5° in de schriftelijke informatie bedoeld in artikel 571 van het decreetgevend deel van het Wetboek

§ 2. Spreekuren zijn elke werkdag beschikbaar, van maandag tot vrijdag, van 9.00 tot 18.00 uur.

Buiten deze uren kan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, op verzoek van de begunstigde, 's ochtends of 's avonds en op zaterdagochtend consultaties organiseren, tot een maximum van vier uur per week voor de dienst voor geestelijke gezondheidszorg als geheel.

De in lid 2 bedoelde uren die door het personeel worden gewerkt, mogen niet meer bedragen dan vier procent van het totale aantal uren dat aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg is toegewezen.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 is het de dienst voor geestelijke gezondheidszorg toegestaan drie werkdagen per jaar te sluiten.

Deze sluitingsdagen zijn bedoeld voor :

1° het organiseren van activiteiten om de werking van het multidisciplinaire team te verbeteren;

2° het toekennen van buitengewoon verlof aan de leden van het multidisciplinair team.

Behalve in uitzonderlijke omstandigheden stelt de dienst voor geestelijke gezondheidszorg de gebruikers op de hoogte van elke sluitingsdag als bedoeld in dit lid, door mededelingen op te hangen bij de ingang van de gebouwen die hij gebruikt en in de wachtkamer.

Behalve in uitzonderlijke omstandigheden stelt de dienst voor geestelijke gezondheidszorg het Agentschap elektronisch in kennis van elke in dit paragraaf bedoelde sluitingsdag.

Behalve in uitzonderlijke omstandigheden wordt de in de vorige leden bedoelde informatie ten minste dertig dagen voor de geplande sluitingsdatum verstrekt.

§ 4. De dienst voor geestelijke gezondheid mag consultaties op afstand organiseren onder de volgende voorwaarden:

1° de begunstigde heeft ingestemd met de organisatie van consultaties op afstand;

2° het multidisciplinaire team heeft ingestemd met de organisatie van consultaties op afstand;

3° de consultatie op afstand gebeurt via videoconferentie;

4° de consultatie op afstand vereist visueel en auditief contact tussen de patiënt en het lid van het multidisciplinaire team;

5° de begunstigde wordt op de hoogte gebracht of de raadpleging op afstand al dan niet wordt opgenomen;

6° de begunstigde heeft het recht zich te verzetten tegen elke opname van de consultatie op afstand;

7° het lid van het multidisciplinair team voert de raadpleging op afstand uit vanuit de lokalen van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg;

8° de dienst voor geestelijke gezondheid garandeert de volledige vertrouwelijkheid van de consultatie op afstand. ”.

Art. 168. Punt "A.11. Boekhouding" van onderafdeling 9 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 10 met als opschrift "Onderafdeling 10." Boekhouding. ”.

Art. 169. Artikel 1794 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt in de volgende lezing hersteld:

"Art. 1794. Overeenkomstig artikel 410/591 van het decreetgevend deel van het Wetboek worden de balans en de resultatenrekening opgesteld op basis van het model opgenomen in bijlage 7 van het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. ”.

Art. 170. Punt "A.12. De gebruiker" van onderafdeling 10 van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 11 met als opschrift "Onderafdeling 11. De begunstigde. ”.

Art. 171. Artikel 1796 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid:

a) in de inleidende zin worden de woorden "van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde informatiedocument dat aan het begin van elke verzorging aan de gebruiker overgemaakt wordt," vervangen door de woorden "van het decreetgevend deel van het Wetboek";

b) in 5° worden de woorden "van de gebruiker en de voorwaarden voor de toegang" vervangen door de woorden "van de begunstigde en de voorwaarden voor toegang tot het gereduceerde tarief of";

b) punt 7° wordt vervangen als volgt :

"7° de spreekuren en de mogelijkheid om buiten deze uren een afspraak te bekomen;";

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Het informatiedocument wordt verstrekt aan elke aanvrager of begunstigde die daarom vraagt:

1° hetzij op papier;

2° hetzij per elektronische weg. ”;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt:

"Het informatiedocument wordt elektronisch naar het Agentschap gestuurd voordat het wordt gebruikt voor aanvragers of begunstigden."

Art. 172. In artikel 1797 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. Het maximumtarief bedoeld in artikel 581 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedraagt :

1° 13,19 euro per consult voor een individuele consultatie ;

2° 20 euro per consult voor een koppel;

3° 25 euro per consult voor een gezin met kinderen;

4° 10 euro per deelnemer voor groepsactiviteiten van twee deelnemers die drie uur duren.

De bedragen van 13,19 euro, 20 euro, 25 euro en 10 euro waarnaar in lid 1 wordt verwezen, zijn gekoppeld aan de spilindex 123,14 in de basis 2013 = 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijs van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt.

Het tarief bedoeld in paragraaf 1 is van toepassing op dienstverleningen geleverd door de dienst voor geestelijke gezondheid, met uitzondering van diensten gedekt door de federale ziekte- en invaliditeitsverzekering of het Waalse sociale beschermingsstelsel.

Administratieve diensten zijn gratis. ";

2° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 1/1. Aan de volgende begunstigden kan korting of gratis vervoer worden verleend:

1° begunstigden die een vervangingsinkomen hebben ;

2° de begunstigden van het verhoogde uitkering bedoeld in artikel 37, § 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

3° de begunstigden die grote financiële moeilijkheden aantonen;

4° de begunstigden die bewijzen dat ze het normale tarief niet kunnen betalen.

De begunstigde of zijn vertegenwoordiger moet bij een lid van het multidisciplinaire team een aanvraag indienen voor een gereduceerd of gratis tarief. Dit verzoek wordt gemotiveerd.

De beslissing om het gereduceerde of gratis tarief toe te kennen of te weigeren wordt genomen door de administratieve directie na het wekelijkse multidisciplinaire overleg over de aanvraag.

De beslissing om een gereduceerd of gratis tarief toe te kennen is een jaar geldig. Het kan van jaar tot jaar worden verlengd.

Het tarief wordt niet verlaagd of kwijtgescholden als er andere manieren zijn om de zorg voor de begunstigde te financieren. ";

3° in paragraaf 2 :

a) in het eerste lid wordt het woord "bijkomende" vervangen door het woord "aanvullende";

b) in het tweede lid wordt het woord "bijkomende" vervangen door het woord "aanvullende".

Art. 173. Punt "B Erkenningsprocedure" van afdeling 2 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 3 met als opschrift "Afdeling 3. Erkenning."

Art. 174. Artikel 1798 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 1798. De deontologische regels bedoeld in artikel 600, § 1, lid 1, 19° van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn in bijlage 144 vermeld."

Art. 175. Artikel 1799 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

"Art. 1799. § 1. De aanvraag tot erkenning van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bij het Agentschap ingediend.

De aanvraag omvat :

1° een formulier, opgesteld door het Agentschap en ingevuld door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, met:

a) het ondernemingsnummer,

b) de identiteit van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, de hoedanigheid en het mandaat van zijn vertegenwoordiger;

c) het adres van de hoofdvestiging

d) in voorkomend geval, de adressen van eventuele andere zetels en bijkantoren;

e) contactgegevens, zoals adres, email, telefoonnummer....;

f) in de lijn liggen van de programmering die de Regering of haar afgevaardigde overeenkomstig artikel 597 van het decreetgevend deel van het Wetboek heeft opgesteld;

g) de dagen en uren waarop de dienst voor geestelijke gezondheidszorg werkzaam is en een toezegging dat de openingstijden in overeenstemming zullen zijn met de door de Regering krachtens artikel 590 van het decreetgevend deel van het Wetboek vastgestelde vereisten;

h) het aantal personeelsleden, met de werktijden;

i) de in het multidisciplinaire team aanwezige functies in voltijdsequivalenten;

j) in voorkomend geval, de gemotiveerde thesauriseringsaanvraag bedoeld in artikel L3343-4, § 1780, van het Wetboek.

- i) de aanduiding of de ruimten toegankelijk zijn voor mensen met beperkte mobiliteit, of de reden waarom de ruimten niet toegankelijk zijn voor mensen met beperkte mobiliteit;
- l) zich ertoe verbinden om overeenkomstig artikel 541 om maximum de vijf jaar een nieuw dienstverleningsproject op te stellen;
- m) zich ertoe verbinden zijn dienstverleningsproject uit te voeren;
- n) zich ertoe verbinden elk verzoek tot tegemoetkoming te registreren overeenkomstig artikel 542, § 2;
- o) zich ertoe verbinden een of meerdere overeenkomsten als bedoeld in artikel 543, lid 3, van het decreetgevend deel van het Wetboek te sluiten;
- p) zich ertoe verbinden uitsluitend de multidisciplinaire overleggen bedoeld in de artikelen 545 en 547 van het decreetgevend deel van het Wetboek te organiseren;
- q° zich ertoe verbinden samen te werken met de netwerken;
- r)° zich ertoe verbinden te beschikken over een multidisciplinair team dat voldoet aan de bepalingen van de artikelen 555 tot 568 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
- s) zich ertoe verbinden voor elke begunstigde het individuele dossier bedoeld in artikel 570 van het decreetgevend deel van het Wetboek bij te houden;
- t) zich ertoe verbinden de rechten van de begunstigde, zoals bepaald in de artikelen 571 tot 579 van het decreetgevend deel van het Wetboek na te leven;
- u) zich ertoe verbinden geen hogere dienstverleningskosten aan te rekenen dan die welke overeenkomstig de artikelen 580 tot 582 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn vastgesteld;
- v) zich ertoe verbinden te zorgen voor de installatie van de in artikel 583 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde adviesraad;
- w) zich ertoe verbinden de socio-epidemiologische gegevens bedoeld in artikel 585, § 1 van het decreetgevend deel van het Wetboek te verzamelen en mee te delen;
- x) zich ertoe verbinden om de deontologische regels die de Regering vastlegt, in acht nemen.
- y) zich ertoe verbinden om lokalen ter beschikking te stellen die voldoen aan de artikelen 587, § 2 en § 2/1, 588 en 589 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
-) de handtekening van de onder b) bedoelde vertegenwoordiger;
- 2° een uittreksel uit de notulen van de vergadering van bestuursorgaan waarop de beslissing tot het aanvragen van de erkenning werd genomen;
- 3° het bewijs van het mandaat van de vertegenwoordiger bedoeld in 1°, b), wanneer dit mandaat niet is bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*;
- 4° het eerste dienstverleningsproject;
- 5° een protocol voor de bescherming van persoonsgegevens opstellen als bedoeld in artikel 570/1, tweede lid van decreetgevend deel van het Wetboek;
- 6° een verklaring op erewoord dat elke persoon die een functie bedoeld in artikel 556 van het decreetgevend deel van het Wetboek uitoefent, over de kwalificaties en diploma's beschikt die door het genoemde decreetgevend deel van het Wetboek of door dit Wetboek worden vereist;
- 7° in voorkomend geval, het dossier dat de aanvraag voor bijkomende functies, bedoeld in artikel 1780, rechtvaardigt;
- 8° elk ander document dat de dienst voor geestelijke gezondheid relevant acht om haar aanvraag te ondersteunen.
- § 2. De aanvraag tot erkenning van een specifiek initiatie wordt door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bij het Agentschap ingediend.
- De aanvraag omvat :
- 1° een formulier, opgesteld door het Agentschap en ingevuld door de dienst voor geestelijke gezondheid, met:
- a) het ondernemingsnummer,
- b) de identiteit van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, de hoedanigheid en het mandaat van zijn vertegenwoordiger;
- c) het adres van de hoofdvestiging
- d) in voorkomend geval, de adressen van eventuele andere zetels en bijkantoren;
- e) contactgegevens, zoals adres, email, telefoonnummer....;
- f) de erkenningsdatum van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg;
- g) de beknopte beschrijving van het specifieke initiatief ;
- h) indien van toepassing, de aanvraag voor een afwijking van de locatie van de bedrijfsruimten, zoals bepaald in artikel 593 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
- i) de handtekening van de onder b) bedoelde vertegenwoordiger;
- 2° een uittreksel uit de notulen van de vergadering van bestuursorgaan waarop de beslissing tot het aanvragen van de erkenning werd genomen;
- 3° het bewijs van het mandaat van de vertegenwoordiger bedoeld in 1°, b), wanneer dit mandaat niet is bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*;
- 4° een gedetailleerde omschrijving van elke aangevraagde wijziging;
- 5° in geval van een aanvraag tot afwijking van de ligging van de lokalen, bedoeld in artikel 593 van het decreetgevend deel van het Wetboek, een plan met het gebruik van de lokalen, hun afmetingen en een dossier ter staving van de aanvraag;
- 6° elk ander document dat de dienst voor geestelijke gezondheid relevant acht om haar aanvraag te ondersteunen.

§ 3. De aanvraag tot erkenning van een therapeutische club wordt door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bij het Agentschap ingediend.

Het verzoek omvat :

1° een formulier, opgesteld door het Agentschap en ingevuld door de dienst voor geestelijke gezondheid, met:

- a) het ondernemingsnummer,
- b) de identiteit van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, de hoedanigheid en het mandaat van zijn vertegenwoordiger;
- c) het adres van de hoofdvestiging
- d) in voorkomend geval, de adressen van eventuele andere zetels en bijkantoren;
- e) contactgegevens, zoals adres, email, telefoonnummer....;
- f) de erkenningsdatum van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg;
- g) de beknopte beschrijving van de therapeutische club;
- h) indien van toepassing, de aanvraag voor een afwijking van de locatie van de bedrijfsruimten, zoals bepaald in artikel 595 van het decreetgevend deel van het Wetboek;
- i) de handtekening van de onder b) bedoelde vertegenwoordiger;

2° een uittreksel uit de notulen van de vergadering van bestuursorgaan waarop de beslissing tot het aanvragen van de erkenning werd genomen;

3° het bewijs van het mandaat van de vertegenwoordiger bedoeld in 1°, b), wanneer dit mandaat niet is bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*;

4° een gedetailleerde omschrijving van elke therapeutische club;

5° in geval van een aanvraag tot afwijking van de ligging van de lokalen, bedoeld in artikel 595 van het decreetgevend deel van het Wetboek, een plan met het gebruik van de lokalen, hun afmetingen en een dossier ter staving van de aanvraag;

6° elk ander document dat de dienst voor geestelijke gezondheid relevant acht om haar aanvraag te ondersteunen. ”.

Art. 176. Artikel 1800 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

”Art. 1800. § 1. Het Agentschap bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag langs elektronische weg binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het dossier.

§ 2. Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt het Agentschap de ontbrekende of onvolledige documenten op binnen een termijn van één maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg heeft een maand de tijd om zijn dossier af te ronden. Zo niet wordt de erkenningsaanvraag geacht niet-ontvankelijk te zijn.

§ 3. Het Agentschap maakt het volledige dossier, vergezeld van zijn advies, binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier over aan de Minister.

§ 4. De Minister beslist over de erkenningsaanvragen binnen twee maanden na toezending van het volledige dossier door het Agentschap.

De Minister of zijn afgevaardigde geeft de betrokken dienst voor geestelijke gezondheidszorg kennis van zijn beslissing. Een afschrift van de beslissing wordt aan het Agentschap overgemaakt. ”.

Art. 177. Artikel 1801 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid:

a) de woorden ”van het tweede deel” worden opgeheven;

(b) de woorden ”dezelfde procedure en onder voorbehoud van de noodzaak van een inspectiebezoek” worden vervangen door ”artikel 1800” ;

2° in lid 2 worden de woorden ”de administratie belast met de diensten voor geestelijke gezondheidszorg” vervangen door de woorden ”het Agentschap”.

Art. 178. Artikel 1802 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 179. Punt ”C. Evaluatie, controle en sancties” van afdeling 3 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 4 met als opschrift ”Afdeling 4. Evaluatie, controle en sancties ”.

Art. 180. Punt ”C.1. Evaluatie en controle” van afdeling 4 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 1 met als opschrift ”Onderafdeling 1. Evaluatie en controle”.

Art. 181. Artikel 1803 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

”Art. 1803. § 1. De evaluatie van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg is gebaseerd op:

1° het dienstverleningsproject;

2° de ingediende activiteitenverslagen;

3° de vorige evaluatieverslagen.

§ 2. De evaluatie heeft tot doel:

1° de positieve of negatieve verschillen tussen het dienstenproject en de uitgevoerde acties vaststellen en verklaren;

2° aanbevelingen uitwerken ter verbetering van de acties en praktijken van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

§ 3. De evaluatie wordt uitgevoerd tijdens een evaluatiegesprek dat, voor zover mogelijk, de volgende mensen betreft:

1° alle leden van het multidisciplinaire team van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg;

2° alle personeelsleden van het Agentschap die belast zijn met de evaluatie van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg;

3° eventueel andere personen die gezamenlijk door dienst voor geestelijke gezondheidszorg het Agentschap worden uitgenodigd.

Het evaluatiegesprek vindt ten minste éénmaal om de drie jaar op initiatief van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg of van het Agentschap plaats.

§ 4. Aan het einde van het evaluatiegesprek stelt het Agentschap een evaluatierapport op.

Dit evaluatieverslag wordt binnen de maand na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg heeft vanaf de ontvangst van het evaluatieverslag één maand de tijd om zijn opmerkingen elektronisch bij het Agentschap in te dienen.

Het Agentschap verwerkt de opmerkingen van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg in het definitieve evaluatieverslag.

§ 5. Het definitieve evaluatieverslag wordt binnen drie maanden na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg. ”.

Art. 182. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1803/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1803/1. § 1. De administratieve controle bestaat erin na te gaan of aan de erkenningsvoorwaarden van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg is voldaan.

De financiële controle bestaat uit de controle van het gebruik van alle aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg toegekende subsidies.

§ 2. De conclusies van de in artikel 612, § 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde administratieve controle worden zeven maanden na de overmaking van het jaarlijkse activiteitenverslag bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend deel van het Wetboek en binnen drie maanden na het einde van de controle langs elektronische weg aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg meegedeeld.

De conclusies van de in artikel 612, § 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde financiële controle worden binnen tien maanden na de overmaking van het in artikel 47/1 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde activiteitenverslag en binnen drie maanden na het einde van de controle langs elektronische weg aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg meegedeeld.

Het plaatselijk centrum voor gezondheidsbevordering heeft na ontvangst van de controlebevindingen één maand de tijd om zijn opmerkingen aan het Agentschap voor te leggen. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg kan voorstellen formuleren om de problemen die eventueel besproken zijn te verhelpen.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 zijn de artikelen 1804 tot 1806 van toepassing, wanneer de bevindingen van de controle tot intrekking van de erkenning kunnen leiden. ”.

Art. 183. Punt “C.2. Schorsing en intrekking” van afdeling 4 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 2 met als opschrift “Onderafdeling 2. Intrekking van de erkenning. ”.

Art. 184. Artikel 1804 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

”Art. 1804. Wanneer het Agentschap vaststelt dat een dienst voor geestelijke gezondheidszorg niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet of zijn verplichtingen niet nakomt, stelt het deze dienst voor geestelijke gezondheidszorg in kennis van de vastgestelde tekortkomingen en van de termijn om hieraan te voldoen. ”.

Art. 185. Artikel 1805 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

”Art. 1805. Na afloop van de termijn voor het in overeenstemming brengen doet het Agentschap, indien de vastgestelde tekortkomingen blijven bestaan, een voorstel tot intrekking van de erkenning, waarvan het kennis geeft aan de betrokken dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Binnen een termijn van ten minste vijftien dagen vanaf de in het eerste lid bedoelde kennisgeving wordt het betrokken plaatselijk centrum voor gezondheidsbevordering uitgenodigd voor een hoorzitting, teneinde zijn argumenten naar voren te brengen. Het kan zich laten bijstaan door de raadsheer van zijn keuze.

Binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de hoorzitting wordt een proces-verbaal van verhoor waarbij elk nieuw element wordt gevoegd, opgesteld en overgemaakt aan de verhoorde dienst voor geestelijke gezondheidszorg die over vijftien dagen beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt. ”.

Art. 186. In artikel 1806 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “tot schorsing of” worden opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met de woorden “vanaf de datum van ontvangst van het volledige dossier”;

Art. 187. Artikel 1807 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

”Art. 1807. Een dienst voor geestelijke gezondheidszorg waarvan de erkenning wordt ingetrokken, is verplicht om begunstigden door te verwijzen naar andere erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg. ”.

Art. 188. Artikel 1808 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 189. “Onderafdeling 2. - Subsidiëring” van afdeling 4 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 5 met als opschrift “Afdeling 5. - Subsidiëring. ”.

Art. 190. Het punt "A. Personeelskosten" van afdeling 5 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 1 met als opschrift "Onderafdeling 1. Personeelskosten".

Art. 191. In artikel 1809 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "(openbare sector) en Bijlage 131bis (privésector)" worden ingevoegd tussen de woorden "bijlage 131" en de woorden ", bepaalde loonschalen".

2° de woorden "dit hoofdstuk" worden vervangen door de woorden "artikel 1810";

3° het artikel wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt:

"De in bijlage 131bis gedefinieerde schalen komen overeen met de schalen die van toepassing zijn na de maatregel tot herwaardering van de schalen waartoe is besloten in het kader van de tripartiete raamovereenkomst voor de non-profitsector 2021-2024. ";

4° het artikel wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt:

"Alleen de voltijdsequivalenten die in het erkenningsbesluit worden genoemd, komen in aanmerking voor subsidie. ";

5° het artikel wordt aangevuld met een lid 4, luidend als volgt:

"De bedragen in de schalen van bijlage 131 en bijlage 131bis zijn gekoppeld aan de spilindex 123,14 in de basis 2013 = 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt. "

Art. 192. Artikel 1810 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "De in artikel 604 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboekdecreet" worden vervangen door de woorden "Voor de toepassing van de in artikel 1809 bedoelde overwogen anciënniteit";

2° in de inleidende zin van lid 2 worden de woorden "Ze wordt berekend" vervangen door de woorden "De anciënniteit bedoeld in lid 1 wordt gecorrigeerd";

3° in het tweede lid, worden de woorden "de administratie" vervangen door de woorden "het Agentschap".

Art. 193. In artikel 1811 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 vormt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin van het eerste lid, wordt het woord "ook" ingevoegd tussen het woord "kunnen" en de woorden "gedekt worden";

2° in 2° van het nieuwe paragraaf 1 wordt het woord "beperkt" vervangen door het woord "berekend" en worden de woorden "de administratie" vervangen door de woorden "het Agentschap";

3° punt 3° van het nieuw paragraaf 1 wordt aangevuld met de volgende zin: ", d.w.z. het voortijdig vakantiegeld voor het lopende jaar. Een opzegvergoeding die wordt betaald aan een werknemer die de opzegtermijn niet uitzit, komt niet ten laste van de subsidies";

4° in punt 6° van het nieuw paragraaf 1 worden de woorden "de administratie" vervangen door de woorden "het Agentschap";

5° het nieuw paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt:

"9° de eindejaarspremie, beperkt tot de volgende bedragen :

a) Voor de privésector: het maximumbedrag dat in aanmerking komt, stemt overeen met het bedrag van de premie die aan de werknemers moet worden betaald overeenkomstig de CAO van 25 februari 2022. Dit bedrag komt overeen met de som van de volgende bedragen, van toepassing vanaf 1 januari 2022: een forfaitair bedrag van €486,87, toegekend op grond van de niet-marktconforme overeenkomsten 2010-2011 en 2018-2020, en een forfaitair bedrag van €780,13, plus een variabel bedrag van 2,5% van de geïndexeerde brutojaarvergoeding en een variabel bedrag van 7% van de bruto vergoeding voor de maand oktober, toegekend op grond van de niet-marktconforme overeenkomsten 2021-2024;

b) Voor de overheidssector: het maximale in aanmerking komende bedrag komt overeen met het bedrag van de premie berekend volgens de regels die van toepassing zijn op de personeelsleden van de administratie, verhoogd met een bedrag van 585,83 euro per voltijds equivalent voor de diensten die zich hebben aangesloten bij de maatregel tot verhoging van de eindejaarspremie waartoe is besloten in het kader van de niet-marktconforme overeenkomsten 2018-2020 ;

2° de bedragen bedoeld in a) 29 die worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 111,53 in de basis 2013= 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt.

Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt. ";

6° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

"§ 2. De subsidie voor de psychiatrische functie is beperkt tot vijfenzeventig procent van het op basis van de anciënniteit van de werknemer toe te kennen bedrag, overeenkomstig de schalen in de bijlagen 131 en 131bis. ";

7° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

“§ 3. Deze paragraaf is van toepassing wanneer de psychiatrische of psychologische functie wordt uitgevoerd door een zelfstandige dienstverlener bedoeld in artikel 558, § 1, eerste lid 1, 3°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De toegekende subsidie voor de psychiatrische of psychologische functie kan worden gebruikt in de vorm van werkingskosten onder de volgende voorwaarden:

1° de arbeidstijd voorzien in het kader voor de psychiatrische of psychologische functie kon niet volledig worden gepresteerd;

2° een psychiater, kinderpsychiater of psycholoog is tewerkgesteld voor de niet-bezette periode.

De kosten bedoeld in lid 2 zijn uitsluitend bestemd voor de financiering van de diensten van een onafhankelijke psychiater, kinderpsychiater of psycholoog.

Wanneer de psychiater, kinderpsychiater of psycholoog als zelfstandige dienstverlener werkt, wordt het subsidiabele bedrag begrensd door een forfaitair bedrag dat pro rata temporis wordt berekend op basis van de jaarlijkse arbeidstijd van de betrokkene, zoals bepaald in het erkenningsbesluit voor het jaar voorafgaand aan dat waarin de subsidie wordt toegekend. De methode voor de berekening van dit forfaitair bedrag wordt door het Agentschap verstrekt in een omzendbrief.”;

8° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. Elke dienst voor geestelijke gezondheidszorg ontvangt een subsidie voor administratief beheer, ongeacht het aantal plaatsen, specifieke initiatieven of therapeutische clubs die het organiseert. Dit is een forfaitaire subsidie.

Het bedrag wordt toegekend aan het personeelslid dat is aangewezen om de administratieve leiding uit te oefenen in de vorm van een vergoeding en mag niet minder zijn dan €5.426,53 per jaar.

Het bedrag van 5.426,53 bedoeld in lid 2 wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013= 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt.”;

9° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

“§ 5. Elke dienst voor geestelijke gezondheidszorg waarvan de erkenning een verbindingfunctie omvat, komt in aanmerking voor een subsidie bij wijze van overgangsmaatregel, in overeenstemming met artikel 608 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De subsidie voor de verbindingfunctie wordt op forfaitaire basis berekend, waarbij rekening wordt gehouden met het aantal voltijdsequivalenten dat aan de verbindingfunctie is toegewezen. Het wordt gebruikt voor extra personeel of operationele kosten in verband met de verbindingfunctie. Ze mag niet meer bedragen dan 5.295,99 euro.

Het in aanmerking komende bedrag wordt begrensd door een forfaitair bedrag dat pro rata temporis wordt berekend op basis van de jaarlijkse arbeidstijd van de betrokkene, zoals bepaald in het erkenningsbesluit voor het jaar voorafgaand aan dat waarin de subsidie wordt toegekend. De methode voor de berekening van dit forfaitair bedrag wordt door het Agentschap verstrekt in een omzendbrief.

Het bedrag van 5.295,99 bedoeld in lid 2 wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013= 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt.”.

Art. 194. In artikel 1812 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid:

2) de woorden “Wanneer het” worden vervangen door de woorden “Wanneer een”;

b) de woorden “gedekt worden door de toelagen als de betrokken werknemer vervangen wordt aan het einde van de eerste maand van het ziekteverlof” worden vervangen door de woorden “die hem betreffen ten laste komen van de subsidies indien de dienst voor geestelijke gezondheidszorg gedurende dertig dagen vanaf het begin van de afwezigheid kosten maakt, mits het personeelslid niet wordt vervangen”;

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Bij vervanging van een personeelslid met ziekteverlof komen alleen de personeelskosten in aanmerking die de dienst geestelijke gezondheidszorg heeft gemaakt in verband met het vervangingscontract.”.

Art. 195. Punt “B. Werkingskosten” van onderafdeling 1 van afdeling 5 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het Wetboek wordt vervangen door een onderafdeling 2 met als opschrift “Onderafdeling 2. Werkingskosten”.

Art. 196. Artikel 1813 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 1813. § 1. De subsidie ter dekking van de werkingskosten van de dienst voorgeestelijke gezondheidszorg, met uitzondering van specifieke initiatieven en therapeutische clubs, bestaat uit twee delen:

1° een vast forfaitair deel vastgesteld op 19.620,65 euro ;

2° een variabel gedeelte dat overeenstemt met 1.750 euro per voltijds equivalent dat in aanmerking komt voor de subsidie in het erkenningsbesluit zoals van toepassing op 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de subsidie wordt toegekend.

§ 2. De subsidie om de werkingskosten van specifieke initiatieven te dekken bestaat uit twee delen:

1° een vast forfaitair deel dat wordt vastgesteld in het erkenningsbesluit volgens de specifieke behoeften van elk specifiek initiatief ;

2° een variabel gedeelte dat overeenstemt met 1.750 euro per voltijds equivalent dat in aanmerking komt voor de subsidie in het erkenningsbesluit zoals van toepassing op 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de subsidie wordt toegekend.

§ 3. De subsidie ter dekking van de werkingskosten van therapeutische clubs wordt berekend volgens paragraaf 1.

§ 4. De bedragen bedoeld in dit artikel worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013= 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt. ”.

Art. 197. Artikel 1814 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid:

a) er wordt een punt 17 ingevoegd, luidend als volgt:

”1°/1 de door werkgevers uit de privésector gemaakte reiskosten tussen woning en werkplaats, andere dan bedoeld in artikel 1811, 6°; ” ;

b) punt 7° wordt opgeheven ;

c) in 8° wordt de woorden “de diverse belastingen” vervangen door de woorden “de diverse belastingen die aan de gezondheidsdienst in het kader van zijn opdracht kunnen worden toegerekend”;

d) de woorden “van het tweede deel” worden opgeheven;

e) in punt 11 worden de woorden “artikel 610, § 1, lid 3, van het

tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek; vervangen door de woorden “artikel 12/1;”;

f) het lid wordt aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt:

”12° de kosten voor verwarming, elektriciteit en stromend water;” ;

g) het lid wordt aangevuld met een punt 13°, luidend als volgt:

”13° de bijdragen aan de orde der artsen in verhouding tot de subsidiabele voltijdse equivalenten vermeld in het erkenningsbesluit voor de psychiatrische functie;” ;

h) het lid wordt aangevuld met een punt 14°, luidend als volgt:

”14° de bijdragen aan de orde der artsen in verhouding tot de subsidiabele voltijdse equivalenten vermeld in het erkenningsbesluit voor de psychiatrische functie;” ;

i) het lid wordt aangevuld met een punt 15°, luidend als volgt:

”15° de kosten van de inrichting van de ruimten, met voorafgaande toestemming van het Agentschap;” ;

het lid wordt aangevuld met een punt 16°, luidend als volgt:

”16° de kosten van dranken die gratis worden verstrekt aan personeel of begunstigden, met uitzondering van alcoholische dranken;” ;

k) het lid wordt aangevuld met een punt 17°, luidend als volgt:

”17° de kosten van klein materiaal en verbruiksgoederen voor kantoren, sanitaire voorzieningen en maaltijden voor het personeel, met uitzondering van de kosten van maaltijden” ;

l) het lid wordt aangevuld met een punt 18°, luidend als volgt:

”18° redelijke representatiekosten die rechtstreeks verband houden met netwerken;” ;

m) het lid wordt aangevuld met een punt 19°, luidend als volgt:

”19° de kosten met betrekking tot activiteiten uitgevoerd ten behoeve van begunstigden buiten de gebouwen van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg. ” ;

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

”Voor de toepassing van paragraaf 1, 6°, komen inschrijvingsgelden voor conferenties colloquia of opleidingen in aanmerking voor subsidie binnen de volgende grenzen:

1° zonder beperking voor registratierechten tot 500 euro ;

2° met voorafgaande toestemming van het Agentschap voor registratierechten van meer dan 500 euro;

3° met de voorafgaande toestemming van het Agentschap voor inschrijvingskosten voor conferenties, colloquia of opleidingen die in het buitenland worden georganiseerd. ” ;

3° het artikel wordt aangevuld met vier leden, luidend als volgt:

”Voor de toepassing van lid 1, 5°, 12° en 15° komen de kosten slechts voor subsidie in aanmerking voor zover zij betrekking hebben op het gedeelte van het gebouw dat bestemd is voor de opdrachten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, het specifiek initiatief of de therapeutische club. Indien van toepassing, wanneer deze kosten niet zijn uitgesplitst volgens het gebruik van het gebouw, komen ze in aanmerking voor subsidie naar rato van de oppervlakte van het gebouw die is toegewezen aan de opdrachten in verhouding tot de totale oppervlakte van het gebouw.

Voor de toepassing van lid 1, 19°, gaat het bewijs van het bedrag van de uitgaven vergezeld van een gedetailleerde beschrijving van de activiteit, met inbegrip van het doel, de locatie, het tijdschema en het aantal deelnemers.

Het voorafgaand akkoord van het Agentschap, vermeld in lid 1, 15° en lid 2, 2° en 3°, wordt elektronisch aangevraagd. Als het Agentschap niet binnen een maand na het versturen van de aanvraag reageert, staat dit gelijk aan een overeenkomst over de betreffende kosten.

De Minister specificeert bij omzendbrief de in aanmerking komende kosten, bedoeld in lid 1. ”.

Art. 198. Artikel 1815 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1:

a) de inleidende zin van lid 1 wordt vervangen als volgt:

”De afschrijvingen van vermogensgoederen met een geschatte gebruiksduur van meer dan een jaar komt met voorafgaande toestemming van het Agentschap in aanmerking voor subsidie als werkingskosten, mits de afschrijvingsperiode ten minste overeenkomt met de volgende perioden: ”;

b) in 3° van lid 1 worden de woorden "software" vervangen door de woorden "computerhardware, software en onderwijsuitrusting";

c) lid 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

Het voorafgaand akkoord van het Agentschap, vermeld in lid 1, wordt elektronisch aangevraagd. Als het Agentschap niet binnen een maand na het versturen van de aanvraag reageert, staat dit gelijk aan een overeenkomst over de betreffende kosten. ";

d) lid 3 wordt opgeheven.

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De afschrijving bedoeld in paragraaf 1 moet overeenstemmen met die voorzien in het afschrijvingsschema.

Ze zijn beperkt tot de aanschaffingswaarde van het af te schrijven goed, met uitsluiting van elke andere post.

Voor goederen verworven op of na 1 januari 2024 wordt enkel rekening gehouden met lineaire afschrijvingen. "

Art. 199. In artikel 1816 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2° wordt opgeheven;

2° aan het vijfde lid worden de woorden "andere dan die bedoeld in artikel 1814, eerste lid, 18°" toegevoegd.

Art. 200. In afdeling 5 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1816 een onderafdeling 3 met als opschrift "Onderafdeling 3" ingevoegd. Specifieke subsidies gekoppeld aan tripartiete kaderovereenkomsten voor de Waalse non-profitsector. "

Art. 201. Artikel 1817 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 1817. § 1. Voor de toepassing van dit artikel komt het in aanmerking genomen aantal voltijdsequivalenten overeen met het aantal voltijdsequivalenten dat door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg in het kadaster van de non-profit tewerkstelling is aangegeven op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de subsidie wordt toegekend. .

§ 2. De diensten voor geestelijke gezondheidszorg die beheerd worden door een private organiserende overheid krijgen een specifieke subsidie om de kosten te dekken die verbonden zijn aan de compenserende aanwerving van personeel als gevolg van de toekenning van extra verlofdagen door de Franstalige en Duitstalige sector van de sociale bijstand en de gezondheidszorg die afhankelijk is van het Waals Gewest, zoals voorzien in tripartiete kaderovereenkomsten voor de non-profitsector van 2007-2009 en 2010-2011.

De in lid 1 bedoelde subsidie bedraagt 954,04 euro per voltijdsequivalent.

§ 3. Diensten voor geestelijke gezondheidszorg die beheerd worden door een private inrichtende macht krijgen een specifieke subsidie om de opleidingskosten voor hun personeel te dekken, zoals bepaald in de tripartiete kaderovereenkomst voor de non-profitsector van 2007-2009 en 2010-2011.

De in lid 1 bedoelde subsidie bedraagt 42,23 euro per voltijdsequivalent.

§ 4. De bedragen bedoeld in dit artikel worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013= 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt. "

Art. 202. Artikel 1818 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt in de volgende lezing hersteld:

"Art. 1818. § 1. Voor de toepassing van dit artikel komt het in aanmerking genomen aantal voltijdsequivalenten overeen met het aantal voltijdsequivalenten dat door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg in het kadaster van de non-profit tewerkstelling is aangegeven op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de subsidie wordt toegekend. . "

§ 2. Diensten voor geestelijke gezondheidszorg die beheerd worden door een openbare inrichtende macht krijgen een specifieke subsidie om de kosten te dekken van de compenserende aanwerving van personeel in het kader van de planning aan het einde van de loopbaan, zoals bepaald in de tripartiete niet-marktafspraken voor 2011-2012, op voorwaarde dat de dienst besloten heeft deze afspraken na te leven en deze maatregel uit te voeren.

De in lid 1 bedoelde compenserende aanwerving compenseert het extra verlof dat aan het einde van de loopbaan aan het personeel wordt toegekend volgens onderstaande tabel:

Leeftijd	Aantal extra vrije dagen per jaar	Totaal aantal extra verlofdagen
52 jaar	+ 5.	5
53 jaar	+ 3.	8
54 jaar	+ 2.	10
55 jaar	+ 3.	13
56 jaar	+ 2.	15
57 jaar	+ 3.	18
58 jaar	+ 2.	20

Het bedrag van de in lid 1 bedoelde uitkering komt overeen met 99,95 euro per voltijdsequivalent in de betreffende leeftijdscategorie, vermenigvuldigd met het totale aantal dagen aanvullend verlof.

De bedragen bedoeld in lid 3 die worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013= 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt. "

Art. 203. Punt "C. Bepalingen eigen aan specifieke initiatieven en therapeutische club" van onderafdeling 3 van afdeling 5 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een afdeling 6 met als titel "Afdeling 6.". Bepalingen eigen aan specifieke initiatieven en therapeutische clubs".

Art. 204. In artikel 1819, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van het tweede deel" opgeheven.

Art. 205. In hoofdstuk II van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1820 een afdeling 7 met als opschrift "Onderafdeling 7" ingevoegd. Federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg".

Art. 206. In afdeling 7 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1820/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1820/1. De federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg dient de erkenningsaanvraag elektronisch in bij het Agentschap.

De aanvraag omvat :

1° een formulier, opgesteld door het Agentschap en ingevuld door de federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, met:

- a) het ondernemingsnummer,
- b) de identiteit van de federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de hoedanigheid en het mandaat van haar vertegenwoordiger;
- c) het adres van de hoofdvestiging;
- d) in voorkomend geval, de adressen van eventuele bijkantoren;
- e) contactgegevens, zoals adres, email, telefoonnummer....; ;
- f) de erkenningsdatum van de federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;
- g) de handtekening van de onder b) bedoelde vertegenwoordiger;

2° een uittreksel uit de notulen van de vergadering van de Raad van bestuur tijdens welke de beslissing om de erkenning aan te vragen, is aangenomen;

3° het bewijs van het mandaat van de vertegenwoordiger bedoeld in 1°, b), wanneer dit mandaat niet is bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*;

4° het activiteitenprogramma bedoeld in artikel 617/1, § 3, 3°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

5° elk ander document dat de federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg relevant acht om zijn aanvraag te ondersteunen. "

Art. 207. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1820/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1820/2. § 1. Het Agentschap bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag langs elektronische weg binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het dossier.

§ 2. Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt het Agentschap de ontbrekende of onvolledige documenten op binnen een termijn van één maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

De federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg beschikt over een termijn van een maand, te rekenen vanaf de in lid 1 bedoelde aanvraag, om haar dossier te vervolledigen. Indien dit niet het geval is, wordt zijn erkenningsaanvraag geacht niet-ontvankelijk te zijn.

§ 3. Het Agentschap maakt het volledige dossier, vergezeld van zijn advies, binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier over aan de Minister.

§ 4. De Minister beslist over de erkenningsaanvragen binnen twee maanden na toezending van het volledige dossier door het Agentschap.

De Minister of zijn afgevaardigde geeft de federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg kennis van zijn beslissing. Een afschrift van de beslissing wordt aan het Agentschap toegezonden. "

Art. 208. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1820/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1820/3. § 1. De federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg krijgt een totale subsidie van 72.500,00 euro toegewezen.

Het bedrag bedoeld in artikel 1 die wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013= 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt.

De subsidie, bedoeld in het eerste lid, geïndexeerd overeenkomstig het tweede lid, wordt onder de federaties verdeeld naar rato van het aantal van hun leden in het voorafgaande jaar ten opzichte van het totale aantal erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg aangesloten bij een federatie.

Wanneer een dienst voor geestelijke gezondheidszorg lid is van meer dan één federatie van diensten voor geestelijke gezondheidszorg, kiest hij voor de toepassing van lid 3 een van deze federaties.

§ 2. De artikelen 12/1 en 12/2 zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde subsidie.

§ 3. Personeelskosten komen in aanmerking voor de in paragraaf 1 bedoelde subsidie binnen de grenzen van de artikelen 1809 tot en met 1812.

Personeelskosten komen in aanmerking voor de in paragraaf 1 bedoelde subsidie binnen de grenzen van de artikelen 1814 tot en met 1816. "

Art. 209. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1820/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1820/4. § 1. Wanneer het Agentschap vaststelt dat een federatie van diensten voor geestelijke gezondheidszorg niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet of zijn verplichtingen niet nakomt, stelt het deze federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg in kennis van de vastgestelde tekortkomingen en van de termijn om hieraan te voldoen, die niet korter mag zijn dan een maand vanaf de kennisgeving van de tekortkomingen.

§ 2. Na afloop van de termijn voor het in overeenstemming brengen doet het Agentschap, indien de vastgestelde tekortkomingen blijven bestaan, een voorstel tot intrekking van de erkenning, waarvan het kennis geeft aan de betrokken federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg.

Binnen een termijn van ten minste vijftien dagen vanaf de in het eerste lid bedoelde kennisgeving wordt de betrokken federatie van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg uitgenodigd voor een hoorzitting, teneinde zijn argumenten naar voren te brengen. Het kan zich laten bijstaan door de raadsheer van zijn keuze.

Binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de hoorzitting wordt een proces-verbaal van verhoor waarbij elk nieuw element wordt gevoegd, opgesteld en overgemaakt aan de verhoorde federatie van diensten voor geestelijke gezondheidszorg die over vijftien dagen beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt.

§ 3. De Minister beslist over het voorstel tot intrekking van de erkenning binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het volledige dossier. ”.

Art. 210. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 131 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

In hetzelfde Wetboek is een bijlage 131 bis ingevoegd, die is opgenomen in bijlage 2 bij dit besluit.

Afdeling 7. — Wijzigingen betreffende de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheid.

Art. 211. Dezelfde “afdeling 3 - Referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg” van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een hoofdstuk II/1 met als opschrift “Hoofdstuk II/1. overlegplatforms inzake geestelijke gezondheid”.

Art. 212. In hoofdstuk II/1 van titel III van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift: “Afdeling 1. Algemene bepalingen.”.

Art. 213. In afdeling 1 van hoofdstuk II/1 van titel II van boek VII van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1820/5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1820/5. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder “inrichtende macht” verstaan, het orgaan dat belast is met het bestuur van overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg

De definities in artikel 679/2 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn van toepassing op dit hoofdstuk.”.

Art. 214. Onderafdeling 1. — “Uitvoeringsmodaliteiten van de opdrachten” van afdeling 1 van hoofdstuk II/1 van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een afdeling 2 met als opschrift “Afdeling 2. Opdrachten.”.

Art. 215. Artikel 1821 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen met de volgende bepaling :

“Art. 1821. § 1. Het overlegcomité bedoeld in artikel 679/5 van het decreetgevend deel van het Wetboek bestaat uit twee afgevaardigden van elk overlegplatform inzake geestelijke gezondheid.

Het overlegcomité nodigt alle deskundigen die het nuttig acht voor zijn besprekingen uit om zijn vergaderingen bij te wonen.

Het Overlegcomité brengt het Agentschap op de hoogte van de agenda.

§ 2. Het overlegcomité neemt zijn huishoudelijk reglement aan.

Het overlegcomité vergadert zo vaak als zijn opdrachten zulks vereisen, en ten minste eenmaal per halfjaar.

De notulen van de vergaderingen van het overlegcomité worden aan de leden en genodigden medegegeeld overeenkomstig de modaliteiten van het huishoudelijk reglement. De notulen van de vergaderingen van het overlegcomité worden bewaard tot ten minste 31 december van het tiende jaar na de opstelling daarvan.”.

Art. 216. In hoofdstuk II/1 van titel II van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1821 een afdeling 3 met als opschrift “Afdeling 3” ingevoegd. Organisatie.”.

Art. 217. Artikel 1822 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 1822. § 1. De in artikel 679/7, § 2, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde samenwerkingsovereenkomst omvat ten minste de volgende elementen:

1° de identiteit van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;

2° de identiteit van de instelling die zich ertoe verbindt samen te werken met het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;

3° de modaliteiten van de deelname van de instelling bedoeld in 2° aan de vergaderingen georganiseerd door het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;

4° de modaliteiten van de deelname van de instelling bedoeld in 2° aan bepaalde werkgroepen georganiseerd door het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;

5° de modaliteiten voor de organisatie en uitvoering van gezamenlijke acties tussen het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid en de instelling bedoeld in 2° ;

6° de duur van de samenwerkingsovereenkomst;

7° de procedures voor eenzijdige beëindiging van de samenwerkingsovereenkomst.

§ 2. De samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 679/7, § 2, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt binnen vijftien dagen na de sluiting ervan langs elektronische weg naar het Agentschap gezonden.

Het Agentschap bericht ontvangst van de samenwerkingsovereenkomst binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de zending.

Het Agentschap keurt de samenwerkingsovereenkomst goed binnen de drie maanden te rekenen van zijn ontvangst. Als het Agentschap niet binnen deze termijn reageert, betekent dit dat de samenwerkingsovereenkomst wordt goedgekeurd.”.

Art. 218. Artikel 1823 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt in de volgende lezing hersteld:

"Art. 1823. De actoren die actief zijn op het gebied van de geestelijke gezondheid bedoeld in artikel 679/7, § 3, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn :

- 1° de zorg- en hulpverleningsdiensten gespecialiseerd in verslavingen
- 2° de huisartsenkringen :
- 3° de medische huizen;
- 4° de verenigingen van begunstigden inzake geestelijke gezondheid.
- 5° de verenigingen van familieleden van begunstigden inzake geestelijke gezondheid.
- 6° de verenigingen van peer-helpers;
- 7° de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging.

Andere actoren die actief zijn op het gebied van de geestelijke gezondheid dan de in lid 1 bedoelde actoren, kunnen met instemming van het Agentschap lid worden van een overlegplatform inzake geestelijke gezondheid. "

Art. 219. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1823/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1823/1. § 1. De in artikel 679/7, § 4, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde samenwerkingsovereenkomst omvat ten minste de volgende elementen:

- 1° de identiteit van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;
- 2° de identiteit van het lid;
- 3° de modaliteiten inzake deelname van het lid aan de activiteiten van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;
- 4° de modaliteiten voor de communicatie van informatie tussen het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid en het lid;
- 5° de verplichtingen van het lid ten aanzien van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid, met inbegrip van de deelname aan vergaderingen en werkgroepen;
- 6° de procedures voor de uitoefening van de bemiddelingsfunctie door het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;
- 7° de duur van de samenwerkingsovereenkomst;
- 8° de procedures voor eenzijdige beëindiging van de samenwerkingsovereenkomst.

§ 2. De samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 679/7, § 4, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt binnen vijftien dagen na de sluiting ervan langs elektronische weg naar het Agentschap gezonden.

Het Agentschap bericht ontvangst van de samenwerkingsovereenkomst binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de zending.

Het Agentschap keurt de samenwerkingsovereenkomst goed binnen de drie maanden te rekenen van zijn ontvangst. Als het Agentschap niet binnen deze termijn reageert, betekent dit dat de samenwerkingsovereenkomst wordt goedgekeurd. "

Art. 220. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1823/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1823/2. § 1. De in artikel 679/8, § 2, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde samenwerkingsovereenkomst omvat ten minste de volgende elementen:

- 1° de identiteit van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;
- 2° de identiteit van het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheid of van het specifieke referentiecentrum;
- 3° de modaliteiten voor de uitwisseling van expertise tussen het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid en het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheid of het specifiek referentiecentrum;
- 4° de modaliteiten voor de communicatie van informatie tussen het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid en het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheid of het specifiek referentiecentrum;
- 5° de modaliteiten van de deelname van het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheid en het specifieke referentiecentrum aan de vergaderingen georganiseerd door het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;
- 6° de modaliteiten van de deelname van het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheid en het specifieke referentiecentrum aan bepaalde werkgroepen georganiseerd door het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;
- 7° de modaliteiten voor het organiseren en uitvoeren van gezamenlijke acties tussen het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid en het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheid of het specifiek referentiecentrum;
- 8° de duur van de samenwerkingsovereenkomst;
- 9° de procedures voor eenzijdige beëindiging van de samenwerkingsovereenkomst.

§ 2. De samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 679/8, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt binnen vijftien dagen na de sluiting ervan langs elektronische weg naar het Agentschap gezonden.

Het Agentschap bericht ontvangst van de samenwerkingsovereenkomst binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de zending.

Het Agentschap keurt de samenwerkingsovereenkomst goed binnen de drie maanden te rekenen van zijn ontvangst. Als het Agentschap niet binnen deze termijn reageert, betekent dit dat de samenwerkingsovereenkomst wordt goedgekeurd. "

Art. 221. "Onderafdeling 2. - Erkenning" van afdeling 3 van hoofdstuk II/1 van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een afdeling 4 met als opschrift "Afdeling 4. Programmering en erkenning".

Art. 222. Artikel 1824 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 1824. De programmering omvat maximaal zes overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg.

Elk overlegplatform inzake geestelijke gezondheid voert zijn opdrachten uit in een gebied dat zich onderscheidt van het gebied van de andere overlegplatforms inzake geestelijke gezondheid. "

Art. 223. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1824/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1824/1. Het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid stelt het actieplan op bedoeld in artikel 679/10, eerste lid, 7° van het decreetgevend deel van het Wetboek, met vermelding voor elke activiteit bedoeld in artikel 679/4 van het decreetgevend deel van het Wetboek:

1° van de aangewende methode en de gebruikte concrete middelen om zijn doelstellingen te halen

2° van de prioritering en timing van acties ;

3° van de evaluatie-indicatoren van elke acties bedoeld in 1°;

4° van de procedures voor zelfevaluatie.

Het actieplan heeft een open einde en kan worden aangepast om rekening te houden met de impact van acties die al zijn ondernomen en externe omstandigheden die van invloed kunnen zijn. "

Art. 224. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1824/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1824/2. § 1. Voordat het actieplan wordt goedgekeurd, wordt het ter raadpleging aan de leden voorgelegd.

Het actieplan wordt definitief goedgekeurd door de inrichtende macht na het in lid 1 bedoelde overleg.

§ 2. Het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid dient zijn nieuwe actieplan langs elektronische weg bij het Agentschap in vóór het einde van de zesde maand vóór het verstrijken van zijn lopende actieplan.

Het Agentschap bericht ontvangst van het actieplan binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de zending.

De Minister keurt het actieplan binnen drie maanden na ontvangst van dit actieplan goed. Als het Agentschap niet binnen deze termijn reageert, betekent dit dat het actieplan wordt goedgekeurd.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 wordt het eerste actieplan door de inrichtende macht goedgekeurd zonder voorafgaand overleg.

In afwijking van paragraaf 2 dient het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid zijn eerste actieplan elektronisch in bij het Agentschap als bijlage bij haar erkenningsaanvraag. "

Art. 225. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1824/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1824/3. De deontologische regels bedoeld in artikel 679/10, lid 1, 9° van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn in bijlage 144 vermeld. "

Art. 226. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1824/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1824/4. De erkenningsaanvraag wordt elektronisch door het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid bij het Agentschap ingediend, na een oproep in het *Belgisch Staatsblad*, overeenkomstig artikel 679/3, § 3, van het decreetgevend deel van het Wetboek. De termijn voor het indienen van de aanvraag wordt in de oproep vermeld.

De aanvraag omvat :

1° een formulier, opgesteld door het Agentschap en ingevuld door het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid, met:

a) het ondernemingsnummer,

b) de identiteit van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid, de hoedanigheid en het mandaat van zijn vertegenwoordiger;

c) het adres van de hoofdvestiging;

d) in voorkomend geval, de adressen van eventuele bijkantoren;

e) contactgegevens, zoals adres, email, telefoonnummer....; ;

f) het gebied waarvoor het overlegplatform voor geestelijke gezondheidszorg erkend wil worden;

g) een opgave van de leden, met vermelding van de categorie van instellingen bedoeld in artikel 679/7, § 1, eerste lid, waartoe zij behoren;

h) het aantal personeelsleden, met de werktijden;

i) de verbintenis om de in of krachtens artikel 679/3 bepaalde opdrachten uit te voeren;

j) de verbintenis om de in of krachtens artikel 679/4 van het decreetgevend deel van het Wetboek bepaalde acties uit te voeren;

k) de verbintenis om de overeenkomsten bedoeld in artikel 679/7, § 4, van het decreetgevend deel van het Wetboek te sluiten;

l) de verbintenis om de overeenkomsten bedoeld in artikel 679/8, te sluiten;

m) een verbintenis om een vijfjarig actieplan op te stellen, in overeenstemming met de vereisten van artikel 679/10, lid 1, 7°, van het decreetgevend deel van het Wetboek;

n) de verbintenis om de deontologische regels van bijlage 144 na te leven;

m) de handtekening van de onder b) bedoelde vertegenwoordiger;

2° een uittreksel uit de notulen van de vergadering van het bestuursorgaan tijdens welke de beslissing om de erkenning aan te vragen, is aangenomen;

3° het bewijs van het mandaat van de vertegenwoordiger bedoeld in 1°, b), wanneer dit mandaat niet is bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*;

4° het eerste actieplan;

5° in voorkomend geval de samenwerkingsovereenkomsten bedoeld in artikel 679/2, § 2, tweede lid van het decreetgevend deel van het Wetboek;

6° elk ander document dat het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid relevant acht om zijn aanvraag te ondersteunen. ”.

Art. 227. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1824/5 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 1824/5. § 1. Het Agentschap bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag langs elektronische weg binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het dossier.

§ 2. Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt het Agentschap de ontbrekende of onvolledige documenten op binnen een termijn van één maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

Het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid beschikt over een termijn van een maand, te rekenen vanaf de in lid 1 bedoelde aanvraag, om zijn dossier te vervolledigen. Indien dit niet het geval is, wordt zijn erkenningsaanvraag geacht niet-ontvankelijk te zijn.

§ 3. Het Agentschap maakt het volledige dossier, vergezeld van zijn advies, binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier over aan de Minister.

§ 4. De Minister beslist over de erkenningsaanvragen binnen twee maanden na toezending van het volledige dossier door het Agentschap.

De Minister of zijn afgevaardigde brengt het betrokken overlegplatform voor geestelijke gezondheidszorg op de hoogte van zijn beslissing. Een afschrift van de beslissing wordt aan het Agentschap toegezonden. ”.

Art. 228. ”Onderafdeling 3. - Sturingscomité” van afdeling 4 van hoofdstuk II/1 van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een afdeling 5 met als opschrift ”Afdeling 5. Subsidiëring ”.

Art. 229. Artikel 1825 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

”Art. 1825. § 1. Erkende overlegplatforms inzake geestelijke gezondheid ontvangen een subsidie, waarvan het bedrag wordt berekend overeenkomstig de leden 2 tot en met 5.

§ 2. Een basisbedrag wordt als volgt toegekend aan overlegplatforms inzake geestelijke gezondheid:

1° 25.872,58 euro voor het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid, waarvan het grondgebied maximaal 300.000 inwoners telt;

2° 12.936,29 euro voor het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid, waarvan het grondgebied minimaal 300.001 inwoners en maximaal 500.000 inwoners telt;

3° 5.174,52 euro voor het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid, waarvan het grondgebied minimaal 500.001 inwoners en maximaal 899.999 inwoners telt;

Het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid, waarvan het grondgebied minstens 900.000 inwoners telt, ontvangt geen basisbedrag.

De bedragen van 25.872,58 euro, 20 euro, 25 euro en 5.174,52 euro waarnaar in lid 1 wordt verwezen, zijn gekoppeld aan de spilindex 123,14 in de basis 2013 = 100. Die bedragen worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt.

§ 3. Een totaalbedrag van 918.948,62 euro, verminderd met de overeenkomstig paragraaf 2 toegewezen bedragen, wordt verdeeld over alle overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg.

Deze verdeling gebeurt in verhouding tot de bevolking van het grondgebied van elk overlegplatform inzake geestelijke gezondheid. Om de pro rata te berekenen, wordt rekening gehouden met de laatst bekende bevolkingscijfers op 1 januari van het betreffende boekjaar.

Het bedrag van 918.948,62 euro in lid 1 dat wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013= 100. Dit bedrag wordt aangepast overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt.

§ 4. Het totaal van de overeenkomstig de paragrafen 2 en 3 berekende bedragen wordt aangepast om de financiering te waarborgen :

1° van 0,5 euro voltijds equivalenten voor het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid, waarvan het grondgebied maximaal 250.000 inwoners telt;

2° van 0,75 euro voltijds equivalenten voor het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid, waarvan het grondgebied tussen 250.000 en 500.000 inwoners telt;

Voor de toepassing van lid 1 wordt de waarde van een voltijdsequivalent vastgesteld op 64.681,46 euro.

2° de bedragen bedoeld in artikel 2 die worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 123,14 in de basis 2013= 100. Dit bedrag wordt aangepast overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, de aanpassing wordt toegepast vanaf de eerste dag van de eerste maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer een waarde bereikt die een wijziging rechtvaardigt.

§ 5. De artikelen 12/1 en 12/2 zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde subsidie.

§ 6. De Minister bepaalt per omzendbrief de lijst van de subsidiabele kosten die ten laste komen van de subsidie bedoeld in dit artikel.

Deze omzendbrief wordt elektronisch aan het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid overgemaakt. ”.

Art. 230. Artikel 1826 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

”Art. 1826. De balans en resultatenrekening worden opgesteld op basis van het model dat is opgenomen in bijlage 7 bij het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. ”.

Art. 231. In hoofdstuk II/1 van titel II van boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt na artikel 1826 een afdeling 6 met als opschrift "Afdeling 6" ingevoegd. Evaluatie, controle en sancties".

Art. 232. In afdeling 6 van hoofdstuk II/1 van titel III van boek VI van deel 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1826/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1826/1. De Minister stelt het model van activiteitenverslag, bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend deel van het decreet, op.

Dit model omvat:

1° de partijen bedoeld in artikel 12/3;

2° de gegevens met betrekking tot de uitvoering van het actieplan bedoeld in artikel 679/10, eerste lid, 7° van het decreetgevend deel van het Wetboek;

3° het in artikel 12/2 bedoelde dossier ter rechtvaardiging van het gebruik van de subsidie;

4° de gegevens die nodig zijn om na te gaan of de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 679/10, eerste lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek worden nageleefd.

Het in artikel 46 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde verslag wordt overeenkomstig artikel 12/3 aan het Agentschap toegezonden. "

Art. 233. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1826/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1826/2. § 1. De evaluatie van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid is gebaseerd op :

1° het actieplan;

2° de ingediende activiteitenverslagen;

3° de vorige evaluatieverslagen.

§ 2. De evaluatie heeft tot doel:

1° de positieve of negatieve verschillen tussen het actieplan en de uitgevoerde acties vaststellen en verklaren;

2° aanbevelingen uitwerken ter verbetering van de acties en praktijken van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid

§ 3. het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid voert ten minste om de drie jaar een zelfevaluatie uit.

Het zelfevaluatieverslag wordt elektronisch aan het Agentschap toegezonden.

Het Agentschap maakt, indien nodig, opmerkingen over het hem toegezonden zelfevaluatieverslag.

§ 4. De evaluatie wordt uitgevoerd tijdens een evaluatiegesprek dat, voor zover mogelijk, de volgende mensen betreft:

1° alle leden van het gesubsidieerde personeel van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;

2° een vertegenwoordiger van de inrichtende macht van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;

3° alle medewerkers van het Agentschap die verantwoordelijk zijn voor de evaluatie van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;

4° eventueel andere personen die gezamenlijk door het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid en het Agentschap worden uitgenodigd.

Het evaluatiegesprek vindt ten minste éénmaal om de drie jaar op initiatief van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid of van het Agentschap plaats.

§ 5. Aan het einde van het evaluatiegesprek stelt het Agentschap een evaluatierapport op.

Dit evaluatieverslag wordt binnen de maand na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid.

Het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid heeft vanaf de ontvangst van het evaluatieverslag één maand de tijd om zijn opmerkingen elektronisch bij het Agentschap in te dienen.

Het Agentschap verwerkt de opmerkingen van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid in het definitieve evaluatieverslag.

§ 6. Het definitieve evaluatieverslag wordt binnen drie maanden na het evaluatiegesprek elektronisch toegezonden aan het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid. "

Art. 234. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1826/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1826/3. De conclusies van de in artikel 679/16 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde controle worden binnen een termijn van drie maanden toegezonden aan het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid, dat over een termijn van een maand beschikt, te rekenen vanaf de ontvangst van de conclusies, om haar opmerkingen aan het Agentschap te doen toekomen. "

Art. 235. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 1826/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1826/4. § 1. Wanneer het Agentschap vaststelt dat een overlegplatform inzake geestelijke gezondheid niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet of zijn verplichtingen niet nakomt, stelt het dit overlegplatform inzake geestelijke gezondheid in kennis van de vastgestelde tekortkomingen en van de termijn om hieraan te voldoen, die niet korter mag zijn dan een maand vanaf de kennisgeving van de tekortkomingen.

§ 2. Na afloop van de termijn voor het in overeenstemming brengen doet het Agentschap, indien de vastgestelde tekortkomingen blijven bestaan, een voorstel tot intrekking van de erkenning, waarvan het kennis geeft aan het betrokken overlegplatform inzake geestelijke gezondheid.

Binnen een termijn van ten minste vijftien dagen vanaf de in het eerste lid bedoelde kennisgeving wordt het betrokken overlegplatform inzake geestelijke gezondheid uitgenodigd voor een hoorzitting, teneinde zijn argumenten naar voren te brengen. Het kan zich laten bijstaan door de raadsheer van zijn keuze.

Binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de hoorzitting wordt een proces-verbaal van verhoor waarbij elk nieuw element wordt gevoegd, opgesteld en overgemaakt aan het verhoorde overlegplatform inzake geestelijke gezondheid dat over vijftien dagen beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt.

§ 3. De Minister beslist over het voorstel tot intrekking van de erkenning binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het volledige dossier. ”.

Afdeling 8. — Andere wijzigingen

Art. 236. “Onderafdeling 4. - Kadaster van het aanbod” van afdeling 6 van hoofdstuk II van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een hoofdstuk II/2 met als opschrift “Hoofdstuk II/2. Kadaster van het zorgaanbod in de geestelijke gezondheid. ”.

Art. 237. In artikel 1827 van hetzelfde Wetboek wordt het woord «de administratie» vervangen door het woord «het Agentschap».

Art. 238. Artikel 1829 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 1829. Het Agentschap publiceert op zijn website een lijst van psychiatrische verzorgingstehuizen, initiatieven voor beschut wonen en diensten voor geestelijke gezondheidszorg en werkt deze lijst voortdurend bij met een indicatie voor elk van hen;

- 1° van het ambtsgebied van de instellingen ;
- 2° van hun toegankelijkheid voor personen met een handicap;
- 3° van de definitie van hun dienstenaanbod ;
- 4° van de openingstijden. ”.

Art. 239. Dezelfde “afdeling 4 - Tele-onthaalcentra” van hoofdstuk II/ van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een hoofdstuk II/3 met als opschrift “Hoofdstuk II/3. Tele-onthaalcentrum en coördinatiecel. ”.

Art. 240. “Onderafdeling 1. - Tele-onthaalcentra” van afdeling 3 van hoofdstuk II/3 van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een afdeling 1 met als opschrift “Afdeling 1. Tele-onthaalcentrum ”.

Art. 241. “Onderafdeling 2. - Coördinatiecel.” van afdeling 3 van hoofdstuk II/3 van titel III van boek VII van deel twee van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen door een afdeling 2 met als opschrift “Afdeling 2. Coördinatiecel. ”.

Art. 242. In artikel 144 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het opschrift worden de woorden “en 12/76” vervangen door de woorden “, 12/76, 1609/8, 1768/24, 1768/53, 1798 en 1824/3” ;

2° punt I.1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“ I.1. I.1. Deze deontologische regels zijn van toepassing op:

- de lokale centra voor gezondheidsbevordering;
- de kenniscentra voor gezondheidsbevordering;
- de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde;
- de operatoren inzake gezondheidsbevordering.
- de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg
- de specifieke referentiecentra
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de initiatieven voor beschut wonen;
- de geestelijke gezondheidsdiensten;
- de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheid:

De in lid 1 bedoelde instellingen worden hierna “erkende instellingen” genoemd. ”;

3° in punt II.1.1., worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering” vervangen door de woorden “De erkende instellingen”;

4° in punt II.1.2., worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering” vervangen door de woorden “De erkende instellingen”;

5° in punt II.1.3. :

a) worden de woorden “De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering” vervangen door de woorden “De erkende instellingen”;

b) in de Franse versie wordt het woord “discrimination” vervangen door het woord “discriminations”;

6° in punt II.2., worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering” vervangen door de woorden “De erkende instellingen”;

7° in punt II.3.1., worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering” vervangen door de woorden “De erkende instellingen”;

8° in punt II.3.2., worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering” vervangen door de woorden “De erkende instellingen”;

9° in punt II.4., worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering” vervangen door de woorden “De erkende instellingen”;

10° in punt II.5., worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering" vervangen door de woorden "De erkende instellingen";

11° in punt III., worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering" telkens vervangen door de woorden "De erkende instellingen";

12° in punt IV., worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering" telkens vervangen door de woorden "De erkende instellingen";

13° in punt V., worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering" telkens vervangen door de woorden "De erkende instellingen";

14° in punt VI., 3. worden de woorden De lokale centra voor gezondheidsbevordering, de kenniscentra voor gezondheidsbevordering, de operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde en de operatoren inzake gezondheidsbevordering" telkens vervangen door de woorden "De erkende instellingen";

HOOFDSTUK III. — *Andere- Wijzigingsbepalingen.*

Afdeling 1. — Wijziging van het besluit Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot bepaling van de nadere regels voor de erkenning en de sluiting alsook van de procedure inzake beroep voor de ziekenhuizen en de ziekenhuisdiensten, afdelingen, functies, initiatieven van beschut wonen en samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten

Art. 243. In de titel van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot bepaling van de nadere regels voor de erkenning en de sluiting alsook van de procedure inzake beroep voor de ziekenhuizen en de ziekenhuisdiensten, afdelingen, functies, initiatieven van beschut wonen en samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden ", functies, initiatieven van beschut wonen en samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten" vervangen door de woorden "en functies".

Art. 244. In artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden ", een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten" vervangen door de woorden "of een afdeling".

Art. 245. In artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden ", een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten" vervangen door de woorden "of een afdeling".

Art. 246. In artikel 3 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de punten III en IV opgeheven.

Art. 247. In artikel 4, lid 5 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden ", een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten" vervangen door de woorden "of een afdeling".

Art. 248. In artikel 5, lid 1, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden ", een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten" vervangen door de woorden "of een afdeling".

Art. 249. In artikel 8, lid 2 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden ", een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten" vervangen door de woorden "of een afdeling".

Art. 250. In artikel 9, lid 2, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° 2° luidend als volgt : 2° als het om een initiatief van beschut wonen gaat : deze bedoeld in artikel 3, III, 3°, 4°, van dit besluit;" wordt opgeheven;

2° 3° luidend als volgt : 3° als het om een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen of diensten gaat : deze bedoeld in artikel 3, IV, A, 1° of, naargelang het geval, IV, B, 1° van dit besluit;" wordt opgeheven;

3° 3° luidend als volgt : 3° als het om een initiatief van beschut wonen gaat : deze bedoeld in artikel 3, III, 5°, 6° en 7° van dit besluit" wordt opgeheven;

4° 4° luidend als volgt : 4° als het om een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen of diensten gaat : deze bedoeld in artikel 3, IV, A, 2° en 3° of, naargelang het geval, IV, B, 2°, 3°, 4° en 5°." wordt opgeheven;

Art. 251. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden ", een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten" vervangen door de woorden "of een afdeling".

Art. 252. In artikel 12, lid 3 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden ", de functie, de afdeling, het initiatief van beschut wonen of het samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten " vervangen door de woorden "de functie of een afdeling".

Art. 253. In artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden ", een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten" vervangen door de woorden "of een afdeling".

Art. 254. In artikel 14, lid 1 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden ", de functie, de afdeling, het initiatief van beschut wonen of het samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten " vervangen door de woorden "de functie of een afdeling".

Art. 255. In artikel 28 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 januari 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden „, een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten” vervangen door de woorden „of een afdeling”.

2° in lid 3 worden de woorden „, een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten” vervangen door de woorden „de functie of een afdeling”.

3° in lid 4 worden de woorden „, een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten” vervangen door de woorden „of een afdeling”.

Art. 256. In artikel 29, lid 2 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992, worden de woorden „, de functie, de afdeling, het initiatief van beschut wonen of het samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten ” vervangen door de woorden „de functie of de afdeling”.

Afdeling 2. — Wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 1990

houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van psychiatrische verzorgingstehuizen

Art. 257. In het opschrift van het Koninklijk Besluit van 10 juli 1990 tot vaststelling van de normen voor bijzondere erkenningen van psychiatrische verzorgingstehuizen worden de woorden „tot vaststelling van de normen voor bijzondere erkenningen” vervangen door de woorden „tot vaststelling van de minimale psychiatrische gegevens”.

Art. 258. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling:

Art. 259. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

1° „psychiatrische verzorgingstehuis”: het psychiatrisch verzorgingstehuis bedoeld in artikel 538/1, 1°, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

2° „Het Agentschap”: het Agentschap bedoeld in artikel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid ”.

Art. 260. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 261. Hoofdstuk II en de artikelen 3 tot 5 van hetzelfde besluit, worden opgeheven.

Art. 262. Hoofdstuk III en de artikelen 6 tot 24 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 263. Het opschrift van Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt vervangen door „Hoofdstuk IV Minimale psychiatrische gegevens”.

Art. 264. De artikelen 25 tot 31 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 265. In artikel 31*bis* van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 september 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden „het hoofd van de Directie Gezondheidszorgbeleid van het Bestuur van de Gezondheidszorgen van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu” vervangen door de woorden „het Agentschap”;

2° In paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden „De directeur-generaal van het Bestuur van de Gezondheidszorgen van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu” vervangen door de woorden „het Agentschap”;

Art. 266. In artikel 31*ter* van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 september 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1^{er} worden de woorden „de Federale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.” vervangen door de woorden „het Agentschap”;

1° in paragraaf 2 worden de woorden „de Federale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.” vervangen door de woorden „het Agentschap”;

3° in paragraaf 3, lid 2, worden de woorden „de Federale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft” vervangen door de woorden „het Agentschap”.

4° in paragraaf 4, vierde lid, worden de woorden „het hoofd van de directie Gezondheidszorgbeleid van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu” vervangen door de woorden „het Agentschap” en worden de woorden „de Federale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft” vervangen door de woorden „het Agentschap”.

Art. 267. In artikel 31 quater van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 september 1998, worden de woorden „van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu; zijn identiteit wordt medegedeeld aan de Federale Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.” vervangen door de woorden „van het Agentschap”.

Art. 268. Hoofdstuk V en de artikelen 32 tot 39 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 269. Hoofdstuk V*bis* en artikel 39*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 15 januari 1999, worden opgeheven.

Art. 270. In artikel 40 van hetzelfde besluit worden de woorden „Onze Minister van Sociale Zaken” vervangen door de woorden „De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft”.

Afdeling 3. — Wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten.

Art. 271. In het opschrift van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten, worden de woorden “de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten” vervangen door de woorden “de uitoefening van de bemiddelingsfunctie door de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheid”.

Art. 272. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling:

Art. 273. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

1° “overlegplatform inzake geestelijke gezondheid” : het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid gedefinieerd in artikel 679/2, 1°, van de Waalse Wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid.

2° “wet betreffende de rechten van de patiënt” : de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van patiënt;

3° “inrichtende macht”: de instelling die belast is met het bestuur van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;

4° “Het Agentschap”: het Agentschap bedoeld in artikel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid”.

Art. 274. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 275. Hoofdstuk II en de artikelen 3 tot 6 van hetzelfde besluit, worden opgeheven.

Art. 276. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt vervangen door “Hoofdstuk III Uitoefening van de bemiddelingsfunctie

Art. 277. De artikelen 7 tot 10*bis* van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 278. In artikel 11 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) wordt lid 1 vervangen door de volgende bepaling: “Elk overlegplatform inzake geestelijke gezondheid moet beschikken over een bemiddelingsfunctie zoals bedoeld in artikel 11 van de wet betreffende de rechten van de patiënt, die voldoet aan de voorwaarden die in dit besluit worden gesteld.”;

b) in paragraaf 2 worden de woorden “bij het samenwerkingsverband aangesloten instellingen en diensten bedoeld in artikel 8, § 3, 2°, 3° en 5°” vervangen door de woorden “bij het overlegplatform aangesloten instellingen en diensten”;

b) lid 3 wordt opgeheven.

2° in paragraaf 2 worden de woorden “door het in artikel 10 bedoelde comité” vervangen door de woorden “inrichtende macht”.

Art. 279. In artikel 134 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

b) in paragraaf 2 worden de woorden “samenwerkingsverband” vervangen door de woorden “overlegplatform inzake geestelijke gezondheid”;

2° in punt b), worden de woorden “het comité zoals bedoeld in artikel 10” vervangen door het woord “de inrichtende macht”;

3° in punt c) in paragraaf 2 worden de woorden “het samenwerkingsverband” vervangen door de woorden “het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid”;

Art. 280. In artikel 14 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 2007, worden de woorden “het comité” telkenmale vervangen door het woord “de inrichtende macht”.

Art. 281. In artikel 20, § 1, zesde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 8 juli 2003, wordt punt 1° vervangen als volgt: “1° de inrichtende macht, die erop toeziet dat het jaarverslag wordt verspreid onder de instellingen en diensten die deel uitmaken van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid;”.

Art. 282. In artikel 21 van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 juli 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2 wordt het woord “het comité van het samenwerkingsverband” vervangen door het woord “de inrichtende macht”.

2° in lid 3 worden de woorden “het samenwerkingsverband” vervangen door de woorden “het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid”;

Art. 283. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden “Onze Minister van Sociale Zaken” vervangen door de woorden “De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft”.

Afdeling 4. — Wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen.

Art. 284. Artikel 52 van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 december 2012, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffingsbepalingen.*

Art. 285. De volgende besluiten worden opgeheven:

1° het koninklijk besluit van 10 juli 1990 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de initiatieven van beschut wonen en op de samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten

2° het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van initiatieven van beschut wonen ten behoeve van psychiatrische patiënten.

3° het koninklijk besluit van 10 december 1990 houdende vaststelling van de regels voor het bepalen van de opnemingsprijs voor personen die worden opgenomen in psychiatrische verzorgingstehuizen;

4° het koninklijk besluit van 16 juni 1999 houdende vaststelling van het maximum aantal plaatsen van beschut wonen dat in gebruik mag worden genomen alsmede van de regelen inzake de gelijkwaardige vermindering van een aantal ziekenhuisbedden zoals bedoeld in artikel 35 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987;

5° het koninklijk besluit van 18 juli 2001 houdende vaststelling van de regelen volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald;

6° het koninklijk besluit van 17 december 2002 houdende vaststelling van de regelen volgens welke een gedeelte van de opnemingsprijs in psychiatrische verzorgingstehuizen ten laste van de Staat wordt gelegd ;

7° het koninklijk besluit van 23 juni 2003 houdende vaststelling van de regelen inzake de gelijkwaardige vermindering van een aantal ziekenhuisbedden zoals bedoeld in artikel 35 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987

8° het ministerieel besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van het programmacijfer voor psychiatrische verzorgingstehuizen

9° het ministerieel besluit van 10 juli 1990 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, in de psychiatrische verzorgingstehuizen.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 286. Het referentiecentrum voor geestelijke gezondheid dat erkend is overeenkomstig artikel 296 van het decreet van 10 januari 2024 tot wijziging van het Waalse Wetboek voor sociale actie en gezondheid betreffende de geestelijke gezondheid en de actieve diensten ervan in Wallonië, moet uiterlijk op 31 december van het tweede jaar na de inwerkingtreding van dit besluit voldoen aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 287. Het psychiatrisch verzorgingstehuis dat op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit een erkenning heeft, moet uiterlijk op 31 december van het tweede jaar na inwerkingtreding van dit besluit voldoen aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 288. Het initiatief voor beschut wonen dat een erkenning heeft op het moment dat dit besluit in werking treedt, moet uiterlijk op 31 december van het tweede jaar na de inwerkingtreding van dit besluit voldoen aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 289. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg die erkend is wanneer dit besluit van kracht wordt, moet uiterlijk op 31 december van het tweede jaar na de inwerkingtreding van dit besluit voldoen aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 290. Het overlegplatform inzake geestelijke gezondheid dat erkend is wanneer dit besluit in werking treedt, moet uiterlijk op 31 december van het tweede jaar na de inwerkingtreding van dit besluit voldoen aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 291. Het eerste strategisch plan voor geestelijke gezondheid wordt aangenomen in overeenstemming met de bepalingen van dit besluit, ten laatste op de termijn bepaald in artikel 301 van het decreet van 10 januari 2024 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de geestelijke gezondheid en zijn diensten die actief zijn in Wallonië

Art. 292. Het decreet van 10 januari 2024 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de geestelijke gezondheid en zijn diensten die actief zijn in Wallonië treedt in werking op 1 januari 2024

Art. 293. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2024.

Art. 294. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE